



**HAL**  
open science

# **Povos indígenas do Brasil e da Guiana Francesa : estatutos legais distintos e desproteção nos dois lados da fronteira (1946-1987)**

Grazielle da Silveira Pereira

## ► To cite this version:

Grazielle da Silveira Pereira. Povos indígenas do Brasil e da Guiana Francesa : estatutos legais distintos e desproteção nos dois lados da fronteira (1946-1987). Law. Université de Nanterre - Paris X; Pontificia universidade católica (Rio de Janeiro, Brésil), 2023. Portuguese. NNT : 2023PA100130 . tel-04517471

**HAL Id: tel-04517471**

**<https://theses.hal.science/tel-04517471>**

Submitted on 22 Mar 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Membre de l'université Paris Lumières  
École doctorale 141 : Droit et science politique  
CTAD Équipe CREDOF

## **Grazielle da Silveira Pereira**

### **Peuples autochtones du Brésil**

### **et de la Guyane française :**

**Des statuts juridiques différents et un manque de protection des deux  
côtés de la frontière (1946-1987).**

Thèse présentée et soutenue publiquement le 13/12/2023  
en vue de l'obtention du doctorat de **Droit public** de l'Université Paris Nanterre  
sous la direction de M. Éric Millard Albacete et de M. José María Gómez

#### **Jury\* :**

Rapporteuse :	Mme Lilian Marcia Balmant Emerique	Professeure des Universités, Universidade Federal do Rio de Janeiro
Rapporteur :	M. Paulo Cosme de Oliveira	Professeur des Universités, Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro
Co-directeur :	M. Éric Millard Albacete	Professeur des Universités, Université Paris Nanterre
Co-directeur :	M. José María Gómez	Professeur des Universités, Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro
Membre du jury :	M. Alexis Tiouka	Juriste, membre du groupe d'experts en droits humains et droits des peuples autochtones

## **RÉSUMÉ EN FRANÇAIS**

**Grazielle da Silveira Pereira**

**Peuples autochtones du Brésil et  
de la Guyane française:  
des statuts juridiques différents et  
un manque de protection des deux côtés  
de la frontière (1946-1987).**

**Thèse de Doctorat**

Directeurs de thèses: Professeur Dr. José María Gómez  
Professeur Dr. Eric Millard Albacete

## Remerciements

Je remercie mes directeurs de thèse, José María Gomez et Eric Millard, pour leur enseignement, leur patience et leur disponibilité pendant ces années d'étude.

Je remercie aussi les professeurs de la PUC/RJ, en particulier la professeure Bethania Assy pour sa sensibilité, son engagement aux projets de recherches en ces temps difficiles : merci beaucoup. Je voudrais également remercier la professeur Thula Pires, coordinatrice du Programa de Pós- Graduação de Direito à la PUC/RJ, qui a toujours été là pour enseigner et aider les étudiants.

Je remercie aux professeurs Paulo Cosme, Roberto Yamato, Lilian Emerique et Alexis Tiouka qui ont gentiment accepté de participer du jury de la thèse et de partager leurs connaissances avec moi. Merci à Carmen, Anderson et Madame Thiant qui sont toujours prêts à nous aider dans toutes les procédures de l'Université.

Je remercie mes compagnons de recherche, João Gabriel Ascenso et Rayane Araújo, qui sont conscients des difficultés d'un doctorat et du sujet choisi. Je remercie également à Alexis Tiouka, grand juriste kalin'a, pour ses instructions et le partage de ses connaissances, ainsi que le chercheur Philippe Karpe pour m'avoir mis en contact avec lui.

Je voudrais remercier mes amis Rafael Dias et Nina Zur, qui ont de grandes oreilles et de grands cœurs. Je voudrais également remercier Maguy et Ursula, qui m'ont beaucoup aidé pendant mon séjour en France.

Je remercie Dieu qui m'a donné la force, les compétences et la santé nécessaires pour développer mes études. Ce Dieu qui m'a donné une famille, mon père Victor Hugo, ma mère Andrea, mes frères et sœurs Danielle et Rafael, ma tante Sandra et mon oncle Nicolau, qui m'ont accompagné pendant ces périodes de pandémies et d'études, en faisant preuve d'amour et d'acceptation.

Je remercie tous ceux qui m'ont accompagné dans les moments d'incertitude et de difficulté, qui m'ont donné des paroles de liberté et d'encouragement.

Merci au peuple brésilien, dont les ressources m'ont permis d'étudier à l'université de Paris Nanterre.

## PLAN DE L'OUVRAGE

RÉSUMÉ FRANÇAIS .....	02
THÈSE EN PORTUGAIS.....	104
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	286

## Introduction

Il s'agit dans ce travail d'analyser les relations entre l'État brésilien et l'État français, en Guyane Française — qui constitue actuellement une collectivité unique de la France — et leurs peuples autochtones respectifs durant la période qui s'étend de 1946 à 1987. Le thème de la recherche s'inscrit dans les interrogations concernant le devoir d'attribution de droits spécifiques et de protection effective aux peuples autochtones et à leurs membres. En ce sens, l'analyse se penche sur la législation et sur les politiques publiques mises en œuvre, la non-reconnaissance et les violations de droits ainsi que sur certaines des réactions des peuples autochtones dans les deux États.

Cette thèse ne prétend pas proposer une définition catégorique qui identifie les peuples autochtones. Mais à la lecture de la recherche proposée, ils peuvent être compris comme des peuples s'auto-identifiant comme descendants des habitants d'un État National donné à une époque antérieure à la colonisation et souhaitant préserver, en tout ou en partie, leurs propres institutions sociales, économiques, culturelles et politiques<sup>1</sup>.

Le problème de recherche consiste à interroger les relations juridiques et politiques que les États français et brésiliens ont entretenues avec des peuples autochtones marqués par des vulnérabilités issues du processus de colonisation, en analysant comment ont été gérés les divers peuples, entre 1946 et 1987. Afin d'éviter les sécessions, le droit français a conjugué des mécanismes d'égalité juridique entre les individus qui devaient garantir l'unicité du peuple français de l'hexagone et des territoires d'outre-mer. Le droit brésilien a pour sa part établi des mécanismes qui différençaient les peuples autochtones des autres citoyens. Il s'agissait de promouvoir une protection différenciée provisoire jusqu'à la

---

<sup>1</sup>Définir de manière catégorique ce que sont les peuples autochtones et identifier quels sont les groupes qui pourraient être catégorisés comme tels est une tâche difficile en raison de la complexité des multiples processus historiques impliqués et aussi parce que les peuples ne sont pas figés et se modifient. Par exemple, la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones de 2007 ne présente aucune définition juridique des peuples autochtones. En l'absence d'une définition précise, certains critères sont adoptés pour identifier les peuples autochtones tels que l'auto-identification, l'occupation des territoires par leurs ancêtres avant la colonisation, la défense d'institutions politiques, économiques et culturelles propres, critères figurant dans la Convention n° 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relative aux Peuples Indigènes et Tribaux et au sein de *l'Étude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones*, élaborée par José R. Martínez Cobo.

désintégration de ces peuples et l'intégration progressive de leurs membres au modèle de la société nationale. Dans ce contexte, la question soulevée concerne la coexistence de mécanismes de production de l'égalité et de protection des peuples autochtones avec une non-reconnaissance de ces peuples et l'exercice de violences à leur égard. Par ailleurs, il s'agit également d'observer la manière dont la lutte de ces peuples s'est articulée aux actions de l'État.

L'hypothèse avancée ici est que le droit de l'État national français était ancré dans des postulats de hiérarchisation raciale, par le biais de mécanismes qui promouvaient une égalité fictive et qui ont été mis en œuvre par la négation des différences et la non-reconnaissance des peuples autochtones de Guyane. Le droit de l'État national brésilien, quant à lui, présentait des systèmes de protection spéciaux des peuples autochtones, mais ceux-ci allaient reproduire le besoin d'assimilation ou se montraient sans effets pour éviter les violences et les assassinats. Cependant, et malgré la hiérarchisation établie, le droit allait aussi constituer un espace de litiges et de revendications portant sur la reconnaissance des peuples.

On peut donc affirmer que l'État, à travers ses appareils, tend à réduire les peuples distincts à un seul peuple, les divers agencements politiques à une seule forme d'organisation établie par sa loi. En ignorant les différences, il s'agissait de produire une homogénéisation, de nier les pluralités et les organisations sociales distinctes inhérentes à chaque peuple singulier.

L'objectif général de cette thèse est de dresser un tableau comparatif des systèmes juridiques brésiliens et français en y associant la dimension historique ; puis d'observer les violations de droits autorisées par l'État et, en dernier lieu, certaines luttes menées par les peuples autochtones, ce qui donnera lieu à un débat sur le potentiel d'une protection juridique qui différencie les citoyens et la nécessité d'une égalité juridique comme fondement d'une république constitutionnelle. D'autres objectifs plus spécifiques consistent à comprendre comment la Constitution et les lois nationales se sont accordées aux idéaux d'égalité ou de différenciation par rapport à la pluralité de peuples au sein d'un même État; comprendre que la reconnaissance de la pluralité des peuples et leur protection intégrale sont limités par le développement de l'État brésilien et de la Guyane intégrée à la puissance française; observer les stratégies développées par les peuples autochtones pour résister à leur négation ou assimilation.

Pour atteindre ces objectifs, nous analysons des sources bibliographiques et documentaires. L'analyse qualitative des sources documentaires, comprenant des lois, des Constitutions et des documents publics, est conjuguée à des sources bibliographiques d'auteurs relevant principalement des domaines de l'anthropologie sociale et de l'histoire afin d'organiser et de contextualiser le cadre juridique de chaque État, en y incluant le processus d'intégration de la Guyane à la France en 1946. Il faut préciser que dans le contexte brésilien, la recherche s'appuie sur l'analyse du Rapport de la Commission Nationale de la Vérité qui a permis d'enquêter sur les violences subies par les peuples autochtones. Cette approche méthodologique permet de comprendre les interactions complexes entre les politiques étatiques, les dynamiques sociales et les récits historiques portant sur les peuples autochtones au cours de la période étudiée.

Sur le plan théorique, la réflexion se concentre sur les recherches autour du lien entre le racisme, la violence et les sociétés marquées par le colonialisme. L'analyse reprend le concept de colonialité du pouvoir, compris comme un exercice de domination constitué à partir de la classification raciale de la population mondiale. Ce processus a été observé pour la première fois en ce qui concerne la colonisation de l'Amérique Latine, qui constituerait un fondement du modèle capitaliste mondial<sup>2</sup>. Dans cette optique, Anibal Quijano explicite que le modèle de domination exercée par les colonisateurs a été organisé sur la base de l'idée de race<sup>3</sup>.

La colonialité est mise en lumière à partir de l'hypothèse selon laquelle la forme de pouvoir du monde moderne/colonial, issue des relations coloniales, base ses hiérarchies sur les catégories européen/non européen et capital/travail, constituant des principes qui organisent les différentes relations de pouvoir – soit à travers le contrôle du sexe, de la nature, des formes d'autorité (État-Nation), des

---

<sup>2</sup>Ver QUIJANO, Aníbal. *Colonialidad del Poder, Cultura y Conocimiento en América Latina*. In: Anuário Mariateguiano. Lima: Amatua, v. 9, n. 9, 1997; QUIJANO, Aníbal. *Colonialidade do poder, Eurocentrismo e América Latina*. In: A colonialidade do saber: eurocentrismo e ciências sociais. Perspectivas latino-americanas. Buenos Aires: CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2005; QUIJANO, Aníbal. *Colonialidade do poder e classificação social*. In: SANTOS, Boaventura de Sousa; MENESES, Maria Paula (orgs). *Epistemologias do Sul*. Coimbra: Edições Almedina, 2009.

<sup>3</sup>QUIJANO, Aníbal. *Colonialidad del Poder, Cultura y Conocimiento en América Latina*. In: Anuário Mariateguiano. Lima: Amatua, v. 9, n. 9, 1997, p. 121.



relations de travail, des identités, des épistémologies.<sup>4</sup> C'est pourquoi les relations coloniales inhérentes à la formation de l'Amérique ont permis le développement de ce modèle mondial de pouvoir qui allait se perpétuer même avec la fin du colonialisme.

Les perspectives décoloniales permettent d'interpréter l'effacement des peuples autochtones par les États français et brésiliens. Bien que cet effacement y soit reconnu, ce travail ne prétend pas être un vecteur des voix autochtones. Il repose principalement sur des sources écrites qui n'ont pas été rédigées par les autochtones eux-mêmes, leur mode de production de mémoire étant encore essentiellement oral. Il existe une autre lacune, concernant la prise en compte du thème des peuples autochtones et des États brésiliens et français, les études universitaires sur ce sujet, dans les champs du Droit et des Sciences Politiques, restant limitées.

En ce qui concerne la structure de la thèse, elle est divisée en deux parties principales. La première partie se concentre sur les mécanismes mis en œuvre afin d'intégrer les peuples autochtones. Elle porte sur les avancées territoriales de l'État et la manière dont ce dernier traite les peuples qu'il commence à intégrer. Cette partie est divisée en deux sous-titres: "Avancées de l'État" et "Statuts juridiques", dont chacun comprend deux chapitres qui traitent de cas spécifiques en Guyane et au Brésil, soit un total de quatre chapitres. Le premier chapitre porte sur la Guyane et aborde le processus de départementalisation, l'attribution générale de la citoyenneté – dont les autochtones ont été exclus. Le second chapitre porte sur la question autochtone au sein du Brésil Républicain, la formation des institutions et de la législation. Le troisième chapitre met en lumière l'existence d'un traitement différencié des peuples autochtones, avec l'institution du territoire de l'Inini, en Guyane, en 1930, le développement de politiques publiques dans les années 1940 et 1950 et le processus de *francisation* – attribution de la citoyenneté française – dans les années 1960. Le quatrième chapitre, qui clôt la première partie, fait état de l'institution de la tutelle, comme instrument juridique répondant à l'incapacité juridique, mais aussi comme moyen d'administrer les peuples.

---

<sup>4</sup>Voir *La colonialidad del poder y del saber*, aula ministrada pelo Professor Dr. Ramón Grosfoguel, no curso *Descolonización del conocimiento y descolonización de los paradigmas de la economía política*, Dictado los días 12-14 noviembre 2012 Org. DILAAC y Doctorado en Ciencias Sociales. Disponible sur : <<https://www.youtube.com/watch?v=QUH91TiiFIE>>. Consulté: le 06 mai 2020.

La deuxième partie de la thèse se concentre sur l'État, double espace d'invisibilisation et de violation de droits, mais aussi espace des litiges autour de la reconnaissance de droits. Cette partie est également subdivisée en deux titres : "Invisibilité et violations de droits" et "Droit comme champ de litiges", comprenant chacun deux chapitres qui se penchent sur les questions des peuples autochtones en Guyane et au Brésil. Le cinquième chapitre explore les mécanismes d'intégration des peuples autochtones en Guyane et la négation de l'existence de peuples différenciés. Le sixième chapitre décrit les violations de droits subies au Brésil, avec la collaboration de l'État lui-même, telles qu'elles ont été documentées par la Commission Nationale de la Vérité (CNV). Le septième chapitre accompagne les revendications de droits des peuples autochtones de Guyane, dans les années 1970 et 1980, et révèle certaines des stratégies d'organisation, de revendication et de contestation de droits au Brésil.

## **Partie I**

### **L'intégration de peuples du point de vue de la définition légale : possibilités et limites**

#### **Titre I**

##### **Progressions de l'État**

#### **Chapitre 1**

##### **La Guyane, *une vieille colonie qui s'intègre à la France***

Ce premier chapitre vise à comprendre le processus d'intégration de la Guyane à l'État républicain français, lorsque l'adhésion à l'ancienne métropole met fin à la colonisation. Il s'agit de vérifier comment cette intégration s'est concrétisée, juridiquement, dans le processus de départementalisation et quel en a été la signification du point de vue de l'institution de la citoyenneté française en Guyane. Dans cet objectif, certaines questions concernant le processus d'intégration des anciennes colonies à la France et le rapport entre l'assimilation des colonies et le statut de citoyenneté des colonisés seront directrices. Dans ce chapitre, nous aborderons en premier lieu l'octroi du statut de citoyen français aux résidents des

anciennes colonies, en y incluant les guyanais en général. La question du statut de citoyenneté autochtone sera traitée dans les prochains chapitres.

## 1.1

### Départementalisation : les étapes formelles d'une intégration

#### 1.1.1

#### De la représentation des colonies au sein du Parlement français à la congrégation dans l'Union Française

Pour comprendre le processus de départementalisation, il convient de se pencher sur la relation entre la France et ses colonies. Dénommées " vieilles colonies", la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et Saint-Domingue (Haïti), encore occupées au XVIIème siècle, ont connu pendant plus de trois siècles le système productif des plantations, la traite négrière et les disputes de territoire les opposant à d'autres empires coloniaux<sup>5</sup>. En ce qui concerne la Guyane Française, les principales difficultés ont porté sur le peuplement par des colons français, les litiges frontaliers et l'installation de la colonie pénitentiaire sur l'île du Diable.

Pendant près de deux siècles de subordination des colonies, les décisions les concernant étaient prises par les États Généraux sans participation de leurs représentants. Une représentation des colonies n'a été rendue possible que dans un moment de crise de l'ancien régime et lors des périodes républicaines.

C'est à la veille de la Révolution française, en 1789, qu'une délégation de députés des territoires d'Outre-mer est envoyée aux États Généraux. Elle est d'abord admise comme observatrice puis autorisée à délibérer provisoirement, sa participation étant enfin rendue effective par le principe de la représentation coloniale à l'Assemblée Constituante du 4 juillet 1789<sup>6</sup>.

Cependant, le système électoral de l'Assemblée Législative ne prévoyant l'existence d'aucune délégation d'outre-mer, en 1792, cette Assemblée approuva l'élection de trente-deux députés des colonies qui formeraient une Convention Nationale et elle détermina que les colonies seraient parties intégrantes de l'Empire Français<sup>7</sup>. La Convention du Directoire reproduisait la disposition sur la

---

<sup>5</sup>FABERON, Jean-Yves ; ZILLER, Jacques. *Droit de collectivités d'Outre-mer*. In: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, E.J.A, Paris, 2007, p.15-17.

<sup>6</sup>BINOCHÉ Jacques. *Les élus d'outre-mer au Parlement de 1871 à 1914*. In: *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tomo 58, n° 210, primeiro trimestre, 1971. pp. 82-115, p. 82-83.

<sup>7</sup>Ibidem, p. 83.

représentation coloniale mais elle fut supprimée par la Constitution de l'an VIII, cette suppression étant confirmée par la Constitution de l'an X, à l'époque napoléonienne<sup>8</sup>.

La disposition relative à la représentation des colonies est reprise dans l'institution de la Deuxième République en 1848, mais elle est alors restreinte par le décret de 1849 puis à nouveau supprimée pendant toute la durée du Second Empire<sup>9</sup>. Durant la Troisième République, instaurée en 1870, les colonies récupèrent une représentation à l'Assemblée Nationale. Le nombre de représentants reste fluctuant au cours de la Troisième République, la consolidation de la représentation dépendant du combat constant mené par les représentants des colonies<sup>10</sup>. Finalement, l'Assemblée Constituante de 1946 inclut la représentation de toutes les colonies françaises<sup>11</sup>

Le système colonial connaît une reconfiguration politique avec la création de l'Union Française en 1946, un ensemble d'espaces métropolitains et extra-territoriaux organisés en collectivités territoriales sous la domination française, prévu par la Constitution de 1946. Cette reconfiguration permet désormais de discuter le *statut* des anciens territoires coloniaux<sup>12</sup>.

L'Union Française regroupait les collectivités territoriales suivantes : 1- La République Française, y compris les départements métropolitains, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et l'Algérie ; 2- Les territoires associés : Togo et Cameroun ; 3- Les États associés : Tunisie et Maroc, les deux protectorats et l'Indochine<sup>13</sup>. Dès lors, il s'agissait de l'intégration, de la fonction et de l'intervention de chaque collectivité territoriale au sein de l'État National français. La classification des anciennes colonies dans chacun des types de collectivité territoriale détermina la participation institutionnelle aux espaces de délibération de l'État National français, mettant l'accent sur la participation des départements et territoires d'outre-mer qui intégraient la République.

---

<sup>8</sup>Ibidem, p. 84.

<sup>9</sup>Ibidem.

<sup>10</sup>Ibidem, p. 86-87.

<sup>11</sup>FABERON, Jean-Yves ; ZILLER, Jacques. *Op. Cit.*, p. 20.

<sup>12</sup>DUHAMEL, Éric. *Histoire politique de la IV<sup>e</sup> République*. Paris: La Découverte, 2000, p. 64.

<sup>13</sup>Ibidem, p. 67. Stephanie.

### 1.1.2

#### La loi n ° 46- 451/ 1946 : un processus d'assimilation des colonies

Il convient d'aborder l'adoption de la loi de départementalisation comme étant une suite de différends. L'intégration à la France s'est concrétisée de par une demande intense issue des anciennes colonies et par la volonté de la métropole qui finit par institutionnaliser cette demande. Cette intégration a mis fin à l'ancien *statut* colonial par le biais d'un mécanisme d'égalisation des colonies avec les départements de la métropole.

En ce sens, les élites locales des anciennes colonies, représentées par leurs députés, purent mobiliser des revendications d'égalité politique<sup>14</sup> ce qui aboutit à l'adoption législative du projet de départementalisation. Le principe d'assimilation avait déjà été énoncé dans la Constitution du 5 Fructidor An III, sous la Première République, qui déterminait que les colonies françaises feraient partie intégrante de la République, divisées en départements, et soumises à la même loi constitutionnelle<sup>15</sup>. Cependant, cette disposition ne fut jamais appliquée.

Sur le plan institutionnel, les anciennes colonies ont formalisé maintes demandes du statut de département qui n'ont pas abouti. En 1838, d'abord, le Conseil colonial de Guadeloupe, émet le souhait de voir la colonie devenir un département; en 1854, le futur sénateur Audiffret-Pasquier propose la départementalisation lors d'un débat sur le régime des colonies ; en 1865, un sénateur de la Martinique se manifeste également dans le même sens<sup>16</sup>.

Plus tard, sous la Troisième République, le droit métropolitain commence à être appliqué aux anciennes colonies, étant expressément déterminé : un système de décrets établissant le principe de la spécialité législative coloniale, selon lequel le droit de la métropole était appliqué aux colonies si le décret confirmait cette

---

<sup>14</sup>GUYON, Stéphanie. *Trajectoires post-coloniales de l'assimilation*. In: *Politix*, 116(4), 2016, P. 11. Disponible sur : <<https://www.cairn.info/revue-politix-2016-4-page-9.htm>>. Consulté: le 07 avril 2022.

<sup>15</sup>ROUX, André. *L'évolution constitutionnelle du statut des départements d'outre-mer*. In: *L'évolution constitutionnelle du statut des Départements d'Outre-Mer, rapport au colloque 1946-1976: Soixante dix ans de départementalisation ultra marine entre diversité législative et unité constitutionnelle dans la République*, Avril 2016, Saint Denis de la Réunion, France, p. 01.

<sup>16</sup>FABERON, Jean-Yves; ZILLER, Jacques, *Op. Cit.*, p. 31.

application<sup>17</sup> ou si le législateur indiquait expressément l'application de la loi aux colonies<sup>18</sup>.

D'autres demandes institutionnelles ont été formulées au cours de la Troisième République, les conseillers généraux de la Martinique et de la Guadeloupe demandèrent la transformation de leurs colonies en départements à trois reprises, en 1874, 1881 et 1882. En 1890, les sénateurs de la Guadeloupe et de la Martinique déposèrent un projet de loi portant sur l'organisation des colonies de Guadeloupe et Martinique en vue de leur classification comme départements français. En 1891, le ministre du commerce et de l'industrie déposa également un projet de loi similaire. En 1915, des députés de la Guadeloupe et de la Martinique proposèrent un projet de loi en ce sens. Finalement, le même projet se voit réitéré par un député de la Martinique en 1919, puis en 1925, lorsque celui-ci devient sénateur.<sup>19</sup>

À l'occasion du tricentenaire des anciennes colonies, en 1936, les députés de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane se réunissent et proposent une résolution, déposée au Bureau de la Chambre des députés, afin de convaincre le gouvernement de transformer la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane en départements français, faisant valoir que ces colonies possédaient le même niveau intellectuel et social que les populations de la métropole<sup>20</sup>.

Après le refus de maintes demandes, la participation des peuples colonisés d'outre-mer à la seconde guerre mondiale finit par concrétiser en France l'idée que ces peuples étaient assimilés et que l'institutionnalisation de la loi de départementalisation était susceptible d'apporter un progrès social aux anciennes colonies<sup>21</sup>. Par ailleurs, la permanence des empires coloniaux s'étiole et un modèle politico-juridique d'intégration ou de libération des colonies doit être proposé pour éviter les ruptures violentes lors de cette transition.

---

<sup>17</sup>MAM-LAM-FOUK, Serge. *Histoire de l'assimilation: des <<veilles colonies>> françaises aux départements d'outre-mer// La culture politique de l'assimilation en Guyane et aux Antilles françaises (XIXe et XXe siècles)*. Matoury: Ibis Rouge Editions, 2006, p. 55.

<sup>18</sup>FABERON, Jean-Yves; ZILLER, Jacques, *Op. Cit.*, p. 41

<sup>19</sup>Ibidem, p. 32.

<sup>20</sup>MAM-LAM-FOUK, Serge. *Op. Cit.*, 2006, p.140-141.

<sup>21</sup>Voir LAVENAIRE-PINEAU, Maël. *Décolonisation et changement social aux Antilles françaises. De l'assimilation à la "Départementalisation"; socio-histoire d'une construction paradoxale (1946-1961)*, thèse soutenue en 2017 à l'École Doctorale 588, Laboratoire Archéologie Industrielle Histoire Patrimoine Géographie Développement Environnement, Université des Antilles. Disponible sur <<http://www.theses.fr/2017ANTI0159>> . Consulté: le 19 mai 2022, p. 51.

En 1946, lors des discussions du projet de loi d'assimilation, les députés des anciennes colonies préconisèrent la transformation des quatre colonies en départements d'outre-mer. Profitant d'une majorité parlementaire de gauche à l'Assemblée nationale<sup>22</sup>, le rapport du projet de loi, mettait en avant la nécessité de vérifier les spécificités socio-économiques et les réalités géographiques des colonies.

Enfin, l'élaboration de la loi n° 46- 451 du 19 de mars 1946 établit que les anciennes colonies de la Guadeloupe, Martinique, Réunion et Guyane française reçoivent le *statut* de département français d'outre-mer et l'émission de décrets renvoyant aux lois et décrets de la métropole en vigueur ; à leur tour, les nouvelles lois applicables à la métropole le sont également aux départements, comme cela est expressément mentionné dans les textes de loi<sup>23</sup>. L'institutionnalisation de cette loi signifiait l'assimilation des anciennes colonies désormais parties intégrantes de la France, mettant fin à l'ancienne soumission coloniale.

### 1.1.3 Les effets juridiques du *statut* de département

L'intégration politique, juridique et administrative des anciennes colonies fut consolidée par la Constitution de 1946, sous la Quatrième République, qui les transforma en collectivité territoriale classifiée comme département. Selon le texte constitutionnel, le régime législatif des départements d'outre-mer devait être le même que celui des départements métropolitains, à l'exception de disposition exceptionnelle introduite par la loi<sup>24</sup>. La formulation ambiguë de la loi sur la départementalisation qui semblait faire référence à la nécessité d'un texte de confirmation expresse fut corrigée<sup>25</sup>. Par conséquent, tous les départements possédaient la même forme d'organisation et de fonctionnement.

<sup>22</sup>MAM-LAM-FOUK, Serge. *Op. Cit.*, 2006, p. 144-145.

<sup>23</sup>Voir texte de loi en FRANCE. Loi n° 46-451, du 19 mars 1946. Classe comme départements français la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane française. Disponible sur : <<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000868445/>>. Consulté : le 06 mai 2022.

<sup>24</sup>FRANCE. Constitution de 1946, du 27 octobre 1946. Disponible sur : <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-de-1946-ive-republique#:~:text=Chacun%20a%20le%20devoir%20de,au%20syndicat%20de%20son%20choix>> Consulté : le 06 mai 2022.

<sup>25</sup>Voir BLÉRIOT, Laurent. *Les départements et régions d'outre-mer : un statut à la Carte*, Le Seuil, «Pouvoirs », 2005/2 n° 113, p. 59-60.

Les départements de la métropole et d'outre-mer, quels qu'en soit l'éloignement et le niveau de développement socio-économique, ne se distinguaient pas constitutionnellement, bien que la loi puisse éventuellement déterminer certaines spécifications. Le texte constitutionnel ne prenait pas en compte le passé colonial, omettant la nécessité d'ajustements politiques ou socio-économiques entre les territoires situés en métropole et ceux des colonies.

Reposant sur l'indivisibilité de la République et sur un pouvoir central unique qui légiférait, le modèle de l'État Unitaire français était caractérisé par l'unité du pouvoir politique, dont l'une des significations juridiques consistait ainsi en l'existence d'une seule catégorie de lois applicables à l'ensemble du territoire<sup>26</sup>. Par conséquent, les départements ne pouvaient posséder de capacité législative ni formuler leur propre législation dans les limites de leur organisation territoriale, ce qui signifiait une autonomie très réduite par rapport à l'administration centrale.

Par ailleurs, la manière dont l'État répartit ses fonctions et attribue des compétences aux départements renvoie aux manifestations de la déconcentration administrative ; les départements étaient et sont encore dotés de compétences administratives propres pour gérer leurs services publics - ce qui représente une certaine marge d'action, car les fonctions administratives ne sont pas concentrées dans une seule instance étatique.

La Constitution de 1946 institua également les territoires d'outre-mer dotés d'un statut particulier, tenant compte de leurs propres intérêts au sein de l'ensemble des intérêts de la République<sup>27</sup>. Cette possibilité de statut particulier portait principalement sur les spécificités locales, se distinguant ainsi du régime *a priori* égalitaire des départements métropolitains et d'outre-mer.

Selon la Constitution de 1958, promulguée sous la Cinquième République, les départements métropolitains et ceux d'outre-mer restaient constitués comme une catégorie unique de collectivité territoriale, ayant des organisations administratives

---

<sup>26</sup>VERPEAUX, Michel. *L'unité et la diversité dans la République*, Nouveaux Cahiers du Conseil Constitutionnel, n° 42 (Le Conseil Constitutionnel et les collectivités territoriales), Janvier 2014. Disponible sur : <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/l-unite-et-la-diversite-dans-la-republique#:~:text=L%27unitaire%20se%20caract%27rise,sur%20l'ensemble%20du%20territoire.>>. Consulté: le 11 de mai. de 2022.

<sup>27</sup>FRANCE. Constitution de 1946, 27 octobre 1946. Disponible sur : <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-de-1946-ive-republique#:~:text=Chacun%20a%20le%20devoir%20de,au%20syndicat%20de%20son%20choi>>. Consulté : le 06 de mai 2022.



très proches. Toutefois, le régime législatif et l'organisation administrative des départements d'outre-mer pouvaient faire l'objet de mesures d'adaptation nécessaires, en raison de leur situation particulière<sup>28</sup>.

La France de la Cinquième République va mettre en œuvre plusieurs réformes administratives visant à assurer une plus grande efficacité administrative en matière de divisions de compétence des départements. Toutefois, durant la période couverte par cette recherche (1946-1988), les départements d'outre-mer n'ont pas fait l'objet de régimes différenciés pour leurs populations.

## **1.2 Citoyenneté et civilisation**

### **1.2.1 La lutte pour l'égalité citoyenne**

Les sociétés de Guyane et des Antilles ont été marquées par l'inégalité issue de la période coloniale, elles se sont ancrées dans une hiérarchie plaçant les hommes libres, les blancs, à son sommet et les noirs, dont la majorité était des esclaves, en position inférieure. Dans le monde colonisé, l'imposition du principe d'inégalité des "races" humaines était à l'origine de l'attribution de *statuts* et de fonctions sociales<sup>29</sup>, et les noirs libres, soumis à un régime de liberté surveillée et de ségrégation raciale, revendiquaient l'égalité<sup>30</sup>. Cette hiérarchisation raciale marquée par la colonialité se manifestait dans le fait que les personnes noires, même affranchies, ne jouissaient pas de la liberté effective ni des droits octroyés aux blancs.

La lutte pour l'égalité menée par les noirs libres se basait sur le fait qu'étant français, et se sachant donc partie intégrante de la Nation, ils demandaient à avoir le même titre de citoyen que les métropolitains<sup>31</sup>. Cet argument n'était pas infondé, le Code Noir reconnaissant les affranchis comme sujets du royaume, puis, après la Révolution de 1789, comme citoyens. Dans la pratique, cependant, les coutumes

---

<sup>28</sup>FRANCE. Constitution de 1958, du 04 octobre 1958. Disponible sur : <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/texte-integral-de-la-constitution-du-4-octobre-1958-en-vigueur>>. Consulté: le 14 mai 2022.

<sup>29</sup>Voir FANON, Frantz. *Pele negra, máscaras brancas*. Salvador: Editora UFBA, 2008.

<sup>30</sup>MAM-LAM-FOUK Serge. *Op. Cit.*, 2006, p. 27-30.

<sup>31</sup>Ibidem, p. 35.

coloniales n'avaient effectivement cette reconnaissance juridique<sup>32</sup>. Un décret de l'Assemblée Constituante de 1791 attribuait une citoyenneté active aux "hommes de couleur" nés d'un père et d'une mère libre, bien que ceci reste sans effet, puis, en 1792, un autre décret déterminait que les hommes de couleur libres devaient jouir des mêmes droits que les hommes blancs<sup>33</sup>.

Pendant la période monarchique, la condition des hommes noirs libres subit des altérations. Les décrets coloniaux qui restreignaient leurs droits civils sont abrogés et la loi de 1833 leur garantit l'égalité avec les colons ; quiconque était libre avait des droits civils et politiques, ce qui reproduisait les dispositions de la période révolutionnaire antérieure<sup>34</sup>. Ces altérations ont permis aux hommes libres d'occuper des postes au sein des institutions politiques coloniales et d'exercer une citoyenneté active.

Les noirs esclavisés, quant à eux, ne jouissaient pas des mêmes droits que les affranchis. Le combat pour l'abolition de l'esclavage s'insérait dans un processus qui culmina avec l'institution de la Deuxième République en 1848. Sous la Deuxième République, il détermina également que les colonies seraient parties intégrantes de la République, aient une représentation à l'Assemblée Nationale<sup>35</sup>.

En parallèle avec l'abolition définitive de l'esclavage, lorsque la population française de ces colonies finit par acquérir le statut juridique et politique de citoyen français, on voit une assimilation progressive des anciennes colonies du point de vue civil et politique, mise en évidence par : la citoyenneté française qui est formellement attribuée à tous les hommes noirs<sup>37</sup> et un régime de spécialité législative portant sur les colonies - qui, selon la détermination normative, pouvaient avoir les mêmes règles juridiques que les départements de la métropole<sup>38</sup>. Cependant, de telles attributions ne se concrétisèrent pas dans les faits, en raison de l'imposition de la subordination coloniale.

---

<sup>32</sup>Ibidem.

<sup>33</sup>LARCHER, Silyane. *L'égalité divisée. La race au cœur de la ségrégation juridique entre citoyens de la métropole et citoyens des «vieilles colonies» après 1848*. In: *Le mouvement social*, vol. 252, 2015, p. 137-158. *Project MUSE*. Disponible sur: <[muse.jhu.edu/article/594523](https://muse.jhu.edu/article/594523)>. Consulté: le 15 mai 2022, p. 139-140.

<sup>34</sup>Ibidem.

<sup>35</sup>MAM-LAM-FOUK. Serge. *Op. Cit.*, 2006, p. 40- 42.

<sup>36</sup>La représentation fut suspendue lors du coup d'État de Napoléon III en 1851, mais elle fut reprise sous la Troisième République.

<sup>37</sup>MAM-LAM-FOUK. Serge. *Op. Cit.*, 2006, p. 15.

<sup>38</sup>FABERON, Jean-Yves; ZILLER, Jacques. *Op. Cit.*, p. 18.

L'abolition de l'esclavage dans les colonies en 1848 a soulevé la question de la capacité des anciens esclavisés à se constituer en tant que citoyens, l'aspect civilisationnel a toujours été mis en avant en lien avec la conquête des droits. Si les hommes noirs libres ont toujours été soumis à l'obligation de démontrer leur "humanité" et que, pour mériter le *statut* de citoyen, ils ont dû assimiler les coutumes du colonisateur, les esclavisés ont également subi cette obligation. Il existait donc une double lutte : l'une, au niveau juridique et social, pour obtenir une reconnaissance d'une humanité égale à celle du colonisateur et, d'autre part, une lutte interne, contre les propres modes de vie, indésirables car différents du modèle du colonisateur.

Alors que la France établit un nouvel empire colonial, dominant de nouveaux territoires, la lutte pour une isonomie entre les hommes se poursuit dans les colonies. Les anciennes colonies se différenciaient cependant car les "hommes de couleur" y avaient le titre de citoyens français et étaient donc considérés comme "civilisés", une forme supérieure d'assimilation par rapport aux colonies dominées plus récemment<sup>39</sup>.

En Guyane, sous la Troisième République, la question de l'égalité a été associée à la départementalisation de la colonie. Cela concernait non seulement les intérêts des noirs libres mais aussi la promotion politique de l'ensemble de la population. L'école a joué un rôle fondamental dans le désir d'intégration à la Nation Française et dans la construction du sentiment d'amour à la "mère patrie", qui allait consolider la compréhension d'une égalité entre français et colonisés, entre métropole et colonie<sup>40</sup>.

Ainsi, la lutte pour devenir un département s'inscrit-elle aussi dans la quête d'une similitude avec la métropole, dont le sens bute sur l'idée d'une supériorité civilisationnelle de la France. Le mythe de la supériorité de la civilisation française, d'une part, et la possibilité d'accès à une vie matérielle meilleure en métropole, d'autre part, étaient interprétés comme si la supériorité civilisationnelle était la cause de la supériorité matérielle, ce qui alimentait le désir du colonisé de devenir français, ignorant que c'était la hiérarchie divisant les colonisés et les colonisateurs qui permettait le niveau de vie supérieur en métropole.

---

<sup>39</sup>MAM-LAM-FOUK, Serge. *Op. Cit.*, 2006, p. 46-47.

<sup>40</sup>Ibidem, p. 56.

En ce qui concerne les peuples amérindiens, il faut noter que l'Assemblée Coloniale de la Guyane reconnut la citoyenneté française des amérindiens en 1791, bien que les Dispositions du Directoire et de la Deuxième République les considèrent comme des peuples indépendants qui possédaient ainsi une autonomie en matière d'organisation interne sans avoir de territoires propres, ce qui allait aussi être le cas, ultérieurement, des "noirs-marrons"<sup>4142</sup>.

Toutefois, le droit français de cette époque ne prévoyait pas de citoyenneté pour ces peuples. Le souci était alors la réglementation juridique du statut des descendants d'esclavisés affranchis. Racialisés et considérés comme primitifs, les peuples autochtones furent exclus de cette parité; c'est la départementalisation qui allait permettre à l'ensemble des guyanais d'accéder aux mêmes droits que les citoyens français<sup>43</sup>.

### 1.2.2

#### Leur ressembler pour s'assimiler

Le rôle civilisationnel de la France en tant que puissance capable d'exporter des principes de liberté et d'égalité fut massivement diffusé grâce à l'éducation scolaire dans les anciennes colonies; de plus, la notion même d'appartenance à une France immémoriale a été forgée au cours de ce processus qui confondait l'histoire des colonies à celle de la France<sup>44</sup>.

La ressemblance entre ces mondes faisait naître l'idée d'un passé de conquêtes en commun, une idée de Nation élargie qui intégrerait également les colonisés. Pour les colonisés, croire en une Nation partagée faisait aimer la France

---

<sup>41</sup>Les "noirs-marrons" étaient les descendants des esclavisés qui avaient fui de la Guyane hollandaise et s'étaient réfugiés dans les forêts au XVII<sup>e</sup> siècle. Ils s'étaient organisés de façon autonome dans la forêt amazonienne, vivant au sein de groupes en dehors de la société *créole* coloniale. Le terme *créole* désigne des descendants de toute population importée vivant dans un milieu colonial. Cf. GUYON, Stéphanie. *La fabrique coloniale et postcoloniale des politiques indigénistes en Guyane Française* (1930-2018). In BELLIER, Irène; HAYS, Jennifer. *Échelles de gouvernance et droits des peuples autochtones*. Paris: L'Harmattan, 2019, Epub.

<sup>42</sup>URBAN, Yerri. *La citoyenneté dans l'empire colonial français est-elle spécifique ?*, 2ème version de l'article publiée dans Olivier Beaud (dir.), *Penser juridiquement l'Empire? Jus Policum*, Revue internationale de droit politique, Hors Serie, 2017, Paris Dalloz, p. 151- 187, p. 163.

<sup>43</sup>GUYON, Stéphanie. *Politisation et hiérarchies coloniales : Amérindiens et Noirs-marrons à St-Paul* (Guyane française, 1946-2000), In: *Critique internationale*, vol. 50, no. 1, 2011, pp. 21-37, p. 21-22.

<sup>44</sup>MAM-LAM-FOUK, Serge. *Op. Cit.*, 2006, p. 71-76.

comme un lieu où s'ancrerait aussi leur histoire, la colonisation étant alors pensée comme une rédemption mise en œuvre par une France généreuse<sup>45</sup>.

Cette représentation déformée de la colonisation comme mission civilisatrice a créé chez le colonisé une fausse image de soi, un regard sur soi comme minorité et un besoin de transfiguration en la personne du colonisateur<sup>46</sup>. Devenir comme le colonisateur lui assurerait une humanité supérieure et par conséquent les statuts qui lui étaient assignés par la loi.

Il devint ainsi impératif de montrer une similitude identitaire afin de justifier le processus d'intégration des colonies à la France sur un pied d'égalité. L'imposition des coutumes, de l'histoire, du patriotisme au moyen de la colonisation furent des mécanismes de vérification des similitudes de coutumes et de sociabilité entre ceux de la colonie et ceux de la métropole<sup>47</sup>.

### 1.2.3

#### **Le Statut citoyen après 1946**

D'un point de vue formel, l'égalité de statut personnel entre colonisés et colonisateurs dans les anciennes colonies a été obtenue avant l'intégration territoriale mais elle restait sans effet en raison des marques coloniales. Comme cela l'a déjà été précisé, l'abolition de l'esclavage avait établi l'égalité du statut politique et juridique entre des populations données des anciennes colonies et des populations de la métropole.

Pour sa part, le texte de la Constitution de la Quatrième République détermina que tous les ressortissants français et de l'Union Française, association entre la France et ses départements d'outre-mer, auraient accès à la qualité de citoyen de l'Union Française, leur assurant la jouissance des droits et de la liberté garantis dans le Préambule de la Constitution<sup>48</sup>. Les départements d'outre-mer étant

---

<sup>45</sup>Ibidem.

<sup>46</sup>Voir MEMMI, Albert. *O retrato do colonizado precedido pelo retrato do colonizador*. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 2007 e FANON, Frantz. *Pele negra, máscaras brancas*. Salvador, Editora UFBA, 2008.

<sup>47</sup>MAM-LAM-FOUK, Serge. *Op. Cit.*, 2006, p. 79-80.

<sup>48</sup>FRANCE, Constitution de 1946, du 27 octobre 1946. Disponible sur: <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-de-1946-ive-republique#:~:text=Chacun%20a%20le%20devoir%20de,au%20syndicat%20de%20son%20choi>> . Consulté: le 06 mai 2022.

membres de l'Union Française, leurs habitants avaient donc le statut de citoyens de l'Union Française.

De plus, il convient de rappeler que la citoyenneté française paritaire entre citoyens des anciennes colonies avait déjà été déterminée en 1848 pour les hommes noirs. Mais les amérindiens et les "noirs-marrons", considérés primitifs, ont été exclus de cette parité. A partir de la départementalisation, en théorie, tous les habitants des colonies devaient être reconnus comme citoyens, mais les peuples autochtones et les "noirs-marrons" sont encore restés soumis à des régimes différents pendant environ deux décennies<sup>49</sup>.

Il a ainsi été établi que la citoyenneté française serait une norme à élargir tout en refusant d'y prendre en compte ou d'y construire une pluralité. Il s'agissait d'élaborer une nouvelle citoyenneté politique, à partir de l'influence mutuelle des habitants de la France et de ceux des anciennes colonies. Cesser d'être un français à part pour devenir entièrement français traduisait la revendication d'une citoyenneté pleine dans les "vieilles colonies".

\*\*\*\*\*

Dans ce premier chapitre, il a été présenté :

- 1- La contextualisation historique du passage de la Guyane de colonie à département de France en 1946 pour élucider l'impossibilité d'élaboration des statuts juridiques différents pour les citoyens de son territoire.
- 2- Le fait que les luttes des peuples autochtones pour les droits de citoyenneté, pendant la période de colonisation et le processus de départementalisation, ne sont pas encore registrées par l'histoire formelle.

Alors que les noirs affranchis acquièrent le statut juridique formel de citoyens aux différentes Républiques françaises depuis la Révolution et, finalement, après l'abolition de l'esclavage, les peuples autochtones n'étaient pas reconnus comme citoyens français, ils étaient considérés "peuples indépendants". Le manque de

---

<sup>49</sup>GUYON, Stéphanie. *Politisations et hiérarchies coloniales : Amérindiens et Noirs-marrons à St-Paul* (Guyane française, 1946-2000). In: *Critique internationale*, vol. 50, no. 1, 2011, pp. 21-37, p. 21-22.

reconnaissance signifiait un certain mépris aux peuples autochtones, mais aussi un petit espace d'autonomie.

Au chapitre suivant, la contextualisation historique de la Première République brésilienne et la création d'une structure pour gérer les autochtones seront présentées. Tandis que la Guyane était encore une colonie de la France et les peuples autochtones étaient méprisés, l'État brésilien établissait un organisme et une législation propres aux autochtones.

\*\*\*\*\*

## **Chapitre 2**

### **Brésil, des gens inconnus sur des terres à occuper, exploiter et réglementer**

Il s'agit dans ce chapitre d'examiner la façon dont l'État brésilien républicain a géré son avancée territoriale au moyen d'une réglementation des peuples et des terres. Les questions soulevées visent à comprendre un État qui utilise des stratégies militaires de domination pour protéger et contrôler intégralement le territoire et exercer pleinement sa souveraineté sur les individus qui se trouvent à l'intérieur de ses limites territoriales. Il s'agit aussi de comprendre un État qui met en œuvre des législations portant sur le droit aux terres autochtones dans le contexte de son expansion sur des terres déjà occupées avant son institution. Ce chapitre aborde en premier lieu le paradigme intégrationniste établi lors de la Première République brésilienne et analyse la question autochtone, les institutions et la formulation des textes juridiques.

## 2.1

### Paradigme de l'intégration<sup>50</sup> par le biais de l'assimilation dans le développement de l'État National républicain brésilien

#### 2.1.1

#### L'expansion de l'État National et les conflits avec les peuples autochtones

La première Constitution républicaine brésilienne (1891) ne présentait aucune norme concernant le traitement des peuples autochtones et leurs droits<sup>51</sup>. Le modèle fédératif, quant à lui, établi dans la Charte, déterminait le transfert des terres considérées comme vacantes<sup>52</sup> (*terras devolutas*<sup>53</sup>) aux États de la fédération ; il leur incombait la décision sur les terres situées sur leurs territoires respectifs dont un bon nombre était traditionnellement occupé par des peuples autochtones<sup>54</sup>. En raison de la réglementation des terres vacantes (*devolutas*), certains peuples autochtones perdirent la possession de leurs terres au profit d'entités fédérales et de grands propriétaires terriens liés à ces gouvernements locaux.

Du point de vue géographique, l'État brésilien étant plus densément occupé dans les régions côtières, la mise en œuvre d'un modèle fédéraliste exigeait que le territoire national se développe vers l'intérieur des terres ce qui motiva des politiques d'immigration et de délimitation des frontières dans les régions les plus

---

<sup>50</sup>Par "intégrer" on entend ici faire participer de la communauté nationale et le "biais assimilationniste" renvoie au mode d'intégration qui implique le renoncement à des usages, à la culture, aux modes d'existence et de production économique des communautés autochtones.

<sup>51</sup>Le décret n° 7, antérieur à la Constitution, a établi la compétence des gouverneurs des États pour la catéchèse et la civilisation des peuples indigènes. Voir : BRASIL. Decreto n° 7, de 20 de novembro de 1889. Diário Oficial [da] República dos Estados Unidos do Brasil, Rio de Janeiro, RJ, 21 nov. 1889. Disponible sur: <<https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1824-1899/decreto-7-20-novembro-1889-517662-publicacaooriginal-1-pe.html>>. Consulté: le 01 fev. 2023.

<sup>52</sup>BRASIL. Constituição (1891). Constituição da República dos Estados Unidos do Brasil. Rio de Janeiro, RJ: Imprensa Nacional, 1891. Disponible sur : <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao91.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao91.htm)>. Consulté: le 01 fev. 2023.

<sup>53</sup> Si l'on considère le contexte postérieur à la loi foncière (1850), "la terra devoluta", en tant que concept juridique, est celle qui n'a pas été légalement acquise. Il s'agit donc d'une terre sans droit de propriété défini - et non d'une terre "inoccupée". Selon MOURA, Vanessa dos Santos. Les racines historiques de l'institution de la propriété privée de la terre au Brésil comme fondement de l'injustice sociale : une analyse synchronique et diachronique de ses bases législatives depuis la mise en œuvre du modèle sesmaria jusqu'à sa commercialisation avec la loi foncière de 1850. Mémoire de maîtrise en droit. Rio Grande : Université fédérale de Rio Grande, 2019, p. 136.

Les terres "devolutas" sont donc celles qui n'appartiennent à aucun particulier, même si elles peuvent être occupées. N'appartenant à personne en vertu d'un titre de propriété légitime, elles seraient donc des terres publiques, bien que n'étant pas encore investies par le Pouvoir Public.

<sup>54</sup>AMADO, Luiz Henrique Eloy. *Terra Indígena e legislação indigenista no Brasil*. Cadernos de Estudos Culturais, v. 7, p. 65-84, 2015. ISSN: 1984-7785, p. 72-73.



reculées<sup>55</sup>. Du point de vue économique, lors des premières années de la République brésilienne, il s'agissait de développer des réseaux de transport et de télécommunications qui articulent l'ensemble du territoire.<sup>56</sup> Bon nombre de ces avancées ont d'abord provoqué des conflits entre les peuples autochtones, les agents de l'État et les habitants qui commençaient à circuler aux alentours des terres autochtones.

L'accroissement de ces conflits durant les premières années de la République donna lieu à un débat public portant sur le traitement qui devrait être réservé aux peuples autochtones<sup>57</sup>. D'une part, on préconisait de confronter militairement ces peuples qui faisaient obstacle à l'expansion étatique et économique. D'autre part, on a vu naître un mouvement engageant des actions civiles et des associations humanitaires en défense de l'intégration et de la protection des peuples autochtones<sup>5859</sup>. Ces conflits exigeaient que l'État républicain, reposant sur des fondements laïcs et militaires, agisse dans le sens d'une centralisation de l'exercice des pouvoirs sur ces peuples dans le but de s'étendre jusqu'aux zones de frontières les plus distantes.

### 2.1.2

#### **Le protagonisme militaire et l'idéologie positiviste au sein des actions de contacts avec les peuples autochtones**

Dans le contexte de la politique d'expansion de l'État, les militaires étaient constamment en contact avec les peuples autochtones car ils étaient également responsables de l'installation des réseaux d'intégration, de communication et de

---

<sup>55</sup>STAUFFER, David Hall. *Origem e fundação do Serviço de Proteção aos Índios (III)*. Revista de História, [S. l.], n. 37, p.73- 95, 1959, p. 78-79.

<sup>56</sup>RIBEIRO, Darcy. *Os índios e a civilização: a integração das populações indígenas no Brasil moderno*. 5. Ed. Petrópolis: Vozes, 1986, p. 127-128.

<sup>57</sup>Ibidem, p. 129.

<sup>58</sup>Le XVIème Congrès International des Américanistes, à Vienne en 1908, dédié à l'étude et la "conservation" de groupes et peuples du continent américain dont les modes de vie étaient distincts et pratiquement intacts, a donné lieu à des dénonciations concernant la décimation délibérée et l'esclavisation des peuples autochtones, les spéculations foncières, aussi bien dans les régions de la forêt Amazonienne brésilienne associées à l'exploitation croissante du caoutchouc que dans les régions méridionales d'expansion de l'immigration européenne. Voir STAUFFER, David Hall. *Origem e fundação do Serviço de Proteção aos Índios (III)*. Revista de História, [S. l.], v. 21, n. 43, p. 165-183, 1960. DOI: 10.11606/issn.2316-9141.rh.1960.120126. Disponible sur: <<https://www.revistas.usp.br/revhistoria/article/view/120126>>. Consulté: le 12 fev. 2022.

<sup>59</sup>Voir CUNHA, Manuela Carneiro da. *Os Direitos do Índio: Ensaio e documentos*. São Paulo: Brasiliense, 1987, p. 78-79.

défense du territoire.<sup>60</sup> Lors des expéditions militaires, la méthode d'attraction et de persuasion mise en œuvre par le Maréchal Rondon dans le cadre de la Commission pour la construction des lignes télégraphiques s'est distinguée. Rondon refusait l'affrontement violent, défendant la pacification et la nécessité de persuader les peuples autochtones de s'adapter au modèle social hégémonique.

La proposition de contact avec les peuples autochtones sans recours à la violence physique s'ancrait dans les idées évolutionnistes du positivisme scientifique. L'idéologie positiviste reposait sur une vision rigide de l'humanité, dont le processus historique suivrait une évolution linéaire. Les peuples autochtones étaient considérés comme exemplaires de l'un des stades de l'évolution humaine, étant ainsi capables d'évoluer grâce à la protection et à l'éducation.<sup>61</sup> Il incombait à l'État de respecter le stade où se trouvait les "indiens", d'éviter leur décimation, et de leur permettre d'atteindre le stade de la civilisation.

Les perspectives positivistes défendues par le Maréchal Rondon<sup>62</sup> comprenaient la non-intervention brutale contre les populations autochtones et le maintien des communautés sur leurs propres territoires. Il s'agissait de transmettre à ces populations un modèle d'éducation visant à garantir la diffusion des valeurs nationales traditionnelles et de leur enseigner de nouvelles techniques permettant leur subsistance et leur intégration au sein de la formation du projet national. La conception de Rondon remettait aussi à jour la thèse prônée sous l'Empire par José Bonifácio de Andrada e Silva qui défendait l'intégration des peuples autochtones et l'incorporation évolutive de ces peuples sur la base des vecteurs de la justice et de la douceur<sup>63 64</sup>.

Le Maréchal Rondon préconisait la création d'une agence étatique fondée sur des principes positivistes, spécialisée dans la question autochtone.<sup>65</sup> Il établit les bases du développement de la protection fraternelle, y incluant l'instruction laïque des peuples autochtones, l'institution d'un service de protection, la création de

---

<sup>60</sup>Voir BIGIO, Elias dos Santos. *Linhas telegráficas e integração de povos indígenas: as estratégias políticas de Rondon*. Dissertação (Mestrado) - Universidade de Brasília, Brasília. 1996.

<sup>61</sup>ROCHA, Leandro Mendes. *Da proteção fraternal ao integracionismo harmonioso: aspectos da política indigenista 1950-1967*. Brasília, FUNAI, 1993, p. 12.

<sup>62</sup>RIBEIRO, Darcy. *Op. Cit.*, 1986, p. 136, 137.

<sup>63</sup>LINS, Ivan. *História do Positivismo no Brasil*. São Paulo: Cia Editora Nacional, 1964, p. 537.

<sup>64</sup>BANIWA, Braulina; TUPINIKIM, Debora; TUXÁ, Felipe; TIKUNA, Iury; TUPINAMBÁ, Juliana; KARAJÁ, Mairu, ZELIC, Marcelo, BARÉ, Suliente. *Genocídio indígena e políticas integracionistas: demarcando a escrita no campo da memória* [livro eletrônico] / Braulina Baniwa ... [et al.]. 1. ed.. São Paulo: Instituto de Políticas Relacionais, 2021. PDF, p. 36-37.

<sup>65</sup>BIGIO, Elias dos Santos, *Op. Cit.*, 1996, p. 110-115.

métiers autochtones et la fourniture d'ustensiles. L'indigénisme positiviste était basé sur un projet ambivalent; il s'agissait à la fois de protéger et de garantir l'évolution des autochtones tout en assurant l'expansion nationale sur leurs territoires<sup>66</sup>. C'est cette croyance en une possible évolution des peuples autochtones qui stimula les initiatives de contacts avec ces peuples lors des projets d'expéditions visant à l'intégration nationale. L'armée a ainsi acquis une position centrale dans la gestion de la question autochtone au cours de cette période<sup>67</sup>.

### 2.1.3 L'État National : homogénéisation et contrôle

Malgré le protagonisme du Maréchal Rondon au sein de la formulation d'un discours officiel d'intégration des peuples autochtones, le contact avec ces peuples n'en comprenait pas moins des formes de contrôle et d'homogénéisation des corps, nécessaires à la stabilisation de l'État National. Lors de l'avancée à l'intérieur de territoires jusqu'alors inconnus et non cartographiés par l'Etat brésilien, les peuples autochtones présents dans ces zones ont joué un rôle fondamental pour concrétiser la construction d'une infrastructure capable d'intégrer les régions brésiliennes<sup>68</sup>.

Selon Souza Lima, le traitement réservé à la question autochtone était lié à un mode de gestion de l'État ayant pour objectif d'implanter, de gérer, de reproduire l'exercice du pouvoir par des pratiques administratives et des lois s'appliquant à ceux qui allaient être dénommés "les indiens". Dans une logique d'expansion et d'obstacles, il fallait anéantir toute forme de résistance et contrôler ces peuples susceptibles de servir de main d'œuvre<sup>69</sup>. La perspective d'intégration était aussi étroitement liée à l'idée d'homogénéisation<sup>70</sup> des peuples autochtones à travers leur assimilation à un modèle d'homme national - ce mode d'intégration ne revendiquant aucune forme de pluralisme ethnique au sein de la formation de l'État.

---

<sup>66</sup>Voir TEÓFILO, Cristhian da Silva. *Regimes de indianidade, tutela coercitiva e estadania: examinando a violência institucional contra indígenas no Brasil e no Canadá*. Porto Alegre: Espaço Ameríndio, v. 10, n. 2, p. 194, 2016. DOI: 10.22456/1982-6524.67841. Disponible sur: <<https://seer.ufrgs.br/index.php/EspacoAmerindio/article/view/67841>>. Consulté: le 21 dec. 2022.

<sup>67</sup> Il peut sembler évident que la gestion des territoires et leur occupation soient assurées par les militaires dans un État républicain. Cependant, le traitement de la question autochtone avant l'instauration de la République avait une dimension et une attribution très religieuses. La "pacification" des peuples autochtones passait par la catéchisation catholique.

<sup>68</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Um grande cerco de paz: poder tutelar, indianidade e formação do Estado no Brasil*. Petrópolis: Vozes, 1995, p. 165-166.

<sup>69</sup>Ibidem, p. 39.

<sup>70</sup> Ibidem, p. 129.

La citoyenneté à part entière devait être associée à l'incorporation et à l'adaptation de ces peuples à un projet national. Cela signifiait notamment que l'objectif était d'éliminer d'éventuelles guerres provoquées par l'avancée de l'État et de profiter de ces peuples pour le développement d'un projet de Nation.

## 2.2

### Un organisme dédié aux questions autochtones

#### 2.2.1

#### Le Service de Protection des Indiens et la localisation des travailleurs nationaux

Le modèle d'intégration autochtone proposé par le premier gouvernement républicain basait son discours, diffusé par le Maréchal Rondon, sur la nécessité de protection des peuples autochtones et l'évolution de ces peuples grâce à l'éducation et à la civilité. À partir de l'articulation entre membres du Ministère de l'Agriculture et du Commerce (MAIC), du Musée National et de l'Apostolat positiviste, le Service de Protections des Indiens et Localisation des Travailleurs Nationaux (SPILTAN) a été créé<sup>71</sup>.

L'organisme a été créé par le décret n° 8.072/1910 puis réglementé, pratiquement avec le même contenu, par le décret n° 9.214/1911. Le Maréchal Rondon, dont les compétences avaient été démontrées au sein des Commissions Télégraphiques, en assume la direction. Les effectifs du SPI étaient assez hétérogènes, composés de militaires positivistes et de travailleurs ruraux sans formation<sup>72</sup>.

Le SPILTAN fut le premier organisme étatique et laïque responsable de la gestion de la politique indigéniste brésilienne. Il consistait en un "appareil de pouvoir gouvernemental institué pour gérer la relation entre les peuples indigènes, divers groupes sociaux et d'autres appareils du pouvoir"<sup>73</sup>. Lors de ses premières années de fonctionnement, il devait aussi gérer l'expansion de centres agricoles.

---

<sup>71</sup>OLIVEIRA, João Pacheco de Oliveira; FREIRE, Carlos Augusto da Rocha. *A presença Indígena na formação do Brasil*. Brasília: Ministério da Educação, Secretaria de Educação Continuada, Alfabetização e Diversidade. LACED/Museu Nacional, 2006, p. 112.

<sup>72</sup>Ibidem.

<sup>73</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *O governo dos índios sob a gestão do SPI*. In: CUNHA, Manuela Carneiro da (Org.). *História dos índios no Brasil* 2. ed. São Paulo: Companhia das Letras, 1992, p.155-172, p. 155.

Plus tard, en 1918, il commença à s'occuper exclusivement de la question autochtone, sous le nom de Service de Protection des Indiens (SPI). Les activités de l'organisme étaient liées à la pacification des "indiens"<sup>74</sup> et à fournir l'accès à une éducation formelle principalement axée sur le travail agricole. Le principe selon lequel "l'indien" était un stade transitoire de l'évolution était l'idée centrale qui orientait les actions.

Selon les dispositions légales<sup>75</sup>, l'assistance aux peuples autochtones comprenait les tâches suivantes: contrôler l'application de leurs droits et le traitement reçu par les indigènes dans leurs communautés, les colonies et les établissements privés; garantir la possession effective des territoires occupés ; empêcher l'invasion des terres autochtones ; punir les crimes commis contre les autochtones; obtenir la restitution des terres qui leur ont été usurpées. Par l'intermédiaire d'inspecteurs, le SPI se devait d'assurer la liaison avec les communautés et assurer leur sécurité. Ces inspecteurs devaient également mettre en place ou élire des mandataires pour représenter les autochtones devant les juges de paix et les autorités locales<sup>76</sup>.

Le Service devait s'efforcer d'améliorer les conditions matérielles des autochtones en modifiant la construction de leurs habitats et par l'enseignement gratuit des arts, de l'artisanat et de la production agricole et industrielle. La transformation des villages autochtones (*aldeamentos*<sup>77</sup>) constituait l'un des objectifs du SPI. Ces villages devaient comporter des écoles primaires offrant des cours de musique, des ateliers, des machines et outils agricoles destinés à l'amélioration de l'apprentissage agricole. Les autochtones pouvaient exercer leur droit au travail libre et percevoir des valeurs en retour du produit intégral de leur

---

<sup>74</sup> Le terme Indien est actuellement compris de manière péjorative, car marqué par la vision colonisatrice d'homogénéisation et d'infériorisation des peuples. Ainsi, dans cette recherche, il apparaît entre guillemets parce qu'il fait référence aux désignations faites par les lois étudiées.

<sup>75</sup> BRASIL. Decret n° 8.072/ 1910, du 20 juin 1910. Créé le service pour la protection des Indiens et la localisation des travailleurs nationaux et approuve les règlements respectifs. Diário Oficial da União, Poder Executivo, Rio de Janeiro, 26 jun. 1910. Disponible sur : <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto/1910-1929/D8072.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto/1910-1929/D8072.htm)>. Consulté: le 15 dec. 2023.

<sup>76</sup>Ibidem.

<sup>77</sup>Présents dès le début de la colonisation, les *aldeamentos* étaient des parcelles de territoire dans lesquelles des autochtones de différentes ethnies étaient installés afin de les localiser et de les acculturer progressivement (par l'intermédiaire d'ordres religieux) ; là où ils étaient installés, les indigènes pouvaient également être utilisés comme main-d'œuvre ou comme combattants en cas de conflits coloniaux.

travail, s'adaptant ainsi au profil du travailleur, les contrats étant vérifiés par le SPI<sup>78</sup>.

Apparemment en contradiction avec l'idée d'intégration des autochtones, l'organisme s'est vu confier la tâche de veiller au respect de l'organisation interne des communautés, à leur indépendance et au maintien de leurs usages et institutions; toute ingérence violente était interdite et les chefs devaient être consultés. En même temps, il était possible de déplacer certaines communautés lorsque cela convenait et avec l'accord des chefs. Une étude générale statistique devait recueillir des données sur les origines, l'âge, la langue et les professions, outre l'étude de la situation, des coutumes et des comportements<sup>79</sup>.

Les peuples autochtones étaient classifiés dans plusieurs catégories : indiens *aldeados* (sédentaires), rassemblés en tribus, indiens nomades ou, comme le mentionnait la loi, indiens vivant en promiscuité avec des personnes civilisées<sup>80</sup>. Ces catégories indiquaient le degré d'implantation des peuples autochtones concernés et le type d'approche à adopter par le Service.

L'organisation du Service était déployée auprès des peuples autochtones conformément au projet d'implantation à l'intérieur des territoires. Les degrés d'intégration et de sédentarisme des peuples concernés étaient pris en compte pour créer différents types de Postes Indigènes (PI) soumis aux Inspections Régionales (IR), à proximité des territoires. Dans le cadre des Postes, des procédés pédagogiques ont été adoptés qui visaient à faire dépasser le stade indigène transitoire et atteindre celui de travailleur national ou de petit producteur rural<sup>81</sup>.

À chaque période d'activité de l'organisme correspond un thème prioritaire: la nécessité de cultiver la terre, le développement technique et commercial, l'image de l'autochtone comme un obstacle à combattre, l'assimilation rapide au travail ou encore la défense et l'administration des territoires, dont témoigne le rattachement du Service à différents ministères : Ministère de l'Agriculture et du Commerce (1910-1930), Ministère du Travail (1930-1934), Ministère de la Guerre (1934-1939), Ministère de l'Agriculture (1939-1967) et le Ministère de l'Intérieur (1967).

---

<sup>78</sup>Ibidem.

<sup>79</sup>Ibidem.

<sup>80</sup> Ibidem.

<sup>81</sup>OLIVEIRA, João Pacheco de Oliveira; FREIRE, Carlos Augusto da Rocha. *A presença Indígena na formação do Brasil*. Brasília: Ministério da Educação, Secretaria de Educação Continuada, Alfabetização e Diversidade. LACED/Museu Nacional, 2006, p. 114.

Au gré des liens avec ces différents ministères, les objectifs de contrôle et de colonisation du territoire par l'élimination du stade indigène et l'exploitation des corps comme main d'oeuvre restaient une priorité.

### 2.2.2

#### La Fondation Nationale de l'Indien

La Fondation Nationale de l'Indien (Funai) a été créée pendant la dictature civile-militaire brésilienne, dans le cadre d'un processus de reconfiguration de la bureaucratie d'État<sup>82</sup>. Le développement de la Funai, qui reposait sur une représentation de l'indien comme un ennemi, a contribué à la définition des peuples autochtones comme constituant un risque pour la sécurité et le développement national<sup>83</sup>. Il s'agissait d'un organisme lié au Ministère de l'Intérieur dont les objectifs étaient toujours basés sur la perspective intégrationniste et sur l'idée que l'autochtone représentait un stade de l'évolution humaine à dépasser<sup>84</sup>.

Les fonctions de la Funai consistaient à gérer le patrimoine autochtone, promouvoir les études et la recherche scientifique sur les groupes autochtones, fournir une assistance médicale, sanitaire et éducative favorisant l'intégration, diffuser la cause indigéniste, exercer le pouvoir de police dans les zones réservées et exercer des pouvoirs de représentation ou d'assistance juridique au droit civil commun ou aux lois spéciales<sup>85</sup>.

La loi n° 5 371/1967 de création de la Funai était succincte en ce qui concerne les délimitations de l'organisme. La politique indigéniste brésilienne de l'époque était aussi orientée par la Convention n° 107 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), portant sur la *Protection et l'intégration des populations autochtones et autres populations tribales et semi-tribales des pays indépendants*, diffusée au

---

<sup>82</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *O governo dos índios sob a gestão do SPI*. In: CUNHA, Manuela Carneiro da (Org.). *História dos índios no Brasil* 2. ed. São Paulo: Companhia das Letras, 1992, p.155-172, p. 170.

<sup>83</sup>HECK, Egon. *Os índios e a caserna: políticas indigenistas dos governos militares (1964-1985)*. Dissertação de Mestrado em Ciência Política. Campinas: Programa de Pós-Graduação em Ciência Política, Universidade Estadual de Campinas, 1996.

<sup>84</sup> BIGIO, Elias dos Santos. *A ação indigenista brasileira sob a influência militar e da Nova República (1967-1990)*. Brasília: Revista de Estudos e Pesquisas, v. 4, n. 2, p. 13-93, dez. 2007, p. 24.

<sup>85</sup>BRASIL. Loi n° 5.371, du 05 décembre 1967. Autorise l'institution de la Fondation Nationale de l'Indien et prend d'autres dispositions Disponible sur :<[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/1950-1969/L5371.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/1950-1969/L5371.htm)>. Consulté: le 02 décembre 2022.

Brésil par le Décret n° 5 8.824/1966<sup>86</sup>. Conformément à cette réglementation, le gouvernement devait mettre en œuvre des programmes de protection et d'intégration progressive de ces populations grâce à des mesures leur permettant de bénéficier de droits sur un pied d'égalité avec les autres citoyens. Ces programmes visaient à promouvoir la dignité, l'utilité et l'initiative des individus<sup>87</sup>.

Il fallait exercer une protection provisoire des peuples autochtones jusqu'à ce que ces populations atteignent un niveau social, économique et culturel qui leur permettent de bénéficier de la législation générale du pays. La condition indigène étant perçue comme un stade de l'évolution, la nécessité de mesures provisoires de protection ne pouvait servir à maintenir la ségrégation de ces groupes ni faire obstacle à l'accès aux droits<sup>88</sup>. Le modèle d'intégration devait tenir compte des valeurs culturelles, religieuses et des méthodes de contrôle social ainsi que des problèmes issus des changements sociaux et économiques. Il devait aussi être basé sur un dialogue avec les populations et leurs représentants et encourager la participation et l'initiative des groupes<sup>89</sup>.

Les dynamiques de travail de la Funai établissaient trois catégories : "indiens isolés", "indiens en voie d'intégration", "indiens intégrés". Les deux premières catégories reflétaient les tâches d'incorporation des autochtones et l'exercice tutélaire<sup>90</sup> mis en œuvre par la Funai<sup>91</sup>. La procédure de contact avec les peuples autochtones a été maintenue par la mise en place de Postes Indigènes dans les zones proches de leurs territoires. Les Postes étaient désormais liés à des Commissariats Régionaux dont les structures étaient analogues aux Inspections Régionales.

---

<sup>86</sup> BIGIO, Elias dos Santos, *Op. Cit.*, 2007, p. 23.

<sup>87</sup> BRASIL. Décret n° 58.824, 14 juillet 1966. Promulgue la convention n° 107, sur la protection et l'intégration des populations autochtones et autres populations tribales et semi-tribales des pays indépendants, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail, lors de sa trente-neuvième réunion, tenue à Genève le 26 juin 1957. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 15 jul. 1966. Seção 1, p. 6617. Disponible sur : <[https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/atos/decretos/1966/d58824.html](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/atos/decretos/1966/d58824.html)>. Consulté: le 02 fev. 2023.

<sup>88</sup>Ibidem.

<sup>89</sup>Ibidem.

<sup>90</sup>Au chapitre 4, le statut juridique attribué aux autochtones et la signification de "tutelle" seront précisés.

<sup>91</sup>BRASIL. Lei n° 6.001, de 19 de dezembro de 1973. Dispõe sobre o Estatuto do Índio. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 20 dez. 1973. Disponible sur : <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/L6001.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L6001.htm)>. Consulté: le 02 fev. 2023.



## 2.3

### La législation sur les terres occupées par les peuples autochtones

L'organisation des peuples autochtones et la continuité de leurs coutumes étaient en lien étroit avec la dynamique spatiale de chaque peuple. Les terres occupées ont toujours agencé des modes d'existence singuliers, des façons de cultiver propres à un territoire donné et certaines formes de sociabilité du groupe. L'État National, pour sa part, revendiquait la domination de toutes les terres présentes sur son territoire et une expansion croissante.

Sous la République, les questions de garantie et protection des terres autochtones ont parcouru un long chemin aboutissant à leur reconnaissance par la loi, bien qu'étant omises dans la Constitution de 1891. L'habitat autochtone était au centre des réglementations, le sens de "terres occupées" y étant confondu avec celui de terres habitées comme logements. On ignorait ainsi les autres relations des autochtones avec leurs terres, restreignant l'occupation à l'habitat, ce qui a contribué à la diminution des terres autochtones.

Le décret n° 8.072 /1910<sup>92</sup> allait inclure la protection juridique des terres considérées comme autochtones et permettre au gouvernement de faire des accords portant sur la légalisation des terres occupées par ces peuples, les concessions de terres issues de la loi de 1860 et les terres *devolutas*, qui feraient l'objet de concession futures. Les terres déjà réglementées devaient être protégées contre les invasions et le SPI se devait de promouvoir la restitution des terres usurpées. D'autres dispositions légales concernant la démarcation des terres accordées ont été établies, la garantie de l'usufruit des terrains par les autochtones, l'interdiction de l'inaliénabilité et des autres charges et le maintien des peuples sur les terres fédérales occupées.

Le décret 5.484/1928 permettait au gouvernement fédéral de transférer des terres au Ministère de l'Agriculture lorsque la SPI le jugeait nécessaire et de les échanger avec des particuliers pour la création de villages autochtones<sup>93</sup>. Quant aux terres vacantes (*devolutas*), appartenant aux États et occupées par les autochtones,

---

<sup>92</sup>BRASIL. Décret n° 8.072/ 1910, du 20 de juin 1910. Crée le service pour la protection des Indiens et la localisation des travailleurs nationaux et approuve les règlements respectifs. Diarrio Oficial da União, Poder Executivo, Rio de Janeiro, 26 jun. 1910. Disponible sur : <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto/1910-1929/D8072.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto/1910-1929/D8072.htm)>. Consulté : le 16 dec. 2022

<sup>93</sup>Décret n° 5.484, du 27 de juin 1928. Réglemente la situation des indiens nés sur le territoire national. Disponible sur : <<http://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1920-1929/decreto-5484-27-junho-1928-562434-publicacaooriginal-86456-pl.html>>. Consulté: le 03 fev. 2023.

et aux terres appartenant à des villages autochtones qui avaient été transférées aux provinces par la loi de 1887, elles feraient désormais partie du patrimoine de l'Union. Ces terres devraient être délimitées dans les zones correspondant à leur occupation tout en respectant la possession et l'usufruit autochtone de l'aire correspondante<sup>94</sup>.

La Constitution Fédérale de 1934 fut la première Charte républicaine à mentionner directement le traitement accordé aux terres autochtones. L'article 129 du texte déterminait que "La possession de terres par les habitants de la forêt qui y sont installés de façon permanente doit être respectée, mais il leur est interdit de les aliéner"<sup>95</sup>.

Le décret n° 736/1936, qui réglementait provisoirement le SPI, incluait parmi les fonctions de l'organisme la garantie et la légalisation effective de la possession de terres habitées par des peuples autochtones<sup>96</sup>. La définition des terres autochtones s'est élargie pour englober aussi bien les terres habitées dans le présent que dans le passé. Outre les terres destinées à l'habitat, les terres nécessaires aux modes de production autochtones ont aussi été définies comme terres autochtones, devant être légalisées et protégées des invasions et des pillages. Le bail, l'aliénation ou toute charge réelle ainsi que la réalisation d'améliorations par des particuliers sur ces terrains étaient interdits<sup>97</sup>.

La Constitution Fédérale de 1937<sup>98</sup> a repris le texte de la constitution précédente, garantissant la possession permanente et l'interdiction de l'aliénation de ces terres par les peuples autochtones, conformément à l'article 154 de la Charte.

Le décret n° 10 652/1942 détermina que les objectifs du SPI étaient de garantir la possession effective des terres occupées par les peuples autochtones, éviter leur invasion, et de promouvoir la réalisation d'études afin de délimiter les

---

<sup>94</sup>Ibidem.

<sup>95</sup>BRASIL. Constituição (1934). Constituição da República dos Estados Unidos do Brasil. Rio de Janeiro: Imprensa Nacional, 1934. Disponible sur: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao34.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao34.htm)>. Consulté le: 03 fév. 2023.

<sup>96</sup>BRASIL. Décret n° 736/1936 du 06 avril 1936. Approuve, à titre provisoire, les règlements du Service de Protection des Indiens. *Diário Oficial da União*, Rio de Janeiro, 07 maios 1936. Disponible sur: < <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1930-1939/decreto-736-6-abril-1936-472619-republicacao-76591-pe.html> >. Consulté: le 04 février 2023.

<sup>97</sup>Ibidem.

<sup>98</sup>BRASIL. Constituição (1937). Constituição dos Estados Unidos do Brasil. Rio de Janeiro: Imprensa Nacional, 1937. Disponible sur: <[https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao37.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao37.htm)>. Consulté: le 04 février 2023.

terres autochtones. Cette disposition était d'extrême importance car elle se situait dans le contexte d'une période dictatoriale et d'expansion territoriale, connue sous le nom de "marche vers l'ouest".<sup>99</sup> La disposition portant sur la démarcation des terres a eu pour effet de limiter géographiquement l'extension du territoire autochtone.

La Constitution fédérale de 1946, promulguée pendant la période de redémocratisation de la dictature de Getúlio Vargas, comportait elle aussi un libellé analogue à celui de la Constitution de 1937 avec les mêmes dispositions<sup>100</sup>.

Il convient aussi de mentionner le décret n° 52.668/1963 qui énonce clairement la fonction du SPI de délimiter et légaliser les terres autochtones, ainsi que d'encourager l'usage économique des terres<sup>101</sup>. Lors de la Convention n° 107 de l'OIT, promulguée par le décret n° 58 824/1966 au Brésil, le droit de propriété collective ou individuelle sur les terres traditionnellement occupées par les peuples autochtones a été reconnu et les déplacements forcés interdits<sup>102</sup>.

La Constitution de 1967<sup>103</sup> déterminait que les terres occupées par les peuples autochtones intégraient le patrimoine de l'Union et la possession permanente des terres par les peuples autochtones ainsi que le droit à l'usufruit des richesses qui en sont issues ont été reconnus. Selon l'amendement constitutionnel n° 1 de 1969, les terres autochtones sont également restées la propriété de l'Union<sup>104</sup>. Les deux textes constitutionnels, en vigueur pendant la dictature civile-militaire, reconnaissaient la

---

<sup>99</sup>BRASIL. Décret n° 10.652 / 1942, du 16 octobre 1942. Approuve le règlement Intérieur du Service de Protection des Indiens du Ministère de l'Agriculture. *Diário Oficial da União*, Rio de Janeiro, 20 out. 1942. Disponible sur : <<http://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1940-1949/decreto-10652-16-outubro-1942-464627-publicacaooriginal-1-pe.html>>. Consulté: le 05 de février 2023.

<sup>100</sup>Voir l'article 216. La possession des terres par les habitants des forêts qui s'y trouvent de manière permanente sera respectée, sous la condition qu'ils ne les transfèrent pas. In: BRASIL. Constituição (1946). Constituição dos Estados Unidos do Brasil. Brasília: Senado Federal, 2010. Disponible sur: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao46.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao46.htm)>. Consulté: le 05 février 2023.

<sup>101</sup>BRASIL. Décret n° 52.668 / 1963, du 11 oct. 1963. Approuve le règlement du Service de Protection des Indiens du Ministère de l'Agriculture. *Diário Oficial da União*, Brasília, 24 out. 1963. Disponible sur: < <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1960-1969/decreto-52668-11-outubro-1963-392923-publicacaooriginal-1-pe.html> >. Consulté: le 05 février 2023.

<sup>102</sup>BRASIL. *Décret n° 58.824, 14 juillet 1966. Op. Cit.*

<sup>103</sup>BRASIL. Constituição (1967). Constituição da República Federativa do Brasil. Brasília: Senado Federal, 2010. Disponible sur : <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao67.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao67.htm)>. Consulté: le 06 février 2023.

<sup>104</sup>BRASIL. Constituição (1969). Constituição da República Federativa do Brasil. Brasília: Senado Federal, 2010. Disponible sur : <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao67emc69.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao67emc69.htm)>. Consulté le: 06 février 2023.

possession permanente des peuples autochtones sur les territoires qu'ils occupaient et le droit aux richesses existant sur ces territoires y était explicitement reconnu.

Le Statut de l'Indien, loi 6001/1973<sup>105</sup>, énonçait des garanties analogues concernant les terres habitées par les peuples autochtones, il en reconnaissait la possession permanente, ces terres étant, de plus, intégrées aux biens du gouvernement fédéral. Le Statut définissait les terres indigènes comme terres occupées ou habitées par les peuples autochtones conformément à la Constitution, indépendamment d'une reconnaissance antérieure ; les zones de réserve déterminées par la loi et les terres appartenant aux communautés d'indigènes ou d'indiens<sup>106</sup>. La loi interdisait aussi la location des terres autochtones ainsi que tout acte juridique ou entreprise qui pourrait restreindre le plein exercice des communautés indigènes ou des Indiens, ainsi que l'exercice de la chasse, de la pêche, de la cueillette de fruits, de l'agriculture ou des activités d'extraction par des personnes n'appartenant pas au groupe<sup>107</sup>. La démarcation des terres dans un délai maximum de cinq ans y était également énoncée<sup>108</sup>. Cependant, une intervention de l'Union Fédérale dans l'aire autochtone pouvait être déterminée par décret du Président de la République.

D'après les données analysées, entre 1910 et 1973, les dispositions légales portant sur les terres autochtones se sont élargies. La reconnaissance des terres occupées, le devoir de démarcation et le droit de propriété de l'Union sur les terres autochtones semblaient stimuler la propriété autochtone. Cependant, la condition indigène étant encore considérée comme transitoire, le droit possédait un caractère provisoire.

---

<sup>105</sup>BRASIL. Loi n° 6.001, du 19 décembre 1973, *Op. Cit.*

<sup>106</sup>Ibidem.

<sup>107</sup>Ibidem.

<sup>108</sup>Ibidem.

## Titre II Statuts juridiques

### Chapitre 3 D'un "vide juridique" à un statut personnel indifférencié pour les peuples autochtones de Guyane

La Guyane est devenue un département français d'outre-mer, soit une division territoriale et administrative dont les compétences couvrent les questions sociales, éducatives et d'aménagement routier, entre autres fonctions<sup>109</sup>. En tant que département, tous les habitants devaient être considérés comme des citoyens français. Cependant, l'exclusion d'une citoyenneté commune s'est poursuivie vis à vis des peuples Amérindiens et des "noirs-marrons".

Ce chapitre commence par évoquer le territoire de l'Inini, région intérieure de la Guyane, au moment de la départementalisation de l'ancienne colonie. Il s'agit de comprendre le régime auquel les autochtones ont été soumis sur ce territoire, les prolongements et les ruptures de leur *statut* sociopolitique à partir de 1946. La spécificité de la question autochtone en Guyane nous mène également à explorer la création, toutefois provisoire, d'un organisme spécifique et local dédié au traitement des questions autochtones (années cinquante) ainsi que le processus de *francisation* qui permet aux autochtones de devenir citoyens français (années soixante-dix).

#### 3.1 Conformations du territoire de l'Inini et gestion des autochtones

Le Territoire Autonome de l'Inini a été érigé en circonscription administrative, par le décret du 06 juin 1930,<sup>110</sup> comprenant la partie relative à la forêt équatoriale de Guyane, alors que celle-ci était encore une colonie. L'Inini était situé à l'intérieur de la colonie alors que le territoire de la Guyane était pratiquement restreint à la bande littorale.

---

<sup>109</sup>Voir VALLOT, Hugues Dominique. *La colonie oubliée et la République assimilationniste : représentations, politiques indigénistes et revendications autochtones en Guyane Française*. Dissertação. Universidade de Brasília: Brasília, 2017, p. 10.

<sup>110</sup>GUYON, Stéphanie. *Des « Primitifs » aux « Autochtones » : Savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours*. In: *Genèses*, 2013/2 (n° 91), p. 49-70. Disponible sur : <<https://www.cairn.info/revue-geneses-2013-2-page-49.htm>>. Consulté: le 02 mars 2023, p. 50.

La région du territoire de l'Inini était une zone où l'État français avait fait des incursions ponctuelles sans avoir établi de domination territoriale, ni exercé de contrôle sur les peuples qui y étaient présents. S'agissant d'une région de grandes richesses, l'une des raisons menant l'État à créer ce territoire était de vérifier les concessions réalisées et les populations engagées dans l'extraction de métaux.<sup>111</sup> L'objectif de l'implantation de l'Inini était de développer la région, en cataloguer les populations et exercer une souveraineté effective sur les territoires.

L'Inini était d'abord une sorte de colonie séparée de la Guyane dont le régime administratif était différent : la région avait sa propre personnalité civile et son propre budget<sup>112</sup>. L'unité administrative de l'Inini était autonome, sous l'autorité directe du gouverneur de Guyane, chargé de la fonction de gouverneur de l'Inini, lui-même assisté par un conseil d'administration et représenté localement par les gendarmes, alors que la Guyane était administrée par un Conseil Général<sup>113</sup>.

Durant cette période, la partie correspondant à l'Inini était occupée par des peuples autochtones et des afro-descendants. Comme on l'a souligné, la région était l'aire géographique où la colonisation française avait été la moins présente<sup>114</sup>, permettant une existence moins contrôlée et était par ailleurs le destin de peuples menacés en fuite.

Le traitement juridique accordé aux peuples autochtones et aux "noirs-marrons" sur le territoire de l'Inini était celui de l'indifférence: l'État français ne mettait en œuvre aucun système différencié visant les spécificités autochtones, ni ne leur octroyait les droits des citoyens français. Il existait un vide juridique<sup>115</sup> et les membres de ces peuples n'étaient pas des citoyens. D'autre part, on leur permettait de conserver leurs propres modes de vie<sup>116</sup>, qualifiés de primitifs et tribaux.

---

<sup>111</sup> VALLOT, Hugues Dominique, *Op. Cit.*, 2017, p. 103.

<sup>112</sup> FRANCE. Décret du 6 juin 1930, In: Journal officiel de la Guyane française. Disponible sur : <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k96600265/f4.item#>>. Consulté: le 03 mars 2023

<sup>113</sup>BENOÎT, Catherine. *Être de quelque part mais être né nulle part... L'état civil sur un fleuve frontière de Guyane*. In: COLLOMB, Gérard; MAM-LAM-FOUK, Serge. *Mobilités, ethnicités, diversité culturelle : la Guyane entre Surinam et Brésil*. Matoury: Ibis Rouge Éditions, 2016, p. 162-163.

<sup>114</sup> Voir Ibidem, p. 162-163.

<sup>115</sup> Voir HURAUULT, Jean Marcel. *Français et Indiens en Guyane 1604-1970*. Paris: Editions 10/18, 1972, p. 257.

<sup>116</sup> ELFORT, Maude. *Pouvoirs publics, populations amérindiennes et bushinenge en Guyane Française*. Pouvoirs dans la Caraïbe [online], n° 16, 2010. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/plc/819>; DOI: <https://doi.org/10.4000/plc.819>>. Consulté: le 05 mars 2023, p. 68.

Ils conservaient leur organisation sociopolitique et civile et pouvaient circuler librement sur les territoires frontaliers. Ces peuples n'étaient pas obligés de déclarer les naissances à l'administration, ils n'étaient pas soumis au droit civil français ni au devoir de prouver une nationalité: les normes coutumières régissaient les relations civiles. Ce sont les communautés qui établissaient les règles portant sur les mariages et la répartition des terres, par exemple, selon leurs coutumes<sup>117118</sup>.

Les villages ne subissaient pas d'interventions directes de l'administration française, l'autorité du chef coutumier étant reconnu. Il incombait à celui-ci d'organiser et de transmettre les coutumes de son peuple et, dans une certaine mesure, d'exercer un contrôle sur la communauté, d'ailleurs, les chefs recevaient une rémunération de l'administration. Les gendarmes devaient seulement mettre à jour les chiffres de la population sans procéder à leur enregistrement à l'état civil<sup>119</sup>. Les peuples autochtones vivaient en marge du système juridique, plus particulièrement en ce qui concernait la réglementation et l'affiliation à l'état civil<sup>120</sup>.

L'indication du chef coutumier se déroulait selon les us et coutumes de chaque peuple, l'autorité administrative approuvait la nomination sans interférer dans la manière dont l'élu était désigné; les chefs fonctionnaient comme des interlocuteurs sur les questions concernant les peuples autochtones<sup>121</sup>.

Si, d'une part, l'absence d'un régime juridique pour les peuples autochtones et les "noirs-marrons" semble indiquer un vide marqué par l'indifférence de l'État à leur égard, d'autre part, la possibilité d'autorégulation des communautés peut être

---

<sup>117</sup> HIDAIR, Isabelle; AILINCAI, Rodica. *Migration and identities of "indigenous" socio-cultural groups in French Guiana: a case study of students along the Oyapock and Maroni rivers*. In 174 *Procedia - Social and Behavioural Sciences*, 2015, pp. 878-885, p. 879-880.

<sup>118</sup>Il faut souligner que les autochtones et les "noirs-marrons" n'ont jamais été identifiés comme *indigènes*. *Indigènes* était une catégorie adoptée sous l'Empire français qui désignait les colonisés compris comme sujets français, qui étaient privés de la citoyenneté française et des droits qui y étaient associés, car ils conservaient un statut personnel, confessionnel ou coutumier pré-colonial, différent de celui figurant au code civil français. Voir GUYON, Stéphanie. *La fabrique coloniale et postcoloniale des politiques indigénistes en Guyane Française (1930-2018)*. In BELLIER, Irène; HAYS, Jennifer. *Échelles de gouvernance et droits des peuples autochtones*. Paris: L'Harmattan, 2019, Epub.

<sup>119</sup>VALLLOT, Hugues Dominique, *Op. Cit.*, p. 109.

<sup>120</sup>DOUMENG, Valerie. *L'état civil des populations marginales de la Guyane française*. Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, numéro 146-147, pp. 149-165, 2007. Disponible sur: <<https://www.erudit.org/fr/revues/bshg/2007-n146-147-bshg03145/1040656ar/>>. Consulté : le 10 février 2023, p. 151-153.

<sup>121</sup>Voir VULIN, Emanuelle. *Les revendications des peuples autochtones de Guyane appréhendées par le droit français : entre évolutions, conciliations et aménagements*. Dissertação em Direito. Lyon: Université Lumière Lyon 2, 2019, p. 43.

interprétée comme une reconnaissance de leur propre capacité normative autonome<sup>122</sup>.

Du point de vue de la relation des autochtones avec l'État français, instaurer l'Inini revenait à réactualiser le statut implicitement établi depuis la colonisation<sup>123</sup> consistant en une séparation civique et politique des mondes du colonisateur et du colonisé. Il ne s'agissait pas d'une communauté partagée, les autochtones n'avaient pas d'existence civile ou politique ; ils ne participaient pas des procédés d'élection de la bureaucratie étatique française.

L'omission d'inscription aux registres de l'état civil signifiait l'absence d'une identification administrative, outre une exclusion de l'existence régie par les droits civils et politiques qui conféraient la nationalité et la citoyenneté françaises<sup>124</sup>. En synthèse, il existait une scission politique : au village, c'était l'autorité du chef coutumier et la norme coutumière qui valaient ; pour l'administration, l'autorité était concentrée par les gendarmes et la législation française dictait le monde non-autochtone, digne de figurer au registre civil et juridique. D'un côté, un monde considéré primitif, de l'autre le monde tenu pour civilisé.

La loi de départementalisation de l'ancienne colonie ne fit aucune référence au territoire de l'Inini. Un régime colonial y était ainsi indirectement conservé. Selon le nouvel agencement départemental, l'Inini était gouverné par un préfet et les services étaient organisés au sein de directions départementales<sup>125</sup>.

C'est la loi du 14 septembre 1951 qui vient réunifier le territoire de l'Inini avec la Guyane et le transforme en un arrondissement, une subdivision administrative *sui generis* ayant une personnalité juridique propre (personnalité morale) et dont l'organisation de base était les cercles municipaux<sup>126</sup>. L'Inini

---

<sup>122</sup>GARCÉS, Claudia Leonor López. *Los indígenas en la frontera brasil-guayana francesa. Una visión histórica: 1900-1950*. In: ZÁRATE-BÓTIA, Carlos et al. *Espacios urbanos y sociedades transfronterizas en la Amazonia*. Universidad Nacional de Colombia. Sede Amazonia. Instituto Amazónico de Investigaciones Imani, 2012, p. 68097, p. 92.

<sup>123</sup>Voir HURAUULT, Jean Marcel, *Op. Cit.*, 1972, p. 257.

<sup>124</sup>BENOÎT, Catherine, « *Pampila* et politique sur le Maroni : de l'état civil sur un fleuve frontière », *Histoire de la justice*, 2016/1 (N° 26), p. 237-259. Disponible sur : <<https://www-cairn-info.faraway.parisnanterre.fr/revue-histoire-de-la-justice-2016-1-page-237.htm>>. Consulté : le 02 avril 2023.

<sup>125</sup> THABOUILLOT, Gérard. *Être chef de poste en Inini (1930-1969)*. In: *Outre-mers*, tome 98, n°370-371, 1er semestre 2011. Le contact colonial dans l'empire français: XIXe-XXe siècles. pp. 43-55. Disponible sur : <[http://www.persee.fr/doc/outre\\_1631-0438\\_2011\\_num\\_98\\_370\\_4532](http://www.persee.fr/doc/outre_1631-0438_2011_num_98_370_4532)>. Consulté: le 02 mars 2023, p. 44-45.

<sup>126</sup>Ibidem, p. 45.



correspondait encore à la majeure partie du territoire de l'intérieur. Il était sous la responsabilité directe du sous-préfet, représenté par des administrateurs civils puis, au niveau local, par des gendarmes.<sup>127</sup>

Les altérations administratives n'entraînèrent pas d'altérations immédiates du traitement juridique réservé aux peuples autochtones de l'Inini. Ce n'est que dans les années soixante que les processus d'octroi de la citoyenneté se sont intensifiés, comme nous le verrons ci-après, en parallèle avec l'extinction de l'Inini en 1969.

L'extinction de l'Inini a donné lieu à un système de communes. Cinq communes<sup>128</sup> furent créées: Maripasoula, Camopi, Saint-Elie, Apatou e Saül<sup>129</sup>. Cette extinction ne mit pas fin à la nomination des chefs coutumiers, autorités traditionnelles qui continuèrent à être déterminées par le village puis confirmées par l'administration française. Ils avaient une double fonction: en interne, ils devaient assurer la préservation de l'identité communautaire et ils continuaient à arbitrer les relations entre l'administration départementale et la communauté au sein de laquelle ils exerçaient des fonctions de police administrative, de droit civil et pénal et étaient en charge des formalités administratives<sup>130</sup>.

### 3.2

#### **Service des Populations Primitives (SPP): personne n'est citoyen**

En 1949, le premier préfet de Guyane, Robert Vignon, décida de créer le *Service des Populations Primitives*<sup>131</sup> (SPP). Vignon préconisait une administration différenciée pour les amérindiens et les "noirs-marrons" qui reposait sur le principe

---

<sup>127</sup>Voir ARNOUX, Irma. *Les Amérindiens dans le département de la Guyane* : problèmes juridiques et politiques. In: Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger, n° 6, 1615-1652, 1996, p.1623.

<sup>128</sup> "Les communes constituent l'échelon le plus ancien et le plus proche des citoyens au sein de l'organisation territoriale de la France. Le maire, qui est élu par le conseil municipal, est à la fois un représentant de l'État dans la commune (il détient des compétences en matière d'état civil et de police administrative) et le détenteur du pouvoir exécutif local (il prépare et exécute les décisions du conseil municipal). Définition publiée par l'Assemblée nationale française. Disponible sur : Fiche de synthèse : L'organisation territoriale de la France - Rôle et pouvoirs de l'Assemblée nationale - Assemblée nationale (assemblee-nationale.fr) . Consulté le : 05 mai 2023.

<sup>129</sup> CHAPUIS, Jean. *La personne Wayana entre sang et ciel*. Tese de doutorado. Université d'Aix-Marseille, 1998, versão digitalizada, p. 39.

<sup>130</sup> LAVOREL, Sabine. *Des manifestations du pluralisme juridique en France: l'émergence d'un droit français des minorités nationales*. Thèse. Grenoble: Université Pierre Mendès-France - Grenoble II, 2007, p. 188-189.

<sup>131</sup> GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2019, Epub.

d'une persuasion aux modèles civilisationnels, sans obliger les autochtones à abandonner immédiatement leurs propres modes de vie. L'une des initiatives de Vignon a été la création d'un commissariat en 1947, axé sur les intérêts des autochtones *Kali`na* présents principalement sur la côte guyanaise<sup>132</sup>.

À travers un discours de protection des peuples autochtones et l'argument du caractère néfaste de l'imposition d'une assimilation brutale, le préfet et d'autres agents de l'Etat se sont opposés à l'attribution immédiate de la citoyenneté française et du droit de vote à ces peuples<sup>133</sup>. Se basant sur le modèle indigéniste brésilien, Vignon idéalisa un modèle de transformation et d'intégration progressive des autochtones à travers l'engagement d'un organisme de protection<sup>134</sup>. Cet organisme devait être chargé du processus d'adaptation et de transformation de ces peuples, de la réalisation de recherches portant sur de possibles adéquations sociales et d'études ethnologiques. En 1950, Vignon soumet au Ministère de l'Outre-mer un projet d'administration différenciée destinée aux autochtones et aux "noirs-marrons". Plus tard, les administrateurs de la SPP allaient mettre en avant, dans le projet d'élaboration d'une loi destinée aux indigènes, le besoin de protection et de reconnaissance des terres et des chefs coutumiers<sup>135</sup>.

On voit ainsi se configurer un dilemme : d'un côté, la citoyenneté française immédiate ; de l'autre, la protection de groupes éloignés des modèles de l'État français et marqués par le passé colonial de l'invasion. Le discours en faveur de la protection se basait sur l'idée que les autochtones n'étaient pas capables de devenir français du fait de leur manque de maîtrise des mécanismes propres à la relation entre citoyen et État, résultant des différences ethnico-politiques. La défense de la protection pouvait cependant masquer la croyance en une infériorité de ces peuples.

Du point de vue historique, c'est la thèse de l'impossibilité d'une incorporation immédiate qui s'est imposée. En 1949, des études portant sur la question autochtone, sur les mesures à prendre et qui visaient à mieux connaître des groupes encore très mal compris ont ainsi été entreprises. Des ethnologues ont été chargés de recherches autour de la question autochtone et de l'élaboration du modèle d'organisation d'un service qui puisse couvrir les populations éparses sur

---

<sup>132</sup> GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2, p. 53.

<sup>133</sup> VALLOT, Hugues Dominique, *Op. Cit.*, p. 110.

<sup>134</sup> Voir GUYON, Stéphanie, *Op. Cit.*, 2013/2, p. 54- 55.

<sup>135</sup> *Ibidem*, p. 55.

le territoire<sup>136</sup>. Cette même année, Fautereau-Vassel, médecin attaché au service sanitaire de l'Inini, est chargé d'organiser le *Service des Populations Primitives*, dont les activités administratives commencent dès 1950<sup>137</sup>. En 1954, l'organisme est rebaptisé *Service des Populations Africaines et Indiennes* (SPAI).

Puis, l'arrêté n° 809, délivré par le préfet de Guyane et daté du 22 novembre 1952, officialise la création et l'organisation du *Service des Populations Primitives* en Guyane. L'organisme proposait d'étudier et d'accompagner les activités des groupes humains, résidents de Guyane, considérés comme primitifs - les amérindiens furent répertoriés et identifiés dans les ethnies Kalina, Oayana, Arawak, Palikur, Oyampi, Emérillon, outre les groupes "noirs-marrons", Bonis, Djuka, Samaca<sup>138</sup>.

Dans le cadre des activités du service, il était prévu de réaliser une étude sur les problèmes médicaux, démographiques, sociaux et économiques afin d'actualiser les connaissances ethnographiques et linguistiques portant sur ces populations peu étudiées. À partir de l'identification des problèmes, il s'agissait de proposer des solutions concrètes<sup>139</sup>.

Parmi les fonctions qui lui incombaient, l'organisme devait fournir une assistance médicale et sociale ainsi qu'une aide économique. Cette assistance médicale et sociale consistait à fournir des soins médicaux et à implanter des dispensaires dans différents centres ainsi qu'à réaliser des actions, visites et distribution d'articles visant à l'amélioration de la qualité de vie de ces populations. En matière d'intégration économique, le Service devait coordonner des efforts épisodiques et fournir de la main d'oeuvre de façon permanente pour certaines branches du secteur privé, dans le cadre des activités traditionnelles, défini par les populations concernées. En ce qui concerne la formation, l'école autochtone devait être adaptée aux modèles de la vie traditionnelle, à l'enseignement élémentaire de l'école française et à la préparation professionnelle et, dans ce but, les enfants autochtones devaient être scolarisés dans des internats (*homes indiens*).<sup>140</sup>

---

<sup>136</sup>CHARPENTIER, Suzanne; CHARPENTIER, Guy. *Une expérience indigéniste en Guyane française*. In: Journal de la Société des américanistes, Tome 42, 1953, pp. 418-421, p. 418.

<sup>137</sup>GUYON, Stéphanie, *Op. Cit.*, 2013/2, p. 53.

<sup>138</sup>Voir Arrêté de création du "Service des Populations Primitives" du 22 novembre 1952. Document consulté en annexe de la dissertation de ARMANVILLE, Françoise. *Les Hommes Indiens en Guyane française, pensionnats catholiques pour enfants amérindiens 1948-2012*. Dissertação de mestrado. Marseille: Aix- Marseille Université, 2012, p. I.

<sup>139</sup> Ibidem, p. I-II.

<sup>140</sup> Ibidem.

D'après le couple d'ethnologues Charpentier affectés au Service, l'institution de l'organisme visait à prévenir la disparition d'une minorité non intégrée à l'ensemble de la population, car une politique d'assimilation forcée risquerait de déclencher un processus d'extinction rapide des populations autochtones en Guyane<sup>141</sup>.

En ce sens, la protection de ces peuples semblait consister en une large collecte de données les concernant et le maintien de leur santé et intégrité physique, sans toutefois s'attacher à la préservation de leurs attributs ethniques. La défense de la protection des autochtones mise en oeuvre par le Service n'incluait pas l'organisation de réseaux d'échanges mutuels entre le modèle de citoyenneté française et les formes d'organisation sociopolitique autochtones.

Le contrôle démographique, les savoirs ethnologiques et l'assistance médicale étaient mis en relief parmi les fonctions du Service, mais le souci d'amélioration de la qualité de vie ne mena pas à l'inclusion des individus autochtones, encore classés comme primitifs, au registre de l'état civil. La protection a ainsi fini par aboutir à l'établissement de nouveaux ghettos. Il n'existait pas de régime juridique égalitaire en matière de registres civils et de droits politiques ni la reconnaissance d'une législation différenciée. Par ailleurs, la création de politiques publiques spécifiques se faisait nécessaire afin d'intégrer les autochtones .

Il existait bien une tentative d'intégration, mais on continuait à exclure toute reconnaissance de la citoyenneté. L'absence persistante d'une législation nationale déterminant le régime juridique attribué aux peuples autochtones mène à se demander si la configuration du service n'était pas plutôt orientée vers le traitement d'animaux menacés d'extinction, puisque les autochtones n'étaient pas considérés comme des personnes. De fait, ils étaient appréhendés à titre de collectifs, soignés au nom de mesures sanitaires et intégrés en vue de la croissance économique du nouveau département, sans que leur existence ne soit reconnue à titre individuel<sup>142</sup>.

La relation entre l'État et les peuples autochtones passait par le savoir des ethnologues chargés de produire des données sur les populations considérées

---

<sup>141</sup> CHARPENTIER, Suzanne; CHARPENTIER, Guy, *Op. Cit.*, p. 418.

<sup>142</sup>GUYON, Stéphanie, *Politisation et hiérarchies coloniales : Amérindiens et Noirs-marrons à St-Paul* (Guyane française, 1946-2000). Critique internationale, 2011/1 (n° 50), p. 21-37. DOI : 10.3917/criti.050.0021. Disponible sur : <<https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2011-1-page-21.htm>>. Consulté : le 02 décembre 2021, p. 22

primitives et de définir la mise en œuvre de politiques publiques<sup>143</sup>. Le processus d'approche des peuples de Guyane progressait par le recueil d'informations les concernant et la gestion de leur intégration dans la bureaucratie :

Une des grandes préoccupations du Service a été de supprimer pour l'Indien ou le Noir la sensation de l'anonymat administratif face auquel il est totalement désarmé : les différents bureaux et papiers qu'il faut affronter pour la moindre visite médicale, par exemple, les rebutaient bien davantage que la visite elle-même, à laquelle ils auraient recouru spontanément. Ils ne profitaient pour ainsi dire jamais des avantages d'ordre médical ou social qui étaient mis à leur disposition comme à celle de tous les autres guyanais.<sup>144</sup>.

En bref, la place des ethnologues et leurs connaissances ont marqué les caractéristiques du service : alors que les orientations générales du SPP suivaient des normes édictées par le préfet, ce sont les ethnologues qui élaboraient et appliquaient les directives de la préfecture visant directement les autochtones<sup>145</sup>.

### **3.3 Francisation**

Les années 1960 ont marqué la relation entre l'État français et les peuples autochtones. On voit alors le vide sur leur statut juridique remplacé par l'attribution de la nationalité et de la citoyenneté françaises aux autochtones et aux "noirs-marrons" sans reconnaissance d'une quelconque spécificité ethnique ni d'études détaillées indiquant la préparation de cette mesure. Dans le cadre d'une politique assimilationniste, l'octroi massif de la citoyenneté semblait être un moyen d'assurer l'inclusion au sein des politiques sociales<sup>146</sup>.

L'un des procédés systématiques d'octroi de la nationalité française consistait en l'émission d'une série de jugements déclaratifs de naissance suivis de la déclaration à l'état civil de leurs enfants dont l'un des effets a été la possibilité d'application immédiate des lois et institutions françaises à ces populations<sup>147</sup>.

Hurault, un géographe renommé qui a travaillé en Guyane auprès des peuples autochtones dans les années soixante, s'est rendu célèbre en dénommant le

---

<sup>143</sup>GUYON, Stéphanie, *Op. Cit.*, 2013/2, p. 52.

<sup>144</sup>CHARPENTIER, Suzanne; CHARPENTIER, Guy, *Op. Cit.*, p. 419.

<sup>145</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2, p. 56.

<sup>146</sup>GUYON, Stéphanie, *Op. Cit.*, 2019, Epub.

<sup>147</sup>MICHALON, Thierry. *Réflexions sur un nouveau statut de la Guyane*. In: Pouvoirs dans la Caraïbe [En ligne], 11, 1999. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/plc/528>>. Consulté: le 02 mars 2023, p.258-259.

processus d'assimilation des autochtones à la République Française de l'époque politique par le terme *francisation*<sup>148</sup>. Le géographe expliqua la façon dont cette assimilation avait été obtenue de façon forcée. Le gouvernement avait émis des déclarations d'état civil des autochtones sur la base d'une simple question figurant au recensement "*Vous êtes pour la France, pour le Brésil ou pour le Suriname*". Il n'était cependant pas précisé que la réponse "pour la France" revenait à accepter la citoyenneté et équivalait à un jugement de l'état civil et à l'attribution de la nationalité française<sup>149</sup>.

Le processus de *francisation* correspondait aux intentions de l'État mais aussi aux intérêts des populations créoles qui cherchaient à incorporer les populations autochtones de façon à élargir l'électorat et à dominer l'ensemble de la Guyane dans le contexte d'une extinction imminente du territoire de l'Inini en 1969. Devenir citoyen français signifiait aussi pouvoir voter.<sup>150</sup> De plus, on répandait l'idée selon laquelle l'acquisition de la citoyenneté allait résoudre les disparités sociales affectant les peuples autochtones, grâce à l'accès à l'école laïque gratuite, à la sécurité sociale et aux allocations familiales<sup>151</sup>.

D'après la description de Hurault, la méthode d'insertion au sein de ce modèle de citoyenneté était unilatérale, les autochtones n'ayant pas été consultés sur leur désir de s'intégrer dans le système juridique français. Dans le cadre du Congrès des Américanistes en 1968, les intellectuels Marcel Bataillon, Henri Lehmann et Claude Lévi-Strauss dénoncèrent le processus d'assimilation forcée qui se déroulait en Guyane dans une lettre adressée au Ministère des départements d'outre-mer<sup>152</sup>.

L'assimilation contribua à la désintégration des organisations sociales communautaires. Les autochtones cherchèrent alors à s'insérer dans une économie

---

<sup>148</sup>VALLLOT, Hugues Dominique, *Op. Cit.*, p. 20.

<sup>149</sup>HURAUULT, Jean Marcel. *The "francization" of the indians*. In: DOSTAL, Walter. *The Situation of the Indian in South America: contributions to the study of inter-ethnic conflict in the non-Andean regions of South America ; Symposium on Inter-ethnic Conflict in South America*. Geneva: World Council of Churches, 1972, p. 365.

<sup>150</sup>Voir CHAPUIS, Jean. *La personne Wayana entre sang et ciel*. Tese de doutorado. Université d'Aix-Marseille, 1998, versão digitalizada, p. 39.

<sup>151</sup>Voir GRELAND, Pierre; GRELAND Françoise. *Les amérindiens, des peuples pour la Guyane de demain: un dossier socio-économique*. Cayenne: Office de la recherche scientifique et technique outre mer (ORSTOM), 1990, p. 16.

<sup>152</sup> LEHMANN, Henri; LÉVI-STRAUSS, Claude; BATAILLON, Marcel. *Lettre à Monsieur le Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer*. In: Journal de la Société des Américanistes, Tome 57, 1968, pp. 147-151, p. 150.

de marché, se déplaçant vers des zones proches des centres administratifs et scolaires et durent faire face à une administration souvent autoritaire qui ne reconnaissait pas leurs pratiques, par exemple, les prénoms autochtones, les coutumes matrilineaires et l'attribution des noms de famille maternels<sup>153</sup>. En soumettant les autochtones à un processus de transition aussi brutal, on les a recolonisés, les obligeant à vivre selon les diktats de la civilisation républicaine française et de son appareil :

La nécessité de registres d'état civil, la carte d'identité, entre autres actes et documents administratifs, ont finalement propulsé les peuples autochtones dans la sphère de l'histoire des blancs. Le comportement de l'administration et ses ressources assimilationnistes n'a pas pris en compte les différences de parcours de ces populations et leurs spécificités. Les autochtones finirent par être incorporés à une collectivité étrangère. La citoyenneté française renia leur trajectoire historique<sup>154</sup>.

Dans un article publié dans les années quatre-vingt-dix, l'anthropologue Pierre Grenand et l'ethnolinguiste Françaises Grenand rapportent que près de 65% des autochtones de Guyane sont devenus français entre 1967 et 1969 sans que l'état ne tienne compte des perceptions et significations de la citoyenneté pour chaque groupe ethnique différent. Les chercheurs soulignent également que l'administration n'a pas consulté de spécialistes des questions "tribales" et a de plus confondu les "indiens" en tant qu'individus et les nations indiennes en tant qu'entités constituées.<sup>155</sup>

Il faut en dernier lieu noter que l'attribution d'un statut commun ne mit pas fin aux politiques publiques locales et spécifiques destinées aux peuples autochtones de Guyane. La *Coordination des actions en faveur de populations tribales* a été créée par le règlement du 17 décembre 1970, par exemple, l'armée collaborait à la construction de villages dans la zone côtière et des religieux se chargeaient de la scolarisation d'enfants autochtones dans des internats (*homes*)<sup>156</sup>. Les *chefs coutumiers* ont également été maintenus dans leur fonction d'articulation entre l'administration et les peuples autochtones.

---

<sup>153</sup> GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2p. 61.

<sup>154</sup> VALLOT, Hugues Dominique, *Op. Cit.*, p. 114.

<sup>155</sup> GRENAND, Pierre; GRENAND Françoise, *Op. Cit.*, p. 15 - 16.

<sup>156</sup> GUYON, Stéphanie, *Op. Cit.*, 2013/2, p. 61.

\*\*\*\*\*

Dans ce dernier chapitre, il fut démontré :

1- La départementalisation ne généra pas l'attribution immédiate de la citoyenneté française aux autochtones de Guyane. Ils étaient classés comme primitifs.

2- Les peuples autochtones jouissaient d'une certaine autonomie entre l'époque de la départementalisation et les années 1960, mais ils ne bénéficiaient pas de la structure française des droits.

Le territoire de l'Inini, une structure de la Guyane où beaucoup de peuples autochtones vivaient, exista entre 1930 et 1969 et son existence maintint les séparations politiques, civiles et civiques de ces peuples et les autres citoyens français.

3- Certaines politiques publiques hospitaliers et sanitaires, inspirées du SPI brésilien, ont été élaborées au cours des premières années de départementalisation et un organisme local a été créé pour les développer.

4- L'octroi de la citoyenneté aux autochtones fut brusque, sans dialogue sur ses significations entre les représentants des institutions de l'État français et les communautés autochtones. Les lois n'établissaient aucun statut personnel différencié aux autochtones.

Par rapport au Brésil, dans le prochain chapitre, il sera possible de constater qu'il existait aussi des séparations politiques et civiles entre les peuples autochtones et les autres citoyens brésiliens. Ces séparations n'étaient pas dues au fait qu'il n'y avait aucune considération juridique concernant les peuples autochtones ; au contraire, la loi civile différençia les autochtones, elle les considérait des individus relativement incapables de comprendre leurs droits.

\*\*\*\*\*

## **Chapitre 4**

### **Statut personnel des autochtones brésiliens**

Ce chapitre aborde le statut juridico-politique attribué aux individus classés comme "autochtones (*indigenas*)" au Brésil, en mettant l'accent sur la législation



en vigueur entre 1946 et 1988. Il convient de revenir quelque peu en arrière pour contextualiser les changements, les avancées et reculs de ce processus.

Dans les pages qui suivent, il s'agira d'examiner comment les lois et les décrets ont établi l'incapacité des autochtones rendant obligatoire l'instrument juridique de la tutelle; nous nous demanderons également si la restriction des droits civils a nécessairement impliqué une perte de droits politiques et si il existait des brèches permettant aux autochtones d'exercer le droit de vote. Il s'agit aussi de comprendre la relation entre la tutelle autochtone, les intérêts autochtones et les intérêts de l'État. En dernier lieu, on peut se demander si le pouvoir de tutelle représente un processus de nationalisation de groupes sociaux hétérogènes, au-delà de la mise en place du régime juridique de la tutelle individuelle sur l'exercice des actes civils.

## 4.1

### Droits civils et politiques

#### 4.1.1

##### Incapacité civile

L'évaluation d'un "degré de civilisation arriérée" fut l'un des éléments pris en compte pour juger de l'accessibilité aux droits. L'autochtone était perçu comme une étape évolutive à franchir et cette perception a affecté la manière dont les indigènes exerçaient leurs relations civiles. Le code civil de 1916, en vigueur jusqu'en 2002, règlementait l'incapacité relative des autochtones<sup>157</sup> jusqu'à leur adaptation au modèle de civilisation hégémonique brésilien<sup>158</sup>.

Dans le texte de loi, les autochtones étaient dénommés peuples des forêts (*silvcolas*). Comme tous n'habitaient pas les forêts, il fut généralement admis que la dénomination formulée dans la loi avait un sens générique et que l'incapacité concernait tous les autochtones non reconnus comme intégrés<sup>159</sup>. Le sens élargi

---

157NDT En Droit brésilien, en général, l'incapacité civile relative (*a incapacidade civil relativa*) signifie que la personne possède un discernement intermédiaire pour accomplir des actes civils et dépend par conséquent de l'assistance d'un tiers pleinement capable pour l'accomplissement de ses actes, afin qu'ils soient valides.

<sup>158</sup> BRASIL. Código Civil. Lei n° 3.071 de 1° de janeiro de 1916. Disponible sur : <[https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/13071.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/13071.htm)>. Consulté le : 28 février 2023

<sup>159</sup> Voir PAIVA, Eunice, JUNQUEIRA, Carmen. *O Estado contra o Índio*. Textos em Ciências Sociais. São Paulo: PUC, n. 1, 1985, p. 06.

reflétait une image des peuples autochtones comme celle d'individus non civilisés, sauvages.

Une définition de qui était autochtone ne figurait pas dans le Code. De plus, il n'était pas explicitement précisé que l'absence de compréhension de certaines valeurs culturelles, économiques ou civiles résultait de différences ethniques et politiques de ces peuples<sup>160</sup>. L'incapacité relative attribuée aux autochtones était comparable aux limitations imposées aux individus de plus de seize ans et moins de vingt-et-un ans, l'immaturation autochtone étant ainsi associée à un infantilisme présumé<sup>161</sup>. Les autochtones seraient incapables d'exercer leurs intérêts en raison d'une moindre capacité à progresser.

Bien qu'aucune référence à l'ethnicité ne figure dans la loi, l'une des lectures était que la restriction de capacité des autochtones résultait de leurs différences culturelles et du caractère incomplet de leur socialisation<sup>162</sup>. Pour pouvoir exercer tous leurs droits, il leur faudrait atteindre une homogénéisation culturelle grâce à l'apprentissage de valeurs transmises par les organismes de protection.

Selon Manuela Carneiro da Cunha, la limitation de capacité visait à protéger les autochtones contre des transactions préjudiciables auxquelles ils seraient vulnérables en raison de leur manque d'expérience<sup>163</sup>. Le juriste Carlos Marés interprète, quant à lui, que le législateur brésilien a sédimenté les préjugés en vigueur au siècle précédent annonçant le destin de disparition des autochtones, immergés dans la société dominante, lorsqu'il a explicitement transformé leur capacité civile relative, en détermination juridique dans le Code Civil de 1916<sup>164</sup>.

L'incapacité ne signifiait pas seulement une protection contre de mauvaises transactions, c'était une étape de restrictions vouée à disparaître grâce au

---

<sup>160</sup>Voir DANTAS, Fernando Antonio de Carvalho. *O sujeito diferenciado: a noção de pessoa indígena no direito brasileiro*. Dissertação (Mestrado). Curitiba: Universidade Federal do Paraná (UFPR), 1999, p. 35.

<sup>161</sup> Voir FARAGE, Nadia; CUNHA, Manuela Carneiro da. *Caráter de tutela dos índios: origens e metamorfoses*. In: CUNHA, Manuela Carneiro da (org.). *Os direitos do índio: ensaios e documentos*. São Paulo, Editora Brasiliense, 1987, p. 103-117, p. 114.

<sup>162</sup> PAIVA, Eunice, JUNQUEIRA, Carmen. *Op. Cit.* p. 07.

<sup>163</sup>CUNHA, Manuela Carneiro da. *Índios na Constituição*. In: Dossiê 30 anos da Constituição brasileira. *Novos estudos*. CEBRAP 37 (3). Sep. Dez, 2018. Disponible sur : <<https://doi.org/10.25091/S01013300201800030002>>. Consulté: le 01 décembre 2022, p.429-443, p.430.

<sup>164</sup>SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *O direito envergonhado: o direito e os índios no Brasil*. In: *Índios no Brasil*. Organizado por Luís Donisete Benzi Grupioni. Brasília: Ministério da Educação e do Desporto, 1994, p. 160.

dépassement de ce que l'on considérait être le stade évolutif autochtone. Comme l'explique Fernando Dantas dans sa dissertation, les autochtones devaient s'aligner sur les exigences logiques du droit moderne : ils devaient abandonner leurs habitudes et devenir ainsi, grâce aux processus civilisateurs, des citoyens à part entière<sup>165</sup> ce qui témoigne du modèle de colonialité qui leur était imposé<sup>166</sup>.

En résumé, la conséquence immédiate de cette limitation a été une privation de l'autonomie et de la capacité de décision des autochtones, ce qui les a empêchés de gérer directement leurs vies et leurs territoires. Il y a lieu de penser qu'ils demeuraient donc soumis à une dynamique paternaliste d'assistance élaborée par l'organisme de protection de l'État.

#### **4.1.2 Droit de vote**

Les restrictions civiles n'ont pas évolués vers une interdiction officielle du droit de vote des autochtones. Chaque Constitution de la République établissait la liste des personnes qui pouvaient voter et de celles qui étaient exclues du vote, et déterminait également les postes qui dépendaient du choix des électeurs et les personnes qui pouvaient se candidater à ces postes. Les textes constitutionnels et juridiques n'établissaient pas directement l'exclusion du droit de vote des autochtones ni leur inéligibilité.<sup>167</sup>

Dans la Constitution de 1891, en vigueur au moment de la promulgation du Code de 1916, les autochtones ne figuraient pas sur la liste des personnes officiellement exclues du droit de vote ou de l'éligibilité. Cependant, les analphabètes étaient exclus de ces droits, une interdiction qui affectait les autochtones dont la majorité ne savait ni lire ni écrire en portugais. L'interdiction du droit de vote des analphabètes visait principalement à éloigner le peuple des

---

<sup>165</sup>DANTAS, Fernando Antonio de Carvalho. *O sujeito diferenciado: a noção de pessoa indígena no direito brasileiro*. Dissertação (Mestrado). Curitiba: Universidade Federal do Paraná (UFPR), 1999, p. 36.

<sup>166</sup>Voir MALDONADO-TORRES, Nelson. *Sobre la colonialidad del ser: contribuciones al desarrollo de un concepto*. In: CASTRO-GÓMEZ, Santiago; GROSGUÉL, Ramón (orgs.). *El giro decolonial*. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global. Bogotá: Universidad Javeriana-Instituto Pensar, Universidad Central-IESCO, Siglo del Hombre Editores, 2007, p. 13.

<sup>167</sup>Voir BRASIL. Constituição (1891). *Op. Cit.* Consulté : le 11 janvier 2023.

urnes et à éviter la concurrence de ses représentants<sup>168</sup>, de sorte que les autochtones n'influençaient pas non plus les élections et n'avaient pas leurs propres candidats.

L'exclusion des analphabètes du droit de vote s'est poursuivie au sein de la vie républicaine brésilienne jusqu'à la Constitution de 1988 et la liste des électeurs n'a pas beaucoup changé, mis à part l'inclusion des femmes par la Constitution de 1934 et des personnes de plus de dix-huit ans. Indirectement, comme nous l'avons exposé antérieurement, en excluant les analphabètes du droit de vote, les Constitutions ont aussi perpétué l'exclusion des autochtones.

Entre 1937 et 1945, avec la mise en place de la dictature de l'*Estado Novo*, les élections ont été suspendues<sup>169</sup>. La constitution de 1946 a rétabli le vote obligatoire des hommes et des femmes alphabétisés de plus de dix-huit ans et exclu les analphabètes de ce droit. De plus, ceux qui ne savaient pas s'exprimer en portugais ne pouvaient pas voter, une condition qui était encore très commune chez de nombreux groupes autochtones<sup>170</sup>.

En 1965, le Code Électoral interdit l'inscription des personnes qui ne pouvaient pas s'exprimer dans la langue nationale<sup>171</sup>. Les autochtones devaient ainsi démontrer une fois de plus qu'ils parlaient portugais pour pouvoir voter aux élections qui avaient conservé le suffrage direct.

Suite à l'avis consultatif du District Fédéral n° 3165, les droits politiques ont été expressément reconnus aux autochtones par la Résolution 7.919/1966<sup>172</sup> du Tribunal Supérieur Électoral, qui a déterminé, toujours dans le cadre de la Constitution de 1946, que le régime tutélaire n'impliquait pas en soi l'incapacité politique<sup>173</sup>. Le pouvoir judiciaire a précisé que l'incapacité civile prescrite pour les

---

<sup>168</sup>Voir CARVALHO, José Murilo de. *Cidadania no Brasil. O longo Caminho*. 3<sup>a</sup> ed. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 2002, p. 40.

<sup>169</sup>Voir NICOLAU, Jairo. *História do voto no Brasil. Coleção Descobrimdo o Brasil*. Rio de Janeiro: Jorge Zahar Editor, 2002, ebook, p. 34-35.

<sup>170</sup>BRASIL. Constituição (1946). *Op. Cit.*. Consulté: le 05 février 2023.

<sup>171</sup>BRASIL. Lei n° 4.737, de 15 de julho de 1965. Institui o Código Eleitoral. Brasília, DF: Presidência da República, 1965. Disponible sur : < <https://www.tse.jus.br/legislacao/codigo-eleitoral/codigo-eleitoral-1/codigo-eleitoral-lei-nb0-4.737-de-15-de-julho-de-1965>>. Consulté: le 25 février 2023.

<sup>172</sup>BRASIL. Tribunal Superior Eleitoral. Consulta n° 3.165. (Resolução n° 7.919). Relator: Min. Décio Meirelles de Miranda. Brasília, DF, 9 set. 1966. BEL - Boletim Eleitoral, Brasília, v. 184, n. 1, p. 272, 1966.

<sup>173</sup>SILVA, Luiz Fernando Villares. *Estado pluralista? o reconhecimento da organização social e jurídica dos povos indígenas no Brasil*. Tese (Doutorado) - Universidade de São Paulo: São Paulo, 2013, p. 157-158.

autochtones non intégrés leur permettait de se porter candidats et de voter, à condition qu'ils remplissent les conditions fixées pour tout citoyen brésilien.

Durant la dictature civile-militaire, la Constitution de 1967 et l'amendement de 1969 ont perpétué la même liste d'électeurs que lors de la période précédente. Le suffrage direct a été suspendu et restreint à l'élection de certains postes<sup>174</sup> à partir de 1964. Les rares autochtones habilités à voter et/ou être élus étaient également sujets aux restrictions de cette période d'exception.

L'exercice du droit de vote ne leur était pas interdit mais les exigences sur lequel il reposait se rapprochaient d'une imposition d'assimilation. Par conséquent, il serait difficile à un autochtone encore sous la tutelle de l'État de s'inscrire sur les listes électorales ou de concourir à un poste d'élu.

## 4.2

### **Le régime de tutelle dans le décret 5484/28 (1928-1973)**

La législation civile ne faisait pas référence au mode de mise sous tutelle de l'autochtone, c'est le décret n° 5.484/1928 qui allait régler la situation des autochtones nés au Brésil. Cependant, la loi ne définissait pas qui était autochtone et omettait, de plus, d'observer que les autochtones correspondaient à divers peuples présentant des différences ethniques. Les questions d'état civil, de patrimoine et de biens, les affaires pénales et concernant les terres autochtones ont été régies par le décret sans que ne soit défini à qui il s'adressait.

Une tutelle à caractère public a été inaugurée par le document, la médiation des relations des autochtones non intégrés dans la société a été attribuée à l'Etat<sup>175</sup>. C'est le SPI qui était le tuteur des autochtones, puis ultérieurement, la Funai, par l'intermédiaire de ses agents qui les subsidiaient, en tant que représentants de l'État, pour accomplir des actes civils<sup>176</sup>.

Cette tutelle, de nature publique, n'attribuait pas à l'administration des biens, c'était les autochtones eux-mêmes qui géraient leurs biens. L'État ne

<sup>174</sup>NICOLAU, Jairo. *Op. Cit.*, p.43.

<sup>175</sup>SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *Op. Cit.*, 1999, p. 101.

<sup>176</sup>BRASIL. Decreto n° 5.484, de 27 de junho de 1928. Regula a situação dos índios nascidos no território nacional. Disponible sur : <<http://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1920-1929/decreto-5484-27-junho-1928-562434-publicacaooriginal-86456-pl.html>>. Consulté: le 28 février 2023.

décidait pas pour les autochtones, il les aidait seulement à administrer leurs biens<sup>177</sup>. La volonté personnelle du pupille et ses intérêts devaient prévaloir sur toute volonté du tuteur<sup>178</sup>. Marés souligne également que le régime tutélaire institué par le décret était novateur car "il introduisait dans le système juridique brésilien le concept selon lequel les relations des autochtones avec la société organisée sous la protection de l'État brésilien sont de nature publique et non privée"<sup>179</sup>.

Les autochtones étaient appréhendés de forme générique, sans prise en compte de spécificités ethniques, et étaient hiérarchisés sur la base de leur relation avec la société hégémonique. Le décret classifiait les autochtones, ce qui avait des conséquences sur la validation de leurs actes. La première catégorie regroupait les autochtones nomades, la seconde correspondait aux autochtones *aldeados*, la troisième comportait les autochtones appartenant à des *povoamentos indígenas*<sup>180</sup> et la quatrième et dernière catégorie classifiait les autochtones appartenant à des centres agricoles ou vivant en promiscuité avec les civilisés<sup>181</sup>. Les actes pratiqués par les autochtones appartenant aux trois premières catégories devaient être considérés nuls en l'absence d'une supervision du SPI et de la Funai<sup>182</sup>.

L'adaptation des autochtones ayant une incapacité relative devait garantir le dépassement du *statut* autochtone, et dispenser par conséquent la nécessité d'assister les autochtones considérés intégrés. Pour mettre fin à la tutelle, les constitutions brésiliennes de 1934, 1937, 1946, 1967 et l'amendement constitutionnel de 1969 édictaient que l'Union est responsable de l'intégration des autochtones dans la communauté nationale. Pendant la période d'application du décret 5484/28, l'intégration dépendait d'une évaluation des inspecteurs témoignant d'une équivalence des autochtones avec ceux qui intégraient des centres agricoles<sup>183</sup>.

L'intégration équivalait à une transformation des autochtones en travailleurs agricoles, à l'instar des personnes appartenant aux centres agricoles. Les modèles

---

<sup>177</sup>SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *Op. Cit.*, 1999, p. 104.

<sup>178</sup>CUNHA, Manuela Carneiro da. *Os direitos do índio: ensaios e documentos*. São Paulo: Brasiliense, 1987, p. 28.

<sup>179</sup> SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *Op. Cit.*, 1999, p. 101.

<sup>180</sup> NDT Les *povoamentos indígenas* correspondaient à une transformation des anciens *aldeamentos*, reconstitués en y introduisant des écoles primaires, des cours de musique, des ateliers, des machines et ustensiles agricoles, des champs adéquats à l'apprentissage agricole, selon le Décret n° 8.072/1910.

<sup>181</sup>BRASIL. Decreto n° 5.484, *Op. Cit.*. Consulté : le 28 février 2022.

<sup>182</sup> Ibidem.

<sup>183</sup>Ibidem. .

d'agriculture et les modes de vie collectifs tenus pour dépassés devaient être substitués par un modèle de travailleur et un type d'agriculture déterminés par les besoins du marché.

### 4.3 Régime tutélaire et Statut des Indiens (1973 -)

Le statut de l'Indien a remplacé le Décret n° 5484/1928 en 1973 dans l'objectif de régler les questions concernant les autochtones brésiliens. Dans un commentaire sur le Statut, Ismael Marinho Falcão déclare que la loi a fixé les principes de régulation de la situation juridique de l'autochtone. Parmi ces principes : les autochtones devaient avoir les mêmes droits que n'importe quel citoyen ; l'assimilation à la société homogène devait conditionner l'exercice des droits civils et la jouissance des droits politiques des autochtones ; le respect des us et coutumes des autochtones non assimilés ; l'application de la loi commune dans la relation entre autochtones et non autochtones<sup>184</sup>.

En premier lieu, la loi a présenté une définition de l'"indien" ou "*silvicola*", comme étant " [...] tout individu d'origine ou d'ascendance pré-colombienne qui s'identifie et est identifié comme appartenant à un groupe ethnique dont les caractéristiques culturelles se distinguent de la société nationale", elle a aussi défini "la Communauté indigène ou Groupe Tribal" comme "[...] un ensemble de familles ou de communautés indiennes, soit vivant en état d'isolement complet par rapport aux autres secteurs de la communion nationale, soit étant en contacts intermittents ou permanents, sans toutefois y être intégrés"<sup>185</sup>.

Les autochtones ont été reconnus comme ressortissants brésiliens, mais l'exercice des droits civils et politiques dépendait d'une évaluation basée sur des paramètres déterminés par la loi<sup>186</sup>. Dans ce document, les autochtones ont été classifiés dans trois catégories : isolés, en voie d'intégration et intégrés. Les autochtones isolés vivaient dans des groupes inconnus ou ayant peu de contacts avec la société hégémonique ; les autochtones en voie d'intégration conservaient

---

<sup>184</sup>FALCÃO, Ismael Marinho. *O Estatuto do índio: comentado*. Brasília: Centro Gráfico do Senado Federal, 1985.

<sup>185</sup> BRASIL. Lei n° 6.001, de 19 de dezembro de 1973. Dispõe sobre o Estatuto do Índio. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 20 dez. 1973. Disponible sur: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/L6001.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L6001.htm)>. Consulté: le 02 mars 2023.

<sup>186</sup>Ibidem.

leur propre condition mais entretenaient des relations avec d'autres groupes sociaux et adoptaient des pratiques et des modes de vie courants pour garantir leur propre système ; les autochtones intégrés étaient incorporés à la société et exerçaient pleinement leurs droits civils, pouvant encore conserver leurs usages, coutumes et traditions<sup>187</sup> - leurs actes n'étaient pas sous la tutelle de l'État.

Le régime de mise en tutelle des autochtones était réitéré. Cependant, le texte juridique était confus car il établissait que les principes de la tutelle commune applicables à d'autres personnes relativement incapables devaient leur être appliqués, la tutelle autochtone ayant un caractère public<sup>188</sup>. Malgré cette disposition erronée, l'État, par l'intermédiaire de la Funai, a continué à être le tuteur légal des autochtones<sup>189</sup>.

L'obligation d'une assistance pour les actes pratiqués entre les autochtones non intégrés et les non-autochtones a été conservée dans le Statut afin d'éviter que l'absence d'instruction adéquate ne cause d'éventuels préjudices lors des transactions. Tout acte portant préjudice aux autochtones devait être annulé, s'ils n'étaient pas assistés par un tuteur. S'ils étaient conscients de ce qu'ils réalisaient et que l'acte était bénéfique, il serait maintenu<sup>190</sup>. Cette assistance impliquait de déterminer quels autochtones avaient conscience et connaissance de leurs actes, quels en étaient les bénéfiques et préjudices.

Selon Marés, il existe une différence entre la tutelle publique établie par le Décret n° 5484/28 et la disposition de l'État figurant au Statut de l'Indien : dans le cadre de la tutelle publique, l'autochtone définit ses intérêts et l'État se contente de l'aider à les réaliser au mieux sans interférence d'aucune sorte sur la base de préceptes publics, en ce qui concerne l'État tutélaire, l'assistance des agents de l'État est également guidée par un intérêt public générique, souvent en conflit avec les intérêts de l'autochtone<sup>191</sup>.

La loi de l'État devait, en règle générale, être appliquée dans les relations entre les autochtones non intégrés et les autres membres de la société brésilienne. La tutelle devait assurer la traduction de ce droit inconnu des autochtones et intermédiaire leurs interactions civiles. D'autre part, il existait une brèche dans

---

<sup>187</sup>Ibidem.

<sup>188</sup>SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *Op. Cit.*, 1999, p 102.

<sup>189</sup>BRASIL. Lei n° 6.001. *Op. Cit.*, Consulté: le 02 mars 2023.

<sup>190</sup>Ibidem.

<sup>191</sup>SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *Op. Cit.*, 1999, p 105.



l'application du droit produit par les autochtones : dans le cadre des communautés, les autochtones pouvaient choisir de régler les relations familiales, l'ordre successoral, le régime de propriété et les actes et affaires accomplis entre eux pour leurs usages, coutumes et traditions<sup>192</sup>.

Si l'incapacité était transitoire, il en était de même pour l'exercice de la tutelle. Le régime tutélaire pouvait être révoqué à la demande de l'autochtone avec l'approbation du juge. Seuls l'autochtone et son groupe pouvaient requérir l'émancipation de la tutelle d'état, une fois accomplies les exigences énoncées dans le Statut, la Funai ne pouvait pas déclarer l'émancipation.<sup>193</sup>

Outre la demande qui dépendait d'une homologation judiciaire, un décret présidentiel pouvait également déclarer l'émancipation de la communauté autochtone et de ses membres, à condition de prouver l'intégration, le respect des exigences et à la demande de la majorité des membres du groupe<sup>194</sup>.

#### **4.4 Pouvoir de Tutelle**

L'institution juridique de la tutelle impliquait une monopolisation des interactions civiles, surtout entre autochtones – notamment non intégrés – et non-autochtones, par l'organisme de protection<sup>195</sup>. Ce régime avait un caractère d'intermédiation, et visait à protéger les autochtones contre les dommages, principalement matériels, qui pourraient leur être causés.

Bien que juridiquement la tutelle autochtone se différencie de l'assistance établie pour les autres personnes relativement incapables, qui étaient assistées par des particuliers proches, son exercice impliquait un contrôle plus individualisé sur l'autochtone visant à pallier l'incapacité. Le biais patrimonialiste de l'institut civil renvoyait à une construction plus individualiste, focalisant les intérêts de chaque autochtone et son intégration progressive résultant de transformations provoquées chez l'individu.

Il faut cependant noter que la relation entre l'État et les autochtones ne se bornait pas à compenser une défaillance individuelle, constatée chez chaque

---

<sup>192</sup>BRASIL. Lei nº 6.001. *Op. Cit.*, Consulté: le 02 mars 2023.

<sup>193</sup>Ibidem.

<sup>194</sup>Ibidem.

<sup>195</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Op. Cit.*, 1995, p. 125.

autochtone et à laquelle l'institution juridique de la tutelle remédierait. C'est pourquoi nous nous référons dans cette section au concept de pouvoir tutélaire, élaboré par l'historien et anthropologue Antonio Carlos de Souza Lima.

L'exercice de la tutelle en tant qu'institution juridique et le pouvoir de tutelle étaient évidemment entrelacés et la dissociation des termes peut sembler dénué de sens. Séparer les catégories entre dimension juridique et dimension de pouvoir<sup>196</sup> permet de mieux cerner le rôle de l'État. Celui-ci ne peut être appréhendé seulement comme tuteur des autochtones d'un point de vue juridique, il convient aussi de mettre l'accent sur la tutelle en tant que pouvoir, qui se manifeste dans la possibilité de délimiter qui serait autochtone, sur quelles terres, et donc de déterminer à qui s'appliquaient les réglementations du SPI et de la Funai et la législation spécifique.

Le régime tutélaire n'affectait pas nécessairement tous les autochtones puisqu'on vérifiait le degré d'adaptation de chaque individu pour déterminer la nécessité de limitation des actes civils. Le pouvoir tutélaire, au contraire, s'exerce sur les peuples en général, portant sur leurs processus d'installation sur le territoire et de nationalisation politique.

Le pouvoir tutélaire englobait un système d'étatisation mené par l'organisme de protection visant à soumettre et contrôler les autochtones. Le dessein colonisateur se manifestait dans l'exercice de cette modalité de pouvoir. Selon l'auteur, l'une des dimensions du pouvoir tutélaire était de promouvoir la paix sociale par le contrôle, exercé par un appareil gouvernemental, des peuples autochtones dans les zones de conflits entre autochtones et non-autochtones<sup>197</sup>.

L'une des caractéristiques fondamentales du pouvoir tutélaire était sa dimension étatisée, une gestion gouvernementale fondée sur la matrice militaire de la guerre de conquête. Il avait pour objectif de pacifier les peuples considérés errants en les sédentarisant dans des lieux définis et de stabiliser les peuples qui interagissaient déjà avec les réseaux de gestion gouvernementale, sans recours à la violence explicite.<sup>198</sup> Il faut aussi souligner qu'il incombait au pouvoir tutélaire de

---

<sup>196</sup> LIMA, Antonio Carlos de Souza (org.). *Tutela: formação de Estado e tradições de gestão no Brasil*. 1. ed. Rio de Janeiro : E-papers, 2014, p. 09-11.

<sup>197</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Gestar e Gerir: estudos para uma antropologia da administração pública no Brasil*. In: Antonio Carlos de Souza Lima (organizador). Rio de Janeiro: Relume Dumará : Núcleo de Antropologia da Política/UFRJ, 2002, p. 13-14

<sup>198</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Op. Cit.*, 1995, p. 73-74.

définir et contrôler la population qui lui était soumise par ces mesures de définition et de délimitation.

L'intégration territoriale et politique était également une des dimensions du pouvoir tutélaire dans une perspective de représentation nationale, car ce pouvoir reconfigurait la répartition spatiale des populations et les différents niveaux de relations sociales multiples ainsi que leurs implications politiques présentes dans un Etat, à partir de l'exercice continu d'un appareil d'Etat<sup>199</sup>.

À partir de sa lecture de Foucault sur la gouvernementalité, Souza Lima décrit le pouvoir tutélaire comme une réélaboration de la guerre par d'autres moyens dans le sens d'une construction de nouvelles relations sociales, orientée par des mécanismes d'alliance et d'antagonisme<sup>200</sup>. Concrètement, cette forme de pouvoir pouvait engendrer des modes de conquête et de pacification entre entités marquées par une altérité radicale<sup>201</sup> et créer des formes d'assujettissement des peuples à intégrer, spatialement limités sur des aires circonscrites ; dans le cas des peuples autochtones, l'espace délimité correspondait aux postes indigènes, unités du SPI et de la Funai.

En ce sens, les antagonismes en jeu dans la guerre pourraient être modifiés et intégrer un pouvoir qui englobait les contenus de la conquête ; ces contenus renvoient à une volonté d'agir sur un territoire encore vierge où se trouvent d'autres humains dans une certaine mesure inconnus ; une organisation militaire composée de spécialistes en stratégies, et des peuples originaires qui se voient reflétés dans l'organisation.<sup>202</sup>

Pour conclure, le modèle de relation entre l'État et les peuples basé sur la notion de conquête définissait qui était soumis à l'appareil d'État, tout comme il redéfinissait la gestion administrative et militaire des populations ainsi que les niveaux de participation politique issus de divers conflits<sup>203</sup>. La conquête coloniale se réactualisait ainsi dans la tentative d'intégration des peuples autochtones et avait pour objectif de les adapter à un modèle social basé sur des représentations de la nationalité brésilienne.

---

<sup>199</sup> Ibidem, p. 42.

<sup>200</sup> Ibidem, p. 43, 46

<sup>201</sup> Ibidem, p. 43.

<sup>202</sup> Ibidem, p. 48.

<sup>203</sup> Ibidem, p. 55.

## Partie II

### L'État: le lieu du manque de protection et de la lutte pour la reconnaissance des droits

#### Titre I

#### Invisibilité et violations des droits

#### Chapitre 5

#### Indivisibilité, invisibilité

L'un des objectifs du processus de *francisation* était d'homogénéiser formellement les habitants de Guyane. La pluralité des existences locales a été invisibilisée sous l'action unilatérale de l'administration française. Entre les années soixante-dix et quatre-vingt, des questions juridiques ont été soulevées concernant le refus de reconnaître l'existence des peuples autochtones en Guyane, compte tenu de la détermination d'indivisibilité de la République française, de l'existence d'un seul peuple et de l'interdiction de différencier les citoyens français en termes ethniques.

Les autochtones de Guyane ont d'abord été traités comme humainement "inexistants" étant omis du Droit de l'État français au moment de la départementalisation. Ils ont été qualifiés de "primitifs" et leur existence a été négligée. Dans un deuxième temps, qui fera l'objet de ce chapitre, l'attribution de la nationalité française les a qualifiés comme "égaux" et les différences ethniques devaient disparaître. Il s'agit ainsi d'observer qu'en appliquant des mesures de *francisation* qui omettaient d'analyser les situations concrètes des autochtones, on a créé une égalité qui réintroduisait les hiérarchies raciales coloniales et déstructurait leurs modes de vie.

#### 5.1

#### L'État civil des autochtones pour "une intégration à un seul peuple" : l'homogénéisation dans les départements

Par leur inscription aux registres de l'état civil, les autochtones sont entrés officiellement dans les rangs des citoyens de la République française, étant également soumis au droit commun sans distinctions, spécifications, ni particularismes. En tant que citoyens, ils allaient intégrer un peuple français

univoque, dont la souveraineté ne pouvait être divisée en parcelles communautaires.

En ce sens, juridiquement, aucune nation ni peuples autochtones ne serait défini au sein de la République française et de ses départements d'outre-mer. La reconnaissance d'autres peuples signifiait une violation des principes d'indivisibilité de l'État Republicain et de l'unicité du peuple français concrétisés par le refus de tout démembrement territorial national et l'uniformisation des habitants des territoires dominés par la France grâce à des politiques d'assimilation visant les peuples colonisés dont les membres devenaient des citoyens français<sup>204</sup>. De tels principes étaient liés au principe d'égalité, qui comporte que tout citoyen a droit au même traitement et à une protection contre les discriminations.

Le principe d'indivisibilité de la République associé à l'exigence d'égalité était issu d'une détermination constitutionnelle expresse. L'article deux de la Constitution de 1958, selon le texte en vigueur au moment de la *francisation*, stipulait que "La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances."<sup>205206</sup>

Basé sur ces principes, le modèle de l'État français traduisait la prise en compte globale des communautés intégrant la République; les autorités centrales y définissaient et uniformisaient le droit au mépris d'éventuelles diversités et aspirations locales : "Le schéma devient alors extrêmement simple à résumer. A l'Etat français unitaire correspond un territoire national (continental et outre-mer), sur lequel vit une communauté d'hommes constitutive du peuple français"<sup>207</sup>.

On peut ainsi affirmer que les limites à l'existence de statuts différenciés en Guyane étaient en partie associées à sa configuration de département d'outre-mer, régi par l'article 73 de la Constitution de 1958, car un régime plus autonome pourrait faciliter une reconnaissance des spécificités locales. Le *statut* de

---

<sup>204</sup>CHICOT, Pierre-Yves. *Le principe d'indivisibilité de la République et la question des minorités en Guyane française, à la lumière du cas amérindien*. In: *Pouvoirs dans la Caraïbe* [Online], n° 12, 2000. Disponible sur: <<http://journals.openedition.org/plc/373>; DOI: <https://doi.org/10.4000/plc.373>>. Consulté: le 29 avril 2023, p. 156.

<sup>205</sup>FRANÇA. Constitution de 1958, du 04 octobre 1958. Disponible sur: <[Constitution du 4 octobre 1958 Texte original | Sénat \(senat.fr\)](#)>. Consulté: le 02 mai 2023.

<sup>206</sup>STIEFVATER, Charline. *Droits autochtones et politiques foncières en Guyane, une analyse par la dépendance au sentier*. Dissertação (Mestrado). Montréal: Université du Québec à Montréal, 2021, p. 15-19.

<sup>207</sup>CHICOT, Pierre-Yves, *Op. Cit.*, p. 160.

département ne permettait pas la reconnaissance de particularismes puisque le droit en Guyane était généralement celui applicable à la métropole, selon le principe de l'assimilation législative<sup>208</sup>

Dans les départements, le droit ne prévoyait que des possibilités d'adaptation des lois républicaines, souvent mise en œuvre en marge de la loi<sup>209</sup>. Du fait de l'assimilation législative et de l'adaptation officiellement limitée, il n'a pas été prévu de mécanismes confirmant expressément l'application des lois républicaines aux réalités locales, par exemple. Il n'était nul besoin de faire mention dans la loi à l'application, l'élaboration de lois spécifiques ou de confirmation par les assemblées locales.

L'absence d'une reconnaissance en tant que peuples en Guyane a été suivie du refus de l'élaboration d'un statut personnel propre ainsi que de statuts élaborés à partir des pratiques coutumières des autochtones. Cependant, la Constitution de 1958 permettait aux citoyens de la République qui n'étaient pas soumis au droit commun français de conserver leurs statuts personnels tant qu'ils n'y avaient pas renoncé<sup>210</sup>; le texte constitutionnel ne précisait pas si la réserve n'incluait que les citoyens des territoires d'outre-mer.

D'autre part, la Constitution de 1958 établissait une Communauté entre la République française et les peuples dits peuples des territoires d'outre-mer. La dénomination " peuple des territoires", la possibilité de leur autodétermination à constituer la Communauté et la définition de leur statut de territoires d'outre-mer, de départements d'outre-mer ou d'États membres de la Communauté y ont été expressément mentionnées. Bien qu'il y ait une large possibilité de choix, une citoyenneté unique était partagée au sein de la Communauté.<sup>211</sup> La communauté

---

<sup>208</sup>FILOCHE, Geoffroy. *Les Amérindiens de Guyane française, de reconnaissances disparates en bricolages juridiques. L'exemple des Kali'na d'Awala-Yalimapo*. In: *Journal de la Société des américanistes*, tomo 97, n° 2, Paris, 2011, pp. 343-368, p. 347.

<sup>209</sup>GUYON, Stéphanie; TRÉPIED, Benoît. *Les autochtones de la République : Amérindiens, Tahitiens et Kanak face au legs colonial français*. BELLIER, Irene. *Peuples autochtones dans le monde : les enjeux de la reconnaissance*. Paris: L'Harmattan, pp.93-112, 2013, p.101.

<sup>210</sup>Voir l'article 75 de la Constitution française de 1958. In: FRANÇA. *Constitution de 1958, Op. Cit.* Consulté: le 02 mai 2023.

<sup>211</sup> Voir le préambule, article premier e article 77 de la Constitution française de 1958. In: FRANÇA. *Constitution de 1958, Op. Cit.* Consulté: le 02 mai 2023.

elle-même n'a existé que pendant un an<sup>212</sup>, mais les territoires en tant qu'entités juridiques différenciées des départements ont subsisté.

Si, dans les territoires, l'affirmation des peuples pouvait être discutée, dans les départements, la coexistence des peuples n'a pas été transcrite dans la Constitution et, encore moins, directement admise par les instances étatiques. Les autochtones de Guyane n'ont pas été reconnus comme peuples ou nations, comme l'observe Félix Tiouka, lors d'une interview en 1989 :

Il faut dire une chose très importante : la France n'a jamais reconnu les Amérindiens en tant que peuple ou en tant que Nation. Elle n'a fait que constater l'existence des communautés qui vivaient autrement. Ce qui est tout à fait différent. Et la Constitution française ne le permet pas. Sinon il y aurait d'autres nations dans le même état. Donc, si on tient compte de cette constatation, c'est un devoir des autorités de donner aux communautés un minimum de choses pour leur survie<sup>213</sup>.

La Convention 107 de l'OIT, accompagnée de la Recommandation n° 104, qui traitait de la situation de "Populations indigènes et autres populations tribales et semi-tribales" dans les États Indépendants est un autre document juridique, déjà cité dans ce texte, en vigueur au niveau international lors de la période de la *francisation*. La Convention a été ratifiée par le Brésil, comme on l'a déjà évoqué, mais la France n'a jamais ratifié le document qui énonçait le traitement juridique différencié à accorder aux autochtones en vue de leur intégration et qui venait contredire une incorporation unilatérale omettant tout mécanisme d'adaptation.

Par ailleurs, le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques, adopté en 1966, n'a été ratifié par la France qu'en 1980 et inclut une réserve de principe à l'article 27, car le texte violerait l'article 2° de la Constitution<sup>214</sup>. Cet article prévoyait la reconnaissance des minorités ethniques, religieuses et linguistiques ainsi que de leurs pratiques différenciées, mais la France a refusé de ratifier cette reconnaissance.

---

<sup>212</sup>VULIN, Emmanuelle. *Les revendications des peuples autochtones de Guyane appréhendées par le droit français : entre évolutions, conciliations et aménagements*. Dissertação (Mestrado) Lyon: Université Lumière Lyon 2, 2019, p. 31.

<sup>213</sup> Interview de Félix Tiouka du 19 mai 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Paroles kali'na: Entretiens avec deux amérindiens d'en france* de Thomas Appolinaire, Félix Tiouka. Paris: Books on Demand, 2018, Ebook, p.44-47 de 12.

<sup>214</sup> ARNOUX, Irma. *Les Amérindiens dans le département de la Guyane : problèmes juridiques et politiques*. In: *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*. Paris: Librairie Générale du Droit et de Jurisprudence, 1996, p. 1615-1652, p. 1636-1637.

Sur le plan national et international, à l'époque précédant l'émergence du mouvement autochtone dans les années 1980, la volonté était avant tout d'unifier et de ne pas adhérer aux particularismes pour intégrer les communautés autochtones dans la voie du républicanisme français.

## 5.2

### **Les modes d'homogénéisation et l'omission des apports autochtones**

Dans le troisième chapitre, nous avons abordé certains effets de la *francisation* sur les politiques publiques destinées aux peuples autochtones qui seront précisés dans cette section. L'organisation administrative de l'espace, les politiques éducatives, les politiques de santé, l'assistance sociale et les modes de travail ont conformé la vie autochtone au modèle socio-économique du citoyen français.

La *francisation* a engagé l'institution de l'appareil administratif français, remodelant l'intérieur de la Guyane. La configuration sociopolitique du département devait être la même qu'en métropole, c'est pourquoi des communes ont été créées ce qui a souvent abouti à une segmentation du territoire traditionnel. La gestion de ces nouvelles communes impliquait l'élection d'un conseil municipal, un budget, l'embauche de travailleurs ainsi que l'offre de services scolaires et médicaux. Les communautés autochtones se sont alors fixées autour de ces services et leur mobilité au sein du territoire en a été réduite. De ce fait, les dynamiques économiques ont été altérées là où, dans les zones les plus fréquentées en lien avec les services, on a vu une surexploitation des ressources naturelles et l'accélération de la production agricole.<sup>215</sup>

La localisation des instances administratives et des services de l'État n'a pas été conçue en fonction de mobilités fréquentes et c'était donc les autochtones en quête de ces services qui devaient s'adapter à un modèle d'organisation urbaine, qui leur était imposé. De plus, les dommages environnementaux, dont l'État aurait dû se soucier, n'ont pas fait l'objet d'études et d'évaluations précédant l'implantation des nouvelles municipalités.

---

<sup>215</sup>GRENAND, Françoise; BAHUCHET, Serge; GRENAND, Pierre Environnement et sociétés en Guyane française : des ambiguïtés d'application des lois républicaines. In: *Revue internationale des sciences sociales*, n° 187 : 53-62, 2006. Disponible sur : < DOI : [10.3917/riss.187.0053](https://doi.org/10.3917/riss.187.0053)>. Consulté : le 05 mai 2023, p.55.



L'enseignement scolaire a constitué une des formes efficaces d'uniformisation. Les savoirs des nouvelles générations autochtones se sont ainsi modifiés suite à la détermination de la scolarité obligatoire. Le temps partagé dans la communauté où se transmettaient les savoirs traditionnels et ancestraux, des formes de production artisanale, leurs propres modes d'économies a laissé place à l'école, créant un fossé entre les communautés et les autochtones qui étaient scolarisés. L'institution scolaire présentait un nouveau modèle d'enseignement, basé sur une seule langue officielle (le français), en un lieu donné, sur des connaissances tenues pour importantes, un calendrier scolaire et des examens en sanctionnant les résultats.<sup>216</sup>

L' introduction de nouvelles temporalité et forme d'apprentissage différenciait les jeunes générations de leurs parents qui ne savaient ni lire ni écrire en français sans toutefois leur garantir une insertion professionnelle et il y avait un grand nombre de chômeurs. Privés du cadre socioculturel de leurs communautés d'origine, dont les savoirs étaient dépréciés au sein d'une école qui les ignorait, les nouvelles générations étaient désintégréées et divisées entre le monde autochtone et le monde non-autochtone où ils n'étaient pas insérés.<sup>217</sup>

En ce qui concerne les modalités d'introduction de l'enseignement occidental, il faut souligner que la *francisation* dans les années soixante n'a pas laïcisé les internats catholiques, subventionnés par l'État. Dans ces établissements, les autochtones étaient accueillis dès leur plus jeune âge et pratiquement traités comme des orphelins dans un régime de semi-internat où ils étaient soumis à des apprentissages, visant leur intégration au modèle social français, et également évangélisés<sup>218</sup>.

L'introduction de la médecine moderne a également constitué un élément visant à homogénéiser la vie citoyenne. Grâce à la mise en place de dispensaires, la santé a connu des améliorations, d'où la baisse de la mortalité et l'augmentation de l'espérance de vie. Toutefois, l'utilisation de plantes, liées aux savoirs traditionnels de la communauté et intégrée aux besoins locaux est tombée en désuétude. La

---

<sup>216</sup>Ibidem, p. 56.

<sup>217</sup> Ibidem, p. 56-57.

<sup>218</sup> Voir ARMANVILLE, Françoise. *Op. Cit.*, p. 36-59.

subalternisation de ces savoirs a entravé la formation d'une médecine plus holistique qui puisse répondre aux valeurs communautaires.<sup>219</sup>

Le travail salarié et les politiques d'assistance sociale ont aussi été intégrés aux communautés, sans que les activités traditionnelles ne soient valorisées, ce qui a entraîné une altération de leurs modes de subsistance. De telles impositions ont créé des hiérarchisations économiques entre ceux qui développaient des activités occidentales et ceux qui subsistaient de la chasse et la pêche, par exemple. On peut aussi citer des reconfigurations familiales motivées par l'accès à des prestations sociales<sup>220</sup>.

Il est à noter que l'enregistrement à l'état civil des autochtones et leur réorganisation spatiale ont parfait l'étatisation des autochtones et de leurs territoires. Si les années 30, on avait vu l'État promouvoir ses avancées dans le sud de la Guyane avec l'implantation du territoire de l'Inini, c'est dorénavant la *francisation* qui allait compléter la spoliation du statut particulier et des territoires autochtones.

### 5.3

#### **Les autochtones français : des invisibles recolonisés par d'autres moyens**

Le discours de la mission civilisatrice, associé à l'expansion colonialiste de l'Empire français, a pris une nouvelle forme lors du processus de décolonisation et de transformation des catégories "primitifs", "indigènes" et "noir-marrons" en citoyens de Guyane. La promotion de la supériorité française allait être perpétuée dans l'idée d'intégration à la citoyenneté française fondée sur l'universalisme républicain<sup>221</sup>.

On a vu dans le premier chapitre que, lors de la colonisation, le besoin de ressembler au modèle du citoyen français de la métropole afin d'en acquérir les droits avait été répandu parmi la communauté des noirs de Guyane. Pour les autres peuples de Guyane, "devenir français" est passé par l'attribution unilatérale de la

---

<sup>219</sup> GRENAND, Françoise; BAHUCHET, Serge; GRENAND, Pierre. *Op. Cit.*, p. 57.

<sup>220</sup> Ibidem, p. 56-57.

<sup>221</sup> Voir SOUZA, C. B. G. *French Guiana, between the postcolonialism and affirmation national*. *Naturae*, v.3, n.1, p.18-35, 2021. Disponible sur: <<http://doi.org/10.6008/CBPC2674-6441.2019.001.0003>>. Consulté: le 03 mai 2023, p.21-22.

citoyenneté dans les années soixante, quand la croyance en une prétendue supériorité française est mise en oeuvre par l'appareil d'État, notamment l'école.

Après les crises engendrées par l'extinction officielle des colonies, il faut réhabiliter l'idée d'une identité nationale et d'une citoyenneté univoque sur les territoires détenus par la France pour établir d'autres formes de domination et de hiérarchies. Si le passé colonial avait engendré la figure du sauvage errant à dominer, la *francisation* allait donner naissance à la figure de l'autochtone appauvri, citoyen français, privé de son patrimoine et de son savoir<sup>222</sup>.

Lors de la période post-coloniale en Guyane, un nouveau modèle de colonialité<sup>223</sup> a été introduit : Il se traduit par la colonialité du pouvoir, la colonialité du savoir et la colonialité de l'Être. La division racisée y est exprimée dans les catégories autochtone/européen forgeant les rôles respectifs au sein de la formation républicaine. Les termes du pouvoir <sup>224</sup>ont appréhendé les autochtones sans distinctions<sup>225</sup>, sans prendre en compte leur ethnie, les soumettant aux autorités et aux lois françaises qui ont pris la place des chefs communautaires et de l'ensemble de leurs coutumes.

La colonialité du savoir, dimension épistémique de la colonialité du pouvoir, a été marquée par l'imposition d'un enseignement au sein des internats catholiques ou à l'école laïque française, reléguant les savoirs autochtones à une position subalterne. Les connaissances qui divergeaient du modèle européen ont ainsi été folklorisées ou invisibilisées.<sup>226</sup> Les langues autochtones, par exemple, ont été considérées comme des dialectes, n'étant pas promues à langue officielle comme le français.

La colonialité de l'Être est une implication concrète de la catégorie colonialité du pouvoir dans sa dimension ontologique<sup>227</sup>. Elle se voit reflétée dans

---

<sup>222</sup>Ibidem, p. 23-24.

<sup>223</sup>Voir cette discussion dans l'introduction de ce travail.

<sup>224</sup>QUIJANO, Aníbal. *Colonialidad del Poder, Cultura y Conocimiento en América Latina*. In: Anuario Mariateguiano. Lima: Amatua, v. 9, n. 9, 1997, p. 121.

<sup>225</sup> WASH, Catherine. *Interculturalidad, colonialidad y educación*. In: Revista Educación y Pedagogía, pp.25-35. Medellín: Universidad de Antioquia, Facultad de Educación, vol. XIX, n. 48, 2007, p. 28.

<sup>226</sup>RESTREPO, Eduardo, ROJAS, Axel. *Infléxion decolonial: fuentes, conceptos y cuestionamientos*. Popayán: Editorial Universidad del Cauca, 2010, p. 136.

<sup>227</sup>Voir MALDONADO- TORRES, Nelson. *Sobre la colonialidad del ser: contribuciones al desarrollo de un concepto*, pp. 127-167. In: CASTRO- GÓMEZ, Santiago; GROSGOUEL, Ramón. *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Bogotá: Iesco- Pensar- Siglo del Hombre Editorres, 2007, p. 129-130.

les expériences de déshumanisation vécues par les autochtones qui ne se conforment pas au modèle de l'homme français, considéré comme expression de l'humanité<sup>228</sup>. Tenus pour irrationnels, dits "primitifs", ce sont les facultés cognitives des autochtones qui se voient niées ce qui revient à nier l'humanité des membres de ces peuples<sup>229</sup>.

Les modes de vie et les institutions autochtones n'ont pas été reconnues au sein des institutions occidentales, étant tolérées lors des premières décennies qui ont suivi la départementalisation. Les projets qui ont mené à sédentariser des peuples autochtones à forte mobilité, la scolarisation, l'adhésion aux coutumes civiques et nationales, le travail salarié, les fonctionnaires publics qui s'imposaient aux autochtones, établissaient une relation de supériorité de la France sur des peuples traités comme primitifs.

Le discours post-colonial se voulait ainsi une diffusion du modèle républicain et de ses lois à des peuples considérés inférieurs que l'on devait uniformiser. Ce discours était caractérisé par la distinction implicite entre des "français" et des "autres". La stratégie d'affirmation d'une égalité reposant sur une omission des différences ethniques, culturelles et religieuses réactualisait les hiérarchies produites pendant la période coloniale, dans la mesure où c'est à ces "autres", les autochtones, en l'occurrence, que revenait l'obligation de ressemblance aux modèles légaux et sociaux des "français"<sup>230</sup>.

\*\*\*\*\*

Dans ce cinquième chapitre, il fut abordé que :

- 1- L'impossibilité de la Guyane, en tant que département d'outre-mer, de créer sa propre législation pour les peuples autochtones ou les populations en général;
- 2- La Constitution établit que les habitants de la Guyane sont citoyens égaux aux citoyens qui habitent la France métropolitaine;
- 3- La "franciscisation" attribua la citoyenneté française aux peuples autochtones, mais cette attribution favorisa la déstructuration de leurs modes de vie, qui devaient "s'adapter" au modèle civique français;

---

<sup>228</sup>RESTREPO, Eduardo, ROJAS, Axel. *Op. Cit.*, p. 156.

<sup>229</sup>Ibidem, p. 144.

<sup>230</sup>SOUZA, C. B. G., *Op. Cit.*, p. 23-24.

4- L'imposition de la civilité française reposait sur la compréhension de la supériorité française et de l'infériorité autochtone, ravivant les hiérarchies coloniales.

5- L'attribution de droits égaux opprimait les peuples autochtones de Guyane.

Dans le chapitre six, il sera démontré que la législation qui prévoyait une protection différenciée des peuples autochtones n'était pas efficace pour les protéger. Le manque de protection sera démontré par les violences commises contre les corps des autochtones. Violences fondées sur des conceptions coloniales de l'infériorité de ces corps.

\*\*\*\*\*

## **Chapitre 6**

### **Les organes de tutelle brésiliens: des agents collaborant aux violations des droits autochtones**

Nous avons déjà précisé précédemment que les lois prévoyaient l'incorporation des autochtones à la dite société nationale ; on se devait donc de protéger leurs corps - préservant leur intégrité physique - et leur existence civile était sous la tutelle d'un organe de protection spécifique. Si le groupe autochtone pouvait être désintégré et dissout, l'autochtone, quant à lui, devait être individualisé et adapté aux normes occidentales de "l'humain", sans avoir recours à la violence.

L'intégration assimilationniste, en tant que telle, consiste en des modes de violation en ceci qu'elle ignore les formes de vie qui diffèrent d'un modèle hégémonique ; elle délimite de nouvelles formes de colonisation du pouvoir et révèle des formes racistes de structuration. Les délimitations juridiques et administratives brésiliennes reconnaissaient la spécificité des autochtones jusqu'à leur intégration, ce qui n'a pourtant pas empêché la spoliation des terres et l'anéantissement des corps.

Les travaux de recherche sur les questions autochtones au sein de la Commission Nationale de la Vérité (CNV)<sup>231</sup>, 2015, ont révélé une systématisation de graves violations des droits des peuples autochtones durant la période de 1946 à 1988. Parmi les différents types de violations, on a estimé le chiffre de huit mille trois cent-cinquante autochtones morts pendant cette période<sup>232</sup>.

La question posée dans ce chapitre est la suivante : comment l'État, qui a créé des organismes de protection et une législation pour préserver les populations autochtones - par le biais de leur adaptation - et délimiter leurs territoires, a-t-il commis des violations systématiques des droits par omission ou par action directe<sup>233</sup>?

L'objectif est donc de faire le bilan des violations commises par les organes de l'État, le SPI et la Funai, qui bien que censés promouvoir la protection des peuples autochtones, ont systématiquement contribué à l'absence de protection de ces peuples, les rendant plus vulnérables et permettant, si souvent, leur extermination.

## 6.1

### **Le mauvais service rendu aux peuples autochtones par le Service de Protection des Indiens**

Comme nous l'avons souligné précédemment dans ce travail, l'intégration des peuples autochtones était le principal objectif des politiques indigénistes mises en œuvre par les organes de tutelle. Cette intégration revenait à nier aux autochtones leur statut de peuples différenciés. En ce sens, l'autochtone devait s'intégrer en tant que travailleur national et agent collaborant à l'État, dès la mise en route des actions du SPI.

Il faut souligner que de 1946 à 1967, le SPI était subordonné au Ministère de l'Agriculture dont les intérêts étaient souvent contraires aux intérêts de protection des peuples autochtones. En effet, le Ministère de l'Agriculture visait à

---

<sup>231</sup> La CNV était une commission organisée par l'État brésilien qui visait à discuter les graves violations des droits de l'homme commises pendant la période 1946-1988, une période où la dictature civile-militaire s'était imposée depuis 1964. Des mesures de justice, mémoire et réparation faisaient partie de ses objectifs. Le thème autochtone a été inclus au cours du développement de la Commission, en 2012, n'étant pas défini au moment de sa création.

<sup>232</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 205.

<sup>233</sup> Ibidem, p. 204.

l'expansion agricole nationale qui s'opposait aux usages et traditions des peuples autochtones en matière de terres. En 1967, le SPI a intégré la structure interne du Ministère de l'Intérieur (MINTER) chargé de l'intégration du pays par l'ouverture de routes, la réalisation de travaux et l'occupation de régions – des projets de développement en lien avec la politique économique en général.

L'opposition des intérêts a donc affecté la gestion des peuples autochtones dans la mesure où les intérêts de l'État l'ont emporté sur ceux des autochtones dans les régions qu'ils occupaient. De tels intérêts pouvaient être d'ordre public, justifiant officiellement le retrait des peuples de leurs terres au profit d'un bénéfice général au peuple brésilien, ou simplement d'ordre privé, comme en témoignent les transferts indus de terres à des particuliers.

Poussés à quitter leurs terres et tributaires de la routine des Postes Indigènes, les corps autochtones étaient soumis à de constantes violations commises par les fonctionnaires du SPI. C'est aussi sur leurs territoires qu'ont eu lieu des affrontements provoqués par l'invasion et l'attaque des autochtones, impliquant des fonctionnaires du SPI ou des particuliers qui comptaient sur l'omission de l'organe de protection.

Selon le rapport de la CNV, durant la période de 1946 à 1968, l'État a permis la dépossession des terres indigènes et est resté le plus souvent silencieux sur les violations des droits qui en ont résulté<sup>234</sup>. Il n'y aurait donc pas eu une action directe de l'État comme protagoniste des violations de droits mais une permissivité de sa part. Il convient cependant d'ajouter qu'après le coup d'état militaire de 1964, le SPI a été doté d'un caractère plus entrepreneurial et autosuffisant visant plus particulièrement l'exploitation des terres autochtones, ce qui a accru le nombre de conflits, d'invasions et a paralysé les procès de délimitation<sup>235</sup>.

### **6.1.1 Violation des droits territoriaux autochtones**

Le rapport de la CNV identifie les plans gouvernementaux comme responsables de la dépossession systématique des terres autochtones. Certains

---

<sup>234</sup> Ibidem, p. 204

<sup>235</sup> HECK, Egon Dionisio. *Os índios e a caserna: políticas indigenistas dos governos militares – 1964 a 1985*. Dissertação de Mestrado em Ciências Políticas Campinas: Universidade Estadual de Campinas, 1996, p. 74-75.

événements ayant eu lieu à l'époque de la SPI permettent de comprendre l'implication de l'État dans la perte de ces territoires<sup>236</sup>.

D'après la CNV, la marche vers l'ouest consistait en un modèle de "colonisation dirigée" visant à occuper la région Centre-Ouest du pays qui a provoqué un contact avec les populations autochtones isolées et a favorisé l'attribution de titres de propriété de terres autochtones à des particuliers<sup>237</sup>.

Plusieurs gouvernements locaux pratiquaient déjà ce type de dépossession foncière illicite ; le Rapport a présenté des données portant sur l'attribution de titres de propriétés de territoires autochtones à des particuliers par le gouvernement du Paraná visant à l'extension des terres agricoles, l'approbation d'un projet de loi, au Mato Grosso, qualifiant les terres de l'ethnie Kadiweu comme "devolutas" (vacantes), outre la pratique commune d'invasions et de locations illicites sanctionnées par le SPI<sup>238</sup>.

Nous avons déjà évoqué dans le second chapitre de cette recherche la relation entre l'extinction du SPI et le Rapport Figueiredo. Situé dans le contexte de la Commission Nationale de la Vérité, le rapport Figueiredo, élaboré entre 1967 et 1968 par un procureur lié au MINTER<sup>239</sup> dans le cadre de la dictature militaire, visait à enquêter sur les irrégularités commises par le SPI dans les années soixante. La Commission d'enquête, sous la présidence de Jader Figueiredo, a été créée en 1967 dans l'objectif de moraliser le service public. Elle est issue d'une série d'enquêtes précédemment menées par des Commissions Parlementaires d'Enquêtes (CPI) ainsi que des centaines d'enquêtes ouvertes par le Ministère de l'Agriculture sans que rien n'ait été conclu.

La Commission Figueiredo a mené une enquête d'État dans le cadre même de la dictature civile-militaire. C'était donc l'État lui-même qui inspectait les agissements d'un organisme public dédié aux peuples autochtones. L'enquête visait directement à promouvoir une action judiciaire de responsabilisation portant sur les infractions administratives liées à la corruption au sein du SPI. L'intention première ne concernait pas le non-respect des droits autochtones mais elle a fini par révéler

---

<sup>236</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 206.

<sup>237</sup> Ibidem.

<sup>238</sup> Ibidem.

<sup>239</sup> Le SPI était subordonné au Ministère de l'Intérieur dans le contexte de l'enquête du Rapport Figueiredo (1967-1968)



des pratiques de violation des droits territoriaux autochtones et de détournement des richesses présentes dans le sol.

Le rapport de synthèse de la Commission Figueiredo cite des contrats de location irréguliers et illégaux conclus par le SPI. Il relate également l'invasion des terres Nabileque dans le Mato Grosso par des fermiers, l'expulsion des Kadiueus de leurs terres et l'invasion de la Fazenda São Marco dans le Roraima<sup>240</sup>. L'exploitation agricole sans compensations sur ces territoires est également une utilisation abusive des terres autochtones citée dans le document, outre les détournements de richesses présentes sur les terres par le biais de la vente illégale de bétail, de chevaux et de ressources telles que le maïs et le bois<sup>241</sup>.

Comme le déclare Darcy Ribeiro, les autochtones n'ont pu demeurer sur leurs terres qu'en l'absence d'intérêts économiques ; la moindre possibilité de valeur économique ou d'exploitation des ressources a donné lieu à des pressions pour que les autochtones abandonnent leurs terres ou au massacre de ces populations<sup>242</sup>.

## 6.1.2

### Violences contre les corps autochtones

La Commission de Jader Figueiredo n'imaginait pas non plus que l'enquête allait révéler divers crimes contre l'intégrité psychophysique des autochtones. La Commission a décrit des cas d'assassinats individuels et collectifs, de prostitution de femmes, de sévices, de travail esclave, d'usurpation et exploitation du travail<sup>243</sup>, de vente d'autochtones<sup>244</sup>, de tentatives d'homicide, de menaces<sup>245</sup>, de violences sexuelles<sup>246</sup>. L'absence d'assistance du SPI aux besoins sanitaires de base des

---

<sup>240</sup> BRASIL. Ministério do Interior. Relatório Figueiredo. In: Brasil Doc. Belo Horizonte: UFMG, 1967. Disponible sur: <https://www.ufmg.br/brasildoc/temas/5-ditadura--militar-e-populacoes-indigenas/5-1-ministerio-do--interior-relatorio-figueiredo>. Consulté: le 05 de mai. de 2023, p. 4918-4919.

<sup>241</sup> Ibidem, p. 4926- 4928.

<sup>242</sup>RIBEIRO, Darcy. *A política indigenista brasileira*. Rio de Janeiro: Ministério da Agricultura, 1962, p. 101-102.

<sup>243</sup>BRASIL. Ministério do Interior. Relatório Figueiredo. In: Brasil Doc. Belo Horizonte: UFMG, 1967. Disponible sur: <https://www.ufmg.br/brasildoc/temas/5-ditadura--militar-e-populacoes-indigenas/5-1-ministerio-do--interior-relatorio-figueiredo>. Consulté: le 5 mai 2023, p. 4916

<sup>244</sup> Ibidem, p. 4917.

<sup>245</sup> Ibidem, p. 4945.

<sup>246</sup> Ibidem, p. 4946.

populations qui y étaient soumises était fréquente, tout comme le manque d'orientation médicale et psychologique dans les cas d'alcoolisme chez les autochtones<sup>247</sup>.

Outre les violations mentionnées ci-dessus, d'autres violences ont également été relevées, connues sous le nom de "punitions", qui étaient appliquées aux autochtones considérés comme rebelles. Il s'agissait de véritables tortures, telle que la "punition" du tronc, décrite dans les termes suivants :

Le tronc était cependant la plus courante de toutes les punitions en vigueur dans la 7ème inspection. Elle consistait à écraser les chevilles des victimes en les plaçant entre deux pieux enterrés l'un contre l'autre à un angle aigu. Les extrémités, reliées par des poulies, étaient rapprochées dans un mouvement lent et continu<sup>248</sup>.

Les autres châtiments consistaient en la séquestration, la mise en esclavage, l'exploitation de la main d'œuvre et les fréquentes bastonnades des autochtones. L'existence de "prisons d'indiens" a été signalée dans les postes du SPI. C'est donc une méthodologie pratique de "châtiments" responsables de décès et d'invalidité qui été mise en œuvre.

Également mentionné dans le texte de la Commission Nationale de la Vérité (CNV), le recours illégal du SPI à la prison comptait souvent sur l'appui de la police locale. L'objectif était de contenir et de contrôler les résistances provoquées par "les conflits générés par la politique de développement de la société mise en œuvre par les organismes indigénistes créés par l'État, qui s'appuyait sur un système illégal de détention"<sup>249</sup>.

Le Rapport Figueiredo exposait des événements concernant la décimation de peuples autochtones, commentés dans la presse de l'époque, qui n'avaient suscité aucune intervention du SPI. Il faut notamment rappeler le massacre du Maranhão, un cas de complète omission de part du SPI, dont l'enquête<sup>250</sup> n'a été instituée que par le Département Fédéral de Sécurité Publique. Il évoquait aussi l'extinction d'une communauté à Itabuna, Bahia, provoquée par l'inoculation du

---

<sup>247</sup> Ibidem, p. 4929, 4947.

<sup>248</sup> Ibidem, p. 4913.

<sup>249</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 243.

<sup>250</sup> BRASIL. Ministério do Interior. Relatório Figueiredo. In: Brasil Doc. Belo Horizonte: UFMG, 1967. Disponible sur: <https://www.ufmg.br/brasildoc/temas/5-ditadura--militar-e-populacoes-indigenas/5-1-ministerio-do--interior-relatorio-figueiredo>. Consulté : le 5 mai 2023, p. 4916

virus de la variole ; il s'agissait probablement de s'approprier de leurs terres<sup>251</sup>. Il en a été de même dans le cas de l'extermination du peuple Cinta-larga dans le Mato Grosso, bombardé par avion<sup>252</sup>.

## 6.2

### Les agressions commises dans le cadre de la Fondation Nationale de l'indien

La création de la Funai a eu lieu dans le contexte de la dictature civile-militaire brésilienne. Sous les gouvernements militaires, la question autochtone a été associée, à différents niveaux, aux thèmes de la sécurité nationale et au projet de développement économique à mettre en œuvre<sup>253</sup>. Sécurité et développement étaient des thèmes généraux de plus en plus souvent utilisés dans le vocabulaire du gouvernement pour justifier les mesures militaires et économiques. Dans ce contexte, les peuples autochtones allaient être appréhendés sous une nouvelle perspective, comme obstacles au développement et à la souveraineté nationale ou même, dans certains discours, comme des ennemis potentiels:

Ils passent de l'image de défenseurs des frontières du Brésil à celle de suspects, d'ennemis intérieurs virtuels, sous l'allégation qu'ils étaient influencés par des intérêts étrangers ou simplement parce que leur territoire possédait des richesses minérales, qu'il était situé sur les frontières ou qu'il se trouvait sur le chemin d'un projet de développement.<sup>254</sup>

À l'époque de la dictature, la composition de la Funai témoigne d'une inquiétude face aux risques que les peuples autochtones représentent pour la sécurité interne du pays et on voit alors des militaires issus des agences de sécurité et d'information intégrer cette Fondation<sup>255</sup>. Ces nouvelles inquiétudes et ces nouveaux agents en charge de la gestion des autochtones impliquent alors de nouvelles pratiques dont l'objectif est d'accélérer l'intégration des autochtones et

---

<sup>251</sup>Ibidem, p. 4917.

<sup>252</sup>Ibidem, p. 4917.

<sup>253</sup> HECK, Egon Dionisio. *Os índios e a caserna: políticas indigenistas dos governos militares – 1964 a 1985*. Dissertação de Mestrado em Ciências Políticas Campinas: Universidade Estadual de Campinas, 1996, p. 68.

<sup>254</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 211.

<sup>255</sup> HECK, Egon Dionisio, *Op. Cit.*, 1996, p. 68.

de garantir le projet économique d'un modèle d'État engagé dans des idéaux de sécurité et de développement.<sup>256</sup>

L'intégration accélérée correspondait ainsi à la mise en œuvre d'une politique indigéniste de "désindianisation"<sup>257</sup>, c'est-à-dire que les individus n'étaient plus qualifiés en tant qu'autochtones sur la base de critères permettant de les considérer comme assimilés à la norme du national brésilien, et un projet a donc été élaboré pour les émanciper de la FUNAI. L'émancipation associée à la perte du statut autochtone différencié permettait à la Funai de s'affranchir du devoir de protection des autochtones émancipés<sup>258</sup>.

D'après la CNV, la création de la Funai sanctionne une deuxième période, entre 1968 et 1988, où l'État est le protagoniste de graves violations de droits des autochtones et de la mise en place de plans gouvernementaux qui favorisent les intérêts privés au détriment de la fonction de protection de l'organisme<sup>259</sup>. Ces plans étaient légitimés par leur succès apparent, le "miracle économique", dont témoignait l'augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB) à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix.

Le Plan d'Intégration Nationale (PIN), lancé en 1970 sous le gouvernement Médici, est l'un des plans célèbres qui a affecté directement les peuples autochtones. Le plan visait à occuper des régions amazoniennes considérées comme des "vides démographiques" par de la main-d'œuvre, venue principalement de la région Nord-Est, qu'on allait installer à proximité des routes construites<sup>260</sup>. À l'époque, la région amazonienne était la plus densément occupée par les peuples autochtones<sup>261</sup>. La présidence de la Funai a déclaré que l'organisme s'alignait et collaborait à ce projet : la "pacification" et le retrait des groupes autochtones en ont garanti l'exécution<sup>262</sup>.

Le *Polamazônia* qui substitue le Plan d'Intégration Nationale en 1974, avec pour objectif l'expansion de l'agro-industrie, s'inscrit également dans cette série de

---

<sup>256</sup> Ibidem, p. 68-69.

<sup>257</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 213.

<sup>258</sup> Au chapitre huit, le projet d'émancipation et les revendications qui en sont issues seront évoquées.

<sup>259</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 204.

<sup>260</sup> ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Como uma revoada de pássaros: uma história do movimento indígena na ditadura militar brasileira*. Tese (Doutorado). Rio de Janeiro: PUC-Rio, 2021, p. 31.

<sup>261</sup> DAVIS, Shelton. *Vítimas do milagre: o desenvolvimento e os índios do Brasil*. Rio de Janeiro: Zahar Editores, 1978, p. 39, 91.

<sup>262</sup> Ibidem, p. 83-85.

plans. Le *Polamazônia* visait à stimuler de nouveaux projets dans les domaines de l'élevage, de l'exploitation minière et l'extraction du bois, qui ont pénétré dans les territoires autochtones<sup>263</sup>.

Les conditions de précarité des peuples autochtones ne sont pas passées inaperçues à l'échelle internationale. Dès les années soixante-dix, des visites de commissions de la Croix Rouge Internationale, de la *Survival International*, et de la *Aborigines Protection Society* ont été suivies de la production de documents internationaux qui rendaient compte des effets causés par les Projets de Développement sur les peuples autochtones et traitaient de la politique indigéniste élaborée par la Funai<sup>264</sup>. Il faut aussi souligner que les violations des droits de l'homme à l'encontre des populations autochtones ont été portées devant le Tribunal Russell II (1974-1976), dans le document apocryphe "La politique de génocide contre les Indiens du Brésil", et devant le Tribunal Russell IV (1980), le Brésil y étant alors symboliquement condamné pour les violations commises à l'encontre des Waimiri-Atroari, des Yanomami, des Nambikwara et des Kaingang de Manguerinha<sup>265</sup>.

À l'échelle nationale, évêques et missionnaires se sont exprimés dans le document "Y-Juca-Pirama-l'Indien: celui qui doit mourir". Ce manifeste faisait état de l'extermination et du pillage des peuples autochtones lors de la construction des grandes routes en Amazonie et de la connivence de la FUNAI avec les déplacements forcés, tout en soulignant le modèle de développement destructeur pour les populations et l'environnement naturel<sup>266</sup>.

### 6.2.1

#### **Violation des droits territoriaux autochtones**

Les terres des peuples autochtones et les richesses qu'elles détenaient ont éveillé l'intérêt dans cette période marquée par l'empressement à élever l'économie brésilienne à de nouveaux sommets. Ce sont surtout les terres de l'Amazonie

---

<sup>263</sup> Ibidem, p. 142-143.

<sup>264</sup> Ibidem, p. 103.

<sup>265</sup> Voir ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, 2021, p. 108 e BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 208.

<sup>266</sup> ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, 2021, p. 70-72.

brésilienne qui font l'objet de convoitise en raison de leurs potentiels, comme en témoignent des informations des années soixante-dix :

[la région] possède 79,7% des réserves de bois du pays, 81% de l'eau douce, la moitié des gisements de minerai de fer, près de 100% de l'étain, 93% de l'aluminium et le plus grand gisement de sel gemme au monde, estimé à 10 milliards de tonnes. La région amazonienne détient également ce que l'on pense être le plus grand gisement de pétrole du monde...<sup>267</sup>

Afin d'attirer des investissements dans les régions de l'Amazonie et d'assurer la possibilité d'obtention d'incitations fiscales et de financements, à partir de 1969 et pendant près d'une décennie, le gouvernement brésilien a établi que la Funai devrait délivrer des certificats attestant de l'absence de peuples autochtones sur les terres où les entreprises voulaient s'implanter. La Funai qui était censée contrôler les terres occupées par les peuples autochtones a cependant émis ces certificats négatifs sans aucun contrôle, facilitant ainsi la spoliation des terres autochtones<sup>268</sup>.

Les mesures qui auraient permis d'éviter tout préjudice aux peuples sous leur tutelle n'ont pas été prises. Le système de vérification des titres de propriété foncière mis en place était des plus discutables. On se contentait de comparer le cadastre des terres autochtones de la Funai avec la carte présentée par l'entreprise sans vérifier sur le terrain l'existence d'autochtones sur les zones revendiquées<sup>269</sup>.

Le projet de construction de la route transamazonienne, lancé en 1970, était un système de route transcontinentale dans le bassin amazonien qui devait relier l'Amazonie et le nord-est du Brésil<sup>270</sup>. La route traversait les terres de vingt-neuf groupes ethniques, de sorte que pour réaliser les travaux, un accord a été conclu entre la Surintendance du Développement de l'Amazonie (Sudam) et la Funai, à qui il incombait de contacter, d'attirer et de déplacer les peuples<sup>271</sup>. L'une des ethnies les plus touchées a été celle des Parakanã, qui ont été déplacés pour permettre la construction de la route transamazonienne<sup>272</sup>.

<sup>267</sup> DAVIS, Shelton. *Op. Cit.*, 1978, p. 57.

<sup>268</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 213.

<sup>269</sup> VALENTE, Rubens. *Os fuzis e as flechas: história de sangue e resistência indígena na ditadura*. São Paulo: Companhia das Letras, 2017, p. 251.

<sup>270</sup> DAVIS, Shelton. *Op. Cit.*, 1978, p. 36, 89.

<sup>271</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 209.

<sup>272</sup> *Ibidem*, p. 229.

En ce qui concerne les peuples autochtones dans l'ensemble du pays, le rapport de la CNV traitait directement des violations des droits territoriaux liées aux déplacements forcés, à l'expulsion des territoires, à l'expropriation et à l'accaparement des terres et à la désintégration sociale des communautés.

Il faut rappeler que le Statut de l'Indien, justement élaboré dans le contexte de la dictature en 1973, a permis des interventions sur les terres autochtones ; l'imposition de la sécurité nationale, la réalisation de travaux publics et l'exploitation de matières premières dans le sous-sol constituaient des motifs autorisés par la loi<sup>273</sup>.

## 6.2.2

### Violences contre les corps autochtones

En ce qui concerne les crimes commis directement contre les corps autochtones, le Rapport de la CNV décrit des génocides, des exterminations, des massacres, des atteintes à l'intégrité physique liées à la violation du droit à la santé, des agressions, des assassinats, des arrestations et détentions arbitraires, des disparitions, des tortures et des sévices, des enlèvements, des abus sexuels, des persécutions et des menaces, la soumission à un régime analogue à l'esclavage et au travail forcé. Deux modalités de violation, aggravées par les procédures de militarisation de la dictature, attirent l'attention : la tentative de consolidation d'une Garde Autochtone et un camp de concentration où les "rebelles" étaient détenus.

En 1969, la Garde rurale indigène (Grin) a été créée. Il s'agissait d'une force de police qui recrutait des autochtones pour opérer comme force de sécurité dans les régions autochtones<sup>274</sup>. Ce système de sécurité visait à faire face à la situation d'invasion de terres et de violences contre les autochtones ainsi qu'à maintenir l'ordre sur leurs territoires<sup>275</sup>. Le contrôle interne a fini par en être la principale fonction. Le modèle hiérarchique et militarisé de la Grin, ignorant les organisations autochtones de chaque ethnie, a mené à une déstructuration des communautés,

---

<sup>273</sup> BRASIL. Loi n° 6.001, du 19 décembre 1973. Dispõe sobre o Estatuto do Índio. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 20 dez. 1973. Disponible sur : <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/L6001.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L6001.htm)>. Consulté: le 07 mai 2023.

<sup>274</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 212.

<sup>275</sup> HECK, Egon Dionisio, *Op. Cit.*, 1996, p. 36-43.

marquée par des actes arbitraires tels que des arrestations, des passages à tabac et même des maisons closes. Une seule promotion de cette police a été formée en 1970, composée d'autochtones issus de cinq ethnies des états de Minas Gerais, Goiás et Pará<sup>276</sup>.

D'autre part, il faut aussi souligner l'emprisonnement arbitraire et illégal d'autochtones. Outre ces incarcérations illégales et les prisons créées dans les Postes Indigènes, la maison de redressement agricole de Krenak a fonctionné entre 1969 et 1972. Il s'agissait d'une sorte de prison correctionnelle destinée exclusivement aux autochtones sur le territoire de l'ethnie Krenak dans l'État du Minas Gerais. Sans garantie d'une procédure légale, ni même avoir connaissance des actes commis, près de cent autochtones issus d'environ quinze ethnies se sont vus privés de leur liberté, étant souvent torturés dans la maison de redressement qui fonctionnait comme une sorte de camp de concentration<sup>277</sup>.

Différents groupes ethniques ont subi les violences énumérées dans le premier paragraphe de cette section. L'instrumentalisation des corps autochtones à des fins politiques a généralement caractérisé la politique de la Funai pendant la dictature. L'organe a collaboré aux meurtres et aux violences infligées à ces corps, en profitant de l'accès que sa fonction d'intégration lui réservait, et n'a donc pas assumé sa responsabilité qui était de les préserver.

## **Titre II**

### **Le droit comme champ de litiges**

#### **Chapitre 7**

##### **Les revendications de droits en Guyane**

Bien que la spécificité autochtone dans ses dimensions culturelles et sociopolitiques ait été niée par la structure de l'État, ceci n'empêcha pas les peuples

---

<sup>276</sup> Ibidem, p. 44.

<sup>277</sup> Voir BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 243, 244; MAGUIRE, Pedro Paulo Fermin, "*Foi a escravidão*" [manuscrito]: uma arqueologia histórica de duas cadeias de exceção contra povos indígenas em Minas Gerais, Brasil (1968-1979). Tese de doutorado em antropologia. Belo Horizonte: Universidade Federal de Minas Gerais, 2022, p. 32.



autochtones de remettre en question leur soumission aux modèles imposés. Tout au long de son histoire, la Guyane a connu de constantes réactions aux formes de dominations colonisatrices. Il ne s'agit toutefois dans ce chapitre que d'examiner les revendications de droits mises en œuvre par les autochtones après l'attribution de la citoyenneté française.

En résumé, il s'agit de comprendre : 1- de quelle façon les peuples autochtones se sont mobilisés dans les années 1980 ; 2- s'ils ont revendiqué un statut juridique différencié, outre des droits spécifiques. À cette fin, nous développerons les thèmes liés à l'*Association des Amérindiens de Guyane Française* (AAGF), au grand rassemblement de 1984, aux droits revendiqués par les autochtones.

### 7.1

#### ***Association des Amérindiens de Guyane française -Emerillon, Palikur, Wayãpi, Wayana, Arawak, Galibis (AAGF - EPWWAG)***

Simultanément aux processus d'acculturation, issus de leur insertion dans le système d'enseignement français, par exemple, dans les années soixante et soixante-dix, les autochtones ont commencé à développer des outils de revendication portant sur leurs conditions au sein de l'État français et du contexte régional. L'acquisition du vocabulaire occidental, l'enseignement en langue française et portant sur le monde français allaient leur permettre de comprendre la dynamique de la politique occidentale et quelles en étaient les possibilités de confrontations<sup>278</sup>.

À partir des années quatre-vingt, les autochtones ont commencé à s'organiser de façon autonome et à prendre la parole publiquement, sans intermédiaires, pour dialoguer au niveau institutionnel. Il existait un désir d'autonomie et une certaine répulsion aux modèles d'institutions existantes. Ils ont ainsi forgé un mouvement au format associatif qui garantissait leur participation

---

<sup>278</sup>Voir GUYON, Stéphanie; TRÉPIED, Benoît. *Les autochtones de la République. Amérindiens, Tahitiens et Kanak face au legs colonial français*. In: BELLIER, Irène (dir.). *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*. Paris: L'Harmattan, SOGIP-Horizons autochtones, 2013, pp. 93-112, p. 100 e COLLOMB, Gérard ; TIOUKA, Félix. *Na'na Kali'na. Une histoire des Kali'na de Guyane*. Cayenne: Ibis Rouge Éditions, 2000.

politique, sans recours à un mandat électoral ou à un poste administratif<sup>279</sup>. Bien qu'abordant des thèmes débattus dans le cadre de projets électoraux, l'objectif n'était pas de créer un parti politique.

En 1981, l'Association des Amérindiens de Guyane Française est créée ; elle a pour objectif de défendre les droits des peuples autochtones et de mettre en place une interlocution entre les nouvelles générations et les représentants de l'État, puisque seuls les *chefs coutumiers* servaient alors d'intermédiaires entre la communauté et l'administration<sup>280</sup>. Parmi les dirigeants de l'association, Henri Paul, Thomas Appolinaire e Félix Tiouka se sont distingués, étant tous trois issus de l'ethnie Kali'na (Galibi) du village Awala-Yalimapo<sup>281</sup>. Lors d'une interview de 1989, Thomas Appolinaire revient sur son désir de créer cette Association :

Nous avons voulu créer une association pour sauvegarder notre patrimoine culturel et notre environnement socio-économique. Voilà un peu l'objet de notre association au niveau Guyane, c'est-à-dire inclure toutes les autres ethnies qui sont au nombre de six, pour contrecarrer, pour faire une parade, contre les élections, les campagnes électorales.<sup>282</sup>

A propos du contexte de création de cette Association, Stéphanie Guyon note que la mobilisation en Guyane ne peut être dissociée de l'activisme et du réseau formé par les autochtones du bassin amazonien et des Amériques. Elle souligne également que les militants autochtones de Guyane ont été les premiers à soulever la question de la spécificité de la cause autochtone dans le contexte français<sup>283</sup>.

Au départ, l'association était principalement composée d'indigènes Kalin'a (Galibi), bien qu'elle ait cherché à rassembler et à représenter les groupes ethniques Emerillon, Palikur, Wayãpi, Wayana, Arawak, Galibis, présents dans le département:

C'est-à-dire qu'au départ, depuis 1981, nous avons formé un bureau composé essentiellement de Galibi. Nous n'avons pu faire autrement. Nous

---

<sup>279</sup> RANOUX, Maëlle. *Nature en politique: Mutations. sociologie du travail scientifique dans le projet de Parc National en Guyane Française (1930-2007)*. Tese de Doutorado. Nanterre: Université de Nanterre - Paris X, 2007, p. 235.

<sup>280</sup> TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Petit guerrier pour la paix: les luttes amérindiennes racontées à la jeunesse (et à tous les curieux)*. Matoury: Ibis Rouge Editions, 2017, p. 32.

<sup>281</sup> Ibidem, p. 32.

<sup>282</sup> Interview de Thomas Appolinaire le 10 juin 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Paroles kalin'a : entretiens avec deux amérindiens d'en France*. Paris: Books on Demand GmbH, 2018, p. 11.

<sup>283</sup> Voir GUYON, Stéphanie; TRÉPIED, Benoît. *Op. Cit.*, 2000, p. 100.

manquions d'éléments qui étaient en mesure de comprendre la marche de la société. Mais nous avons mis des gens dans tous les villages des autres ethnies<sup>284</sup>.

Un autre objectif de l'association était de sensibiliser la population à l'existence des autochtones de Guyane, si souvent invisibilisés. Comme le dit Thomas Appolinaire, "C'est là justement que se situe le travail de l'association: faire comprendre à la population guyanaise que d'abord nous sommes les premiers occupants de ce territoire<sup>285</sup>".

Dans ce contexte d'affirmation de leur existence, la lutte des autochtones dans l'espace politique national et régional a également permis de soulever de nouvelles questions sur le "devenir Guyane" dans les années 1980, liées à l'imposition de la colonisation et à la place des peuples qui revendiquaient une identité non créole<sup>286</sup>.

L'association était une première initiative qui allait susciter des dialogues et des remises en cause parmi les groupes ethniques en quête de leurs droits.

## 7.2 La grande assemblée de 1984

Aspirant à cultiver la mémoire collective à partir d'une approche de l'histoire du mouvement autochtone de Guyane, le juriste autochtone Alexis Tiouka évoque dans son livre *Petit guerrier pour la paix : les luttes amérindiennes racontées à la jeunesse (et à tous les curieux)* les premières expériences de rassemblements de différents peuples autochtones qui revendiquaient leurs droits, dans les années quatre-vingt<sup>287</sup>. Les autochtones ont alors choisi d'attirer l'attention des autorités par des réunions et des manifestations, sans avoir recours au combat physique<sup>288</sup>.

Les dirigeants de l'AAGF désiraient rassembler les amérindiens de Guyane et affronter les autorités de l'État. Dans ce but, en 1984, ils organisèrent un festival

---

<sup>284</sup> Interview de Thomas Appolinaire le 10 juin 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, p. 19 -20.

<sup>285</sup> Ibidem, p. 26.

<sup>286</sup> COLLOMB, Gérard. Chroniques interculturelles en Guyane: *Un "point de vue" kali'na*. In: COLLOMB, Gérard; JOLIVET, Marie-José. *Histoires, identités et logiques ethniques: Amérindiens, Créoles et Noirs Marrons en Guyane. Le regard de l'ethnologue* n 18. Paris: CTHS, 2008, p. 46.

<sup>287</sup> TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 11.

<sup>288</sup> Ibidem, p. 30.

culturel en y invitant les autorités afin d'affirmer leur singularité ethnique<sup>289</sup> et leur existence en tant qu'autochtones.

Le constat des discriminations et des inégalités dont souffraient les autochtones était aussi une des motivations de la réunion : les autochtones n'étaient pas traités de la même manière que les autres habitants de la Guyane ; les infrastructures de leurs lieux d'habitation étaient précaires, sans eau courante ; dans certaines localités, il n'y avait pas d'écoles ; l'enseignement ne tenait pas compte des cultures et des langues autochtones ; ils n'avaient pas la propriété de leurs terres<sup>290</sup>.

Le Rassemblement eut lieu en décembre 1984. C'était la première expression publique d'une revendication de spécificité identitaire basée sur la notion d'autochtonie au sein de l'espace politique guyanais, allant à contre-courant des mouvements qui cherchaient à forger une compréhension de la "guyanité"<sup>291</sup>.

L'identification de l'Association et les intentions motivant le Rassemblement ont été définies par Thomas Appolinaire dans ces termes:

Nous avons mis tout notre poids dans cette bataille pour faire ce rassemblement, déjà pour montrer à la population guyanaise et aux autorités de l'Etat que ça ne pouvait pas continuer. Il fallait dégager un statut, penser à préserver notre peuple face à l'agression extérieure. C'est pour cela qu'en 1984 nous avons organisé cette grande manifestation à Awara, pour faire comprendre à la Guyane et au monde extérieur que nous existions en Guyane<sup>292</sup>.

Plus d'un an avant la réalisation de ce rassemblement, les dirigeants de l'AAGF se sont rendus dans plusieurs villages et y ont proposé des discussions qui visaient à sensibiliser les chamans et les chefs coutumiers aux points de vue de la jeunesse autochtone kalin'a. À cette fin, ils établissaient un premier contact avec les chefs, puis, lors d'une seconde visite, ils expliquaient de façon plus approfondie le projet de réunion culturelle et d'interpellation argumentative de l'État<sup>293</sup>.

Les contacts et dialogues mis en oeuvre par les autochtones kalin'a ont permis de mobiliser des membres de différents groupes ethniques qui ont participé

---

<sup>289</sup> Ibidem, p. 32.

<sup>290</sup> Ibidem, p. 32-33.

<sup>291</sup> COLLOMB, Gérard. Chroniques interculturelles en Guyane: *Un "point de vue" kali'na*. In: COLLOMB, Gérard; JOLIVET, Marie-José. *Histoires, identités et logiques ethniques: Amérindiens, Créoles et Noirs Marrons en Guyane*. Le regard de l'ethnologue n 18. Paris: CTHS, 2008, p. 49.

<sup>292</sup> Interview de Thomas Appolinaire le 10 juin 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, p. 14.

<sup>293</sup> TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 36.

au rassemblement, malgré d'éventuels différends les ayant opposés dans le passé ou même une méconnaissance mutuelle de leur existence. Lors de cet événement, des membres des ethnies Emerillon, Palikur, Wayãpi, Wayana, Arawak, Galibis (EPWWAG) se sont réunis, donnant une dimension pan-amérindienne aux questions débattues<sup>294</sup>. On a compté la présence d'environ quinze cents autochtones alors qu'on estime que le nombre d'autochtones à l'époque était de quatre mille<sup>295</sup>. C'est la lutte pour la reconnaissance de l'existence autochtone qui allait unifier les ethnies face à l'État et la société guyanaise, autour de revendications communes.

Notre but, c'est d'aller vers le chemin de l'unité entre les différentes communautés, de s'affirmer et de se reconnaître dans cette unité. Je crois que c'est à travers cette volonté que les Amérindiens pourront véritablement dire tout haut ce qu'ils sont. Le rassemblement de 1984 est un tournant dans l'histoire parce que nous sommes arrivés à mettre autour de la même table des communautés qui se faisaient la guerre. Aujourd'hui, nous pouvons parler de nos problèmes, notamment le problème de la terre. Le problème des terres n'est pas spécifique : il unit. La terre est la force des communautés amérindiennes et je dirai même des communautés noires réfugiées parce que leur système est aussi semblable. C'est en unissant les deux forces, deux histoires tout à fait parallèles, qu'on pourra faire l'Administration sur ce problème des terres<sup>296</sup>.

Ce grand rassemblement a marqué l'entrée des autochtones sur la scène politique, rappelant à l'État, à l'administration et à la classe politique élue qu'en tant qu'amérindiens, ils étaient également des habitants du territoire guyanais<sup>297</sup>. La reconnaissance de leur existence constituait justement l'objectif de l'Association, c'était une exigence fondant toute participation et revendication de droits spécifiques.

C'est à cette occasion que le célèbre discours de Félix Tiouka s'adressant aux amérindiens et aux autorités locales et étatiques présentes a été prononcé. Il était le porte-parole des peuples autochtones. Tiouka s'est exprimé en français, son discours étant alors traduit dans les langues autochtones, ce qui mettait en lumière le contenu politique des revendications<sup>298</sup>.

---

<sup>294</sup>CHALIFOUX, Jean-Jacques. *Ethnicité, pouvoir et développement politique chez les Galibis de la Guyane française*. In: *Anthropologie et Sociétés*, vol. 16, no 3, 1992, pp. 37-54. Québec: département d'anthropologie, Université Laval. Versão digitalizada. Disponible sur : <[Jean-Jacques Chalifoux, Ethnicité, pouvoir et développement politique chez les Galibis de la Guyane française \(uqac.ca\)](http://www.uqac.ca)>. Consulté: le 30 avril 2023, p.23

<sup>295</sup>TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 46.

<sup>296</sup> Interview de Félix Tiouka le 19 de mai 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, p. 49.

<sup>297</sup> TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 32.

<sup>298</sup> TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 43.

La déclaration visait à présenter l'ensemble des revendications territoriales, économiques, sociales et culturelles des peuples autochtones. Par ailleurs, elle mettait l'accent sur la question de la reconnaissance par l'État français des peuples autochtones comme premiers occupants des terres ancestrales<sup>299</sup>. Un extrait du discours où Tiouka réfère aux violations de droits et à l'invisibilisation des traditions autochtones est reproduit ci-dessous :

Nous trouvons curieux, qu'étant le groupe dont les droits ont été continuellement bafoués par les intérêts et activités du groupe dominant, nous ayons quand même le fardeau de la preuve et soyons obligés de démontrer la nature de nos droits et l'étendue des dommages causés à nos territoires et à notre culture. Cela nous apparaît d'autant plus étonnant que nous savons fort bien que le gouvernement que vous représentez se trouve à la fois juge et partie dans cette affaire puisqu'il représente d'abord et avant tout les intérêts de la majorité blanche. Nous voudrions que l'on tienne aussi compte de nos traditions culturelles dans l'élaboration de ces règles<sup>300</sup>.

D'après Alexis Tiouka, les revendications soulevées dans ce discours sont le droit de continuer à être amérindien, la reconnaissance des droits sur la terre et la possibilité de développer leurs propres institutions et culture. Le juriste rappelle également que le contenu du discours a été mal accueilli par les autorités et les politiciens présents qui se sont même retirés de la réunion, contraignant des membres de certaines ethnies à les suivre.<sup>301</sup>

L'anthropologue Gérard Collomb, quant à lui, note qu'en affirmant la spécificité et l'existence des peuples autochtones, le discours de Félix Tiouka a ébranlé la croyance commune de l'irréductibilité de leur assimilation. L'assimilation constituait la base du processus de francisation et du programme d'intégration de "populations tribales" depuis le début des années cinquante.<sup>302</sup>

L'anthropologue ajoute que suite aux critiques formulées par les autochtones lors du rassemblement, leur message a été interprété comme une manifestation radicale contre la classe politique guyanaise, provoquant d'ailleurs une mobilisation de la plupart des élus au conseil général s'opposant à l'instauration

---

<sup>299</sup> Discours de Félix Tiouka prononcé le 09 décembre 1984. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, 63.

<sup>300</sup> Ibidem.

<sup>301</sup> TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 43 e 46.

<sup>302</sup> COLLOMB, Gérard. *Entre ethnicité et national: A propos de la Guyane*. In: Socio-anthropologie, n° 6, 1999. Disponible sur: <<http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/113>>. Consulté: le 02 mai 2023, p.4-5

du Comité de coordination des actions en faveur des Amérindiens de La Guyane française et des populations du Maroni<sup>303</sup>.

Si les réactions des non-autochtones face à cette mobilisation ont été de mécontentement, le rassemblement n'en a pas moins constitué une étape déterminante car il montrait que les autochtones de Guyane pouvaient s'exprimer en leur nom propre. Ils n'allaient pas renoncer à faire de la politique, s'emparant même des modes d'articulation français. La prise de parole projetait un désir d'intervenir dans l'administration publique et dans le droit.

### 7.3 Revendications

Dans le contexte des années quatre-vingt, les thèmes de revendications des peuples autochtones de Guyane portent sur la pleine participation aux décisions en matière de projets socio-économiques et culturels, la lutte contre la disparition des valeurs grâce à des projets éducatifs et la gestion de leurs terres<sup>304</sup>. À ce sujet, Alexis Tiouka énumère plus en détail, dans sa dissertation, les revendications autochtones en se basant aussi sur le discours proféré par Félix Tiouka lors du rassemblement.

1. droit à l'autodétermination;
2. droit de souveraineté sur les terres ancestrales;
3. refus de l'exploitation de ces terres par les membres de la société dominante tant que les droits des autochtones ne seront pas reconnus;
4. contrôle de l'exploitation des terres et des ressources;
5. droit à contrôler le développement économique en fonction des valeurs et traditions ancestrales;
6. droit à être traité selon un principe d'égalité;
7. demande d'aide pour engager une réflexion sur les modes de subsistance traditionnels ainsi que sur l'organisation juridique et sociale.<sup>305</sup>

Ces revendications associaient la garantie des modes de vie traditionnels et l'autodétermination en tant que peuples à la reconnaissance des terres occupées. La préservation de l'organisation autochtone, de ses cultures et de ses langues, reposait

---

<sup>303</sup> COLLOMB, Gérard. *Op. Cit.*, 2008, p. 49.

<sup>304</sup> Voir l'Interview de Thomas Appolinaire le 10 juin 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, p. 22.

<sup>305</sup> TIOUKA, Alexis. *Le contexte juridique international des droits des Peuples autochtones*. Dissertação de mestrado. Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO): Quito, 2004, p. 47-48.

sur une garantie de l'occupation des terres, sur la possibilité d'autogestion sans soumission à l'ingérence de tiers ou de l'État.

Quant au droit de souveraineté sur les terres ancestrales, il ne devait pas être interprété comme un droit de propriété privée. Il s'agissait de la reconnaissance d'un droit collectif sur la terre : un espace où habiter et se développer en tant que groupe<sup>306</sup>.

Selon Alexis Tiouka, le droit français était en mesure de s'adapter aux particularités autochtones. Cette affirmation se base sur la possibilité d'adaptation des départements d'outre-mer, figurant à l'article 73 de la Constitution de 1958, et sur la possibilité pour les citoyens n'ayant pas le statut civil de droit commun de conserver leur statut personnel, prévu par l'article 75 de cette même Constitution<sup>307</sup>.

Une autre question, abordée par Thomas Appolinaire lors d'une interview publiée dans la revue Nitassinan en 1985, concernait la présence autochtone au sein des espaces délibératifs et des institutions :

Si avec la départementalisation, en 1945, nous avons accédé au rang de citoyens, ce nouveau titre ne nous a été reconnu que lors des élections : en sollicitant nos votes à coups de distribution de tee-shirts, savates, alcool et même argent ... Nous voulons pouvoir établir notre contrôle sur les institutions qui nous touchent le plus directement ; nous voulons pouvoir intervenir dans tout ce qui nous concerne, dans les domaines de développement économique, de l'éducation, de la santé, des services sociaux ... Il nous faudrait des représentants au niveau du Conseil Régional de la Guyane, car c'est là que sont prises les décisions qui concernent la vie du département<sup>308</sup>.

Dans cette même interview, Thomas Appolinaire notait que l'administration française s'efforçait de supprimer toute identité amérindienne particulière et devait se sentir menacée par les remises en cause émanant des peuples autochtones<sup>309</sup>. L'intention était de faire taire les revendications de différenciations susceptibles de déstabiliser les fondements du droit étatique. Cependant, les revers n'ont pas empêché les peuples autochtones de continuer à s'organiser et à se mobiliser, ce qui a rendu possibles les discussions et les négociations avec l'État<sup>310</sup>.

<sup>306</sup>TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 52-53.

<sup>307</sup>TIOUKA, Alexis. *Op. Cit.*, 2004, p. 48.

<sup>308</sup>Interview de Thomas Appolinaire In: NITASSINAN n° 04, org. par Marcel Canton. Paris: Comité de Soutien aux Indiens des Amériques. 1985, p. 39-40.

<sup>309</sup>Ibidem, p. 40;

<sup>310</sup>TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 51.



\*\*\*\*\*

Ce chapitre traitait:

- 1- Les mobilisations politiques des peuples autochtones de Guyane dans les années 80 lorsque de nouveaux leaders autochtones émergèrent du système scolaire français ;
- 2- La formation d'une institution nationale dont le but était de rassembler les représentants des peuples autochtones connus en Guyane ;
- 3- Le grand rassemblement de 1984, où les peuples autochtones se s'adressèrent à l'État français ;
- 4- Le droit à l'autodétermination et à la terre comme revendications centrales présentées par les peuples autochtones

Dans le dernier chapitre, il sera vérifié les articulations des peuples indigènes brésiliens dans les années soixante-dix et quatre-vingts, leurs particularités, leurs intentions et leurs revendications mobilisées.

\*\*\*\*\*

## **Chapitre 8**

### **Articulations autochtones sous le régime dictatorial brésilien**

Si les peuples autochtones ont été brutalement affectés par les politiques de la dictature civile militaire, c'est dans ce même contexte que les différents peuples vont s'organiser nationalement contre les violations de droits subis et s'engager dans la lutte pour la reconnaissance de leurs existences multiples et pour l'élargissement de leurs droits. Ce chapitre aborde brièvement la structuration des luttes autochtones, sans toutefois répondre à la question de savoir si les peuples autochtones constituent un type de mouvement social.

On constate en premier lieu que les réunions n'ont pas été totalement spontanées et qu'elles ont bénéficié de l'aide de manifestations non autochtones et

du soutien d'autres organisations. Il s'agit également d'aborder l'éclosion de l'Union des Nations Indigènes et d'évoquer brièvement leur action. Pour finir, nous faisons une synthèse des revendications autochtones de cette période.

Les objectifs en sous-texte du développement de ce chapitre sont les suivants : 1- Mettre en lumière la relation entre les violations de droits et la réunion des peuples autochtones; 2- Montrer comment ce processus de réunion des peuples a non seulement remis en cause la violation de leurs droits mais aussi permis d'étendre les demandes en matière de droits; 3- Identifier que la posture des peuples autochtones n'a pas été passive face aux promesses de protection de l'État.

## 8.1

### **Quelques manifestations non-autochtones pour une lutte commune.**

Pour traiter des revendications des peuples autochtones sous le régime dictatorial, il convient d'abord de citer quelques événements qui ont favorisé l'organisation de la formation d'alliances entre ces peuples. Les groupes autochtones ont aussi pu compter sur le soutien d'organisations de non-autochtones qui ont uni leurs forces pour aider à dénoncer leur situation et appuyer les demandes de protection et d'élargissement des droits.

La Déclaration de la Barbade est un document important à mentionner. Il a été rédigé suite au "Symposium sur les frictions interethniques en Amérique du Sud" organisé à la Barbade en 1971, par l'Institut d'Ethnologie de l'Université de Berne et parrainé par le Programme de lutte contre le racisme du Conseil Mondial des Églises<sup>311</sup>. Le Symposium a réuni des anthropologues et des chercheurs en Sciences Sociales - dont des brésiliens - qui ont dénoncé le traitement donné aux peuples autochtones par les États, les sciences sociales et les missions religieuses, encore marquées par des pratiques coloniales, et ont proposé de rompre avec ce modèle<sup>312</sup>.

Cette déclaration était innovatrice car elle refusait d'attribuer aux peuples autochtones le devoir d'intégration assimilationniste<sup>313</sup>. En ce sens, il ne leur revenait pas l'obligation de changer mais c'était l'État et la société nationale qui se

---

<sup>311</sup>Voir PREZIA, Benedito (Org.). *Caminhando na luta e na esperança: retrospectiva dos últimos 60 anos da Pastoral Indigenista e dos 30 anos do CIMI*. São Paulo: Edições Loyola, 2003, p. 54-55.

<sup>312</sup>LACERDA, Rosane. *Os povos indígenas e a Constituinte, 1987-1988*. Brasília: CIMI, 2008, p. 27.

<sup>313</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, 2021, p. 85.

devaient de procéder à des changements structurels afin que les autochtones deviennent acteurs de leur propre destin<sup>314</sup>.

Le document stipulait que: 1- L'État se doit d'assurer les conditions politiques et socio-économiques permettant aux populations autochtones de continuer à vivre selon leurs us et coutumes; 2- Les missions religieuses doivent respecter les traditions religieuses des autochtones et éliminer les formes d'évangélisation discriminatoires et ethnocentriques; 3- Quant à l'anthropologie, elle doit revoir ses méthodes et assumer la responsabilité de combattre les cas de génocide et d'ethnocide<sup>315</sup>.

D'autres réunions ont ensuite eu lieu à la Barbade. En 1977, la Déclaration de la Barbade II fait suite à une réunion qui met principalement en débat la domination physique et culturelle à laquelle les autochtones sont soumis. Cette domination se traduit par l'expropriation économique des peuples et le mythe de la supériorité de la culture occidentale. Le besoin de modifier la politique indigéniste et de jouer un rôle de premier plan dans la lutte pour l'organisation des populations autochtones a été présenté comme un mécanisme permettant de surmonter la domination<sup>316</sup>. Outre les anthropologues, des autochtones ont également participé de cette seconde réunion.

Parallèlement aux questions soulevées par les anthropologues et les chercheurs en sciences sociales qui se sont fait entendre lors des réunions de la Barbade, l'Église Catholique débattait déjà de son rôle auprès des personnes socialement exclues et de ses interactions entre les différentes cultures<sup>317</sup>. Les discussions sur une ouverture de la démarche de l'Église en matière d'évangélisation et sur sa proximité avec les personnes de différentes culture et/ou des plus démunis ont donc souvent été au centre des rencontres entre ecclésiastiques.

Parmi ces rencontres, il faut citer le Concile Vatican II, réalisé entre 1962 et 1965, la Conférence de Medellin, tenue par l'épiscopat latino-américain en 1968 et la Première rencontre pastorale des missions du Haut Amazone en 1971, entre

---

<sup>314</sup>BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Protagonismo indígena no Brasil: movimento, cidadania e direitos (1970-2009)*. Tese de doutorado em História. Universidade de Brasília: Brasília, 2010, p. 118.

<sup>315</sup>Ibidem, p. 119.

<sup>316</sup>Ibidem, p. 119-120.

<sup>317</sup>Voir ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, 2021, p. 82-83.

autres<sup>318</sup>. C'est justement lors de ces événements que les religieux ont préconisé le développement d'un dialogue entre le christianisme et d'autres cosmologies religieuses et cultures, ainsi que débattu de la manière dont l'Église travaille avec les pauvres.

La position adoptée par l'Église à l'égard des autochtones allait donc être réorientée, étant résumée par la chercheuse Mariana Petroni en ces termes :

L'Église a alors commencé à demander à ses missionnaires de s'insérer autrement dans la vie des différentes populations. Il ne s'agissait plus d'envoyer les autochtones dans des centres d'éducation et d'évangélisation mais au contraire, d'envoyer les missionnaires dans les villages<sup>319</sup>.

Au Brésil, à cette époque de renouveau de l'Église et, par conséquent, de révision des actions menées auprès des peuples autochtones, l'Opération Anchieta (OPAN) voit le jour en 1969. Cette organisation, en lien avec la pastorale de l'Église et principalement composée de jésuites avait pour objectif d'envoyer des volontaires laïcs dans les zones autochtones et, lors de la première phase de son travail, elle a principalement joué un rôle philanthropique<sup>320</sup>.

Par la suite, le Conseil Missionnaire Indigène (CIMI) a été créé en 1972. Il s'agissait d'une organisation liée à la Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB) responsable des activités missionnaires auprès des populations autochtones. Dans le contexte de la dictature civile-militaire, la création du Conseil témoignait aussi d'une tentative de mettre en œuvre un traitement digne à l'égard des autochtones, contrastant avec les violences souvent exercées par la société et l'Etat brésiliens. Par le biais d'études et d'enquêtes sur la situation des autochtones sur leur territoires, le CIMI s'est affirmé comme un espace de dialogue fructueux entre les mondes autochtone et non-autochtone<sup>321</sup>.

"Le projet du CIMI de restaurer la mission chrétienne afin de collaborer à la préservation de la vie autochtone a été décrit dans le document déjà mentionné précédemment "Y- Juca Pirama - o índio : aquele que deve morrer" (Y - Juca Pirama - l'indien : celui qui doit mourir). D'après ce manifeste, il fallait revoir l'action des organisations chrétiennes qui, "sous le prétexte fallacieux d'une charité aliénée, ont

<sup>318</sup>SUESS, Paulo. *A Causa Indígena na Caminhada e Proposta do Cimi: 1972-1989*. Petrópolis: Vozes, 1989, p. 11-14.

<sup>319</sup>PETRONI, Mariana da Costa Aguiar. *Índios em movimento: a trajetória política de Álvaro Tukano*. Tese em Antropologia Social. Universidade Estadual de Campinas: Campinas, 2015, p. 91.

<sup>320</sup>SUESS, Paulo. *Op. Cit.*, p. 14-15.

<sup>321</sup>Ibidem, p. 17-27.

souvent trahi leur mission évangélique qui consiste à les défendre avec ténacité contre la mort physique et culturelle ou à respecter leur liberté et leur dignité humaine"<sup>322</sup>. Bien que le CIMI n'ait pas signé le document de dénonciation, plusieurs des signataires étaient membres de cette organisation.

## 8.2 Les assemblées autochtones

L'un des programmes du CIMI, élaboré pour l'année 1974 et appuyé par l'OPAN, consistait à organiser des assemblées autochtones. Ces assemblées devaient constituer des espaces où les autochtones de différentes ethnies pourraient engager un dialogue sur les conditions de vie de leurs communautés, la politique indigéniste et le combat contre les projets gouvernementaux contraires à leurs intérêts<sup>323</sup>. Selon la chercheuse Poliene Bicalho, l'émergence des premières assemblées a constitué une réponse à la politique indigéniste adoptée par la dictature, notamment la systématisation des invasions de territoires autochtones<sup>324</sup>.

Elle souligne également que les assemblées ont fourni une occasion jusqu'alors inexistante de s'exprimer<sup>325</sup>. La méthodologie des réunions comportait des discussions orales qui pouvaient ensuite être transcrites et diffusées via le Bulletin du CIMI :

Bien que la conception de ce type d'organisation ait été une initiative du CIMI, la dynamique n'était pas étrangère à la majorité des peuples autochtones pour qui l'autorité de l'oralité était fondamentale au sein de la vie politique de la communauté, ainsi qu'un élément clé de la transmission et de l'actualisation des traditions<sup>326</sup>.

Les chefs traditionnels ou cacique étaient invités par le CIMI à participer aux premières assemblées. Progressivement, les premiers débats commencent à forger un autre type de "leaders autochtones", ceux-ci détenant un certain savoir des mondes autochtones et non-autochtones et pouvant ainsi jouer un rôle de médiateurs

<sup>322</sup>Y-JUCA-PIRAMA – o índio: aquele que deve morrer. Documento de urgência de bispos e missionários. 1974, p. 18.

<sup>323</sup>SCHWAD, Egydio. *Nas assembleias, os povos indígenas se afirmam: narrativas e testemunho de Egydio Schwad*. In: BRIGHENTI, Clovis Antonio; HECK, Egon Dionisio (Org.). *O movimento indígena no Brasil: da tutela ao protagonismo (1974-1988)*. Foz do Iguaçu: EDUNILA, 2021, p. 28.

<sup>324</sup>BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 105-106.

<sup>325</sup>Ibidem, p. 157.

<sup>326</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, 2021, p. 166.

politiques en matière de droits et d'intérêts de leurs communautés face aux instances externes, soit des leaders responsables des interlocutions<sup>327</sup>.

Comme l'explique Egydio Schwad, indigéniste membre du CIMI, les assemblées se déroulaient en trois étapes. C'était d'abord les participants autochtones qui se présentaient, puis on faisait part des principales informations et des problèmes de chaque communauté, enfin, la discussion portait sur les possibilités et solutions, sans la participation des éventuels non-autochtones présents lors des deux étapes précédentes de la réunion, afin de permettre une plus grande liberté des débats<sup>328</sup>.

C'est à Marlene Ossami de Moura que l'on doit un travail de recherche sur les assemblées de leaders autochtones comprenant une description très détaillée de la réalisation de cinquante-sept assemblées, de 1974 à 1984, la première ayant eu lieu à la Mission Anchieta, dans la ville de Diamantina, dans l'État du Mato Grosso, en 1974, et la dernière à Rio Branco, Acre, en 1984. À partir des bulletins du CIMI, Moura identifie la numérotation qui va de la première à la treizième de ces assemblées, précisant que ce classement a ensuite été abandonné du fait de la réalisation d'un grand nombre d'assemblées locales et régionales, que la chercheuse a aussi inclus dans sa recherche<sup>329</sup>. Le nombre d'assemblées tenues ne fait cependant pas l'objet d'un consensus, les chercheurs les quantifiant différemment<sup>330</sup>.

La plupart des assemblées se sont déroulées dans les villages autochtones et on a vu s'y exprimer une double affirmation : la première concernait la singularité du groupe qui s'y présentait, la seconde émanait d'une perception commune à tous en tant qu'autochtones. En effet, les présentations tendaient à renforcer les identités ethniques propres et distinctes des peuples présents. Par ailleurs, les dialogues interethniques mettaient en évidence des questions et défis communs concernant le traitement mis en œuvre par l'Etat par l'intermédiaire de la Funai et les violations

---

<sup>327</sup>MATOS, Maria Helena Ortolan. *O processo de criação e consolidação do movimento pan-indígena no Brasil (1970-1980)*. Dissertação de mestrado em Antropologia. Universidade de Brasília: Brasília, 1997, p. 128.

<sup>328</sup> SCHWAD, Egydio. *Op. Cit.*, p. 29.

<sup>329</sup>MOURA, Marlene Castro Ossami de. *As assembleias de líderes indígenas no Brasil (1974-1984)*. In: BRIGHENTI, Clovis Antonio; HECK, Egon Dionisio (Org.). *O movimento indígena no Brasil: da tutela ao protagonismo (1974-1988)*. Foz do Iguaçu: EDUNILA, 2021, p. 53-54.

<sup>330</sup>Voir les notes sur la divergence entre chercheurs BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 154-155.

de droits qui affectaient l'ensemble des peuples<sup>331</sup>. Bien que les autochtones ne forment pas un groupe ethnique homogène, l'État les traitait d'une même façon, comme des "natifs" n'ayant pas encore été assimilés. Leurs particularités se voyaient ainsi réduites par le mode de gestion gouvernementale.

Au fur et à mesure que les assemblées se multipliaient, le constat de questions communes résultant de l'homogénéisation des peuples soumis à une même colonisation se renforçait. Comme le remarque João Gabriel Ascenso qui a transcrit et analysé des témoignages d'autochtones dans le cadre des assemblées, la formation d'une fraternité entre les différents peuples est le résultat du partage d'un même vécu de souffrance issue du processus de colonisation brésilien. La notion de "vrais brésiliens", qu'on voit énoncée dans certains discours autochtones, a également été un élément d'unification en ceci qu'elle rassemblait des peuples autochtones autour de l'identité de premiers habitants et légitimes occupants des territoires brésiliens.<sup>332</sup>

Dans ce contexte de rapprochements mutuels, il faut aussi souligner l'appropriation du terme "indien" par les peuples autochtones eux-mêmes, précisément pour exprimer la possibilité d'une lutte politique commune. L'anthropologue Roberto Cardoso de Oliveira affirme à ce propos que le terme, auparavant tenu pour péjoratif, étant une catégorie inventée par le colonisateur, commence alors :

[...] à être utilisé pour exprimer une nouvelle catégorie, désormais forgée par la pratique d'une politique autochtone, c'est-à-dire, élaborée par les peuples autochtones et non plus par des étrangers, qu'ils soient des particuliers (comme les missions religieuses) ou gouvernementaux (comme la Fondation Nationale de l'Indien-FUNAI) - des politiques dénommées indigénistes<sup>333</sup>.

En suscitant l'identification de questions communes, les assemblées ont donc permis une articulation des luttes et cette communion a également donné lieu à une solidarité<sup>334</sup> entre les différents groupes et leurs besoins respectifs. Par ailleurs, la mise en commun des luttes et des revendications a intensifié la circulation et les échanges sur les territoires des différentes ethnies. Selon Daniel

---

<sup>331</sup>SCHWAD, Egydio. *Op. Cit.*, p. 29.

<sup>332</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, 2021, p. 142.

<sup>333</sup> OLIVEIRA, Roberto Cardoso de. *A politização da identidade e o movimento indígena*. In: *A crise do indigenismo*. Campinas: Unicamp, 1988, p. 20.

<sup>334</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, 2021, p. 166.

Mundukuru, auteur d'importantes recherches indigénistes, la compréhension de la similarité des situations et l'engagement commun dans les luttes d'autres peuples autochtones ont donné naissance à une conscience pan-autochtone dont la source était les assemblées<sup>335</sup>. Ensemble, les autochtones ont pu devenir les protagonistes de leurs revendications<sup>336</sup>.

### 8.3

#### **Union des Nations Indigènes (UNIND, ensuite abrégée UNI)**

Les réunions ayant eu lieu dans les années 1970 et l'élaboration d'une perspective pan-autochtone ont donné le jour à une première organisation nationale créée et dirigée par les autochtones eux-mêmes. C'est dans ce contexte que commence à être élaborée l'Union des Nations Indigènes, dont l'origine est marquée par les initiatives simultanées et concurrentes de différents groupes autochtones et leurs alliés, ce qui a donné lieu à différentes versions de sa genèse.

D'une part, des étudiants autochtones de Brasilia, d'abord réunis dans une équipe de football, auraient commencé à partager des expériences et des réflexions sur les conditions de vie des autochtones brésiliens. Lors d'une réunion au siège de la Confédération des Travailleurs de l'Agriculture (CONTAG), réalisée en avril 1980, ce groupe créé officieusement une organisation dénommée Union des Nations Indigènes (UNIND) dont l'objectif était de revendiquer un soutien de la Funai pour les étudiants de la capitale<sup>337</sup>.

Par ailleurs, l'idée de créer une fédération autochtone indépendante de la Funai à l'échelle nationale aurait déjà été défendue par des dirigeants tels que Mario Juruna, dès les années 1970. Ainsi, en 1980, une commission visant à la création d'une Fraternité Indigène voit le jour, et en avril de la même année, elle fonde l'Union des Nations Indigènes (UNI), ce nom ayant été cédé par les étudiants, ceux-ci ayant d'ailleurs été absorbés au sein de cette nouvelle organisation, comme en témoignent les documents issus de la réunion de fondation<sup>338</sup>.

---

<sup>335</sup> MUNDURUKU, Daniel. *O caráter educativo do movimento indígena brasileiro (1970-1990)*. São Paulo: Paulinas, 2012, p. 52.

<sup>336</sup> Ibidem.

<sup>337</sup> Voir cette discussion in ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, 2021, p. 256- 264.

<sup>338</sup> Ibidem.



Cette commission a été créée lors du Séminaire d'Études Indigènes du Mato Grosso du Sud, en 1980. Il convient de le préciser, car ces débats ont abouti à la décision de former une organisation constituée exclusivement de dirigeants autochtones, forts de leur expérience, qui leur permettent d'assumer eux-mêmes la représentation de leurs revendications<sup>339</sup>. Alors que les autochtones prenaient conscience du besoin de s'affirmer, le gouvernement fédéral ne leur reconnaissait aucune représentation légale en dehors de la Funai<sup>340</sup>.

Selon Ailton Krenak, le leader autochtone ayant conçu l'organisation et responsable de ses publications, l'UNI était le fruit de la réunion de deux générations d'autochtones : une génération de leaders âgés de cinquante à soixante-dix ans et une seconde, formée de jeunes de vingt à trente ans, qui avaient été scolarisés, des étudiants de cours techniques ou même d'universités<sup>341</sup>. L'UNI allait jouer un rôle de rassemblement de différents peuples autochtones et représenter la lutte autochtone comme le rappelle Ailton Krenak :

La grande nouveauté de l'UNI est qu'elle n'est ni un parti, ni un club, et ne représente pas non plus les intérêts d'un groupe restreint. L'Union des Nations Indigènes est une forme institutionnelle de représentation que nous avons trouvée pour rassembler les différentes nations autochtones et défendre leurs intérêts et leurs besoins de manière organisée<sup>342</sup>.

Les objectifs de l'UNI, définis par le Statut approuvé en juin 1980, étaient les suivants :

- a) représenter les nations autochtones et les communautés qui en deviendront membres;
- b) promouvoir l'autonomie culturelle et l'autodétermination des Nations et des Communautés et leur collaboration réciproque;
- c) promouvoir la récupération et garantir l'inviolabilité et la délimitation de leurs terres, ainsi que l'usage exclusif des richesses naturelles et de toutes les utilités qui s'y trouvent;

---

<sup>339</sup>DEPARIS, Sidiclei Roque. *União das Nações Indígenas (UNI): contribuição ao movimento indígena no Brasil (1980-1988)*. Dissertação de mestrado apresentada ao Programa de Pósgraduação em História da Universidade Federal da Grande Dourados (UFGD). Dourados, 2007, p. 88 – 89.

<sup>340</sup>Ibidem, p. 104-105.

<sup>341</sup>Témoignage de Ailton Krenak, *A União das Nações Indígenas*, originalement publié dans la revue Lua Nova, en juin 1984. In: COHN, Sergio (org.). *Ailton Krenak*. Rio de Janeiro: Azougue, 2015, 1<sup>a</sup> édition, p. 25-26.

<sup>342</sup> Ibidem , p. 25.

d) conseiller les peuples autochtones et leurs Communautés et Nations en matière de reconnaissance de leurs droits et pour l'élaboration et l'exécution de projets culturels et de développement communautaire.<sup>343</sup>

L'un des rôles de l'organisation était de diffuser, à l'échelle nationale et internationale, des informations sur la situation des peuples autochtones, celle-ci ayant d'ailleurs participé à des activités de l'ONU en 1985, sur des thèmes tels que l'éducation, l'exploitation minière, les problèmes de santé et les dommages environnementaux et culturels<sup>344</sup>. L'organisation a souligné le besoin de dépasser la politique indigéniste intégrationniste et de reconnaître le caractère pluriethnique du Brésil, ceci à travers une restructuration de la Funai, une démarcation des terres autochtones, la promotion de la santé, de l'éducation et de la relation entre les peuples autochtones et la société nationale<sup>345</sup>.

L'organisation a participé à de nombreuses activités qui ne se limitaient pas à la cause autochtone. Les autochtones s'impliquaient ainsi dans diverses questions sociales qui les affectaient également et, grâce à leurs dénonciations, le débat prenaient d'autres proportions ; des expériences étaient mises en commun et des solutions étaient discutées<sup>346</sup>. De plus, dans l'objectif d'élargir la représentativité des différents peuples autochtones, l'organisation a dû être régionalisée, configuration qui a été maintenue jusqu'à son démantèlement dans les années 1990.

## 8.4 Contestations et revendications

Mon travail auprès de l'Union des Nations Indigènes (UNI) c'est ma vie. Car ma vie n'aura de sens que dans la mesure où je pourrai retrouver une identité. Qu'est-ce que c'est? Il s'agit d'affirmer l'existence et le droit à l'existence des autochtones au Brésil. Et de construire un Brésil où chacun peut avoir ses droits garantis dans la pratique et non pas seulement sur le papier. Je ne peux pas m'imaginer vivre passivement face à des crimes tels que ceux que nous voyons constamment : meurtres, invasions de village autochtones, répression armée<sup>347</sup>.

<sup>343</sup> Circular n° 1 e anexos: síntese das atividades e estatutos. Campo Grande – MS, 22 de agosto de 1980, 06p. Datilografadas. Arquivo do Centro de Documentação Regional da UFGD/ Dourados – MS *Apud* DEPARIS, Sidiclei Roque. *Op. Cit.*, p. 91.

<sup>344</sup> BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 195-197.

<sup>345</sup> “Proposta para uma Nova Política Indigenista”. Anexo III. In: ARQUIVO NACIONAL (Coordenação Regional de Brasília- DF). Dossiê *União das Nações Indígenas*. SE 144 AC. Sigla de origem: 140 AC. 16/05/1988. Sigilo C Número do ACE: A0703199, p. 3. *Apud* BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 197.

<sup>346</sup> DEPARIS, Sidiclei Roque. *Op. Cit.*, p. 93.

<sup>347</sup> Têmoignage de Ailton Krenak, *A União das Nações Indígenas*, originalement publié dans la revue Lua Nova, en juin 1984. In: COHN, Sergio (org.). *Op. Cit.*, p. 22.

La citation ci-dessus, issue des propos du leader autochtone Ailton Krenak, synthétise la revendication d'une continuité des existences autochtones en réponse aux politiques gouvernementales de la dictature, responsables de désintégration et de mort, ainsi qu'à son organisme de protection dont les actions déviaient de son objectif premier. La possibilité d'exister et d'exister en tant qu'autochtone, en conservant une identité propre, et de contester les violations constantes de droits, déjà prévue dans la Constitution et dans le Statut de l'Indien, constituait donc l'une des revendications de l'époque. Si la dictature désintégrait les communautés autochtones au nom du développement, la lutte contre ces politiques aboutissait quant à elle à un rassemblement de différents peuples.

Quant au droit à leurs terres et à la protection effective, c'était une demande pratiquement unanime lors des réunions entre les peuples autochtones, une revendication au centre des débats qui contestait les projets gouvernementaux d'intensification des invasions et des expulsions<sup>348</sup>. La démarcation de toutes les terres autochtones dans un délai de cinq ans avait été inscrite au Statut de l'Indien en 1973, mais la Funai ne déployait pas d'efforts pour protéger les terres déjà démarquées et engager les procédés pour de nouvelles démarcation.

Bicalho souligne également d'autres problèmes débattus lors des assemblées, tels que le manque de médicaments pour les maladies principalement causées par le contact avec les non-autochtones, la pénurie d'écoles et d'enseignants - donnant lieu à une prise de conscience du droit à l'éducation, le manque d'infirmiers, le manque d'outils agricoles<sup>349</sup>. Par ailleurs, une demande portant sur le droit à l'appartenance autochtone, impliquant le respect et la préservation des cultures, était également présente dans les débats.

La lutte contre le projet d'émancipation a constitué l'une des principales mobilisations de cette période. Être émancipé signifiait être libéré de la tutelle de la Funai. L'émancipation figurait au Statut de l'Indien, mais elle n'était possible qu'à la demande de l'autochtone ou de la communauté autochtone. Dans le cadre du projet d'émancipation, intégrant une politique d'intégration accélérée, la Funai pouvait de fait déterminer quels seraient les autochtones émancipés<sup>350</sup>.

---

<sup>348</sup> BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 172.

<sup>349</sup> Ibidem, p. 173.

<sup>350</sup> ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, 2021, p. 191-195.

L'intention de mettre en œuvre un projet d'émancipation était déjà annoncé en 1975 sous la dictature. Ce projet revenait à déterminer que certains autochtones dont les us et coutumes témoignaient d'éléments d'intégration cessaient d'être autochtones. En déterminant l'émancipation de forme unilatérale, la Funai se déchargeait de son devoir de protection et libérait des territoires revendiqués puisque la présence autochtone n'y était plus reconnue. Bien que le Décret d'Émancipation permettant à la Funai d'émanciper les autochtones ait été déposé en 1978, ce projet a été largement contesté par ceux-ci qui ont pu compter sur le soutien de certains secteurs de la société civile, ce qui a garanti qu'il soit finalement abandonné par le gouvernement<sup>351</sup>.

Ces différentes revendications sont synthétisées au sein d'un document important, dénommé "Programme Minimum", fruit de la construction conjointe de dirigeants autochtones avec le soutien de juristes et d'organisations, en 1986, où on revendique l'inscription des droits autochtones dans la nouvelle Constitution Brésilienne. Bicalho précise à ce sujet que le "Programme Minimum" a été élaboré par l'UNI et signé par vingt-neuf organisations<sup>352</sup>.

Ascenso résume les principales revendications formulées au sein de ce document : 1- la reconnaissance des droits fonciers des peuples autochtones (garantie exclusive de l'usage du sol et du sous-sol) ; 2- la reconnaissance des organisations sociales et culturelles des peuples autochtones (Il n'est pas nécessaire de viser l'intégration) ; 3- Le principe d'autodétermination des peuples autochtones (en ce sens, la Funai doit se borner à aider ces peuples dont la pleine capacité civile est reconnue) ; 4- la reconnaissance du caractère pluriethnique du Brésil et parfois de son caractère plurinational ; 5- le principe selon lequel les droits des peuples autochtones sont des droits originaux<sup>353</sup>.

Dès lors, les mobilisations des dirigeants autochtones et des organisations les appuyant allaient viser à stimuler les débats et à convaincre les parlementaires à insérer dans le texte de la Constitution les nouvelles demandes des autochtones, ceci en faisant pression par le biais de manifestations à l'extérieur du Congrès National.

---

<sup>351</sup> BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 179-190.

<sup>352</sup> *Ibidem*, p. 198.

<sup>353</sup> ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, 2021, p. 310-311.

## Conclusion

La recherche porte sur la période 1946-1987, histoire récente de la Guyane et du Brésil, et se penche sur les relations des États avec leurs peuples autochtones. Des deux côtés de la frontière, nous avons noté l'absence de protection des peuples autochtones, dans la mesure où ces peuples n'ont pas été pris en compte en tant qu'interlocuteurs de l'État pour l'élaboration de législations et de politiques publiques spécifiques. L'impossibilité pour les peuples autochtones de s'autodéterminer en tant que peuples est constatée en France comme au Brésil, constituant le moteur de l'invisibilisation de leurs existences et de la violation de leurs droits. Bien qu'il ait existé des droits différenciés du côté brésilien, ces droits servaient à distinguer les peuples qui devaient être intégrés. Cette négation et les violations de droits ont par ailleurs donné lieu au développement d'une union autochtone qui n'avait pas été établie par l'État, étant l'effet de l'articulation des luttes menées dans ces pays dans les années 1970 et 1980.

Dans un premier temps, nous avons analysé la construction de la Guyane, en tant que département français, un processus de formation dont les autochtones ont été exclus, ainsi que l'absence d'attribution de la citoyenneté française à ces peuples à différentes époques républicaines. Nous en avons conclu que le territoire de la Guyane, qui avait été divisé dans les années 1930, a permis d'exempter les peuples autochtones de se conformer aux lois françaises, restant ainsi subordonnés à leurs chefs coutumiers. De plus, il ressort de l'étude que la départementalisation ultérieure, en 1946, qui avait initialement le souci d'établir des politiques publiques spécifiques destinées aux peuples autochtones, a vu ces politiques se réduire à mesure que s'établissait la citoyenneté française et que les corps autochtones étaient colonisés afin d'incorporer le modèle civilisateur français. Enfin, nous avons constaté que l'éducation dispensée aux autochtones a par ailleurs permis que ceux-ci s'approprient des dynamiques politiques françaises et défendent des revendications auprès de l'État français.

En ce qui concerne le Brésil, l'une des conclusions de cette recherche est que le parcours de construction d'une République et les dilemmes associés aux peuples autochtones occupant les territoires convoités par l'État ont abouti à l'élaboration d'une législation qui visait à identifier et intégrer, comprenant des avancées en matière de droits fonciers, dont la reconnaissance prenait cependant fin

une fois le processus d'assimilation conclu. L'intégration, censée protéger les corps autochtones, et l'institution de la tutelle sous le prétexte déclaré de les protéger d'éventuels dommages, allaient de fait limiter leurs actes. Il convient également de remarquer que si la garantie d'autodétermination des peuples autochtones était niée, l'époque dictatoriale et la volonté de développement ont également démontré que les droits des autochtones, compris individuellement, pouvaient être violés. Dans un contexte où s'accumulaient ces violations, on voit se former des articulations à caractère national à partir d'une conscience pan-autochtone qui vise à contester et revendiquer.

Il convient aussi d'évoquer deux limites de ce travail. La première limitation se doit à l'absence de récits issus des peuples autochtones concernant leurs interactions avec les États pendant la période étudiée. De toute évidence, un récit universel sur de telles relations ne serait pas possible, car chaque peuple aurait sa propre histoire de ces expériences. Il faudrait cependant contextualiser et documenter les récits de ces peuples, dont la plus grande partie est transmise oralement, afin de mieux comprendre les différends qui y étaient en jeu.

Le nombre réduit d'interlocuteurs sur le sujet, dans les domaines du droit et des sciences politiques, est une seconde limitation qui a fait obstacle à l'approfondissement de la recherche. On constate actuellement un élargissement des discussions portant sur les politiques de l'État et les peuples autochtones au Brésil, dans les domaines de l'Anthropologie sociale et de l'Histoire, ceci plus particulièrement à partir de 2015, avec la divulgation du Rapport de la CNV. En France, les recherches sur les peuples autochtones sont peu nombreuses, et celles portant sur l'interaction de ces peuples avec l'État sont plus rares encore. Cette thèse a ainsi pu produire un recueil, une mosaïque des travaux portant sur ce sujet.

Il existe toutefois, dans le domaine du Droit, un champ ouvert au recueil de témoignages de peuples autochtones, ainsi qu'à l'élaboration d'outils et de contenus propres, construits en collaboration avec les peuples impliqués, destinés à la réalisation de Commissions de Vérité Autochtones. C'est un horizon qui se dessine et correspond à la demande des peuples autochtones brésiliens mais aussi Guyanais. Ces derniers demandent, par exemple, une Commission de la Vérité qui enquête sur les internats autochtones (*homes*).

Il faut souligner que des lacunes en matière de reconnaissance des peuples autochtones persistent du côté français. En témoigne la difficulté d'adhésion à la

Convention n°169 de l'OIT relative aux Peuples Indigènes et Tribaux ainsi que l'absence de reconnaissance des terres autochtones, qui laisse à la discrétion du gouvernement la création de zones de droit d'usage collectif pour les peuples autochtones de Guyane. De plus, les problèmes liés aux invasions, à l'orpaillage illégal, à la pollution sont constants sur les terres occupées par les peuples autochtones de Guyane.

Il existe également une contradiction entre la Constitution brésilienne de 1988, qui a avancé en termes de reconnaissance des droits des peuples autochtones, et la violation constante de ces droits pour mener à bien les travaux publics, les intérêts de l'agro-industrie et l'exploitation minière. À l'heure actuelle, l'institut de la tutelle autochtone a pris fin, le droit à la reconnaissance des terres traditionnellement occupées par les autochtones est prévu par la Constitution, mais l'institution des droits ne suffit pas à la protection effective des peuples autochtones.

Du côté brésilien, certaines conquêtes récentes doivent être célébrées et peuvent servir d'inspiration au cas français. En premier lieu, la mise en œuvre de politiques affirmatives dans les universités publiques commence à porter ses fruits avec une présence croissante d'étudiants autochtones dans ces espaces d'où ils avaient été depuis toujours exclus et où ils commencent désormais à élaborer leurs propres recherches. En 2023, le Ministère des Peuples Autochtones a été créé sous la direction d'une ministre autochtone, la Fondation Nationale des Peuples Indigènes (FUNAI) est dirigée pour la première fois par une autochtone, la thèse du "cadre temporel" - thèse élaborée judiciairement en 2007, qui déterminait que les terres autochtones seraient exclusivement celles occupées par les peuples autochtones au moment de la promulgation de la Constitution de 1988 - a été rejetée par la Cour Suprême Fédérale (STF) et, récemment, Ailton Krenak a été élu à l'Académie Brésilienne de Lettres (ABL), témoignant de la possibilité de reconnaissance de littératures transmises oralement.

La recherche a contribué à comparer deux régions marquées par la colonisation qui ont connu des processus de décolonisation distincts et ont traité les questions autochtones de manière différente. La France qui possédait, et continue à posséder, une législation égalitaire - aujourd'hui plus souple - et la tradition brésilienne d'attribution de droits spécifiques. Cependant, toutes deux visaient à intégrer en assimilant ces peuples, qui ne pouvaient pas s'auto-affirmer et ont pourtant créé des formes d'organisation et un nouveau vocabulaire permettant de

mieux comprendre les peuples autochtones. Ils n'ont pas accepté le destin de l'intégration, justifié par une soi-disant infériorité, mais ont mis en évidence que cette infériorisation était le produit de la spoliation constante de leurs terres et de la non-reconnaissance de leur existence en tant que peuples.





**Grazielle da Silveira Pereira**

**Povos indígenas do Brasil e da  
Guiana Francesa:  
estatutos legais distintos e desproteção nos  
dois lados da fronteira (1946- 1987)**

**Tese de Doutorado**

Tese apresentada ao Programa de Pós-Graduação  
em Direito da PUC-Rio para obtenção do grau de  
Doutor em Direito.

Orientador(es): Professor Dr. José María Gómez  
Professor Dr. Eric Millard

Rio de Janeiro  
Dezembro de 2023

Todos os direitos reservados. A reprodução, total ou parcial, do trabalho é proibida sem autorização do autor, do orientador e da universidade.

### **Grazielle da Silveira Pereira**

Graduou-se em Direito pela Universidade Estado do Rio de Janeiro (UERJ). Mestre em Direito pelo Programa de Pós-Graduação em Direito da UERJ. Tem interesse na área de Direitos Humanos, Direitos Indígenas, História Indígena, História do Direito.

#### Ficha Catalográfica

Pereira, Grazielle da Silveira

Povos indígenas do Brasil e da Guiana Francesa: estatutos legais distintos e desproteção nos dois lados da fronteira (1946-1987) / Grazielle da Silveira Pereira; orientadores: José María Gómez, Eric Millard Albacete. – 2023.

194 f. ; 30 cm

Tese (doutorado)–Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro, Departamento de Direito, 2023.

Inclui bibliografia

CDD: 340

## Agradecimentos

O presente trabalho foi realizado com apoio da Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior - Brasil (CAPES).

Agradeço aos meus orientadores, José María Gomez e Eric Millard pela instrução, paciência e disponibilidade para realizarmos as análises presentes nesta tese.

Agradeço aos professores da PUC/RJ, especialmente, a professora Bethania Assy, quem me iniciou na pesquisa há quase uma década e que se empenhou profundamente nos projetos na PUC nestes tempos difíceis: muito obrigada. Agradeço também a professora Thula Pires, coordenadora do Programa de Pós-Graduação da PUC/RJ, sempre presente no ensino e no auxílio aos estudantes.

Agradeço aos professores Paulo Cosme, Roberto Yamato, Lilian Emerique e Alexys Tiouka que, gentilmente, aceitaram participar da banca e partilhar saberes comigo. Agradeço também à Christine Zonzon ao auxílio na versão traduzida da tese.

Agradeço aos meus companheiros de pesquisa, João Gabriel Ascenso e Rayane Araújo, que sabem das dificuldades do caminho de um doutorado e da temática escolhida. Neste sentido, agradeço a Alexis Tiouka, grande jurista guianês, pelas instruções e partilha de saberes e ao pesquisador Philippe Karpe por ter me conectado a ele.

Agradeço a meus amigos na pessoa do Rafael Dias e Nina Zur, que tem grandes ouvidos e coração largo. Agradeço também à Maguy, à Ursula, que me auxiliaram muito na minha trajetória na França.

Agradeço à Carmen, ao Anderson e à Madame Thiant, que, na linha de frente das burocracias e outras questões fundamentais que envolvem a realização de uma pesquisa, estão sempre prontos a nos auxiliar nos trâmites na pós-graduação.

Agradeço a Deus que me deu forças, habilidades e saúde para completar essa jornada de quatro anos de dedicação e estudos. Esse Deus que me deu uma família, meu pai Victor Hugo, minha mãe Andrea, meus irmãos Danielle e Rafael, minha tia Sandra e meu tio Nicolau, que estiveram comigo nestes tempos de pandemias e estudos, revelando amor e acolhimento.

Agradeço a todas aquelas que estiveram comigo em tempos de incertezas e dificuldades, que me deram palavras de liberdade e ânimo.

Agradeço à acolhida na Universidade PUC/Rio e na Universidade Paris Nanterre nestes tempos pandêmicos. Agradeço ao povo brasileiro cujos recursos, inclusive, oportunizaram o intercâmbio na Universidade Paris Nanterre.

## Resumo

Pereira, Grazielle da Silveira; Gómez, José María, Millard Eric (Orientadores). **Povos indígenas do Brasil e da Guiana Francesa (França): estatutos legais distintos e desproteção nos dois lados da fronteira (1946-1987)**. Rio de Janeiro, 2023. 194 p. Tese de Doutorado– Programa de Pós- Graduação em Direito, Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro

Esta tese de doutorado visa comparar a relação entre Estado brasileiro e francês, na Guiana, e seus povos indígenas nos anos de 1946 a 1987. O estudo compreende a análise do direito elaborado e previsto nas Constituições e leis, como a falta de direito especializado, a violação de direitos, as violências cometidas com a colaboração do Estado e as resistências produzidas pelos povos indígenas.

Trata-se de demonstrar que os sistemas jurídicos brasileiros e francês não protegem os povos indígenas porque repousam sobre premissas coloniais de integração e aniquilamento desses povos.

### **Palavras- chaves:**

Povos indígenas. Brasil. França. Estatutos jurídicos. Violência. Resistência.

## Résumé

Pereira, Grazielle da Silveira; Gómez, José María, Millard Eric (Directeurs de thèse). **Peuples autochtones du Brésil et de la Guyane (France): des statuts juridiques différents et un manque de protection des deux côtés de la frontière (1946-1987)**. Rio de Janeiro, 2023. 194 p. Thèse de doctorat – École Doctorale de Droit, Pontificia Universidade Católica do Rio de Janeiro

Cette thèse de doctorat objective comparer la relation entre l'État brésilien et français, en Guyane, et leurs peuples autochtones aux années 1946-1987. L'étude comprend l'analyse du droit élaboré et prévu par les Constitutions et les lois, comme le manque de droit spécialisé, la violation des droits, les violences commises en collaboration avec l'État et les résistances produites par les peuples autochtones.

Il s'agit de démontrer que les systèmes juridiques brésilien et français ne protègent pas les peuples autochtones parce que leurs droits reposent sur des prémisses coloniales d'intégration et d'anéantissement de ces peuples.

### Mots-clés:

Peuples autochtones. Status juridiques. Brésil. France. Violences. Résistances.

## Lista de siglas

- ABL: Academia Brasileira de Letras
- AAGF: Association des Amérindiens de Guyane française
- CIMI: Conselho Indigenista Missionário
- CNBB: Conferência Nacional dos Bispos do Brasil
- CNV: Comissão Nacional da Verdade
- CONTAG: Confederação dos Trabalhadores da Agricultura
- CPI: Comissão Parlamentar de Inquérito
- EVS: Equipes Volantes de Saúde
- Funai: Fundação Nacional do Índio
- Grin: Guarda Rural Indígena
- Inbra: Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária
- IR: Inspetorias Regionais
- MAIC: Ministério da Agricultura e Comércio
- MINTER: Ministério do Interior
- OIT: Organização Internacional do Trabalho
- OPAN: Operação Anchieta
- PI: Postos Indígenas
- PIB: Produto Interno Bruto
- PIN: Plano de Integração Nacional
- SASSI: Sessão de Proteção e Assistência
- SPAI : Service des Populations Africaines et Indiennes
- SPI: Serviço de Proteção aos Índios
- SPILTN: Serviço de Proteção aos Índios e Localização dos Trabalhadores Nacionais
- SPP: Service de Protection des Populations Primitives
- STF: Supremo Tribunal Federal
- SUDAM: Superintendência de Desenvolvimento da Amazônia
- SUSA: Serviço de Unidades Sanitárias Aéreas

o Estado é pátria  
e “eles” nos ensinam: a terra é mãe

eu não sei caminhar suave sobre a terra:  
temos que conquistar, catalogar

fazemos conservas para comer e  
bibliotecas para cultivar o espírito  
escrevemos manuais, longos trabalhos: pra quê?

não sabemos proteger,  
mal sabemos ouvir atentamente

precisamos de museus  
para recordar atrocidades

cada exército, seu delírio de império  
cada povo, seu pesadelo de Shoah

quando a conquista deixará de atropelar o futuro?  
quando a memória poderá esquecer?

quando se poderá ser o que se é?

sonhar

enfant enfin

(Rio de Janeiro, 22 de outubro de 2023)



## Introdução

Quando a conquista deixará de atropelar o futuro?/ quando a memória poderá esquecer?/ quando se poderá ser o que se é? [...] enfant (criança), enfin (enfim). Com essas questões, inicia-se a epígrafe por um “eu – lírico”, que se esconderá ao longo dessa pesquisa, mas que está alinhado ao fio da última página deste trabalho, a ilustração do povo Waimiri-Atroari das barbáries cometidas contra eles durante o período ditatorial brasileiro.

A imagem de filhos legítimos, *enfants*, “convidados” a integrar batalhões, e de filhos bastardos, “convidados” à adoção integracionista para tornarem também soldados, não é apenas uma alusão que pode ser feita ao hino francês, “*allons enfants de la patrie*”, mas é também um modo de constituição de cidadania. Os filhos legítimos, frequentemente chamados de “sociedade nacional” no vocabulário militarizado das repúblicas brasileiras, seriam a representação dos homens proprietários, descendentes de europeus. Do lado do Império francês que conjugava as margens do Atlântico, os filhos legítimos seriam, sobretudo, os descendentes de gauleses e outras etnias europeias esquecidas. Bastardos, por sua vez, seriam os filhos da terra, os colonizados, que adotados deveriam assimilar os usos e costumes da nova família para superar o estado de “infantilização”.

O período estudado não é o passado de colonização propriamente dito, mas o momento no qual a conquista reatualizou-se por outros meios: as Repúblicas que deveriam garantir domínios em vastos territórios e, por isso, as hierarquizações coloniais de seus habitantes reconfiguraram-se. Tal conquista que atropela o estado presente quando existências são negadas e desfaz a promessa de futuro, as descendências de povos, as crianças. Conquista que promove a educação para se tornar outro, a morte de si; a conquista que aniquila aquele que se recusa a ser outro, que se recusa a liberar o espaço, outra morte de si.

Um passado que insiste em se repetir quando povos são continuamente “conquistados” e ainda não podem ser o que são; mas também passado lembrado na sua dupla face de violações e ações reivindicatórias contra essas violências, o pesadelo das violações e a esperança de outros mundos possíveis.

A linguagem utilizada no trabalho ainda será dura, ainda embrutecida, colonizada. É do Estado, suas invasões e suas formulações que se parte: há pouco

espaço para sonho, para povos, para oralidade. Além disso, a partir de estruturas pouco flexíveis, são difíceis criações fantásticas.

\*\*\*\*\*

De maneira mais objetiva, neste trabalho, trata-se de analisar as relações entre Estado brasileiro e Estado francês, na Guiana Francesa – atualmente coletividade única da França, e seus povos indígenas no período de 1946-1987. O tema da pesquisa inscreve-se no questionamento sobre a necessidade de atribuição de direitos específicos e a efetiva proteção de povos indígenas e seus integrantes. Nesse sentido, a análise inclui verificar o tratamento legislativo e as políticas públicas desenvolvidas, o não reconhecimento e as violações de direitos e algumas das reações dos povos indígenas nos dois Estados.

Uma definição categórica para identificar quem são os povos indígenas não é pretendida na presente tese. Não se pretende elaborar uma lista, delimitar quem são os povos indígenas ou o número total de indígenas para, a partir disso, verificar sua importância numérica em relação ao Estado. As atividades classificatórias e quantitativas, geralmente, são utilizadas para determinar a relevância ou impacto social apenas pelo critério numérico.

Embora não se busque uma definição e uma classificação exaustiva dos povos indígenas, a partir da leitura da investigação proposta, povos indígenas podem ser compreendidos como povos que se autoidentificam como descendentes de habitantes de territórios que foram atravessados pelo processo moderno de colonização e que desejam a preservação, em todo ou em parte, de instituições sociais, econômicas, culturais e políticas próprias<sup>354</sup>. Haveria um vínculo de originalidade entre tais povos e o pertencimento a territórios invadidos para o

---

<sup>354</sup>A categórica definição de povos indígenas e a identificação de quais grupos que, assim, poderiam ser classificados são difíceis por envolver múltiplos processos históricos complexos e porque os povos não restam estanques e se modificam. Por exemplo, a Declaração das Nações Unidas sobre os Direitos dos Povos Indígenas de 2007 não apresentou uma definição jurídica para povos indígenas. Na ausência de uma definição precisa, alguns critérios são adotados para identificar os povos indígenas como a autoidentificação, a ocupação por seus ancestrais anterior aos processos de colonização, a defesa de instituições políticas, econômicas e culturais próprias, critérios presentes na Convenção nº 169 da Organização Internacional do Trabalho (OIT) sobre Povos Indígenas e Tribais de 1989 e no *Étude du problème de la discrimination à l'encontre des population autochtones*, elaborado por José R. Martínez Cobo.

desdobramento do empreendimento colonial em suas diferentes fases a partir do ano de 1492.

A identificação da habitação dos povos ascendentes dos povos indígenas em uma temporalidade anterior ao processo de colonização não pode, todavia, funcionar como um mecanismo de engessamento desses povos, imaginando que eles seriam espelhos de seus ancestrais, que seus modos de vida deveriam ser os mesmos daqueles apresentados nos museus da colonização, que não houve miscigenação, que deveriam usar plumas e recusar qualquer utilização de artefatos modernos.

O critério sanguíneo por si poderia gerar a falácia, em sociedades marcadas pela miscigenação, que todos integrariam povos indígenas. Por isso, a autoidentificação de povos indígenas relacionar-se-ia com a afirmação de organizações sociopolíticas, econômicas e culturais próprias e um vínculo memorial com o território do Estado em que se encontram, apesar das diásporas internas e das mobilidades em regiões de fronteira – povos indígenas não seriam povos necessariamente fixos em um limite de terras, mas se distinguem de povos estrangeiros que não possuiriam nenhuma relação memorial e uma continuidade em um território e suas proximidades, ainda que fissurada.

Guiana Francesa e Brasil tiveram seus territórios invadidos e colonizados por França e Portugal, respectivamente, a partir dos séculos dezesseis e dezessete. Essas regiões não eram vazios demográficos e eram habitadas por uma pluralidade de povos. Povos esses que foram todos homogeneizados e classificados como “índios”<sup>355</sup>.

\*\*\*\*\*

O problema de pesquisa consiste em questionar as relações jurídico-políticas entre os Estados francês, na Guiana, e brasileiro com seus povos indígenas, atravessados por vulnerabilidades decorrentes do processo de colonização, analisando como eles foram administrados no período entre 1946 a 1987. Com a pretensão de evitar secessões, o direito francês conjugou mecanismos de não

---

<sup>355</sup>O termo “índio” é retirado das determinações legais apresentadas. Por ser uma denominação dada pelo colonizador, quando homogeneizou todos os povos que habitavam a América, não é mais empregada.

discriminação e igualdade jurídica entre os indivíduos para garantir a unicidade do povo francês no hexágono e nos territórios ultramarinos; por sua vez, o direito brasileiro estabeleceu mecanismos de diferenciação dos povos indígenas em relação aos demais cidadãos a fim de promover uma proteção diferenciada provisória até a desintegração desses povos e a integração gradativa de seus integrantes ao modo de uma sociedade pretendida como nacional. Desse modo, o problema está em como mecanismos de produção de igualdade e mecanismos de proteção coexistiram com o não reconhecimento e a violência contra os povos indígenas. Além disso, questiona-se como foi articulada a luta desses povos em relação às ações de Estado.

A hipótese apresentada seria que o direito do Estado Nacional francês estaria fundado em pressupostos de hierarquização racial por meio de mecanismos de equalização fictícia que funcionaram pela negação das distinções e o não reconhecimento dos povos indígenas na Guiana. Quanto ao Estado Nacional brasileiro, o direito apresentaria sistemas de proteção especiais para os povos indígenas, mas que reproduziriam a sua necessidade de assimilação ou que não eram efetivos no sentido de evitar suas violências e assassinatos. Todavia, apesar da hierarquização estabelecida, o direito também seria um espaço de disputas para reivindicações de reconhecimentos dos povos.

Sustenta-se, portanto, que o Estado, por meio de seus aparatos, tende a reduzir os povos a um único povo, os vários arranjos políticos a uma forma única de organização estabelecida pelo direito estatal. A desconsideração das distinções teria o fim de produzir homogeneizações e foi um meio de negar a pluralidade e as organizações sociais distintas presentes nas singularidades de cada povo.

As políticas elaboradas pelo Estado e seus aparatos seriam o que se chama de política indigenista, cujo significado é emprestado da definição dada por Antônio Carlos de Souza Lima, que, após contextualizar o termo, e buscando uma acepção mais estrita, explica:

A expressão *política indigenista* designaria as medidas práticas formuladas por distintos poderes estatizados, direta ou indiretamente incidentes sobre os povos indígenas. Isto exclui outros aparelhos de poder da esfera da definição, implicando em não se falar em uma *política indigenista* eclesiástica, nem tampouco condicionar a idéia [*sic*] de atos oficiais afetando populações autóctones à existência de uma racionalidade onde as ações práticas correspondem a um

planejamento implícito e, sobretudo, explícito. De modo mais claro não há uma correspondência necessária entre os planos para os *índios* e as ações face a eles<sup>356</sup>.

\*\*\*\*\*

O objetivo geral desta tese consiste em elaborar um quadro comparativo dos sistemas jurídicos brasileiros e francês com a dimensão histórica associada; em seguida, verificar as violações de direitos autorizadas pelo Estado; e, por fim, uma série de lutas empreendidas pelos povos indígenas, o que permitiria um debate sobre o potencial de uma proteção jurídica diferenciada entre os cidadãos e a necessidade de uma igualdade jurídica para fundamento de uma República constitucional.

Outros objetivos, mais específicos, incluem compreender como a Constituição e as leis nacionais são conformadas aos ideais de igualdade ou de diferenciação em relação à pluralidade de povos no seio de um mesmo Estado; compreender como o reconhecimento da pluralidade de povos indígenas e suas proteções integrais são limitados pelos projetos do Estado brasileiro e da Guiana integrada ao Estado francês; compreender as estratégias desenvolvidas pelos povos indígenas para resistir aos processos de denegação de existência ou assimilação.

Para atingir os objetivos propostos, analisam-se fontes bibliográficas e documentais. Combina-se a análise qualitativa das fontes documentais, abrangendo leis, Constituições e documentos públicos com fontes bibliográficas de autores, principalmente da Antropologia social e da História, para organização contextualizada do quadro jurídico de cada Estado, incluindo o processo de integração da Guiana à França em 1946. Cabe ressaltar que, no contexto brasileiro, a pesquisa apoia-se na análise do Relatório da Comissão Nacional da Verdade para investigar a violência perpetrada contra os povos indígenas.

Essa abordagem metodológica proporciona uma compreensão das complexas interações entre políticas estatais, dinâmicas sociais e narrativas históricas, em relação aos povos indígenas durante o período de estudo.

\*\*\*\*\*

---

<sup>356</sup>Cf. LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Um grande cerco de paz: poder tutelar, indianidade e formação do Estado no Brasil*. Petrópolis: Vozes, 1995, p. 15.

Do ponto de vista teórico, são nas perspectivas decoloniais que se encontra apoio para abordar o problema da coexistência de povos e suas formas de organização sociopolíticas por meio da hipótese da conjugação inviável, devido à hierarquização racial e de classe estabelecida aos povos colonizados. O fim do período de colonização não teria marcado o fim das distinções hierárquicas estabelecidas entre os colonizadores e as gentes dos territórios colonizados, estas ainda submetidos a uma lógica de inferiorização. A alteração do *status* colonial não significaria necessariamente uma grande ruptura sociopolítica das condições dos povos colonizados.

Antes da elaboração das teorias decoloniais, investigações em torno do vínculo entre racismo, violência e sociedades marcadas pelo colonialismo despontaram nos processos de descolonização da África e da Ásia<sup>357</sup> durante as décadas de cinquenta e seguintes do século passado. Em tal contexto, debateu-se a violência imposta pelo imperialismo e neocolonialismos pautados em discursos civilizatórios europeus, baseados na racialização dos povos. A racialização significava que os povos eram diferenciados por características fenotípicas que revelariam suas incapacidades, justificadas em teorias científicas, e a necessidade de tutela.

---

<sup>357</sup>Apresentados no âmbito das discussões do pós-colonialismo sul-asiático e influenciados pela teoria gramsciana, o grupo de estudos subalternos (*Subaltern Studies*), liderado por Ranajit Guha, buscou inicialmente a revisão da historiografia indiana, posto que esta era marcada por pressupostos eurocêntricos e, assim, tematizaram o colonialismo e o nacionalismo indiano. Investigou-se como a formação do Estado Nacional indiano ainda estaria centrada em formas de relações de dominação coloniais. Destaca-se a análise realizada em *Pode o subalterno falar?* (1985) por Gayatri Chakrabarty Spivak na qual, entre outras coisas, foi contestada a possibilidade discursiva dos atores subalternos através do exemplo do sacrifício das viúvas – *sati*- na tradição hindu e sua tentativa de salvação pelo colono inglês.

Mais recentemente, o também integrante do *Subaltern Studies*, Dipesh Chakrabarty, lançou *Provincializing Europe. Historical difference and postcolonial thought* (2000) no qual analisa a centralidade da Europa considerada como único sujeito da história capaz de desenvolver uma teoria que abrangesse categorias universais. Semelhante crítica, já havia realizado Edward Said em *Orientalismo – o oriente como invenção do ocidente* (1978) ao tentar demonstrar que, para além do espaço territorial, o oriente seria uma projeção inventada pelo eurocentrismo.

Primeiros difusores das bases fundadoras da teoria pós-colonial, apresentam-se os autores Aimé Césaire, com a obra *Discurso sobre o colonialismo* (1950), Frantz Fanon, com *Pele negra, máscaras brancas* (1952) e *Os condenados da terra* (1961), e Albert Memmi, com o livro *Retrato do colonizado precedido do colonizador* (1947). Tais autores demonstraram os mecanismos de construção da díade colonizado e colonizador, incivilizado e civilizado e as concepções metropolitanas de inferioridade e superioridade baseadas em categorias étnico-raciais. Desse modo, a violência naturalizada pelo eurocentrismo seria questionada pelo desvelamento dos processos de colonização e submissão dos povos não europeus.

Na década de noventa, intelectuais latino-americanos de diversas disciplinas de conhecimento também viriam a se inserir no debate pós-colonial com a formação do Grupo Latino-americano de Estudos Subalternos. Grupo que viria a se desintegrar e formaria uma rede heterogênea denominado Grupo Modernidade/Colonialidade (M/C), composta por Anibal Quijano, Enrico Dussel, Santiago Castro-Gómez, Ramón Grosfoguel e Walter Mignolo, entre outros. Mais do que uma intenção formal de constituição do grupo, trata-se de uma rede de trocas de saberes interdisciplinares.

Um dos apontamentos dos teóricos da rede refere-se à descrição da América como o *locus* da primeira experiência do colonialismo moderno e, além disso, criticariam a centralidade da utilização das teorias europeias como referências, consideradas explicações universais e superiores para descrever fenômenos cuja localidade não poderia dar conta. A promoção de uma diversidade epistêmica, para além das concepções da Europa, seria o desafio de um giro decolonial.

Tal rede de intelectuais apresentou nos últimos vinte anos frequentes divulgações de artigos, livros, reuniões e encontros nos quais eles vêm desenvolvendo a análises, estudos “decoloniais”, sobre as relações de dominação impostas no período do colonialismo europeu e sua rearticulação nas relações sociais e nas estruturas de saber, mesmo após os processos de independência dos países latino-americanos. Isso marcaria a perpetuação da dinâmica colonial entre Europa e América. Portanto, trata-se de uma rede que orienta a pensar a formação do pensamento moderno ocidental europeu e seu vínculo com o desenvolvimento do colonialismo na América, cujas relações teriam sido estruturadas por meio de um racismo étnico-cultural.

Traz-se o conceito de colonialidade de poder, compreendido como um exercício de dominação constituído a partir da classificação racial da população mundial. Tal processo foi, primeiramente, verificado na colonização da América Latina, que teria forjado o padrão global capitalista<sup>358</sup>. Por esse viés, Aníbal Quijano esclarece que o padrão de dominação entre os colonizadores e os “outros” foi

---

<sup>358</sup>Ver QUIJANO, Aníbal. *Colonialidad del Poder, Cultura y Conocimiento en América Latina*. In: Anuário Mariateguiano. Lima: Amauta, v. 9, n. 9, 1997; QUIJANO, Aníbal. *Colonialidade do poder, Eurocentrismo e América Latina*. In: A colonialidade do saber: eurocentrismo e ciências sociais. Perspectivas latino-americanas. Buenos Aires: CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2005; QUIJANO, Aníbal. *Colonialidade do poder e classificação social*. In: SANTOS, Boaventura de Sousa; MENESES, Maria Paula (orgs). *Epistemologias do Sul*. Coimbra: Edições Almedina, 2009.

organizado e estabelecido sobre a base da ideia de raça, pressuposto tal que gerou implicações na perspectiva histórica das relações entre os diversos tipos da espécie humana. Essa ideia estaria relacionada às próprias concepções de dominação e exploração do colonialismo<sup>359</sup>.

A colonialidade revela-se a partir do pressuposto de que a forma de poder do mundo moderno/colonial, derivada das relações coloniais, teria como hierarquia as categoriais europeu/não europeu e capital/trabalho, que seriam os princípios organizadores das diferentes relações de poder – seja pelos controles do sexo, da natureza, das formas de autoridade (Estado-Nação), das relações de trabalho, das identidades, das epistemologias.<sup>360</sup> Por isso, as relações coloniais na formação da América teriam permitido o desenvolvimento desse padrão mundial de poder que se perpetuaria mesmo com o fim do colonialismo.

O mundo colonial dividido entre colonizadores (europeus) e colonizado (não europeu) forjou o “índio”, a designação do colonizado originário da terra a ser “conquistada”. Dessa maneira, “índio” seria uma hierarquia racial criada para homogeneizar a pluralidade de povos presentes nos territórios invadidos nos processos colonizadores.

As perspectivas decoloniais servem para interpretar o apagamento dos povos indígenas pelos Estados francês e brasileiro. Embora se reconheça tal apagamento, este trabalho não constitui um veículo das vozes indígenas. Parte-se principalmente de fontes escritas que não foram redigidas pelos próprios indígenas, cuja produção de memória ainda são, sobretudo, orais. Há outro apagamento no que se refere à inclusão da temática abrangendo povos indígenas e Estado brasileiro e francês, pois os estudos em ambiente universitário no Direito e nas Ciências Políticas são limitados.

\*\*\*\*\*

---

<sup>359</sup>QUIJANO, Aníbal. *Colonialidad del Poder, Cultura y Conocimiento en América Latina*. In: Anuário Mariateguiano. Lima: Amauta, v. 9, n. 9, 1997, p. 121.

<sup>360</sup>Ver *La colonialidad del poder y del saber*, aula ministrada pelo Professor Dr. Ramón Grosfoguel, no curso *Descolonización del conocimiento y descolonización de los paradigmas de la economía política*, Dictado los días 12-14 noviembre 2012 Org. DILAAC y Doctorado en Ciencias Sociales Disponível em: <<https://www.youtube.com/watch?v=QUH91TiiFIE>>. Acesso em: 06 de maio de 2020.



Quanto à estrutura da tese, ela é dividida em duas partes principais, Parte I, “Integração de povos a partir da delimitação legal: possibilidades e limites” e Parte II, “O Estado: o local de desproteção e de reconhecimento de direitos”.

A primeira parte foca nos mecanismos utilizados para a integração dos povos indígenas, explorando como o Estado avança territorialmente e como lida com os povos que passam a integrá-lo. Esta parte é dividida em dois títulos: o Título 1, “Avanços estatais”, e o Título 2, “Estatutos jurídicos”, cada um com dois capítulos que discutem casos específicos na Guiana e no Brasil, totalizando quatro capítulos.

No título “Avanços estatais”, o primeiro capítulo trata do processo de departamentalização da Guiana, imbrincada na reivindicação de uma igualdade entre os habitantes da metrópole e das colônias; os colonizados descendentes de pretos escravizados já haviam adquirido um *status* de cidadania formal – do qual os indígenas estiveram excluídos. No segundo capítulo, trata-se da questão indígena no Brasil republicano, a formação das instituições e da legislação próprias para integração dos povos indígenas.

No título “Estatutos jurídicos”, o terceiro capítulo remete à existência de um tratamento diferenciado de povos indígenas na Guiana com a instituição do território de Inini em 1930, o desenvolvimento de políticas públicas nas décadas de quarenta e cinquenta e o processo de *francisation* – atribuição de cidadania francesa – na década de sessenta. No capítulo quatro, que fecha a primeira parte da tese, desenvolve-se a instituição da tutela, como instrumento jurídico para suprir a incapacidade jurídica, e como forma de gerência dos povos.

A segunda parte da tese concentra-se na percepção do Estado, em seu duplo espaço da invisibilização e violação de direitos e das lutas por reconhecimento de direitos. Esta parte também é dividida em dois títulos: Título 1, “Invisibilidade e violação de direitos”, e Título 2, “Direito como campo de disputas”, cada um com dois capítulos que exploram as questões dos povos indígenas na Guiana e no Brasil respectivamente.

No título “Invisibilidade e violação de direitos”, o quinto capítulo aprofunda os mecanismos de integração dos povos indígenas na Guiana e a negação da existência de povos diferenciados. O sexto capítulo descreve as violações de direitos sofridas no Brasil, mediadas pelo próprio Estado, conforme documentação da Comissão Nacional da Verdade (CNV).

No último título, “Direito como campo de disputas”, o sétimo capítulo busca a organização de povos indígenas na Guiana e suas reivindicações por direitos na década de oitenta; e o oitavo capítulo traz algumas das estratégias de organização para reivindicações e contestações de direitos no Brasil pelos povos indígenas.

## PARTE I

### **Integração de povos a partir da delimitação legal: possibilidades e limites**

A caracterização da existência de vários povos<sup>361</sup> em um território demarcado como Nacional também se associa à dinâmica de expansão do Estado Nacional, que passa a regular juridicamente todos os habitantes do território sob o seu domínio. Nesse sentido, a demarcação territorial delimitaria os regimes jurídicos atribuídos aos habitantes do espaço territorial de cada Estado. O espaço onde se habita determina, sem necessariamente uma anuência prévia de povos e indivíduos, o estatuto de sua cidadania e, muitas vezes, o Estado Nacional nesta expansão desconsidera distinções étnicas- sociais.

A análise do problema desta tese parte do avanço do Estado Nacional. Inicialmente, será investigado como foi conjugada a coexistência de vários povos na Guiana e a atribuição de cidadania a seus habitantes pelo Estado Nacional francês. Além disso, será examinado como o Estado Nacional brasileiro estabeleceu um regime jurídico distinto para indígenas por meio da atribuição de uma cidadania limitada a ser superada. A intenção será entender como os Estados moldaram estatutos jurídicos com a finalidade de alcançar uma cidadania uniforme sem o reconhecimento da existência de vários povos e diferentes organizações jurídico-políticas em seus limites territoriais.

Dessa forma, nesta primeira parte, buscar-se-á compreender como a Guiana passa a integrar o Estado Nacional francês e a uniformização de um estatuto jurídico de cidadania impôs-se. Assim, não haveria legalmente distinções entre habitantes da Guiana e franceses. Pretende-se também verificar como o Estado brasileiro, na busca de dominar seu território, passa a lidar com povos que mantêm estruturas sociais distintas, os quais segundo o discurso estatal necessitariam ser incorporados, adaptados e tutelados.

---

<sup>361</sup>Embora não se trabalhe as discussões sociológicas em torno do conceito de povo, a própria noção de homogeneidade de gentes que formariam um povo não é evidente. Neste trabalho, busca-se identificar a categoria jurídico-política de povo e a categoria jurídico-política de “índio” ou “autóctone” a partir das legislações e reivindicações demonstradas nesta tese. Portanto, é do ponto de vista binário da estruturação jurídica do Estado que se buscará compreender os sentidos de povo e “índio” e não dos sentidos sociológicos do conceito de povo.

Nos quatro primeiros capítulos, a explicação da cidadania relaciona-se aos pressupostos de hierarquização racial na qual o “francês” – cujo modelo seria o homem branco, descendente de etnias europeias e proprietário – e o “brasileiro” – cujo modelo seria o homem branco, descendente de etnias europeias e proprietários – constituem o modelo de cidadão. A hierarquização será demonstrada:

1- primeiramente, nos mecanismos de equalização fictícia de todos os habitantes da Guiana e, em um segundo momento, com a atribuição de cidadania sem distinções aos integrantes de povos indígenas da Guiana por meio de suas integrações unilaterais pelo Estado francês, promovida nos anos de 1960;

2- na existência de um sistema jurídico para distinção e proteção dos indígenas no Brasil, fundado na sua relativa capacidade civil. A plena capacidade civil dos indígenas seria alcançada pela assimilação dos valores do modelo de cidadão brasileiro.

Da necessidade de integração unilateral e adaptação dos povos de etnias indígenas, haveria uma consideração implícita de suas inferioridades em comparação ao padrão de cidadão francês ou de seu atraso em relação ao cidadão brasileiro. Em seus graus de inferioridade ou/e atraso, os povos indígenas estariam classificados hierarquicamente pelo Estado Nacional francês e brasileiro.

Assimilar, a partir da lógica colonizadora, estaria vinculado à produção de unicidade de um povo considerado inferior que se conforma a um povo considerado superior. A assimilação pressupõe um padrão de superioridade que organizaria a vida do “inferiorizado” para se assemelhar ao modelo “superior”. No caso de povos, há uma pressuposta divisão colonial entre superiores – uma suposta “sociedade nacional” e inferiores – “os povos indígenas”.

Esse processo de adaptação possibilitaria o aniquilamento das formas sociais do povo considerado inferior. Portanto, buscar-se-á demonstrar que a integração unilateral e a legislação que almeja a adaptação seriam justamente opostas à possibilidade de coexistência de povos em um território delimitado pelo Estado Nacional.

## **Título 1**

### **Avanços estatais**

No avanço estatal, uma dinâmica de conciliação ou assimilação forçada estabelece-se no contato com povos territorialmente afastados das zonas centrais do Estado (habitantes de ambientes inóspitos ou áreas até então não bem ocupadas pelo poder estatal) ou com povos que possuem formas de organização social distintas da forma hegemônica imposta pelo direito de cada Estado.

Para abranger novos povos em sua expansão, o Estado pode se adaptar a novas formas sociais, incluindo-as em seu direito nacional como formas legítimas, ou impor a assimilação a um modelo de organização social, submisso às suas formas. A colonização justamente criou a tensão entre a imposição metropolitana de organizações sociais e as formas originárias de vida anteriores às invasões sofridas.

O avanço do Estado Nacional francês, trazido no primeiro capítulo deste título, refere-se ao processo de descolonização. Pretende-se relatar um Estado que avançou para absorver parte de suas colônias, entre elas a Guiana Francesa. Tal avanço, diferente da expansão colonial, não pressupunha um escalonamento entre colônia e metrópole, porém reinventaria a forma de organização administrativa francesa. O avanço estatal será lido com um processo histórico de disputas em torno da emancipação das colônias e do acesso à cidadania política plena por seus habitantes.

No Estado brasileiro republicano, ver-se-á que o avanço estatal significava o domínio pleno de áreas próximas às fronteiras, a utilização mercantil das terras, a realização de obras para o desenvolvimento. A quantidade de povos revelados nessa expansão fez imediatamente pensar em seu aproveitamento e, assim, foi criado um órgão próprio para gestão desses grupos, que deveriam ser preservados da morte para se transformarem em “trabalhadores nacionais”. Será também descrita a legislação definidora das terras indígenas, que foi desenvolvida, e os termos dessa definição. O avanço estatal seria também o avanço normativo sobre a disposição das terras.

## Capítulo 1

### Guiana, uma velha colônia que se integra à França

Este primeiro capítulo insere-se no objetivo de compreender o processo de integração de Guiana ao Estado republicano francês, pois a superação da colonização ocorreu com sua aderência à antiga metrópole. Mais especificamente, pretende-se verificar como juridicamente esta integração ganhou forma no processo de departamentalização e o que isso significou do ponto de vista da instituição da cidadania francesa na Guiana.

A descolonização mediante a integração colonial foi a opção vencedora institucionalmente como aposta na autonomização das velhas colônias e na criação de um estatuto jurídico - político igualitário entre os povos colonizados e os colonizadores. Apesar do *status* inferiorizado conferido às colônias, a defesa da assimilação pela via da departamentalização compreendia que elas foram sempre coparticipes dos interesses franceses e integrantes da França por terem contribuído para o desenvolvimento metropolitano, sendo exploradas durante todo o período da colonização.

Para a França, que havia construído um vasto império colonial no século XIX, as colônias representaram fontes de extração de riquezas e assimilá-las poderia significar o comprometimento no processo de suas transformações administrativas e socioeconômicas. Nesse viés, a assimilação das colônias seria um modo de responsabilização da metrópole a contribuir para um novo modelo de desenvolvimento nas regiões antes colonizadas.

Em contrapartida, a continuidade do vínculo entre as colônias e o Estado francês poderia ser um novo mecanismo de negligenciar as distinções elaboradas no processo de colonização, que produziram efeitos concretos de segregação e espoliação social. Além disso, os territórios coloniais não seriam perdidos e estariam submetidos às estruturas do Estado francês sem a possibilidade de autonomia completa das colônias para engendrar suas próprias instituições.

Por sua vez, a atribuição de estatutos durante a colonização dividiu os homens entre colonizados e colonizadores, como também os homens colonizados entre si: cada categoria de homens estabelecida foi fundada em pressupostos que combinavam “raças” e classes sociais. Tal atribuição, ademais, definia o acesso a

direitos e os limites da participação política institucional de cada homem durante a colonização.

Promover um estatuto jurídico - político igualitário entre os habitantes da França e das colônias possuía uma dupla implicação. Primeiramente, determinar a submissão a um mesmo Direito implicava no reconhecimento da inexistência de diferenciações entre os homens, ou seja, a constatação de uma humanidade comum sem hierarquias naturais. Em segundo lugar, apenas a delimitação legal poderia significar a instituição da igualdade do ponto de vista formal sem a admissão das hierarquizações produzidas, que estruturavam as distinções entre os homens colonizados e colonizadores e, por isso, impossível concretamente forjar uma humanidade comum, desconsiderando as reparações necessárias devido ao passado colonial.

Pensando na superação da marginalização de territórios e de homens, no conhecido discurso de Aimé Césaire em defesa da departamentalização, houve a reclamação contundente da necessidade de promoção de justiça social pela concretização do novo *status* jurídico- político<sup>362</sup> para as colônias, que também deveria efetivar paulatinamente condições de igualdade no acesso a direitos entre os cidadãos metropolitanos e os cidadãos das antigas colônias.

Desse modo, no tocante à integração das antigas colônias, alguns questionamentos serão norteadores a fim de contribuir para se pensar a definição de novos estatutos jurídicos para territórios e para pessoas:

1- Como decorreu o processo de integração das antigas colônias à França, culminando com a departamentalização?

2- Qual relação entre a assimilação das colônias e o estatuto de cidadania dos colonizados?

Observa-se que, neste capítulo, será discorrida primeiramente a atribuição de tal estatuto de cidadania francesa aos residentes das antigas colônias, sem pensar as distinções das pluralidades locais autóctones, pois tais pluralidades também não foram colocadas neste primeiro debate mais institucional na década de quarenta do século XX. A pergunta sobre o estatuto de cidadania indígena virá nos próximos capítulos.

---

<sup>362</sup>Ver discurso de Aimé Césaire. Disponível em: < <http://www.lameca.org/publications-numeriques/dossiers-et-articles/departementalisation-la-guadeloupe-de-1946/les-discours-aime-cesaire/>>. Acesso em: 02 de abril de 2022.

## 1.1

### Departamentalização: passos formais de uma integração

#### 1.1.1

#### Da representação das colônias no parlamento francês à congregação na União francesa

Pensar a departamentalização enquanto um processo também envolve compreender a relação da França com suas colônias durante o período colonial. Denominadas de velhas colônias, Guiana, Martinica, Guadalupe e Reunião foram as primeiras colônias francesas juntamente com São Domingo (Haiti), ocupadas pelos franceses ainda no século XVII.

Nesses territórios, durante mais de três séculos, foram observados o sistema produtivo das plantations, o tráfico negreiro, as disputas de domínios contra outros impérios coloniais<sup>363</sup>. Em relação à Guiana Francesa, as dificuldades de povoamento por colonos franceses, as disputas fronteiriças e a instalação da colônia penal na Ilha do Diabo entre 1852 e 1946 são fatos notoriamente destacados.

Tais velhas colônias devem ser enxergadas como colônias que sustentaram a própria consolidação da França como Estado Nacional na Europa. As transferências de riqueza desses territórios, ao longo de séculos de colonização, contribuíram para o financiamento das disputas em torno da manutenção de poder sobre a fronteira metropolitana nos regimes monárquicos, imperiais e republicanos.

Por quase dois séculos de subordinação, foram mantidas as tomadas de decisões concernentes às colônias pelos Estados Gerais da França unilateralmente sem participação de representantes das colônias. Durante o antigo regime, as colônias não puderam eleger representantes nas instâncias deliberativas metropolitanas e deveriam obedecer as decisões tomadas pelas elites da França. A possibilidade de representação das colônias emergiu no momento de crise do antigo regime e nos períodos republicanos.

No contexto das vésperas da Revolução francesa em 1789, foi enviada uma delegação de deputados dos territórios ultramarinos aos Estados Gerais, sendo admitida pelo terceiro estado com o direito à observação e, depois, tais deputados foram autorizados a deliberar provisoriamente; ao final, a participação foi efetivada

---

<sup>363</sup>FABERON, Jean-Yves; ZILLER, Jacques. *Droit de collectivités d'Outre-mer*. In: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, E.J.A, Paris, 2007, p.15-17.



pelo princípio da representação colonial na Assembleia Constituinte de 04 de julho de 1789 quando São Domingo obteve a possibilidade de representação por seis deputados e Ilha de França (Maurício), Guadalupe, Martinica e Índia francesa obtiveram a possibilidade de representação por dois deputados cada uma<sup>364</sup>.

O sistema eleitoral da Assembleia legislativa, entretanto, não previa a existência de qualquer delegação ultramarina; assim, em 1792, essa mesma Assembleia decretou a precedência da eleição de trinta e dois deputados das colônias que formariam uma Convenção Nacional, e também se determinava que as colônias fossem partes integrantes do Império francês<sup>365</sup>. A Convenção do Diretório repetia a previsão de representação colonial, que foi então suprimida pela Constituição do ano VIII e, posteriormente, tal supressão foi confirmada pela Constituição do ano X no período napoleônico<sup>366</sup>.

A previsão de representação das colônias retornou com a instituição da II República em 1848: as colônias Argélia, Senegal, Guadalupe, Martinica, Reunião, Guiana e Índia francesa obtiveram a possibilidade de enviar dezesseis deputados no total; número de representação diminuída pelo decreto de 1849 e finalmente suprimida durante todo o segundo império<sup>367</sup>.

Novamente, na III República, instituída em 1870, as colônias voltaram a ter representação na Assembleia Nacional, com possibilidade de eleger deputados e, em 1875, houve a previsão de eleger senadores. Os números de representantes oscilaram durante a III República e a consolidação da representação dependeu do combate continuado dos representantes das colônias, que tinham constantemente questionado o direito à representação em solo metropolitano; inclusive a Guiana e o Senegal perderam a possibilidade de representação parlamentar entre 1875-1879<sup>368</sup>.

Por sua vez, a IV República, entre os anos de 1946 e 1958, foi marcada pelas repercussões da resistência à II Guerra Mundial e pela explosão de lutas anticolonialistas. A Assembleia Constituinte de 1946 contou com a representação de todas as colônias francesas<sup>369</sup>.

---

<sup>364</sup>BINOCHE, Jacques. *Les élus d'outre-mer au Parlement de 1871 à 1914*. In: *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tomo 58, n° 210, primeiro trimestre, 1971. pp. 82-115, p. 82-83.

<sup>365</sup>Ibidem, p. 83.

<sup>366</sup>Ibidem, p. 84.

<sup>367</sup>Idem.

<sup>368</sup>Ibidem, p. 86-87.

<sup>369</sup>FABERON, Jean-Yves; ZILLER, Jacques. *Op. Cit.*, p. 20.

Formalmente, o sistema colonialista foi reconfigurado com a criação da União Francesa, um conjunto de espaços metropolitanos e extraterritoriais classificados em coletividades territoriais sob o domínio francês, previsto na Constituição de 1946<sup>370</sup>. Com a reconfiguração, passou-se a discutir os *status* dos antigos territórios coloniais.

A União francesa conjugava as seguintes coletividades territoriais: 1- A República francesa da qual fazia parte os departamentos metropolitanos, os departamentos ultramarinos, os territórios ultramarinos e a Argélia; 2- Os territórios associados: Togo e Camarão; 3- Os Estados associados: Tunísia e Marrocos, os dois protetorados, e a Indochina<sup>371</sup>.

A partir de então, não se tratava mais de representação das colônias em si, mas a própria integração, função e intervenção de cada coletividade territorial no Estado Nacional francês, com destaque para participação dos departamentos e territórios do ultramar, que integravam a República. A classificação das anteriores colônias em cada tipo de coletividade territorial determinou a participação institucional nos espaços deliberativos do Estado Nacional francês.

Menciona-se que a União francesa dispunha de sua própria assembleia cuja composição continha metade de representantes parlamentares metropolitanos, metade de representantes de ultramar, um conselho específico composto por representantes do governo francês e do executivo de cada território - instituições que possuíam apenas poder consultivo<sup>372</sup>.

### 1.1.2

#### **A lei n ° 46- 451/ 1946: um processo de assimilação das colônias**

A aprovação da lei de departamentalização deve ser lida como uma disputa continuada. A integração à França concretizou-se pelo intenso requerimento das velhas colônias, como pela vontade da metrópole quando institucionalizou a demanda em seu direito.

Nesse sentido, a integração à França representava uma ruptura ao antigo *status* colonial por meio de um mecanismo que equalizava as colônias aos

---

<sup>370</sup>DUHAMEL, Éric. *Histoire politique de la IV<sup>e</sup> République*. Paris : La Découverte, 2000, p. 64.

<sup>371</sup>Ibidem, p. 67.

<sup>372</sup>DIMIER, Véronique. *De la France coloniale à l'outre-mer*. In: *Pouvoirs*, vol. 113, no. 2, 2005, pp. 37-57, p. 41.

departamentos da metrópole. As elites locais das velhas colônias, pela representação de seus deputados, mobilizaram reivindicações de igualdade política<sup>373</sup> que resultaram na aprovação legislativa do projeto de departamentalização. Igualmente, nas repetidas manifestações dos cidadãos das próprias colônias, eles reivindicavam ser inteiramente franceses na busca de acesso a direitos.

Fazendo a retomada histórica, o princípio de assimilação já havia sido enunciado na Constituição de 5 Frutidor do ano III, na I República, na qual se determinava que as colônias francesas eram partes integrantes da República, submetidas a mesma lei constitucional e divididas internamente em departamentos<sup>374</sup>. No entanto, tal determinação não foi jamais aplicada.

Nas Antilhas e na Guiana, o engajamento a um projeto de assimilação de seus territórios à França também se relacionou com a luta contra a escravidão e com a difusão da ideologia republicana e de práticas políticas fundadas na igualdade jurídica entre as pessoas<sup>375</sup>. Tornar-se livre e igual ao colonizador repercutia na ideia de integração espacial das colônias com a implementação da mesma lei na metrópole e nos territórios coloniais.

Institucionalmente, as velhas colônias formalizaram múltiplos e mal-sucedidos requerimentos para obtenção do estatuto de departamento. Primeiramente, em 1838, o Conselho colonial de Guadalupe emitiu o desejo de ver a colônia se tornar um departamento; em 1854, o futuro senador Audiffret-Pasquier propôs a departamentalização no mesmo sentido em um debate que discutia o regime das colônias; em 1865, um senador da Martinica também interviu a fim de manifestar-se pela departamentalização<sup>376</sup>.

Posteriormente, na III República, a legislação metropolitana passou a ser aplicada às velhas colônias conforme determinação expressa: constituiu-se um sistema de decreto que estabelecia o princípio da especialidade legislativa colonial

<sup>373</sup>Ver GUYON, Stéphanie. *Trajectoires post-coloniales de l'assimilation*. In: *Politix*, 116(4), 2016, p. 11. Disponível em: < <https://www.cairn.info/revue-politix-2016-4-page-9.htm>>. Acesso em: 07 de abril de 2022.

<sup>374</sup>ROUX, André. *L'évolution constitutionnelle du statut des départements d'outre-mer*. In: *L'évolution constitutionnelle du statut des Départements d'Outre-Mer, rapport au colloque 1946-1976: Soixante dix ans de départementalisation ultra marine entre diversité législative et unité constitutionnelle dans la République*, Abril 2016, Saint Denis de la Réunion, France, p. 01.

<sup>375</sup>MAM –LAM- FOUK, Serge. *Histoire de l'assimilation: des <<veilles colonies>> françaises aux départements d'outre-mer// La culture politique de l'assimilation en Guyane et aux Antilles françaises (XIXe et XXe siècles)*. Matoury: Ibis Rouge Editions, 2006, p. 15.

<sup>376</sup>FABERON, Jean-Yves; ZILLER, Jacques, *Op. Cit.*, p. 31.

no qual o direito metropolitano apenas era aplicado às colônias, caso o decreto confirmasse tal aplicação<sup>377</sup> ou se o legislador indicasse expressamente a aplicação da lei às colônias<sup>378</sup>. Em outros termos, não era automática a aplicação da mesma legislação, dependendo de previsão expressa ou promulgação local pelo governo das colônias<sup>379</sup>.

Outros requerimentos foram institucionalizados durante a III República, os conselheiros gerais da Martinica e Guadalupe demandaram a transformação de suas colônias em departamentos por três vezes, em 1874, 1881 e 1882. Desde 1890, senadores de Guadalupe e Martinica depositaram um projeto de lei para gerir a organização das colônias de Guadalupe e Martinica em vista de suas classificações como departamentos franceses. O ministro do comércio e da indústria, em 1891, também depositou um projeto de lei similar. Em 1915, deputados de Guadalupe e Martinica também propuseram um projeto de lei neste sentido. Por fim, houve repetição da mesma proposta por um deputado da Martinica em 1919 e 1925 quando o mesmo deputado tornou-se senador<sup>380</sup>.

Na ocasião do tricentenário da colonização das velhas colônias, em 1936, os deputados da Martinica, de Guadalupe e Guiana reuniram-se para proposição de resolução depositada no escritório da Câmara dos deputados com a finalidade de convencer o governo a tornar Martinica, Guadalupe e Guiana em departamentos franceses; apresentaram o argumento que tais colônias possuíam o mesmo nível intelectual e social das populações da metrópole<sup>381</sup>.

Após um longo período de antigas reivindicações negadas institucionalmente, a participação dos povos colonizados de ultramar na segunda Guerra Mundial foi concretizando a ideia na França de que estes povos estavam assimilados e que a institucionalização da lei de departamentalização poderia trazer progresso social às velhas colônias<sup>382</sup>. Outrossim, a permanência de impérios coloniais estava desgastada e um modelo político- jurídico de integração ou

---

<sup>377</sup>MAM –LAM- FOUK, Serge, *Op. Cit.*, p. 55.

<sup>378</sup>FABERON, Jean-Yves; ZILLER, Jacques, *Op. Cit.*, p. 41

<sup>379</sup>Ibidem.

<sup>380</sup>Ibidem, p. 32.

<sup>381</sup>MAM –LAM- FOUK, Serge, *Op. Cit.*, p.140-141.

<sup>382</sup>Ver LAVENAIRE-PINEAU, Maël. *Décolonisation et changement social aux Antilles françaises. De l'assimilation à la "Départementalisation"*; socio-histoire d'une construction paradoxale (1946-1961), tese sustentada em 2017 na École Doctorale 588, Laboratoire Archéologie Industrielle Histoire Patrimoine Géographie Développement Environnement, Université des Antilles. Disponível em: < <http://www.theses.fr/2017ANTI0159>>. Acesso em: 19 de mai. de 2022, p. 51.

liberação das colônias deveria ser proposto para evitar rompimentos que gerassem ainda mais violência contra os povos colonizados e, evidentemente, a França objetivava menores desgastes políticos e econômicos nesta transição.

Em 1946, nas discussões do projeto de lei de assimilação das colônias, os deputados das velhas colônias defenderam a transformação das quatro colônias em departamentos ultramarinos. Na defesa do relatório do projeto de lei, a necessidade de verificação das especificidades socioeconômicas e as realidades geográficas das colônias foram colocadas, aproveitando uma maioria parlamentar de esquerda na Assembleia Constituinte de 1946<sup>383</sup>.

Finalmente, na elaboração da IV República, a lei nº 46- 451 de 19 de março de 1946 estabeleceu que as antigas colônias de Guadalupe, Martinica, Reunião e Guiana Francesa passariam a ter o *status* de departamento francês de ultramar com edição de decretos que referendariam as leis e decretos da metrópole em vigor; por sua vez, as leis novas aplicáveis à metrópole também seriam aplicadas aos departamentos, conforme menção expressa inserida nos textos legais<sup>384</sup>. A institucionalização desta lei significou a assimilação das antigas colônias, que passaram a integrar a França sem a antiga submissão colonial.

### 1.1.3 Efeitos jurídicos do *status* de departamento

A integração política, jurídica e administrativa das velhas colônias foi consolidada com a Constituição de 1946, na IV República, que as transformou em coletividades territoriais classificadas como departamentos ultramarinos. No texto constitucional, determinou-se que o regime legislativo dos departamentos de ultramar seria o mesmo dos departamentos metropolitanos, salvo disposição excepcional trazida por lei<sup>385</sup>. Corrigiu-se a redação dúbia da lei de

---

<sup>383</sup>MAM-LAM- FOUK, Serge. *Histoire de l'assimilation: des <<vieilles colonies>> françaises aux départements d'outre- mer// La culture politique de l'assimilation en Guyane et aux Antilles françaises (XIXe et XXe siècles)*. Matoury: Ibis Rouge Editions, 2006, p. 144-145.

<sup>384</sup>Ver texto legislativo em FRANÇA. Lei nº 46-451, de 19 de março de 1946. Classifica como departamento francês, Guadalupe, Martinica, Reunião e Guiana Francesa. Disponível em: <<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000868445/>>. Acesso em: 06 de mai. de 2022.

<sup>385</sup>FRANÇA. Constituição de 1946, de 27 de outubro de 1946. Disponível em: <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-de-1946-ive-republique#:~:text=Chacun%20a%20le%20devoir%20de,au%20syndicat%20de%20son%20choi>>. Acesso em: 06 de mai. de 2022.

departamentalização que parecia remeter à especificação legislativa – na qual a lei determinaria expressamente sua aplicação nos departamentos. Segundo a Constituição, em princípio, não haveria nenhuma especificação que distinguiria departamentos de ultramar de departamentos metropolitanos, sujeitos a mesma legislação nacional e, conseqüentemente, possuíam a mesma forma de organização e funcionamento.

Elegeu-se o tratamento igualitário dos departamentos, como anteriormente dito, os departamentos de ultramar não formaram uma categoria particular de coletividade territorial<sup>386</sup>. Os departamentos de ultramar e metropolitanos, independentemente das distâncias e dos seus graus de desenvolvimentos socioeconômicos, não foram tratados de forma distinta na Constituição, embora a lei eventualmente pudesse criar especificações. O passado colonial não foi considerado, no texto constitucional, para necessidade de ajustes políticos ou socioeconômicos entre territórios localizados na metrópole e nas colônias.

Fundado sobre a indivisibilidade da República e por um único poder central que legislava, o modelo de Estado Unitário francês era caracterizado pela unidade do poder político em que um dos significados jurídicos traduz-se pela existência de uma única categoria de leis aplicáveis ao conjunto do território<sup>387</sup>. Logo, os departamentos não possuíam capacidade legislativa e não poderiam formular uma legislação própria nos limites de sua organização territorial, o que revelava uma autonomia muito reduzida em relação à administração central.

Por outro lado, a forma como o Estado dividia suas funções e atribuía competências aos departamentos refletia as manifestações da desconcentração administrativa; os departamentos possuíam e possuem competências administrativas próprias para gerirem os serviços públicos de sua competência – o que de certa maneira representa uma margem de ação, pois as funções administrativas não estariam concentradas em uma única instância estatal.

---

<sup>386</sup>BLÉRIOT, Laurent. *Les départements et régions d'outre-mer: un statut à la Carte*, Le Seuil, «Pouvoirs», 2005/2 n° 113, p. 59-60.

<sup>387</sup>VERPEAUX, Michel. *L'unité et la diversité dans la République*, Nouveaux Cahiers du Conseil Constitutionnel, n° 42 (Le Conseil Constitutionnel et les collectivités territoriales), Janvier 2014. Disponível em: <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/l-unite-et-la-diversite-dans-la-republique#:~:text=L%C3%89tat%20unitaire%20se%20caract%C3%A9rise,sur%20l'ensemble%20du%20territoire.>>>. Acesso em: 11 de mai. de 2022.

Foram também instituídos, pela Constituição de 1946, os territórios ultramarinos, que possuiriam estatuto particular, levando-se em consideração seus interesses próprios no conjunto de interesses da República<sup>388</sup>. A possibilidade de estatuto particular abrangia mais as especificidades locais, diferentemente do regime *a priori* igualitário entre os departamentos metropolitanos e ultramarinos.

A Constituição de 1958, promulgada na V República, já previu que o regime legislativo e a organização administrativa dos departamentos de ultramar poderiam ser objeto de medidas de adaptação necessárias, devido às suas situações particulares<sup>389</sup>. Mantiveram-se indiferenciados os departamentos metropolitanos e ultramarinos, constituindo-os como uma categoria única de coletividade territorial com suas organizações administrativas muito similares.

Algumas reformas administrativas puderam ser observadas na França na V República, a fim de garantir uma maior eficiência administrativa nas repartições de competência atribuídas aos departamentos. Todavia, a possibilidade dos departamentos ultramarinos estabelecerem regimes diferenciados não foi admitida no intervalo estudado nesta tese (1946-1985).

## 1.2

### Cidadania e civilização

Se os habitantes das velhas colônias passaram a integrar um único Estado e seus territórios começaram a ser regidos pelas mesmas leis dos departamentos, um estatuto político - civil para todos os habitantes destes locais deveria ser concretizado.

Conforme censo de 1946, a administração colonial diferenciava os habitantes da Guiana segundo critérios de *status* político racializados: de um lado, “crioulos”, que eram os chamados “homens de cor” ou afrodescendentes, e mestiços gozavam de direitos civis e políticos e representavam a maior parte da população;

---

<sup>388</sup>FRANÇA. Constituição de 1946, de 27 de outubro de 1946. Disponível em: <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-de-1946-ive-republique#:~:text=Chacun%20a%20le%20devoir%20de,au%20syndicat%20de%20son%20choi>>. Acesso em: 06 de mai. de 2022.

<sup>389</sup>FRANÇA. Constituição de 1958, de 04 de outubro de 1958. Disponível em: <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/texte-integral-de-la-constitution-du-4-octobre-1958-en-vigueur>>. Acesso em: 14 de mai. de 2022.

de outro lado, povos ameríndios e “noirs-marrons”, que não eram cidadãos franceses e representavam uma minoria numérica<sup>390</sup>.

A assimilação das colônias incluía um projeto que objetivava a produção de igualdade entre os habitantes das colônias e da metrópole desde o século XIX, além de possuir significados diferentes para os colonizadores e colonizados. De acordo com o historiador guianês Serge Mam-Lam-Fouk, a França usou o conceito de assimilação como uma estratégia política colonial para submeter os povos colonizados e garantir sua soberania. A estratégia foi baseada em uma teoria de progresso e hierarquização racial que considerava as práticas sociais, verificadas nos territórios colonizados, inferiores. Por sua vez, os colonizados, “homens de cor” descendentes de escravizados na Guiana e nas Antilhas, acreditavam na superioridade civilizacional francesa, mas defendiam a igualdade jurídica entre os franceses da metrópole e os franceses da colônia.<sup>391</sup>

Aliás, na Guiana, os denominados “homem de cor”, que passaram a possuir uma educação formal e integravam uma sociedade urbana em desenvolvimento, estiveram fortemente mobilizados no projeto de assimilação das velhas colônias. Foi um processo de luta nos quais muitos colonizados estiveram engajados por acreditarem que alcançariam um patamar de igualdade com os franceses da metrópole.

Nos processos destacados, os diferentes aspectos da percepção de assimilação geravam hierarquizações, uma vez que os homens deveriam ser integrados a partir do modelo civilizacional, que lhes faria “igual” ao cidadão metropolitano. Hábitos e costumes deveriam ser demonstrados, assemelhar-se ao francês metropolitano para se assimilar.

### **1.2.1 A luta pela igualdade cidadã**

As sociedades da Guiana e das Antilhas foram marcadas pela desigualdade durante o período colonial, fundadas na hierarquia que marcava a superioridade dos brancos, homens livres, e a inferioridade dos pretos, cuja maior parte era homens escravizados. A imposição do princípio da desigualdade das raças humanas era

---

<sup>390</sup>MAM- LAM- FOUK, Serge, *Op. Cit.*, 2006, p.10.

<sup>391</sup>Ibidem.



responsável pela atribuição de *status*, papéis e funções sociais no mundo colonizado<sup>392</sup> e os homens negros libertos reivindicavam igualdade, uma vez que ainda estavam submetidos a um regime de liberdade vigiada e de segregação racial no mundo colonizado<sup>393</sup>.

Hierarquizados racialmente, as marcas da colonialidade demonstram-se, uma vez que os homens negros, mesmo libertos, não possuíam acesso à mesma liberdade que os homens brancos possuíam e não poderiam usufruir os mesmos direitos que eles: o fato de ser negro, por si só, definia uma limitação de direitos, independentemente das condições materiais desses homens.

O combate para a aquisição de igualdade pelos libertos pressupunha que esses “homens de cor” eram franceses e, por isso, convictos que eram partícipes da Nação, reclamavam justiça para possuírem o mesmo título de cidadãos do território metropolitano<sup>394</sup>. Tal pressuposto não era infundado, o Código Negro reconhecia aos libertos a qualidade de súditos do reino e, após a Revolução de 1789, de cidadãos; mas, na prática, os costumes coloniais negavam a efetividade desse reconhecimento jurídico<sup>395</sup>.

Com a Revolução francesa em 1789, foram admitidos representantes das colônias nas Assembleias na França, sendo primeiramente constituída apenas pela classe de senhores; a partir de 1792, os “homens de cor” livres podiam também ser representantes até a Constituição de 1799 extinguir a representação das colônias nas Câmaras; por sua vez, o decreto da Assembleia Constituinte de 1791 atribuía a cidadania ativa aos “homens de cor” nascidos de pai e mãe livres ainda que sem efetividade e, em 1792, decreto da Assembleia Nacional determinava que os “homens de cor” livres devessem gozar da mesma igualdade de direitos dos homens brancos<sup>396</sup>.

A busca da igualdade, para além da luta da transformação do direito posto, também se tecia na demonstração da conformação dos “homens de cor” aos hábitos, aos costumes e à educação dos homens brancos. Eles investiam em provar a saída

---

<sup>392</sup>Ver FANON, Frantz. *Pele negra, máscaras brancas*. Salvador: Editora UFBA, 2008.

<sup>393</sup>MAM-LAM- FOUK, Serge, *Op. Cit.*, 2006, p. 27-30.

<sup>394</sup>Ibidem, p. 35.

<sup>395</sup>Idem.

<sup>396</sup>LARCHER, Silyane. *L'égalité divisée. La race au cœur de la ségrégation juridique entre citoyens de la métropole et citoyens des «vieilles colonies» après 1848*. In: *Le mouvement social*, vol. 252, 2015, p. 137-158. *Project MUSE*. Disponível em: <[muse.jhu.edu/article/594523](https://muse.jhu.edu/article/594523)>. Acesso em: 15 de mai, de 2022, p. 139-140.

de um *status* de inferioridade e a aquisição dos modos de vida dos “brancos”, apresentados como superiores. Ser semelhante ao colonizado demonstraria uma evolução necessária, que culminaria com a alteração do ordenamento jurídico social.

Por sua vez, no período monárquico, em 1831, houve alterações quanto às condições dos homens pretos libertos; primeiramente, houve revogação dos decretos coloniais que restringiam seus direitos civis e, em 1833, a lei garantia a igualdade civil entre os libertos e os colonos; quem fosse liberto, possuía direitos civis e direitos políticos, repetindo as previsões do período revolucionário anterior<sup>397</sup>. Essas alterações, que aboliram formalmente a segregação racial, permitiram que os homens libertos tivessem cargos nas instituições políticas coloniais e uma cidadania ativa, antes reservada aos homens brancos:

Então, foi se desenvolvendo, mediado pelos homens livres pretos, o projeto de suas integrações ao sistema jurídico metropolitano baseado na crença de uma França revolucionária e civilizatória que expandiria direitos, capaz de promover liberdade e igualdade a todos os homens, independentemente de suas origens<sup>398</sup>. Assim, os libertos iam pouco a pouco sendo integrados à França por uma legislação formalmente igualitária, porém os escravizados estavam completamente apartados da possibilidade de igualdade na primeira metade do século XIX. A escravização diferenciava a humanidade entre “homens” e “coisas”.

A luta pela abolição da escravidão foi um longo processo, cujas etapas não serão detalhadas neste trabalho. No entanto, é importante destacar que a instituição da II República em 1848 marcou a abolição da escravidão e inclusão das colônias como partes integrantes da República, com representação na Assembleia Nacional<sup>399</sup>. Estabelecia-se também o sufrágio universal masculino para as votações dos representantes das velhas colônias<sup>400</sup>.

A abolição definitiva da escravatura ocorreu paralelamente à progressiva assimilação das velhas colônias do ponto de vista civil e político. Foi atribuída a cidadania francesa a todos os homens negros<sup>401</sup> e atribuído um regime de

---

<sup>397</sup>Ibidem.

<sup>398</sup>Ver MAM-LAM-FOUK, Serge. *Op. Cit.*, 2006, p. 37.

<sup>399</sup>Ibidem, p. 40- 42.

<sup>400</sup>A representação foi suspensa durante o golpe de Estado de Napoleão III em 1851, mas retomada na III República.

<sup>401</sup>MAM- LAM- FOUK, Serge. *Op. Cit.*, 2006, p. 15.

especialidade legislativa para as colônias que poderiam ter os mesmos regimentos jurídicos dos departamentos da metrópole<sup>402</sup>. Entretanto, tais atribuições não se concretizavam de fato, devido à subordinação colonial.

Havia uma aparente simetria: todos os homens eram iguais e, por isso, todos os homens deveriam ser livres, assim como as colônias eram partes integrantes da França e, desse modo, teriam regimentos jurídicos iguais ao do território metropolitano.

No entanto, dois aspectos de imposição de colonialidade podem ser destacados no processo de aproximação entre colonizados e colonos, como entre colônia e metrópole: primeiramente, os antigos escravizados (individualmente) deveriam demonstrar sua capacidade de viver a liberdade a serviço da colônia e, em segundo lugar, as populações das colônias (coletivamente) deveriam demonstrar seu trabalho e conduta, como civilizadas, dignas de integrar a Nação francesa como cidadãs<sup>403</sup>.

A abolição da escravatura nas colônias em 1848 trouxe justamente o questionamento sobre a capacidade dos antigos escravizados constituírem-se como cidadãos, o aspecto civilizacional era sempre colocado em evidencia ao lado da conquista de direitos, conforme explica Silvane Larcher:

A cidadania, como manifestação social e jurídica da liberdade política, consistiria em um conjunto de habilidades sociais e cognitivas, adquiridas pela impregnação social, para se adequar às normas socioculturais 67. Se a cidadania não proibisse conflitos ou oposições de “classes”, ela não se pensaria fora da história, espessura de um tempo que densifica os hábitos, que “forma” a vida comum. A cidadania exigiria mesmo certa unidade social pela qual os indivíduos teriam “ideias comuns e interesses mistos e unidos”. Da mesma forma, exigiria do maior número a partilha de paixões nascidas da “divisão da propriedade”: “o interesse e o gosto pela conservação”<sup>68</sup>. Nem a cidadania seria pensada fora de certo estado de costumes (“espírito político e espírito de família”), de um tipo de relação com o saber (“iluminismo”) ou, de forma muito ampla, de valores (as “noções da moral e da religião”)<sup>404</sup>.

(tradução nossa)

Se os homens negros libertos estiveram sempre submetidos à demonstração de sua “humanidade” e de seu merecimento ao *status* de cidadania pela assimilação de costumes do colonizador, ao escravizado também foram impostas

<sup>402</sup> FABERON, Jean-Yves; ZILLER, Jacques. *Op. Cit.*, p. 18.

<sup>403</sup> MAM –LAM- FOUK, Serge. *Op. Cit.*, p. 40-42.

<sup>404</sup> LARCHER, Silyane. *Op. Cit.*, p. 151.

demonstrações de hábitos que lhe faziam merecer o *status* de cidadão. Houve, portanto, uma luta dupla: uma luta par alcance do reconhecimento de uma humanidade igual à do colonizador do ponto de vista jurídico- social e, por outro lado, uma luta interna na qual se negava os modos de vida próprios, que se diferenciavam do padrão de vida do colonizador.

Durante o estabelecimento do novo Império Colonial francês na qual a França empreendeu novas dominações em novos territórios, a luta pela efetivação da isonomia entre os homens continuou nas colônias. As velhas colônias distinguiam-se, no entanto, em razão dos “homens de cor” possuírem o título de cidadãos franceses e, desse modo, estimavam-se como “civilizados”, a forma superior de assimilação em comparação às colônias mais recentemente dominadas<sup>405</sup>.

Na Guiana, sob a III República em 1870, a questão da igualdade social entre os homens foi associada à departamentalização da colônia para promoção política do conjunto da população e não somente para o interesse de classe dos homens pretos libertos; a escola teve um papel fundamental no anseio de integração à Nação francesa e na construção do amor à “mãe pátria”, que consolidaria a compreensão de igualdade entre franceses e colonizados, entre a metrópole e colônia<sup>406</sup>.

Dessa maneira, a luta por se tornar departamento inseriu-se também na busca de se tornar semelhante à metrópole cujo significado esbarrava na compreensão de uma superioridade civilizacional da França. A compreensão de uma cidadania superior francesa, de um lado, e o fato do acesso a uma vida material melhor na metrópole, de outro, era interpretado como se a superioridade fosse causa dessa vida material melhor e, assim, fazia o colonizado querer ser francês sem compreender que, era na hierarquização dos homens, cindidos entre colonizados e colonizadores, que se forjava uma melhor vida na metrópole.

Quanto aos povos autóctones, observa-se que a Assembleia Colonial da Guiana reconheceu a cidadania francesa aos autóctones em 1791, embora as disposições do Diretório e da II República os tratassem como povos independentes, que possuíam autonomia para organização interna sem ter territórios próprios, o que

---

<sup>405</sup> MAM –LAM- FOUK, Serge, *Op. Cit.*, p. 46-47.

<sup>406</sup>Ibidem, p. 56.

seria estendido posteriormente também aos “noirs- marrons”<sup>407</sup><sup>408</sup>. Conforme o texto da Assembleia Colonial:

A Assembleia colonial, desejando tirar da degradação e do estado bruto em que vivem os povos da América imprópriamente chamados índios, e fazê-los gozar das prerrogativas do homem civilizado, decretou e decreta os seguintes artigos:

Art. 1º: Todos os índios da Guiana Francesa serão considerados cidadãos franceses para usufruir dos benefícios da nova Constituição; não pretendemos incluir nesta classe os mestiços provenientes do comércio de índios com negras e índios com negros, em qualquer grau, mesmo no sétimo casamento.

[...]

Art. 4º: Que nos distritos remotos, os missionários os instruem nos direitos da cidadania e em todos os princípios relativos à ordem estabelecida e aos deveres da sociedade. [...] <sup>409</sup>.

(tradução nossa)

Entretanto, o Direito francês não previu uma cidadania francesa a tais povos neste período. A grande preocupação era reger juridicamente o estatuto dos descendentes de escravizados libertos. Racializados como primitivos, os povos autóctones foram excluídos dessa paridade; foi, com a departamentalização, que seria atribuído a todo o conjunto dos habitantes da Guiana o acesso formal aos mesmos direitos previstos aos cidadãos franceses<sup>410</sup>.

### 1.2.2 Assemelhar-se para assimilar-se

O papel civilizacional da França, capaz de exportar os princípios de liberdade e igualdade, foi divulgado e massificado nas escolas das velhas colônias;

<sup>407</sup>Os “noirs-marrons” eram afrodescendentes que se organizavam similarmente ao modelo de quilombos na Guiana. Segundo definição de Stéphanie Guyon, “O termo designa os descendentes de escravos que, no século XVII, fugiram da Guiana holandesa e se refugiaram nas florestas. Organizados como sociedade autônoma no interior da floresta Amazônia, eles formaram diferentes grupos fora da sociedade *créole* colonial. O termo *créole* designa os descendentes de qualquer população importada vivendo em um ambiente colonial.” Traduzido de GUYON, Stéphanie. *La fabrique coloniale et postcoloniale des politiques indigénistes en Guyane Française* (1930-2018). In: BELLIER, Irène; HAYS, Jennifer. *Échelles de gouvernance et droits des peuples autochtones*. Paris: L’Harmattan, 2019, Epub.

<sup>408</sup>URBAN, Yerri. *La citoyenneté dans l’empire colonial français est-elle spécifique ?*, 2ème version de l’article publiée dans Olivier Beaud (dir.), *Penser juridiquement l’Empire?* Jus Policum, Revue internationale de droit politique, Hors Serie, 2017, Paris Dalloz, p. 151- 187, p. 163.

<sup>409</sup>Deliberação da Assembleia Colonial sobre o tema dos índios, Caiena, 4-5 de abril de 1791, Queixas dos povos coloniais à Assembleia Nacional Constituinte (1789-1790), escolha de textos por POULIQUEN, Monique Paris, Archives nationales, 1989, p. 97 *Apud* URBAN, Yerri, *Op. Cit.*, p. 163.

<sup>410</sup>GUYON, Stéphanie. *Politisation et hiérarchies coloniales : Amérindiens et Noirs-marrons à St-Paul* (Guyane française, 1946-2000), In: *Critique internationale*, vol. 50, no. 1, 2011, pp. 21-37, p. 21-22.

ademais, a noção de pertencimento a uma França imemorial forjou-se na elaboração de uma história de uma metrópole que se confundia com a história das colônias<sup>411</sup>.

Semelhança entre mundos na qual se atribuía um passado de conquistas comuns, uma ideia de Nação expandida onde também integravam os colonizados. A crença da partilha de uma Nação gerava homens colonizados que amavam a França, como o lugar onde se iniciou também suas histórias, sendo o processo de colonização uma redenção promovida por uma França generosa<sup>412</sup>.

A distorção da colonização em missão civilizatória gerou retratos falsos no colonizado em relação a si mesmo, um olhar sobre si de minoridade e a necessidade de transfiguração na pessoa do colonizador<sup>413</sup>. Tornar-se como o colonizador lhe garantiria o acesso a uma humanidade superior e, conseqüentemente, os estatutos que lhe eram atribuídos pelo direito estatal.

Demonstrar uma semelhança identitária passou a ser imperativo para justificar o processo de integração das colônias à França em igualdade de condições. A imposição por meio da colonização de hábitos, história, patriotismo foram mecanismos de verificação das similitudes de mesmos costumes e estágio social entre os homens da metrópole e os homens da colônia<sup>414</sup>.

### **1.2.3 Estatuto cidadão após 1946**

Do ponto formal, a igualdade de estatuto pessoal entre colonizados e colonizadores nas velhas colônias foi alcançada anteriormente à integração territorial, embora não efetivada devido às próprias marcas coloniais. Como já informado, a abolição da escravatura estabeleceu o estatuto político- civil igualitário entre determinadas populações das colônias e as populações da metrópole.

Por sua vez, a Constituição da IV República de 1946 determinava, diretamente em seu texto, que todos os nacionais franceses e os nacionais da União Francesa, comunhão entre e França e os departamentos de ultramar, teriam a qualidade de cidadão da União francesa que lhes assegurariam o gozo de direitos e

---

<sup>411</sup>MAM-LAM- FOUK, Serge, *Op. Cit.*, 2006, p. 71-76.

<sup>412</sup>Ibidem.

<sup>413</sup>Ver MEMMI, Albert. *O retrato do colonizado precedido pelo retrato do colonizador*. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 2007 e FANON, Frantz. *Op. Cit.*, 2008.

<sup>414</sup>MAM –LAM- FOUK, Serge, *Op. Cit.*, p. 79-80.

liberdade garantidos no preâmbulo da Constituição<sup>415</sup>. Os departamentos ultramarinos eram integrantes da União francesa e, por isso, seus habitantes teriam a qualidade de cidadãos da União francesa.

Além disso, importante lembrar que a cidadania francesa paritária entre os cidadãos das velhas colônias já havia sido alcançada em 1848 para os homens negros. No entanto, os povos ameríndios e os “noirs-marrons”, considerados primitivos, foram excluídos dessa paridade; a partir da departamentalização, em tese, todos os habitantes das velhas colônias seriam reconhecidos como cidadãos, embora os indígenas e “noirs-marrons” ainda se mantiveram em regimes diferenciados por aproximadamente duas décadas<sup>416</sup>.

Estabeleceu-se, assim, que a cidadania francesa seria o padrão a ser expandido, negando-se a construção ou a consideração de uma pluralidade com a finalidade de se elaborar uma nova cidadania política, influenciada mutuamente pelos habitantes da França metropolitana e das antigas colônias. Tornar-se inteiramente francês e deixar de ser um francês à parte traduzia a reivindicação de cidadania plena nas velhas colônias<sup>417</sup>.

### 1.3 Conclusões provisórias do capítulo

Primeiramente, a integração progressiva das colônias esteve associada à expansão e à redução do regime republicano. A possibilidade de representação das colônias e a expansão de direitos a colonizados associou-se, na maioria das vezes, a institucionalização da república na França. Os avanços da percepção do direito dos territórios coloniais falarem *per se* e de seus habitantes possuírem um estatuto jurídico francês faziam parte da discussão de um governo cujas instituições fossem mais oxigenadas pela vontade popular.

Departamentalização das velhas colônias e acesso a direitos estiveram associados. A departamentalização resultou de um processo extenso de

---

<sup>415</sup>FRANÇA. Constituição de 1946, de 27 de outubro de 1946. Disponível em: <[<sup>416</sup>GUYON, Stéphanie. \*Op. Cit.\*, 2011, p. 21-22.](https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-de-1946-ive-republique#:~:text=Chacun%20a%20le%20devoir%20de,au%20syndicat%20de%20son%20choix.> Acesso em: 06 de mai. de 2022.</a></p>
</div>
<div data-bbox=)

<sup>417</sup>Ver discurso de Aimé Césaire, disponível em: <

representação das colônias nos espaços deliberativos metropolitanos para suas reorganizações administrativas no sentido de suas instituições serem reflexos dos departamentos metropolitanos.

Foi estabelecida uma diferença entre os habitantes das velhas colônias, da qual a Guiana fazia parte. Eles obtiveram, com a II República, um estatuto que expandia direitos aos homens antigamente escravizados e, do ponto de vista formal, a igualdade foi prevista entre homens negros e brancos nos territórios das velhas colônias. Os ameríndios e “noirs-marrons”, por sua vez, foram mantidos excluídos desse regime de cidadania igualitário.

Em Guiana e nas Antilhas, no momento de reivindicação pela igualdade entre colonizados e os franceses, a elite crioula, com sua própria ideologia de assimilação, incorporou de certa maneira as implicações relativas à missão civilizatória francesa, devido à crença de pressuposta superioridade do padrão civilizacional da metrópole<sup>418</sup>. Todavia, a luta pela igualdade do colonizado ao francês não pode ser diminuída, uma vez que o anseio de reconhecimento de uma humanidade comum foi esperança para o acesso aos mesmos direitos atribuídos ao cidadão francês. O padrão de humano é que se demonstrava equivocado, uma vez que fundado na superioridade europeia.

A ausência de composição de uma cidadania plural pode ser interpretada como a demarcação de uma hierarquia que considera a cidadania francesa o molde acabado, que pode desconsiderar quaisquer distinções. Ademais, desconsiderou-se que a hierarquização colonial anterior foi necessária para a construção da cidadania francesa em termos de acesso a direitos pelos habitantes da França metropolitana.

Embora haja uma dimensão estratégica na demanda de se tornar francês na qual se traduz na possibilidade de acessar os mesmos direitos dos cidadãos franceses, tal demanda é diferente de uma reivindicação de autodeterminação com reparação histórica a partir de indenização econômica a fim de que a antiga colônia rompa a posição de dependência criada pelos mecanismos de exploração produzidos pelo processo de colonização. Tornar-se juridicamente francês impediu a autoafirmação local, que passou ser tratada como sedição, e negligenciou as desigualdades criadas pelo processo de colonização.

---

<sup>418</sup>Ver MAM- LAM- FOUK, Serge. *Op. Cit.*, 2006, p. 19.



Importante salientar que também não foi pensada a necessidade de atribuição de direitos distintos até a produção de uma igualdade social efetiva. A noção embutida de superioridade francesa estaria que a atribuição da cidadania francesa sem direitos diferenciados para alcançá-la já era por si só um mérito atribuído aos antigos colonizados, que teriam a oportunidade de se tornar francês. Tornar-se francês por si só já era um salto hierárquico, independente da elaboração de meios para o alcance de condições efetivamente equânimes.

## Capítulo 2

### **Brasil, gentes desconhecidas entre terras a ocupar, explorar e regulamentar**

O objetivo deste capítulo insere-se na tentativa de compreender como o Estado brasileiro republicano geriu seu avanço territorial com a regulamentação de terras e povos presentes em seu território. Pretende-se verificar como juridicamente esta integração ganha forma no processo de avanços de exploração do território brasileiro e a relação com a sua ocupação já posta.

No capítulo anterior, tratava-se de compreender como ocorreu o processo de departamentalização do território da Guiana e, por consequência, como os seus cidadãos estavam subordinados ao Estado francês. Quanto ao Brasil, a independência em relação a Portugal havia ocorrido desde 1822 e o país definia-se como Estado autônomo, soberano, devendo gerir as populações presentes em seu território. Em 1946, enquanto a Guiana estabelecia-se como departamento do Estado francês, o Estado brasileiro vivia um momento de redemocratização republicana após a ditadura do Estado Novo varguista (1937-1945).

Os povos indígenas presentes no território do Estado brasileiro pressupunham-se “nativos” dos territórios brasileiros<sup>419</sup>. Tornar-se brasileiro não se constitua como reivindicação central para acesso a direitos. A inexistência da demanda não significava que todas as pessoas presentes no território nacional brasileiro fossem reconhecidas com mesmo um *status* de cidadania brasileiro sem distinções ou imposição de adaptação.

Por sua vez, a soberania nacional do Brasil, que não se qualificava mais como colônia ou parte integrante de Portugal, envolvia a gerência das terras presentes no território nacional. Havia gentes desconhecidas entre terras a ocupar, explorar e regulamentar. No que toca aos povos indígenas, a gerência e a regulamentação de terras esbarrava em seus modos de ocupação e existência.

---

<sup>419</sup>Após a colonização e o estabelecimento do Brasil como Estado autônomo em relação a Portugal, observou-se durante o Império desenvolvimento de legislações que visavam proteger os povos indígenas, ainda que os inferiorizando. Tais legislações, por exemplo, previam: 1- a liberação dos indígenas que estavam submetidos à servidão; 2- a equiparação de indígenas a órfãos, com proteção pelo juízo orfanológico; 3- direitos territoriais aos indígenas. Ver AMADO, Luiz Henrique Eloy. *Terra Indígena e legislação indigenista no Brasil*. Cadernos de Estudos Culturais, v. 7, p. 65-84, 2015. ISSN: 1984-7785, p 69 -72.

Na República brasileira, a titularidade da propriedade de terras e o projeto de Nação estavam em disputa. Cabia a construção de uma nacionalidade brasileira ainda não definida e a completa jurisdição sobre as terras do território nacional.

Assim, no presente capítulo, duas questões serão norteadoras:

1- Qual dinâmica jurídico- política instituiu-se entre a busca de dominação do território pelo Estado brasileiro e a aproximação com povos indígenas, que mantinham estruturas sociais próprias?

2- Com a expansão do Estado brasileiro e a exploração por agentes econômicos em territórios tradicionalmente ocupados por povos indígenas, quais eram os conteúdos das legislações estabelecidas para esses territórios?

Essas indagações buscam compreender um Estado que se utiliza de estratégias militares de dominação para proteção e pleno controle sobre o território associado à plena soberania sobre os indivíduos que estivessem em seus limites territoriais. Como também se busca compreender um Estado que programa legislações referentes ao direito à terra indígena no contexto de expansão em terras ocupadas anteriormente a sua própria instituição.

Apesar do marco inicial desta pesquisa ser o ano de 1946, o capítulo inicia-se com o paradigma integracionista estabelecido na primeira República brasileira, para compreender os modelos de atuação estatal que se desenvolveram em relação aos povos indígenas. Analisa-se o problema indígena, as instituições, os textos legais em suas formulações, fundamentos para, nos próximos capítulos, desenvolver a relação entre Estado e povos indígenas na República de 1946 e na ditadura civil – militar entre 1964-1985.

No estabelecimento da República como 1889, sob a forma de Estado federativa, muitos militares de tradição positivista assumiram cargos-chaves na gestão governamental e no tratamento da questão indígena. A verificação da precoce militarização do tratamento dos povos indígenas e a unificação da gestão indígena nacionalmente durante o período republicano também permeiam o capítulo.

## 2.1 Paradigma integracionista<sup>420</sup> pelo viés assimilacionista no desenvolvimento do Estado Nacional republicano brasileiro

### 2.1.1 Expansão do Estado Nacional e conflitos com povos indígenas

A primeira Constituição republicana brasileira de 1891, que adotou a forma federalista de Estado, não apresentou nenhuma norma acerca do tratamento dos povos indígenas e seus direitos<sup>421</sup>. O documento foi completamente omissivo quanto a direitos específicos dos povos indígenas e seus territórios<sup>422</sup>.

Tal omissão não significou que não foi estabelecida nenhuma relação entre povos indígenas e o Estado brasileiro. Se a Constituição não fez nenhuma menção aos direitos indígenas, a Carta<sup>423</sup> determinou a transferência das terras consideradas devolutas aos Estados- membros da federação e a decisão sobre as terras localizadas em seus respectivos territórios, embora muitos desses territórios fossem tradicionalmente ocupados por povos indígenas<sup>424</sup>.

A política de aproximação com povos indígenas teve, portanto, um caráter mais regional nestes primeiros anos da República. Por meio da regulamentação das terras devolutas, alguns povos indígenas perderam a posse de suas terras para os entes federativos e para latifundiários que mantinham relações com esses governos locais. As disputas estavam mais localizadas sem uma regulamentação nacional.

Do ponto de vista geográfico, o Estado brasileiro estava mais densamente ocupado nas regiões costeiras, a leste do território nacional. No entanto, a implementação de um modelo federalista de Estado e a garantia da estabilidade do território nacional em relação aos países fronteiriços exigiam o avanço da ocupação populacional para o interior do país. Assim, políticas de imigração foram

---

<sup>420</sup>Compreende-se integrar como fazer participar da comunidade nacional e o viés assimilacionista refere-se ao modo de integração que envolveria a renúncia dos hábitos, da cultura, dos modos de existências e de produção econômica, presentes nas comunidades originárias.

<sup>421</sup>No Decreto nº 7, anterior a Constituição de 1891, foi estabelecida a competência dos governadores dos Estados para a catequese e a civilização dos indígenas. Ver BRASIL. Decreto nº 7, de 20 de novembro de 1889. Diário Oficial [da] República dos Estados Unidos do Brasil, Rio de Janeiro, RJ, 21 nov. 1889. Disponível em: <<https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1824-1899/decreto-7-20-novembro-1889-517662-publicacaooriginal-1-pe.html>>. Acesso em: 11 jan. 2023. .

<sup>422</sup>Ver BRASIL. Constituição (1891). Constituição da República dos Estados Unidos do Brasil. Rio de Janeiro, RJ: Imprensa Nacional, 1891. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao91.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao91.htm)>. Acesso em: 11 jan. 2023.

<sup>423</sup>Conforme o Artigo 64 da Constituição de 1891 *in Ibidem*.

<sup>424</sup>AMADO, Luiz Henrique Eloy. *Op. Cit.*, p. 72-73.

desenvolvidas, além da demarcação das fronteiras nas regiões mais remotas, a oeste do país<sup>425</sup>. Essas políticas de imigração resultaram na ocupação dos territórios indígenas por populações imigrantes<sup>426</sup>.

Do ponto de vista de expansão econômica, nos primeiros anos da República brasileira, havia projetos de desenvolvimento de redes de transportes e telecomunicações para articulação de todo território. Para realização desses projetos, intensificou-se a abertura de ferrovias nas matas, navegações por barcos de vapor nos rios, implantação de linhas telegráficas nos sertões em regiões ocupadas por povos indígenas, territórios que eram cotidianamente invadidos e ameaçados.

A ocupação e a invasão dos territórios indígenas ocasionaram conflitos entre povos indígenas e diferentes grupos, como populações imigrantes e rurais, agentes do Estado e trabalhadores das obras públicas que eram realizadas<sup>427</sup>. O aumento desses conflitos nos primeiros anos da República ocasionou um debate público<sup>428</sup> sobre as ações que deveriam ser adotadas em relação aos povos indígenas.

Por um lado, havia a defesa do extermínio dos povos indígenas, considerados hostis ao desenvolvimento social e percebidos como ameaça para as populações que o circundavam. O conflito armado era visto como um dos métodos para lidar com os povos indígenas que resistiam ao avanço em seus territórios e, segundo essa lógica, eles configuravam-se como obstáculos ao avanço do Estado e à expansão econômica.

Por outro lado, as notícias de chacinas, veiculadas pela imprensa, com apelos direcionados ao governo foram paulatinamente gerando uma grande comoção pública nas populações urbanas mais afastadas dos territórios onde ocorriam os problemas. Logo, iniciou-se uma movimentação que envolvia ações civis na defesa da integração e da proteção dos povos indígenas<sup>429</sup>.

---

<sup>425</sup>STAUFFER, David Hall. *Origem e fundação do Serviço de Proteção aos Índios (III)*. Revista de História, [S. l.], n. 37, p.73- 95, 1959, p. 78-79.

<sup>426</sup>Cabe lembrar que, do ponto de vista racial, a tese de embranquecimento da população brasileira para um suposto progresso social foi defendida; desse modo, políticas de Estado estimularam a imigração de populações europeias para ocupação do território brasileiro.

<sup>427</sup>RIBEIRO, Darcy. *Os índios e a civilização: a integração das populações indígenas no Brasil moderno*. 5. Ed. Petrópolis: Vozes, 1986, p. 127-128.

<sup>428</sup>Ibidem, p. 129.

<sup>429</sup>No XVI Congresso Internacional de Americanistas, em Viena no ano de 1908, no qual se buscava estudar e “conservar” grupos e povos do continente americano que se mostravam distintos em seus modos de vida, quase que intocáveis, houve denúncia sobre a dizimação deliberada, escravização dos povos indígenas, especulações de suas terras no âmbito da sociedade brasileira, tanto em regiões

Portanto, os conflitos colocavam em disputa ações que envolviam o extermínio ou a integração dos povos indígenas brasileiros<sup>430</sup> e demandavam do Estado a centralização do exercício de poderes sobre esses povos no território nacional. Essas ações, no entanto, deveriam ser inovadoras em suas diretivas, pois, naquele momento, fundava-se um Estado republicano com bases laicas e militarizadas cuja finalidade era a expansão no território brasileiro até as zonas de fronteira mais longínquas.

### 2.1.2

#### **O protagonismo militar e a ideologia positivista na aproximação com os povos indígenas**

Paralelamente aos conflitos em curso, as formas de suas resoluções *in loco* também indicavam o modo de aproximação com os povos indígenas, que poderia ser juridicamente estabelecido pelo Estado. Com o expansionismo estatal na formação da República, os militares foram, entre os agentes estatais, aqueles que tinham aproximações constantes com os povos indígenas por serem responsáveis pela instalação de redes para integração, comunicação e defesa do território.

Nas expedições militares do início do século XX, destacou-se o modo de atração e convencimento, nos contatos com os povos indígenas, utilizado pelo militar Marechal Rondon nas missões da Comissão de Construção das Linhas Telegráficas, responsáveis pela construção de estradas e ferrovias estratégicas<sup>431</sup>. Em suas expedições, Rondon recusava o enfrentamento bélico. O militar defendia a pacificação e a necessidade de persuasão dos povos indígenas para sua adequação ao modelo social hegemônico, aos usos e costumes dos brasileiros ocidentalizados.

O antropólogo Darcy Ribeiro, que foi funcionário do Serviço de Proteção aos Índios (SPI), descreveu a experiência de Marechal Rondon em suas expedições, experiência tal que daria contornos a política indigenista da seguinte forma:

A feição prática da nova política indigenista se assentou na experiência pessoal de Rondon, acumulada em vinte anos de atividades nos sertões de Mato Grosso.

---

na floresta Amazônia brasileira vinculadas ao crescimento extrativista da borracha, como em regiões meridionais de alargamento de imigrações europeias. Ver STAUFFER, David Hall. *Op. Cit.* Acesso em: 12 fev. 2022.

<sup>430</sup>Ver CUNHA, Manuela Carneiro da. *Os Direitos do Índio: Ensaio e documentos*. São Paulo: Brasiliense, 1987, p. 78-79.

<sup>431</sup>Ver BIGIO, Elias dos Santos. *Linhas telegráficas e integração de povos indígenas: as estratégias políticas de Rondon*. Dissertação (Mestrado) - Universidade de Brasília, Brasília. 1996.

Positivista militante, orientara toda a sua vida de acordo com os postulados de Augusto Comte. (...) A Comissão Rondon fora uma aplicação prática, consciente das ideias de Comte no terreno militar: a utilização pacífica do exército nos desbravamentos dos sertões interiores, na construção de obras civis, como a linha telegráfica, na realização de objetivos humanísticos, como a proteção ao índio. É, pois, de Comte que vem a inspiração para esta epopeia dos sertões brasileiros: um corpo de tropa que, avançando em território habitado por índios hostis, se nega a fazer uso das armas, mesmo quando atacado, em nome de um princípio de justiça<sup>432</sup>.

Do relato romantizado de Darcy Ribeiro sobre a feição do tratamento indígena ter sido orientada pelo personalismo trabalho de Marechal Rondon, destaca-se a escolha de uma política indigenista baseada na aproximação com os povos indígenas sem o uso da violência física cujas ideias estavam fundadas em compreensões evolucionistas do positivismo científico. O evolucionismo positivista havia sido um dos arcabouços ideológicos da formação da República e, por meio de suas formulações, também se buscava soluções para o tratamento da questão indígena.

O ideário positivista, apreendido para formação de um projeto de nacionalização dos povos indígenas, detinha-se em uma visão rígida da humanidade cujo processo histórico seguiria uma evolução linear. Os povos indígenas eram vistos como exemplos de um dos estágios da evolução humana. Nesse estágio, os povos não seriam capazes de pensamento racional e objetivo, podendo evoluir por meio da proteção e da educação. Para os positivistas, cabia ao Estado respeitar o estágio de evolução dos indígenas, evitando sua dizimação, deixando que, por meio do tempo dedicado à sua proteção e educação, eles atingissem o estágio da civilização<sup>433</sup>.

As percepções positivistas defendidas por Marechal Rondon<sup>434</sup> abrangiam a não intervenção abrupta sobre os povos indígenas, garantindo-se a manutenção das comunidades em seus próprios territórios e estabelecendo um modelo de educação híbrida. Tal modelo de educação transmitido aos povos indígenas não objetivava desintegrar imediatamente suas comunidades, mas garantir a difusão de valores

---

<sup>432</sup>RIBEIRO, Darcy. *Op. Cit.*, 1986, p. 135.

<sup>433</sup>ROCHA, Leandro Mendes. *Da proteção fraternal ao integracionismo harmonioso: aspectos da política indigenista 1950-1967*. Brasília, FUNAI, 1993, p. 12.

<sup>434</sup>RIBEIRO, Darcy. *Op. Cit.*, 1986, p.136, 137.

tradicionais nacionais, enquanto lhes seriam ensinadas novas técnicas para sua subsistência e integração na formação de um projeto nacional<sup>435</sup>.

A concepção de Rondon também reatualizava a tese de José Bonifácio de Andrade e Silva, em “Apontamentos para a civilização dos índios bravos do Império do Brasil” datada de 1823, cuja defesa de integração dos povos indígenas significava suas incorporações a partir dos vetores de justiça e brandura<sup>436</sup>. Ademais, na tese de José Bonifácio, também se percebia o indígena como um estado transitório de desenvolvimento humano<sup>437</sup>, que deveria ser protegido no processo de civilização e, assim, assimilar os costumes, a língua, os vestuários, os hábitos e os modos de trabalho por meio de um processo continuado de educação.

Verifica-se, portanto, a reatualização da conquista colonial nesse modelo de educação evolucionista ao qual os povos indígenas deveriam se submeter. Por essa lógica, eles eram inferiores, devendo-se adequar ao modelo civilizacional proposto pelo ensino dirigido pelos militares. Essa hierarquização constituía-se na colonialidade em que seus modos de vidas deveriam ser adequados e adaptados.

Desse modo, com o intuito de promover a incorporação indígena segundo pressupostos evolucionistas, Marechal Rondon defendeu a criação de uma agência estatal especializada na questão indígena, fundada nos pressupostos positivistas. Na carta enviada ao Ministro da Agricultura e Comércio, em 1910, ele elencava as bases para o desenvolvimento da proteção fraternal: 1) instrução laica dos indígenas com sua incorporação à sociedade brasileira ocidentalizada mediante a assimilação da cultura, das artes e de hábitos; 2) instituição de um serviço de proteção para salvaguardar os interesses indígenas; 3) criação de ocupações indígenas, distribuindo-lhes gado e animais domésticos; 4) fornecimento de utensílios musicais e domésticos; 5) instrução sobre suas ocupações e modos de construção de habitações; 6) ensino de novos ofícios<sup>438</sup>.

---

<sup>435</sup>Marechal Rondon teve justamente a sagacidade de perceber que a imposição compulsória de integração dos indígenas à nacionalização e ao comportamento civil só contribuía para o acirramento dos conflitos e, desse modo, defendeu uma metodologia de educação fundada mais no convencimento sobre a necessidade de aprendizado. Ver RIBEIRO, Darcy. *Falando dos Índios*. Rio de Janeiro: Fundação Darcy Ribeiro, Brasília, DF: Editora UNB, 2010, p. 115-116.

<sup>436</sup>LINS, Ivan. *História do Positivismo no Brasil*. São Paulo: Cia Editora Nacional, 1964, p. 537.

<sup>437</sup>BANIWA, Brulina; TUPINIKIM, Debora; TUXÁ, Felipe; TIKUNA, Iury; TUPINAMBÁ, Juliana; KARAJÁ, Mairu, ZELIC, Marcelo, BARÉ, Suliente. *Genocídio indígena e políticas integracionistas: demarcando a escrita no campo da memória* [livro eletrônico] / Brulina Baniwa ... [et al.]. 1. ed.. São Paulo: Instituto de Políticas Relacionais, 2021. PDF, p. 36-37.

<sup>438</sup>BIGIO, Elias dos Santos. *Op. Cit.*, 1996, p. 110-115.



O indigenismo positivista baseava-se em uma abordagem ambivalente, que visava tanto à proteção dos indígenas e à promoção de sua evolução, quanto à expansão nacional sobre seus territórios<sup>439</sup>. Para progressiva incorporação dos povos indígenas, as ações, em seus territórios, consistiriam em sua pacificação, atração, contato, persuasão, estabelecimento de uma convivência harmoniosa e utilização das comunidades para os fins almejados pelo Estado.

Em síntese, a crença na evolução dos indígenas estimulou o movimento de aproximação com os povos indígenas durante os projetos de expedições para integração do território nacional no desenvolvimento da República, que resultou em uma *expertise* militar para a resolução de conflitos. Os militares foram, então, ganhando centralidade para gerir a questão indígena no período<sup>440</sup>. Além disso, a própria delimitação do Estado Nacional, seus avanços e a gestão das populações ocupantes em terras brasileiras envolviam estratégias militares.

### 2.1.3 Estado Nacional: homogeneização e controle

Apesar do protagonismo das ações de Marechal Rondon para formulação de um discurso oficial de integração dos povos indígenas, importante destacar que a aproximação com os povos indígenas estabelecia formas de controle e homogeneização sobre os corpos indígenas, necessárias para estabilização do Estado Nacional.

Nos desbravamentos de territórios até então desconhecidos e não mapeados pelo Estado brasileiro, os povos indígenas presentes nessas áreas foram fundamentais para concretizar um plano de construção de uma infraestrutura capaz de integrar as regiões brasileiras, sugerindo, por conseguinte, que era relevante atrair tais povos para suas utilizações como mão-de-obra<sup>441</sup>.

---

<sup>439</sup>Ver TEÓFILO, Cristhian da Silva. *Regimes de indianidade, tutela coercitiva e estadania: examinando a violência institucional contra indígenas no Brasil e no Canadá*. Porto Alegre: Espaço Ameríndio, v. 10, n. 2, p. 194, 2016. DOI: 10.22456/1982-6524.67841. Disponível em: <<https://seer.ufrgs.br/index.php/EspacoAmerindio/article/view/67841>>. Acesso em: 21 dez. 2022.

<sup>440</sup>Pode parecer evidente que a gestão de territórios e suas ocupações sejam realizadas por militares em um Estado republicano. No entanto, o tratamento da questão indígena antes do estabelecimento da República tinha uma dimensão e uma atribuição muito religiosa. A “pacificação” dos povos indígenas envolvia a catequização católica.

<sup>441</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Um grande cerco de paz: poder tutelar, indianidade e formação do Estado no Brasil*. Petrópolis: Vozes, 1995, p. 165-166.

Segundo Souza Lima, o tratamento da questão indígena relacionava-se a uma gestão própria pelo Estado cuja finalidade:

seria implantar, gerir, e reproduzir tal forma de poder de Estado, com suas técnicas (práticas administrativas), principais normas e leis, constituídas e constituintes de um modo de governo sobre o que seria denominado *índio* (ou seu plural, *índios*), *status* que se engendra e transforma ao engendrá-lo<sup>442</sup>.

Partia-se de uma lógica de expansão e obstáculos, sendo necessário aniquilar toda forma de resistência, compreendida como subversão ou modo arredo de lidar com a sociedade para controlar esses povos, que poderiam contribuir para a produção econômica e a defesa do território.

A perspectiva de integração também estava muito vinculada à compreensão de homogeneização dos povos indígenas pelo Estado por meio de suas assimilações a um padrão de homem nacional. Integrar para homogeneizar o indígena “ao brasileiro”, desintegrando-o de outras formas de agrupamentos sociais, considerados primitivos e economicamente improdutivos.

Esse modelo de integração não contemplava nenhuma forma de pluralismo étnico de diálogo entre Estado e povos indígenas; eram os povos indígenas que deveriam se conformar aos modelos de cidadania instituídos pelo direito estatal. Por isso, o inegável caráter assimilacionista da integração, uma vez que os indígenas eram meros objetos das políticas de governo às quais deviam se sujeitar para superarem seus *status*, considerados atrasados. A inferiorização, na República, como marca da rearticulação da hierarquia colonial.

A assimilação dos povos indígenas seria caracterizada pela tentativa de concentração de um modelo integrador nos aparelhos estatizados do governo nacional que, por meio de dispositivos administrativos, visavam destituir as heterogeneidades histórico-culturais com submissão a uma ideia de nação homogeneizadora<sup>443</sup>.

Os indígenas, nesse sentido, não eram cidadãos brasileiros plenos enquanto grupos distintos das formas de sociabilidade homogênea. Eles deveriam ser, assim, submetidos a regimes de controle e uniformização, eliminando-se qualquer ocasião de guerra aberta pelo avanço do Estado e aproveitando tais povos no desenvolvimento de um projeto de Nação.

---

<sup>442</sup>Ibidem, p. 39.

<sup>443</sup>Ibidem, p. 129.

Portanto, a cidadania plena do indígena também estaria vinculada à incorporação e adaptação desses povos ao projeto nacional, além da evolução ideologicamente defendida pelos militares positivistas, que passaram a gerir a questão indígena na República.

## 2.2

### **Um órgão próprio para tratar das questões relacionadas aos povos indígenas**

#### 2.2.1

#### **O Serviço de Proteção aos Índios e Localização dos Trabalhadores Nacionais**

##### 2.2.1.1- Instalação

O modelo de integração indígena proposto, no primeiro governo republicano, fundou-se, então, na necessidade de proteção dos povos indígenas e no aprimoramento desses povos por meio da educação para civilidade, difundido por Marechal Rondon. A partir de articulações de integrantes do Ministério da Agricultura e Comércio (MAIC), do Museu Nacional e do Apostolado positivista, foi criado o Serviço de Proteção aos Índios e Localização dos Trabalhadores Nacionais (SPI) <sup>444</sup>.

Em relação aos agentes do órgão, a demonstração das habilidades de Marechal Rondon nas Comissões Telegráficas lhe rendeu a direção do órgão até 1930. O quadro funcional do SPI era bastante heterogêneo, composto por militares positivistas e trabalhadores rurais sem formação, incumbidos de “civilizar” os indígenas <sup>445</sup>. No momento de instalação do órgão, entre o quadro de servidores, não havia quaisquer funcionários na área médica- sanitária <sup>446</sup>.

O SPI foi o primeiro órgão estatal e laico responsável pela gestão da política indigenista brasileira, instituído pelo Decreto nº 8.072/1910, e regulamentado praticamente em igual teor pelo Decreto nº 9.214/1911. O órgão constituía-se como “aparelho de poder governamentalizado instituído para gerir a

---

<sup>444</sup>OLIVEIRA, João Pacheco de Oliveira; FREIRE; Carlos Augusto da Rocha. *A presença Indígena na formação do Brasil*. Brasília: Ministério da Educação, Secretaria de Educação Continuada, Alfabetização e Diversidade. LACED/Museu Nacional, 2006, p. 112.

<sup>445</sup>Ibidem.

<sup>446</sup>Ibidem, p. 124.

relação entre os povos indígenas, distintos grupos sociais e demais aparelhos de poder”<sup>447</sup> de maneira centralizada.

Em seus primeiros anos, também foi responsável pela gerência da expansão de centros agrícolas. O órgão deveria realizar a colonização de terras e a formação mais ampla de trabalhadores rurais. O intuito geral era promover a ocupação e o desenvolvimento econômico do território nacional republicano pela qualificação dos povos indígenas pacificados e dos trabalhadores rurais. Funcionou dessa maneira entre os anos de 1910 a 1918 e estava vinculado ao MAIC<sup>448</sup>. Relacionado à questão agrária, o SPILTN inseria-se no dilema brasileiro de ocupação, exploração e regulamentação de terras.

Posteriormente, em 1918, o órgão passava a tratar unicamente da questão indígena com a denominação de Serviço de Proteção aos Índios (SPI). Em regra, as atividades do órgão vinculavam-se à pacificação dos “índios” e à função de fornecer livre educação formal voltada, principalmente, ao trabalho agrícola em suas regiões. A ideia fundamental que dirigia as ações era a compreensão que o indígena era um estágio em evolução e, por isso, transitório.

#### 2.2.1.2- Funções e objetivos

Segundo determinação legal<sup>449</sup>, a assistência aos povos indígenas incluía: o dever de proteção através da fiscalização da aplicação dos direitos conferidos aos indígenas pelas leis; a garantia da efetividade da posse dos territórios ocupados com realização de acordos com governos locais quando necessário; o impedimento de invasões de suas terras, bem como de invasões de terras particulares por indígenas; a punição de crimes cometidos contra os indígenas; a busca da restituição de terrenos que lhe foram usurpados.

---

<sup>447</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *O governo dos índios sob a gestão do SPI*. In: CUNHA, Manuela Carneiro da (Org.). *História dos índios no Brasil* 2. ed. São Paulo: Companhia das Letras, 1992, p.155-172, p. 155.

<sup>448</sup>O órgão ganhou novas regulamentações no período varguista com a criação do Conselho Nacional de Proteção aos Índios (CNPI) e novos regimentos pelos Decretos nº 10.652/1942, Decreto nº 12.317/1943, Decreto-lei nº 17.684/1945, e, no período de redemocratização, pela instituição do Decreto nº 52.668/1963. Tais alterações não trouxeram grandes modificações quanto às linhas diretivas de proteção e assistência aos indígenas.

<sup>449</sup> BRASIL. Decreto nº 8.072/ 1910, de 20 de junho de 1910. Cria o Serviço de Proteção aos Índios e Localização de Trabalhadores Nacionais e aprova o respectivo regulamento. Diário Oficial da União, Poder Executivo, Rio de Janeiro, 26 jun. 1910. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto/1910-1929/D8072.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto/1910-1929/D8072.htm)>. Acesso em: 15 de dez. de 2023.

A função de fiscalização também se verificava na vigilância sobre o tratamento recebido pelos indígenas em aldeamentos, nas colônias e em estabelecimentos particulares; na busca de impedimento de qualquer tipo de prestação de serviço compulsória e acompanhamento dos contratos para realização de trabalhos. Por meio de inspetores, o SPI deveria manter relação com as comunidades indígenas a fim de zelar por suas seguranças, evitando disputas entre elas e eliminando conflitos. Os inspetores também se constituiriam ou elegeriam procuradores para os indígenas terem representação perante justiças de paz e autoridades locais<sup>450</sup>.

O Serviço deveria, na aproximação dos povos com o mundo considerado evoluído, realizar esforços para melhorar as condições materiais dos indígenas a partir da construção de novas habitações e do ensino livre de artes, ofícios e gêneros de produções agrícolas e industriais. Outros objetivos eram aprendizados úteis para suas ocupações ordinárias; e o fornecimento de instrução primária e profissional aos filhos de indígenas sem caráter obrigatório, com a permissão dos pais<sup>451</sup>. Toda essa aproximação referia-se a uma habituação ao trabalho.

Competia também ao SPI, conforme determinação legal, fornecer aos indígenas instrumentos de músicas, ferramentas, instrumentos de cultivos, máquinas, animais domésticos úteis ou quaisquer recursos necessários para alavancar a produção comunitária indígena; a introdução da indústria pecuária também era uma meta quando as condições da comunidade fossem apropriadas<sup>452</sup>.

Aparentemente contraditório com a concepção de integrar os indígenas, atribuía-se ao órgão o dever de assegurar o respeito à organização interna das comunidades indígenas, velar por sua independência e pela manutenção de seus hábitos e instituições; proibia-se qualquer interferência violenta e determinava-se a consulta dos chefes tradicionais. Ao mesmo tempo, possibilitava-se o deslocamento de certas comunidades quando conveniente, com a concordância dos chefes. Um estudo geral estatístico também deveria levantar dados sobre as origens, as idades, as línguas e as profissões, além do levantamento de informações sobre a situação atual, os hábitos e as tendências dos povos indígenas<sup>453</sup>.

---

<sup>450</sup> Ibidem.

<sup>451</sup> Ibidem.

<sup>452</sup> Ibidem.

<sup>453</sup> Ibidem.

A transformação de aldeamentos em povoações indígenas era uma das metas do SPI. Nessas povoações, seriam criadas escolas de ensino primário com aulas de música, oficina, máquinas, instrumentos agrícolas para aprimorar o cultivo agrícola. A aprendizagem, no entanto, não era obrigatória e dependia de convencimento pacífico<sup>454</sup>.

Os indígenas poderiam exercer o direito ao trabalho livre e o recebimento de valores relativos ao produto integral do trabalho, como adaptação ao perfil de trabalhador. O próprio Governo Federal poderia aproveitar os indígenas para trabalhos industriais de acordo com suas aptidões e a remuneração seria baseada no trabalho desempenhado e estabelecido a outros trabalhadores<sup>455</sup>. O órgão deveria acompanhar os contratos de trabalho realizados pelos indígenas.

Todos os trabalhos agrícolas, pecuaristas, industriais, extrativistas ou de exploração do subsolo exercidos pelos povos indígenas e os proveitos sobre seus bens e suas terras integrariam o patrimônio indígena. Na década de 1940, tais recursos compreenderiam a instituição da denominada renda indígena. Caberia ao SPI gerir e verificar o emprego dessa renda, necessárias para própria subsistência das comunidades<sup>456</sup>.

### 2.2.1.3- Tratamento dos povos indígenas conforme classificação

Os povos indígenas foram considerados em diversas categorias: “índios aldeados”, reunidos em tribos, “índios em estado nômade” ou, como mencionava a lei, “índios que viviam promiscuamente com os civilizados”<sup>457</sup>. Tais categorias indicavam graus de assentamento de cada povo indígena e o tipo de aproximação, que deveria ser realizada pelo Serviço.

---

<sup>454</sup> Ibidem.

<sup>455</sup> Ibidem

<sup>456</sup> BRASIL. Decreto nº 10.652, de 16 de Outubro de 1942. Aprova o Regimento do Serviço de Proteção aos Índios, do Ministério da Agricultura. Diário Oficial da União, Rio de Janeiro, 22 Out. 1942. Seção 1, p. 12225. Disponível em: <<https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1940-1949/decreto-10652-16-outubro-1942-464627-publicacaooriginal-1-pe.html>>. Acesso em: 17 dez. 2022.

<sup>457</sup>Ver BRASIL. Decreto nº 8.072/ 1910, de 20 de junho de 1910. Cria o Serviço de Proteção aos Índios e Localização de Trabalhadores Nacionais e aprova o respectivo regulamento. Diário Oficial da União, Poder Executivo, Rio de Janeiro, 26 jun. 1910. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto/1910-1929/D8072.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto/1910-1929/D8072.htm)>. Acesso em: 16 dez. 2022.

Os “índios aldeados”, mais assentados, receberiam providências para manutenção da efetividade da posse das terras que ocupassem, se houvesse a vontade de fixação nestes terrenos, que deveriam ser demarcados. Em alguns casos de ocupação em terras vizinhas de centros populosos, poderia ser concedida a área da residência habitual mais a superfície do terreno para cultivo agrícola. Caberia ao governo discricionariamente construir casas para residência das comunidades e estradas de rodagem para articular as aldeias aos centros de consumo<sup>458</sup>.

Os “índios nômades” deveriam ser atraídos de maneira não violenta por agentes do SPI. Por sua vez, os “índios em promiscuidade com os civilizados”, aqueles que já tinham contato com a comunidade nacional, embora de forma torpe, seriam assistidos da mesma forma que os demais indígenas pelo SPI<sup>459</sup>.

#### 2.2.1.4- Postos Indígenas (PI)

A organização do SPI estruturava-se em sua localização junto aos povos indígenas. Os graus de integração e sedentarismo do povo em contato eram considerados para criação de diferentes tipos de Postos Indígenas (PI), próximos aos territórios indígenas. Existiam postos de atração, de criação, de nacionalização, classificados conforme a fase de intervenção necessária, quais sejam atração e pacificação, civilização, regularização de posse, entre outras necessidades verificadas<sup>460</sup>. Esses postos estavam subordinados a Inspetorias Regionais (IR), cuja representação aglutinava Estados federativos geograficamente próximos.

No âmbito dos Postos Indígenas, eram adotados procedimentos pedagógicos para superar a transitoriedade do estado indígena. Os estabelecimentos do ensino formal nas escolas e ensinos práticos nas oficinas mecânicas instaladas nos postos tinham a finalidade de transformar os indígenas em trabalhador nacional ou pequeno produtor rural<sup>461</sup>.

#### 2.2.1.5- Outras informações

As linhas mestres dos deveres de civilizar os indígenas previstos na instituição do SPI foram repetidas em diferentes regulamentações, como nos

---

<sup>458</sup>Ibidem.

<sup>459</sup>Ibidem.

<sup>460</sup>OLIVEIRA, João Pacheco de Oliveira; FREIRE, Carlos Augusto da Rocha. *Op. Cit.*, 2006, p. 114.

<sup>461</sup> Ibidem, p. 121.

Decreto nº 9.214/1911, Decreto nº 10.652/1942, Decreto nº 12.317/1943, Decreto-lei nº 17.684/1945, Decreto nº 52.668/1963 até a extinção do órgão em 1967. Entretanto, as estratégias para pacificação dos grupos indígenas e a conformação dos povos à sociedade nacional variaram. Em cada período de atuação do órgão, necessidades diferentes eram enfatizadas, como: a lavoura da terra, o desenvolvimento técnico e mercantil, o indígena como obstáculo a ser combatido, a rápida assimilação ao trabalho e a administração dos territórios.

A ênfase a cada tema acima referido vinculou o SPI a diferentes ministérios. Em seus cinquenta e sete anos de existência, o órgão integrou o Ministério da Agricultura e Comércio (1910-1930), o Ministério do Trabalho (1930-1934), o Ministério de Guerra (1934-1939), o Ministério de Agricultura (1939-1967) e o Ministério do Interior (1967). As alterações ministeriais não destituíam a primazia dos objetivos de avanços sobre os territórios indígenas por meio da eliminação do “estágio” indígena e da utilização de seus corpos para mão-de-obra.

## **2.2.2 Fundação Nacional do Índio (Funai)**

### 2.2.2.1- Instalação

Em 1967, o SPI foi extinto, no contexto da eclosão de inúmeras acusações de corrupção, relacionados à publicação do Relatório Figueiredo, documento que denunciava, em uma extensa lista, violações de direitos, como agressões, torturas e assassinatos de indígenas perpetrados pelo órgão de proteção<sup>462</sup>. Diante da desmoralização do SPI, o Governo Federal instituiu a Fundação Nacional do Índio (Funai), órgão sucessor, que passaria definir a política indigenista brasileira.

A criação da Funai inseria-se em um amplo processo de reconfiguração da burocracia estatal, na conjuntura da ditadura civil-militar brasileira, para preparação de um novo ciclo de expansão econômica e da fronteira agrícola; a reconfiguração

---

<sup>462</sup>Ver RELATÓRIO FIGUEIREDO. *Comissão Parlamentar de Inquérito para apurar irregularidades no Serviço de Proteção aos Índios-SPI*, instituída pela Portaria n.º 239/1968. Arquivo Relatório Figueiredo/Museu do Índio. Disponível em: <[http://www.docvirt.com/docreader.net/DocReader.aspx?bib=MI\\_Arquivistico&pesq=relat%C3%B3rio%20figueiredo&pagfis=201427](http://www.docvirt.com/docreader.net/DocReader.aspx?bib=MI_Arquivistico&pesq=relat%C3%B3rio%20figueiredo&pagfis=201427)>. Acesso em: 02 de fev. de 2023.



incluía a formação de alianças e esquemas de poder que foram implantados a comando dos militares<sup>463</sup>.

As intenções primordiais na criação do SPI eram a proteção dos povos indígenas, a transformação destes em trabalhadores rurais para sua incorporação à sociedade nacional e a eliminação do conflito nos territórios. Por sua vez, no desenvolvimento da Funai, a percepção do “índio inimigo” foi sustentada e contribuiu para o enquadramento de povos indígenas como um risco à segurança nacional e ao desenvolvimento nacional<sup>464</sup>.

Um alto contingente militar sempre estivera na gerência da questão indígena no Brasil desde a primeira República, como foi verificado. Na ditadura civil-militar, os militares eram os dirigentes políticos e assumiram cargos de direção e chefia na Funai. Mas, de maneira diferente dos militares positivistas dos primeiros anos do SPI, que tinham experiência no contato com os indígenas nas frentes expansionistas, os militares incorporados à Funai não tinham essa experiência e suas atuações no órgão estavam associadas aos departamentos de segurança e de informação<sup>465</sup>.

#### 2.2.2.2- Funções e objetivos

Vinculado ao Ministério do Interior (MINTER), os objetivos do órgão ainda estavam fundamentados na perspectiva integracionista e na percepção do indígena como um estágio evolutivo humano a ser superado, que se atrelava a uma concepção de segurança nacional<sup>466</sup>. A lei nº 5.371/1967 estabelecia princípios que deveriam orientar a política gestada. Os princípios<sup>467</sup> orientadores eram o respeito ao

<sup>463</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *O governo dos índios sob a gestão do SPI*. In: CUNHA, Manuela Carneiro da. Op. Cit., 1992, p. 170.

<sup>464</sup>HECK, Egon. *Os índios e a caserna: políticas indigenistas dos governos militares (1964-1985)*. Dissertação de Mestrado em Ciência Política. Campinas: Programa de Pós-Graduação em Ciência Política, Universidade Estadual de Campinas, 1996. Disponível em: <<http://www.comissaodaverdade.mg.gov.br/bitstream/handle/123456789/897/HECK%2C%20Egon%20Gabriel%20Silveira.%20Os%20%C3%8Dndios%20e%20a%20Caserna.pdf?sequence=1&isAllowed=y>>. Acesso em: 17 de dez de 2022, p.17.

<sup>465</sup>Ver PRADO, Felipe Sousa. *O Processo de Militarização das Políticas Indigenistas na Ditadura Civil-Militar Brasileira*. Dissertação de Mestrado. Foz do Iguaçu: Programa de Pós- Graduação Interdisciplinar em Estudos Latino- Americanos, Universidade Federal da Integração Latino-Americana (Unila), 2018.

<sup>466</sup>BIGIO, Elias dos Santos. *A ação indigenista brasileira sob a influência militar e da Nova República (1967-1990)*. Brasília: Revista de Estudos e Pesquisas, v. 4, n. 2, p. 13-93, dez. 2007, p. 24.

<sup>467</sup>BRASIL. Lei nº 5.371, de 05 de dezembro de 1967. Autoriza a instituição da Fundação Nacional do Índio e dá outras providências. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/1950-1969/L5371.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/1950-1969/L5371.htm)>. Acesso em: 02 de dez. de 2022.

indígena, às instituições e comunidades “tribais”<sup>468</sup>; a garantia da posse permanente das terras habitadas e do usufruto de recursos naturais e utilidades nela existentes; a preservação biológica e cultural nas relações de contato com a sociedade nacional; e a aculturação branda e espontânea para evolução socioeconômica dos indígenas.

A Fundação seria responsável<sup>469</sup> por gerir o patrimônio indígena; promover estudos e pesquisas científicas sobre os grupos indígenas; prestar assistência médico-sanitária e educacional adequadas para integração; divulgar a causa indigenista e exercer o poder de polícia nas áreas reservadas aos indígenas. O órgão também poderia exercer poderes de representação ou assistência jurídica, conforme determinação da legislação civil comum ou de leis especiais.

A lei nº 5.371/1967 de instituição da Funai era breve em relação às delimitações do órgão. O referencial e a orientação discursiva da política indigenista brasileira do período também foi a *Convenção nº 107 da Organização Internacional do Trabalho (OIT), sobre a proteção e integração das populações indígenas e outras populações tribais e semitribais de países independentes*, promulgada pelo Decreto nº 58.824/1966, um ano antes da criação do órgão<sup>470</sup>.

A regulamentação da OIT adotada pelo Brasil considerava: 1) a existência de populações indígenas, “tribais e semitribais” ainda não integradas à sociedade nacional e impossibilitadas do benefício pleno de direitos e vantagens atribuídos aos demais cidadãos, devido a suas situações sociais, econômicas e culturais; 2) a busca da melhoria das condições de vida e trabalho simultaneamente a ações sobre os fatores que mantiveram as populações indígenas à margem socialmente; 3) a necessidade da proteção e integração progressiva dessas populações<sup>471</sup>.

Conforme determinação do Decreto, o governo deveria implementar programas para proteção e integração progressiva das populações com medidas que

---

<sup>468</sup>Tribo também é um termo que deve ser superado, pois é uma forma pejorativa de designar as formas de organização sociopolíticas indígenas.

<sup>469</sup>BRASIL. Lei nº 5.371, de 05 de dezembro de 1967. Autoriza a instituição da Fundação Nacional do Índio e dá outras providências. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/1950-1969/L5371.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/1950-1969/L5371.htm)>. Acesso em: 02 de dez. de 2022.

<sup>470</sup>BIGIO, Elias dos Santos. *Op. Cit.*, 2007, p. 23.

<sup>471</sup> BRASIL. Decreto nº 58.824, de 14 de julho de 1966. Promulga a Convenção nº 107, sobre a proteção e integração das populações aborígenes e outras populações tribais e semitribais dos países independentes, adotada pela Conferência Geral da Organização Internacional do Trabalho, em sua 39ª reunião, realizada em Genebra, em 26 de junho de 1957. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 15 jul. 1966. Seção 1, p. 6617. Disponível em: <[https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/atos/decretos/1966/d58824.html](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/atos/decretos/1966/d58824.html)>. Acesso em: 02 de fev. de 2023.

permitissem o benefício de direitos em condições de igualdade com os demais cidadãos. A promoção do desenvolvimento social e econômico, e a melhoria do padrão de vida das populações eram outras medidas que deveriam ser observadas pelos governos<sup>472</sup>. A finalidade desses programas seriam o desenvolvimento da dignidade, da utilidade e da iniciativa do indivíduo. O modelo de integração nacional objetivaria excluir formas de assimilação artificial e, por isso, mecanismos coercitivos e violentos de integração deveriam ser excluídos<sup>473</sup>.

A proteção provisória dos povos deveria ser observada até que as condições das populações atingissem uma situação social, econômica e cultural que lhes permitisse beneficiar da legislação geral do país. Logo, o indígena era percebido como uma condição evolutiva temporária, também na Convenção da OIT adotada pelo Brasil. Por outro lado, a necessidade de medidas próprias de proteção não poderia servir para manter os grupos segregados ou servir como obstáculo de acesso a direitos<sup>474</sup>.

O modelo de integração, segundo o documento, deveria considerar os valores culturais e os métodos de controle social, bem como os problemas derivados das modificações sociais e econômicas; dever-se-ia observar os perigos da alteração do sistema de valores, que deveria ser realizada de forma adequada e com consentimento das populações, para diminuir as dificuldades vivenciadas na adaptação às novas condições de vida e trabalho<sup>475</sup>. A proteção e a integração deveriam ser buscadas a partir do diálogo com as populações e seus representantes<sup>476</sup>.

### 2.2.2.3- Tratamento dos povos indígenas conforme classificação

Na dinâmica dos trabalhos da Funai, os indígenas eram considerados em três categorias: “índios isolados”, “índios em vias de integração”, “índios integrados”. Os “índios isolados” viveriam entre grupos desconhecidos ou com poucos e raros contatos com a “comunidade nacional”. Os “índios, em via de integração”, conservariam parte das condições de vida autóctone e estariam em

---

<sup>472</sup>Ibidem.

<sup>473</sup>Ibidem.

<sup>474</sup>Ibidem.

<sup>475</sup> Ibidem.

<sup>476</sup> Ibidem.

contato periódico ou permanente com grupos externos. Os “índios integrados” estariam incorporados à “comunhão nacional” e exerceriam plenamente os direitos civis, mesmo que ainda conservassem usos, costumes e tradições de sua cultura<sup>477</sup>.

As ações direcionadas aos “índios isolados” e “índios em vias de integração” deveriam buscar sua incorporação e a superação da tutela<sup>478</sup> pela Funai, tutela essa que delimitava o exercício de direitos civis e políticos diretamente pelos próprios indígenas.

#### 2.2.1.4- Postos indígenas (PI)

Foi mantida a estrutura de aproximação como os povos indígenas por meio da implantação de Postos Indígenas nas áreas próximas aos seus territórios. Os Postos passavam a ser vinculados às Delegacias Regionais, com estruturas muito semelhante às Inspetorias Regionais.

### 2.3

#### **Legislação sobre as terras ocupadas por povos indígenas**

A organização indígena e a continuidade de seus hábitos estão extremamente relacionadas à dinâmica espacial desenvolvida por cada povo. As terras ocupadas sempre articularam modos de existências singulares, formas de cultivo e expressões de sociabilidade. Por sua vez, o Estado Nacional reivindicava para si o domínio sobre todas as terras presentes em seus territórios em uma crescente expansão.

Como descrito nos tópicos anteriores, as diversas formas de avanços no território nacional desencadearam conflitos com povos indígenas. Dessa forma, a regulamentação sobre as terras indígenas mostrava-se necessária através do reconhecimento de sua ocupação contra investidas externas de titularidades ilícitas.

A intenção de integrar os povos indígenas a uma nacionalidade homogênea foram explícitas nas políticas públicas elaboradas, porém as intenções quanto à incorporação das terras ocupadas revelavam-se contraditórias. A contradição pode ser demonstrada no reconhecimento da posse indígena sobre as terras sem a

---

<sup>477</sup> BRASIL. Lei nº 6.001, de 19 de dezembro de 1973. Dispõe sobre o Estatuto do Índio. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 20 dez. 1973. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/L6001.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L6001.htm)>. Acesso em: 02 de fev. de 2023.

<sup>478</sup> No capítulo 4, vai se delimitar o estatuto jurídico atribuído aos indígenas brasileiros, explicando-se o que era compreendido como tutela.

determinação categórica da propriedade indígena. Aliás, o estabelecimento do direito à posse poderia estar alinhado a um caráter provisório da ocupação, uma vez que os indígenas eram considerados estágios transitórios.

Uma série de garantias e proteções às terras indígenas foi estabelecida na República brasileira e o reconhecimento do Direito foi moldado, mesmo com a omissão da Constituição de 1891. A habitação indígena foi o centro das regulamentações, pois as terras ocupadas foram compreendidas como o local de moradias. Limitação à moradia que concorria para diminuição dos territórios indígenas, excluindo outros usos das terras.

Na legislação infraconstitucional, o Decreto nº 8.072/1910, que regulamentava a criação do SPI, dispunha sobre o tratamento jurídico atribuído às terras indígenas. Primeira legislação republicana a tocar diretamente no tema, a assistência aos indígenas incluiria a proteção legal sobre as terras:

Art. 2º A assistência de que trata o art. 1º terá por objecto:

[...]

2º, **garantir a efectividade da posse dos territorios** ocupados por indios e, conjunctamente, do que nelles se contiver, entrando em accôrdo com os governos locais, sempre que fôr necessario;

12, promover, sempre que for possivel, e pelos meios permittidos em direito, a restituição dos terrenos, que lhes tenham sido usurpados [sic]<sup>479</sup>;

O decreto possibilitava que o governo fizesse acordos sobre a legalização das terras ocupadas pelos povos indígenas, as concessões de terras realizadas pela lei de 1860 e as terras devolutas, objeto de concessões futuras aos indígenas:

Art. 3º O Governo Federal, por intermedio do Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio e sempre que fôr necessario, entrará em accôrdo com os governos dos Estados ou dos municipios:

a) para que se **legalizem convenientemente as posses das terras actualmente occupadas** pelos indios;

b) para que sejam **confirmadas as concessões de terras**, feitas de accôrdo com a lei de 27, de setembro de 1860;

c) para que sejam cedidas aos Ministerio da Agricultura as terras devolutas que forem julgadas necessarias ás povoações indigenas ou á installação de centros agricolas [sic]<sup>480</sup>.

(grifos nossos)

---

<sup>479</sup>BRASIL. Decreto nº 8.072/ 1910, de 20 de junho de 1910. Cria o Serviço de Proteção aos Índios e Localização de Trabalhadores Nacionais e aprova o respectivo regulamento. Diário Oficial da União, Poder Executivo, Rio de Janeiro, 26 jun. 1910. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto/1910-1929/D8072.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto/1910-1929/D8072.htm)>. Acesso em: 16 dez. 2022

<sup>480</sup>Ibidem.

O princípio norteador desta legislação era no sentido de respeitar a posse das terras já ocupadas pelos povos indígenas desde que eles mantivessem essa ocupação na atualidade. O reconhecimento era sobre a posse atual e, desse modo, a posse deveria se apresentar contínua e ininterrupta. Logo, as terras de ocupação pretéritas ou memoriais, subtraídas de maneira ilícita, poderiam não ser legalmente reconhecidas como posse indígena.

A legislação reconhecia a posse atual, mas era silente quanto à atribuição do título de propriedade dessas terras. Não era reconhecida de forma taxativa a legalidade da propriedade indígena sobre a terra; era, portanto, muito precária a ocupação com base na posse. Tal omissão foi apta a causar embaraço em conflitos que envolviam o título de propriedade das terras. Se algum particular demonstrasse um título de propriedade ou o próprio Estado reivindicasse a propriedade, a posse indígena ficava muito prejudicada.

Por outro lado, a garantia da posse dos terrenos concedidos e a concessão de terras consideradas devolutas para fins de povoamentos constituíram-se como um dos objetivos do SPI. As terras já regulamentadas deveriam ser protegidas contra invasão e o órgão deveria ser capaz de promover a restituição de terras usurpadas.

Algumas outras previsões legais foram estabelecidas neste mesmo decreto sobre a demarcação das terras acordadas, a garantia do usufruto pelos indígenas nos terrenos, a vedação à inalienabilidade e outros gravames, e a manutenção dos povos em terrenos federais ocupados:

Art. 4º Realizado o accôrdo, o Governo Federal mandará proceder medição e demarcação dos terrenos, levantar a respectiva planta com todas as indicações necessarias, assignalando as divisas com marcos ou padrões de pedra.

[...]

Art. 6º Satisfeito o disposto nos artigos anteriores, o governo providenciará para que seja garantido aos indios o usufructo dos terrenos demarcados.

Art. 7º Os indios não poderão arrendar, alienar ou gravar com onus reaes as terras que lhes forem entregues pelo Governo Federal.

Art. 8º Os contractos dessa natureza que forem realizados pelos mesmos, serão considerados nullos de pleno direito.

Art. 9º O governo providenciará para que nos territorios federaes os indios sejam mantidos na plenitude da posse dos terrenos pelos mesmos actualmente ocupados [sic]<sup>481</sup>.

---

<sup>481</sup>Ibidem.

Posteriormente, o Decreto 5.484/1928 possibilitava que o Governo Federal repassasse terras pertencentes ao patrimônio nacional para o Ministério da Agricultura quando necessárias ao SPI e permutasse terras com particulares para fundação de povoações indígenas<sup>482</sup>.

Esse segundo decreto também estabelecia que as terras devolutas, pertencentes aos Estados e ocupadas pelos indígenas, e as terras extintas de aldeias, transferidas às províncias por lei de 1887, passariam a integrar o patrimônio da União. Tais terras deveriam ser delimitadas em zonas correspondentes à ocupação legal com respeito à posse e ao usufruto indígena. O Governo Federal poderia empregar as terras para a fundação de povoações indígenas ou qualquer forma de localização de indígenas, respeitada a posse<sup>483</sup>.

Entretanto, a previsão constitucional de 1891 que atribuía aos Estados-membros a gestão sobre terras devolutas esvaziava as determinações regulamentares do SPI. Ficava à revelia dos Estados a concessão de terras e o consequente reconhecimento das posses indígenas<sup>484</sup>.

A Constituição Federal de 1934 foi a primeira Carta republicana a fazer menção direta ao tratamento dedicado às terras indígenas. Em seu texto, determinou-se que “Será respeitada a posse de terras de silvícolas que nelas se achem permanentemente localizados, sendo-lhes, no entanto, vedado aliená-las<sup>485</sup>”, conforme previsão no artigo 129.

Novamente, como a legislação anterior, a Constituição apenas determinava o respeito à posse sem determinar a titularidade da propriedade indígena sobre suas terras. Além disso, acrescentava o aspecto da permanência na ocupação dessas terras, excluindo qualquer caráter descontinuado da ocupação ou mesmo a modalidade de ocupação por povos indígenas nômades, que pudessem transitar entre diversas faixas de terras de modo alternado. Os indígenas também eram

---

<sup>482</sup>BRASIL. Decreto nº 5.484, de 27 de junho de 1928. Regula a situação dos índios nascidos no território nacional. Disponível em: <<http://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1920-1929/decreto-5484-27-junho-1928-562434-publicacaooriginal-86456-pl.html>>. Acesso em: 03 de fev. de 2023.

<sup>483</sup>Ibidem.

<sup>484</sup>OLIVEIRA, João Pacheco de Oliveira; FREIRE, Carlos Augusto da Rocha. *Op. Cit.*, 2006, p. 120.

<sup>485</sup>BRASIL. Constituição (1934). Constituição da República dos Estados Unidos do Brasil. Rio de Janeiro: Imprensa Nacional, 1934. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao34.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao34.htm)>. Acesso em: 03 de fev. de 2023.

proibidos de alienar as terras, cabendo-lhes apenas uma espécie de usufruto sobre esses territórios.

O Decreto nº 736/1936, que regulamentou provisoriamente o SPI, trazia como uma das funções do órgão a garantia e legalização efetiva da posse das terras habitadas pelos povos indígenas<sup>486</sup>. A definição de terras indígenas era:

- 1º) Aquellas em que presentemente vivem e que já primariamente habitavam;
- 2º) Aquellas em que habitam e são necessarias ao meio de vida compativel com o seu estado social; caça e pesca, industria extractiva, lavoura ou criação [sic]<sup>487</sup>;

Percebe-se que a definição de terra indígena alargou-se para contemplar tanto terras habitadas no presente, como no passado. Além das terras dispensadas à moradia, as terras necessárias aos modos de produzir indígenas também foram definidas como terra indígena, que deveriam ser legalizadas e protegidas de invasões e esbulhos.

Neste mesmo decreto, determinavam-se os esforços para o SPI garantir o respeito, a demarcação e o impedimento que as terras indígenas fossem declaradas devolutas<sup>488</sup>. Interditava-se o arrendamento, a alienação ou quaisquer ônus reais nas terras indígenas e a realização de benfeitorias por particulares nessas terras<sup>489</sup>.

A Constituição Federal de 1937<sup>490</sup>, no período do Estado Novo varguista, repetiu o texto da constituição anterior, garantido o respeito à posse permanente e a proibição de alienação dessas terras pelos povos indígenas, conforme o artigo 154 da Carta.

Durante a ditadura Vargas, alguns decretos foram editados para dar conformação ao SPI. Sobre as terras indígenas, o Decretos nº 10.652/1942 estabeleceu amplas previsões de deveres do SPI:

Art. 1º O Serviço de Proteção aos Índios (S.P.I.), reorganizado no Ministério da Agricultura, pelos decretos-leis ns. 1.736, de 3 de novembro de 1939, e 1.886, de

<sup>486</sup>BRASIL. Decreto nº 736/ 1936, de 06 de abril de 1936. Aprova, em caráter provisório, o Regulamento do Serviço de Proteção aos Índios. *Diário Oficial da União*, Rio de Janeiro, 07 de maio de 1936. Disponível em: < <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1930-1939/decreto-736-6-abril-1936-472619-republicacao-76591-pe.html> >. Acesso em: 04 de fev. de 2023.

<sup>487</sup>Ibidem.

<sup>488</sup>Ibidem.

<sup>489</sup>Ibidem.

<sup>490</sup>BRASIL. Constituição (1937). Constituição dos Estados Unidos do Brasil. Rio de Janeiro: Imprensa Nacional, 1937. Disponível em: <[https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao37.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao37.htm)>. Acesso em: 04 de fev. de 2023.



15 de dezembro de 1939, tem a sua sede na Capital Federal, é diretamente subordinado ao Ministro da Agricultura e tem por fim:

[...]

b) garantir a efetividade da **posse das terras** ocupadas pelo índio;

c) utilizar os meios mais eficazes para evitar que os **civilizados invadam as terras do índio**;

[...]

o) estudar as regiões onde houver tribos, do ponto de vista geográfico e econômico, e fazer a **demarcação das terras pertencentes ao índio**, conforme determina o art. 154 da Constituição<sup>491</sup>;

(grifos nossos)

O novo regimento sobre a competência do SPI, que determinou como finalidades garantir a posse efetiva das terras ocupadas pelos povos indígenas e evitar suas invasões, trouxe a necessidade de estudos para demarcação das terras indígenas. Essa previsão foi relevantíssima, uma vez que realizada em um período ditatorial e de expansão territorial, conhecido como marcha para oeste. Nessa legislação, a previsão da demarcação funcionou por ser um limitador geográfico das extensões do território indígena.

Por sua vez, a Constituição Federal de 1946, promulgada no período de redemocratização da ditadura de Getúlio Vargas, também tinha redação semelhante à Constituição de 1937 com as mesmas previsões<sup>492</sup>.

Em seguida, cabe mencionar o Decreto nº 52.668/1963 que previu claramente a função do SPI de demarcar e legalizar as terras indígenas, como também deveria estimular o aproveitamento econômico das terras indígenas:

Art. 1º O Serviço de Proteção aos Índios (SPI), diretamente subordinado ao Secretário-Geral da Agricultura, é o órgão executivo de proteção e de assistência aos índios visando a sua integração na sociedade nacional, segundo as diretrizes e planos traçados na CNPI, competindo-lhe:

I - Pôr em execução os princípios da política indigenista brasileira, bem como os planos de trabalho elaborados pelo CNPI particularmente no que respeita a:

1) **demarcar e legalizar as terras** habitadas por índios;

[...]

<sup>491</sup>BRASIL. Decreto nº 10.652/1942, de 16 de outubro de 1942. Aprova o Regimento do Serviço de Proteção aos Índios, do Ministério da Agricultura. *Diário Oficial da União*, Rio de Janeiro, 20 out. 1942. Disponível em: <<http://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1940-1949/decreto-10652-16-outubro-1942-464627-publicacaooriginal-1-pe.html>>. Acesso em: 05 de fev. de 2023.

<sup>492</sup>Ver Art. 216. Será respeitada aos silvícolas a posse das terras onde se achem permanentemente localizados, com a condição de não a transferirem. In: BRASIL. Constituição (1946). Constituição dos Estados Unidos do Brasil. Brasília: Senado Federal, 2010. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao46.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao46.htm)>. Acesso em 05 de fev. de 2023.

6) executar os trabalhos de **aproveitamento econômico das terras indígenas e dos seus produtos**, bem como de estímulo ao cultivo e defesa nacional do solo e a criação de animais [sic]<sup>493</sup>;  
(grifos nossos)

A produtividade da terra e a produção de uma renda indígena a partir das riquezas do território e o conseqüente trabalho agrícola pelos povos indígenas estavam na centralidade das funções do órgão no período de 1946 em diante. A terra indígena deveria ser demarcada, mas também deveria ser produtiva.

Na Convenção nº 107 da OIT, promulgada pelo Decreto nº 58.824/1966 no Brasil, reconheceu-se o direito de propriedade coletivo ou individual sobre as terras tradicionalmente ocupadas pelos povos indígenas com vedação a deslocamentos forçados, possibilitado a remoção desses povos apenas quando “de conformidade com a legislação nacional por motivos que visem à segurança nacional, no interesse do desenvolvimento econômico do país ou no interesse da saúde de tais populações [sic]”<sup>494</sup>.

Na nova Constituição, outorgada em 1967, determinou-se que as terras ocupadas pelos povos indígenas integrassem o patrimônio da União e foi reconhecida a posse permanente das terras pelos povos indígenas, como o direito ao usufruto das riquezas destas áreas:

Art 4º - Incluem-se entre os bens da União:

[...]

IV - as terras ocupadas pelos silvícolas;

[...]

Art 186 - É assegurada aos silvícolas a posse permanente das terras que habitam e reconhecido o seu direito ao usufruto exclusivo dos recursos naturais e de todas as utilidades nelas existentes<sup>495</sup>.

<sup>493</sup>BRASIL. Decreto nº 52.668/1963, de 11 de outubro de 1963. Aprova o Regimento do Serviço de Proteção aos Índios, do Ministério da Agricultura. *Diário Oficial da União*, Brasília, 24 out. 1963. Disponível em: < <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1960-1969/decreto-52668-11-outubro-1963-392923-publicacaooriginal-1-pe.html> >. Acesso em 05 de fev. de 2023.

<sup>494</sup>BRASIL. Decreto nº 58.824, de 14 de julho de 1966. Promulga a Convenção nº 107, sobre a proteção e integração das populações aborígenes e outras populações tribais e semitribais dos países independentes, adotada pela Conferência Geral da Organização Internacional do Trabalho, em sua 39ª reunião, realizada em Genebra, em 26 de junho de 1957. *Diário Oficial da União*, Brasília, DF, 15 jul. 1966. Seção 1, p. 6617. Disponível em: <[https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/atos/decretos/1966/d58824.html](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/atos/decretos/1966/d58824.html)>. Acesso em: 02 de fev. de 2023.

<sup>495</sup> BRASIL. Constituição (1967). Constituição da República Federativa do Brasil. Brasília: Senado Federal, 2010. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao67.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao67.htm)>. Acesso em 06 de fev. de 2023.

A inclusão entre o patrimônio da União tirava dos Estados à possibilidade de barganha das terras indígenas. Na Emenda Constitucional nº 1 de 1969, as terras indígenas também se mantiveram como bens da União e ainda foi previsto:

Art. 198 - As terras habitadas pelos silvícolas são inalienáveis nos termos que a lei federal determinar, a eles cabendo a sua posse permanente e ficando reconhecido o seu direito ao usufruto exclusivo das riquezas naturais e de todas as utilizadas nelas existentes. 1º - Ficam declaradas a nulidade e a extinção dos efeitos jurídicos de qualquer natureza que tenham por objeto o domínio, a posse ou a ocupação de terras habitadas pelos silvícolas<sup>496</sup>.

Nos dois textos constitucionais acima, vigentes na ditadura civil militar, foi reconhecida a posse permanente dos povos indígenas sobre os territórios por eles ocupados e explicitamente foi reconhecido o direito sobre as riquezas existentes nesses territórios. Tal previsão poderia evitar a disputa da posse sobre as riquezas, que não pertenceria ao Estado ou a invasores eventuais. Ainda previa a nulidade da posse, do domínio ou da ocupação de terras habitadas pelos povos indígenas.

Com o Estatuto do Índio, lei 6001/1973, foram estabelecidas garantias semelhantes às terras habitadas pelos povos indígenas pelo reconhecimento da posse permanente nas terras habitadas, além dessas terras integrarem os bens da União federal:

Art. 2º Cumprir à União, aos Estados e aos Municípios, bem como aos órgãos das respectivas administrações indiretas, nos limites de sua competência, para a proteção das comunidades indígenas e a preservação dos seus direitos:

[...]

IX - garantir aos índios e comunidades indígenas, nos termos da Constituição, a **posse permanente das terras que habitam**, reconhecendo-lhes o direito ao usufruto exclusivo das riquezas naturais e de todas as utilidades naquelas terras existentes;

[...]

Art. 22. Cabe aos índios ou silvícolas a **posse permanente das terras que habitam e o direito ao usufruto exclusivo das riquezas** naturais e de todas as utilidades naquelas terras existentes.

Parágrafo único. As terras ocupadas pelos índios, nos termos deste artigo, serão bens inalienáveis da União (artigo 4º, IV, e 198, da Constituição Federal).

Art. 23. Considera-se **posse do índio ou silvícola a ocupação efetiva da terra que, de acordo com os usos, costumes e tradições tribais**, detém e onde habita ou exerce atividade indispensável à sua subsistência ou economicamente útil.

[...]

---

<sup>496</sup> BRASIL. Constituição (1969). Constituição da República Federativa do Brasil. Brasília: Senado Federal, 2010. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao67emc69.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao67emc69.htm)>. Acesso em 06 de fev. de 2023.

Art. 25. O reconhecimento do direito dos índios e grupos tribais à posse permanente das terras por eles habitadas, nos termos do artigo 198, da Constituição Federal, **independentará de sua demarcação**, e será assegurado pelo órgão federal de assistência aos silvícolas, atendendo à situação atual e ao consenso histórico sobre a antigüidade da ocupação, sem prejuízo das medidas cabíveis que, na omissão ou erro do referido órgão, tomar qualquer dos Poderes da República [sic]<sup>497</sup>.

Outras providências a lei estabelecia em relação às terras indígenas. Definiam-se terras indígenas, quais sejam: as terras ocupadas ou habitadas pelos povos indígenas conforme a Constituição, independentemente de um reconhecimento prévio; áreas de reserva determinada pela lei; e as terras que as comunidades indígenas ou “índios” fossem proprietários<sup>498</sup>. A lei também impedia arrendamentos das terras indígenas ou qualquer ato ou negócio jurídico que restringisse o pleno exercício pelas comunidades indígenas ou “índios”, como proibia o exercício de atividades de caça, pesca, coleta de frutos e atividades agropecuárias ou extrativistas por pessoas estranhas ao grupo<sup>499</sup>. A demarcação das terras em até cinco anos também fora prevista<sup>500</sup>.

Segundo o Estatuto, a permanência na terra, no entanto, poderia ser ultrapassada pela determinação de intervenção na área indígena pela União federal através de decreto do Presidente da República. A intervenção poderia ser realizada nas seguintes situações:

- a) para pôr termo à **luta** entre grupos tribais;
  - b) para combater **graves surtos epidêmicos**, que possam acarretar o extermínio da comunidade indígena, **ou qualquer mal** que ponha em risco a integridade do silvícola ou do grupo tribal;
  - c) por imposição da **segurança nacional**;
  - d) para a realização de **obras públicas** que interessem ao desenvolvimento nacional;
  - e) para reprimir a turbação ou esbulho em larga escala;
  - f) para a **exploração de riquezas do subsolo** de relevante interesse para a segurança e o desenvolvimento nacional<sup>501</sup>.
- (grifos nossos)

As terras indígenas não estavam livres de interferência do Estado e conflitos de interesses poderiam conduzir a perda da área mediante a intervenção. Interesses

---

<sup>497</sup> BRASIL. Lei nº 6.001, de 19 de dezembro de 1973. Dispõe sobre o Estatuto do Índio. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 20 dez. 1973. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/L6001.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L6001.htm)>. Acesso em: 02 de fev. de 2023.

<sup>498</sup>Ibidem.

<sup>499</sup> Ibidem.

<sup>500</sup> Ibidem.

<sup>501</sup> Ibidem.

externos aos das comunidades indígenas, como imposição de segurança nacional, realização de obras públicas e exploração de matérias primas no subsolo poderiam ser razões para retirada dos povos indígenas de seus territórios.

De acordo com o conteúdo analisado, entre 1910 e 1973, as previsões legislativas sobre as terras indígenas foram se alargando. O reconhecimento das terras ocupadas, o dever de demarcação e a propriedade da União sobre as terras indígenas indicavam um estímulo a posse indígena, embora a condição indígena fosse transitória e o direito, por isso, aparentemente precário.

## **2.4**

### **Conclusões provisórias do capítulo**

Verificou-se que, no Brasil republicano, desenvolveu-se uma ampla legislação e um órgão governamental próprio para a assistência e uma suposta proteção dos povos indígenas que não se confundia com a preservação das instituições sociopolíticas e econômicas desses povos. Foram estabelecidos arcabouços jurídicos- políticos para dirigir a relação desses povos com o Estado a fim de mediar seus processos de integração.

Os indígenas não foram compreendidos como cidadãos plenos, mas um estágio de desenvolvimento humano a ser superado, a partir de investimentos de educação e de civilidade pela ação governamental dirigida na elaboração de políticas do órgão de proteção. A categoria “índio” foi estabelecida a partir de pressupostos de dependência e de necessidade de evolução dos povos indígenas em comparação com o padrão civilizacional da abstrata “sociedade nacional” – composta do homem proprietário e descendente de europeus, considerado o modelo.

O paradoxo de proteger e incorporar os corpos dos indígenas direcionou as legislações e os órgãos indígenas para suas utilizações no trabalho agrícola. O corpo e a mente indígena deveriam ser, ao mesmo tempo, preservados e incorporados à “sociedade brasileira”, as terras deveriam ser habitadas e se tornar gradativamente produtivas pelo trabalho dos próprios indígenas.

Se o homem proprietário era um modelo, o indígena tinha direitos sobre as terras por ele ocupadas até se assemelhar ao modelo. Uma larga legislação sobre as terras indígenas foi desenvolvida, mas os direitos indígenas eram provisórios. Sua

assimilação o espoliava do direito sobre sua terra, sobre a qual deveria apenas aprender a trabalhar no ritmo imposto.

O militar foi a figura persistente na política indigenista na dupla função de, de um lado, ampliar domínios e demarcar o território geográfico e, de outro lado, submeter, nacionalizar e tornar produtivos todos aqueles que estivessem à margem da nação<sup>502</sup>. Nas terras a ocupar, explorar e regulamentar, o centralismo da normatização estatal visou “realizar uma ação indigenista pautada no integracionismo dos povos indígenas à sociedade brasileira, para evitar que esses povos impedissem a expansão das frentes econômicas do capital”<sup>503</sup>.

---

<sup>502</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Aos Fetichistas, Ordem e Progresso: Um Estudo do Campo Indigenista no seu Estado de Formação*. Dissertação de Mestrado em Antropologia Social. Rio de Janeiro: Museu Nacional - UFRJ, 1985, p. 65.

<sup>503</sup>BIGIO, Elias dos Santos. *Op. Cit.*, 2007, p. 21.

## Título 2

### Estatutos Jurídicos

Na dinâmica de construção de sociedades saídas de um passado forjado na colonização, requer-se repensar a relação entre povos, espaço e elaboração de estatutos jurídicos pessoais. Os habitantes de colônias emancipadas não seriam mais classificados sob a diáde colonizadores e colonizados. O caminho de resignificação dos indivíduos trazido pelo rompimento com a submissão metropolitana não faz retornar a um passado pré-colonial e não necessariamente prediz uma consideração de todos os habitantes da porção espacial comungada. A formulação das organizações sociopolíticas do espaço compartilhado e a elaboração de estatutos jurídicos são colocadas, bem como a forma de incorporação dos povos originários invadidos e suas expertises.

Os estatutos jurídicos seriam definidores cívicos da extensão e modo de exercício de direitos, deveres e limitações. Eles podem ser constituídos pela fabricação unilateral dos governos estatais ou por criação independente dos povos para sua autorregulação, advindos de práticas costumeiras e consensuais. Do ponto de vista do direito civil<sup>504</sup>, os estatutos pessoais atribuídos aos indivíduos considerados titulares de direitos e deveres em cada sociedade influenciam diretamente nos modos de organização social por prever as formas de consideração sobre nascimentos, famílias, contratos em gerais, propriedades, mortes, sucessões.

A existência de uma pluralidade de povos com identidades étnicas e formações sociais diferenciadas poderia supor uma composição diversificada de estatutos de acordo com a oitiva e participação política dos grupos sociais vinculados à determinada localidade; povos que estariam em relação e juntos negociariam as regulações jurídicas de seus contatos. Todavia, o Estado, marcado pelas relações de colonialidade de poder<sup>505</sup> e marginalização dos colonizados, recria hierarquias sociais fundadas nas desconsiderações dos indígenas, porque excluídos da participação sobre a definição de seus direitos.

Algumas opções existiam para o Estado francês e brasileiro: 1- ignorar a existência da pluralidade de povos em seus territórios e deixá-los viver segregados,

---

<sup>504</sup>Não se adentrará em questões relativas a imputações penais aos povos indígenas, embora seja uma dimensão importante para se compreender as hierarquias cidadãs formadas pelos aspectos de definição de crimes e agentes criminosos.

<sup>505</sup>QUIJANO, Aníbal. *Colonialidade do poder e classificação social*. In: SANTOS, Boaventura de Sousa; MENESES, Maria Paula (orgs). *Epistemologias do Sul*. Coimbra: Edições Almedina, 2009.

de acordo com seus costumes sem regramento sobre sua cidadania e acessibilidade de direitos no contexto do Estado francês; 2- conformar o estatuto jurídico geral dos cidadãos aos povos autóctones sem especificações de particularidades; 3- instituição de uma cidadania diferenciada sem a participação dos povos envolvidos, a fim de determinar formas de sujeições e classificações estatizadas que justicassem a distinção; 4- elaboração de um estatuto próprio no qual se levaria em consideração as perspectivas jurídico-políticas com escuta dos diversos povos presentes no território estatal.

Neste título, pretende-se compreender como a pessoa indígena foi incorporada ou apartada do Estado francês e brasileiro através dos mecanismos jurídico-políticos. Nos capítulos anteriores do título anterior, foram descritos o processo de departamentalização da Guiana, o avanço brasileiro com a criação de órgãos próprios voltados para tratamento da questão indígena e a legislação territorial diferenciada para as terras indígenas do lado brasileiro.

O intercruzamento entre espaço e povos indígenas retorna neste título com a citação do território do Inini, seguido de observações sobre o *Service de Protection des Populations Primitives* para explicar a opção adotada pela França sobre as considerações das pessoas indígenas e a implantação genérica da cidadania francesa. Por sua vez, do lado brasileiro, a incapacidade civil relativa e limitações ao exercício da cidadania política dos indígenas, a tutela jurídica e o poder tutelar são temas que serão apresentados.



### Capítulo 3

## Do “vazio jurídico” a um Estatuto pessoal não diferenciado para os indígenas da Guiana

A Guiana tornou-se departamento francês, conforme já descrito nesta tese e, conseqüentemente, seus habitantes deveriam todos ser enquadrados como cidadãos franceses, extintas as divisões coloniais. Entretanto, as hierarquias forjadas no colonialismo não se liquidaram imediatamente pela assimilação da velha colônia à França. A departamentalização, evidentemente, não transformou por completo as categorias coloniais estabelecidas aos povos presentes na Guiana, ameríndios e “noirs- marrons”.

Deve-se enfatizar que a Guiana, enquanto departamento ultramarino da República de França, correspondia a uma coletividade territorial cujas competências administrativas abrangiam questões sociais, educacionais, planejamentos de rodovias, entre outras funções<sup>506</sup>.

Inicia-se o capítulo pela investigação dos indígenas que habitavam o território do Inini, região interior da Guiana, no momento de departamentalização da antiga colônia a fim de compreender o regime que esses povos estavam submetidos, os prolongamentos e rupturas de seu *status* sociopolítico a partir de 1946.

A especificidade da questão autóctone na Guiana também faz explorar a criação, ainda que provisória, de um órgão próprio e local para tratamento das questões indígenas. Busca-se analisar a transição entre a submissão dos indígenas a um tratamento à parte do direito francês antes de década de 1960 e o processo de *francisation* por meio do qual os indígenas passam a ser incorporados como cidadãos franceses para mecanismo de controle total das populações nos territórios franceses, orientado pela homogeneização jurídico-política dos habitantes da França.

As questões subjacentes ao estudo do capítulo resumem-se as seguintes formulações:

---

<sup>506</sup>Ver VALLOT, Hugues Dominique. *A colônia esquecida e a república assimilacionista: representações, políticas indigenistas e reivindicações indígenas na Guiana Francesa*. Dissertação. Universidade de Brasília: Brasília, 2017, p. 10.

1- No Território Inini, território a parte na Guiana Francesa, manifestou-se um estatuto jurídico próprio atribuído ao território e a seus habitantes? Os ameríndios estavam submetidos a qual estatuto?

2- Por que se criou o *Service de Protection des Populations Primitives* (SPP) Guiana? Qual era sua função?

3- Como ocorreu o processo de *francisation*, integração civil das populações ameríndias e “noirs- marrom”, na década de 1960?

A partir do glossário presente na dissertação *A colônia esquecida e a República assimilacionista: representações, políticas indigenistas e reivindicações indígenas na Guiana Francesa*, as divisões territoriais formuladas pelo direito administrativo francês são transcritas, uma vez que necessários para compreender o capítulo:

***Arrondissement***: Subdivisão administrativa da *préfecture*.

***Collectivité territoriale***: é uma divisão territorial que pode se referir são às régions, aos départements, as communes (município). Suas competências são definidas pelo Estado.

***Département***: divisão territorial e administrativa da República francesa. É liderado por um conselho departamental eleito por sufrágio universal. Suas áreas de competências abrangem questões sociais, educacionais, planejamentos de rodovias, entre outros. Hoje, são 95 départements metropolitano e 5 départements ultramarinos (Guiana, Guadalapue, Martinica, Mayotte).

***Préfecture***: Sede de um *département*. É responsável pela proteção e segurança civil. Faz a ponta entre o Estado e o cidadão na emissão de documentos tais como carteira de identidade, passaporte, carteira de motorista, entre outros. Também controla a legalidade dos atos das coletividades locais.

***Préfet***: maior representante do Estado no *département* e responsável de todos os serviços da *préfecture*<sup>507</sup>.

---

<sup>507</sup>VALLOT, Hugues Dominique. *Op. Cit.*, p. 12.

### 3.1 Conformações do Território do Inini e gestão de ameríndios

O Território Autônomo do Inini foi resultado de uma subdivisão no interior da Guiana, quando ainda colônia, pelo decreto de 06 de junho de 1930, estabelecendo-se como uma circunscrição administrativa<sup>508</sup> sobre a parte relativa à floresta equatorial. A divisão colonial do território do Inini abrangia boa parte do antigo território da Guiana, que ficou restrito a zona costeira litorânea.

Os limites territoriais exteriores de Inini mantiveram-se durante toda a sua existência, mesmo na alteração de regimes entre 1930-1969: Inini, ao norte, separava-se administrativamente da colônia da Guiana, depois *arrondissement* de Cayenne com a departamentalização; à oeste, fazia fronteira com a Guiana Holandesa pelo rio Maroni; à leste e ao sul, fazia fronteira com o Brasil pelo rio Oyapock<sup>509</sup>.

A região do território de Inini era uma área onde o Estado francês havia feito incursões pontuais sem ter estabelecido o domínio territorial e o controle dos povos nela presentes. Região de grande riqueza de minerais, assim, um dos motivos estatais de criação do território era a verificação, nas atividades garimpeiras, das concessões realizadas, das populações envolvidas.<sup>510</sup> Os objetivos, por sua vez, seriam o desenvolvimento da região, a catalogação das populações, a efetiva soberania sobre os territórios.

Outro motivo apontado para criação do Inini foi a ameaça de desaparecimento dos povos indígenas em razão de epidemia frequentes, de modo que, para evitar a propagação de novas enfermidades e proteger sanitariamente os habitantes da região, buscava-se a criação de uma regulamentação relativa à entrada de pessoas no interior<sup>511</sup>. Todavia, a razão sanitária de proteção dos povos indígenas para criação do território parece menos convincente.

---

<sup>508</sup>GUYON, Stéphanie. *Des « Primitifs » aux « Autochtones »: Savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours*. In: Genèses, 2013/2 (n° 91), p. 49-70. Disponível em: <<https://www.cairn.info/revue-geneses-2013-2-page-49.htm>>. Acesso em : 02 de mar. de 2023, p. 50.

<sup>509</sup>THABOUILLOT, Gérard. *Être chef de poste en Inini (1930-1969)*. In: Outre-mers, tome 98, n°370-371, 1er semestre 2011. Le contact colonial dans l'empire français: XIXe-XXe siècles. pp. 43-55. Disponível em: <[http://www.persee.fr/doc/outre\\_1631-0438\\_2011\\_num\\_98\\_370\\_4532](http://www.persee.fr/doc/outre_1631-0438_2011_num_98_370_4532)>. Acesso em 02 de mar. de 2023, p. 45.

<sup>510</sup>VALLLOT, Hugues Dominique, *Op. Cit.*, 2017, p. 103.

<sup>511</sup>Ver VULIN, Emanuelle. *Les revendications des peuples autochtones de Guyane appréhendées par le droit français : entre évolutions, conciliations et aménagements*. Dissertação em Direito. Lyon: Université Lumière Lyon 2, 2019, p. 43.

Na nova delimitação territorial, o Inini funcionou como uma espécie de colônia a parte da Guiana, cujo regime administrativo passou a ser diferenciado: a região possuía personalidade civil e orçamento próprios<sup>512</sup>. Funcionaram, portanto, duas colônias distintas. Nesse sentido, a unidade administrativa do Inini era autônoma, comandada diretamente pela autoridade do governador da Guiana, encarregado da função de governador do Inini, assistido por um conselho de administração e representado localmente por militares responsáveis pela manutenção da ordem e segurança (*gendarmes*), enquanto a Guiana continuava administrada por um conselho geral<sup>513</sup>.

Como a região interiorana até então era pouco controlada pelo Estado francês<sup>514</sup>, um dos interesses de criação do território era, portanto, uma inserção estatal mais intensa. A divisão consolidava “a existência de dois espaços que a história havia criado: o litoral desde muito tempo modelado pela colonização francesa e o interior jamais totalmente conhecido”<sup>515</sup>.

Nesse período, a porção relativa ao território do Inini era ocupada em sua maior parte por povos indígenas e afrodescendentes; como apontado, a região foi a parte geográfica onde a colonização francesa havia sido menos presente<sup>516</sup>, o que possibilitava uma existência menos controlada por ditames do interesse colonizador francês, além de ser local de fugas para populações ameaçadas. A ausência de instrumentos de controle francês mantinha muitos dos povos indígenas à margem dos modos de colonização estabelecidos na zona litorânea.

O tratamento jurídico atribuído aos povos indígenas e aos “noirs-marrons” no território do Inini pelo Estado francês era de indiferença: o Estado francês não atribuía nenhum sistema diferenciado voltado às especificidades indígenas, como também não lhes equalizava em termos de direitos aos cidadãos franceses. Havia um vazio jurídico<sup>517</sup> e os integrantes desses povos não eram cidadãos. Por outro

<sup>512</sup>FRANÇA. Décret du 6 juin 1930, In: Journal officiel de la Guyane française. Disponível em: <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k96600265/f4.item#>>. Acesso em: 03 de mar. de 2023.

<sup>513</sup>BENOÎT, Catherine. *Être de quelque part mais être né nulle part... L'état civil sur un fleuve frontière de Guyane*. In: COLLOMB, Gérard; MAM –LAM- FOUK, Serge. *Mobilités, ethnicités, diversité culturelle: la Guyane entre Surinam et Brésil*. Matoury: Ibis Rouge Éditions, 2016, p. 162-163.

<sup>514</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2. Acesso em: 02 de mar. de 2023, p. 51.

<sup>515</sup>MAM-LAM-FOUCK, Serge. *Histoire générale de la Guyane française*. Cayenne : Ibis rouge, 1996, p. 112.

<sup>516</sup>Ver BENOÎT, Catherine. *Op. Cit.*, 2016, p. 162-163.

<sup>517</sup>Ver HURAUULT, Jean Marcel. *Français et Indiens en Guyane 1604-1970*. Paris: Editions 10/18, 1972, p. 257.

lado, permitia-se que indígenas e “noirs- marrons” mantivessem seus modos de vida próprios<sup>518</sup>, qualificados como primitivos e tribais. A designação “primitiva” foi a denominação atribuída a tais povos.

Cabe ressaltar que os indígenas e “noirs-marrons” não foram nunca identificados como *indigènes*. *Indigènes* foi uma categoria adotada no Império francês para designar os colonizados compreendidos como sujeitos franceses, que eram privados da cidadania francesa e os direitos a ela associados por conservarem um estatuto pessoal confessional ou costumeiro pré-colonial, distinto do previsto no código civil francês<sup>519</sup>.

Embora não fossem classificados como *indigènes*, na dinâmica do Inini, eles preservavam sua organização sociopolítica e civil, bem como a livre circulação nos territórios de fronteira. Tais povos não tinham obrigação de declaração de nascimentos à administração, não estavam submetidos ao direito civil francês e não tinham o dever de provar uma nacionalidade: encontravam-se na condição de protetorado e normas consuetudinárias regiam suas relações civis – as comunidades estabeleciam, por exemplo, regras sobre casamentos, repartições de terra, conforme seus costumes<sup>520</sup>.

As aldeias não sofriam intervenções diretas pela administração francesa, era reconhecida a autoridade de chefe consuetudinário (*chef coutumier*), capitão da aldeia, que detinha a responsabilidade de organizar e veicular os costumes de seu povo e, em certa medida, exercer o controle da comunidade, uma vez que os *gendarmes* não realizavam registros civis dos indígenas (sem anotações sobre nascimento, casamento, óbitos, transações relativas a propriedades, etc.), apenas atualizavam os números populacionais; inclusive, a administração remunerava tais chefes comunitários<sup>521</sup>. Os povos indígenas estavam à margem do sistema jurídico, principalmente, quanto à regulação e afiliação ao estado civil das pessoas, regras

---

<sup>518</sup>ELFORT, Maude. *Pouvoirs publics, populations amérindiennes et bushinenge en Guyane Française. Pouvoirs dans la Caraïbe* [online], nº 16, 2010. Disponível em: <<http://journals.openedition.org/plc/819>; DOI: <https://doi.org/10.4000/plc.819>>. Acesso em: 05 de mar. de 2023, p. 68.

<sup>519</sup>GUYON, Stéphanie. *La fabrique coloniale et postcoloniale des politiques indigénistes en Guyane Française* (1930-2018). In BELLIER, Irène; HAYS, Jennifer. *Op. Cit.*, 2019, Epub.

<sup>520</sup>HIDAI, Isabelle; AILINCAI, Rodica. *Migration and identities of “indigenous” socio-cultural groups in French Guiana: a case study of students along the Oyapock and Maroni rivers*. In 174 *Procedia - Social and Behavioural Sciences*, 2015, pp. 878-885, p. 879-880.

<sup>521</sup>VALLLOT, Hugues Dominique. *Op. Cit.*, p. 109.

que individualizariam as pessoas pelo registro de um sobrenome, de um prenome, de um domicílio, além do relato dos principais eventos civis da vida do indivíduo<sup>522</sup>.

A indicação dos *chef coutumier* era realizada segundo os usos e costumes de cada povo, a autoridade administrativa aprovava a nomeação sem qualquer intromissão na maneira de determinação do escolhido; os chefes funcionavam como interlocutores para questões relativas aos povos indígenas sem qualquer tipo de controle estatal sobre tais autoridades comunitárias<sup>523</sup>.

Se, por um lado, identifica-se o não estabelecimento pelo Estado de um regime jurídico dirigido aos povos indígenas e “noirs-marrons” como um vazio marcado pela indiferença, por outro lado, a possibilidade de autorregulação das comunidades pode ser lida como o reconhecimento de uma capacidade de normatização própria, autônoma. Por este viés, não haveria uma desatenção do Estado francês quando optou por deixar a administração e organização das comunidades sob o exercício de seus líderes, mas a admissão de normas elaboradas no interior de cada comunidade<sup>524</sup>.

Quanto à relação dos indígenas e o Estado francês, a instauração do Inini institucionalizava o estatuto implicitamente estabelecido desde a instauração da colonização<sup>525</sup>, ou seja, reatualizava-se a separação de mundos do colonizador e do colonizado nos aspectos civis. Não havia produção de uma comunidade compartilhada, os indígenas não existiam civilmente – não estavam registrados, e também politicamente não participavam das instâncias eletivas da burocracia estatal francesa.

Resumidamente, a ausência de inscrição nos registros relativos ao estado civil (*état civil*) correspondia à falta de uma identificação administrativa, além da exclusão da existência regida por direitos civis e políticos, que conferiam

---

<sup>522</sup>DOUMENG, Valerie. *L'état civil des populations marginales de la Guyane française*. Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, número 146-147, pp. 149-165, 2007. Disponível em: <<https://www.erudit.org/fr/revues/bshg/2007-n146-147-bshg03145/1040656ar/>>. Acesso em: 10 de fev. de 2023, p. 151-153.

<sup>523</sup>VULIN, Emmanuelle. *Op. Cit.*, p. 43.

<sup>524</sup>GARCÉS, Claudia Leonor López. *Los indígenas en la frontera brasil-guayana francesa. Una visión histórica: 1900-1950*. In: ZÁRATE-BÓTIA, Carlos et al. Espacios urbanos y sociedades transfronterizas en la Amazonia. Universidad Nacional de Colombia. Sede Amazonia. Instituto Amazónico de Investigaciones Imani, 2012, p. 68097, p. 92.

<sup>525</sup>Ver HURAUULT, Jean Marcel. *Op. Cit.*, 1972, p. 257.

nacionalidade e cidadania francesas<sup>526</sup>. Logo, eles não integravam o Estado francês, embora habitassem seu território.

Em síntese, havia uma cisão política entre o mundo interno das aldeias indígenas e a administração colonial. Na aldeia, valia a autoridade do *chef coutumier* e a utilização da norma costumeira nos assuntos internos; na administração, a autoridade centrava-se nos *gendarmes* e a legislação francesa ditava o mundo não indígena, digno de registros civis jurídicos. De um lado, o mundo considerado primitivo e, de outro lado, o mundo compreendido como civilizado.

Stéphanie Guyon sinaliza que a administração dos ameríndios e “noirs-marrons” não foi o principal motivo da instituição do Território do Inini, porém as relações entre a administração e os capitães desses grupos finalmente se institucionalizava no âmbito do território do Inini; foi também iniciada uma política de assistência médica e material, além da elaboração de dados sobre essas populações a partir de identificações e recenseamentos<sup>527</sup>.

Na lei de departamentalização, nenhuma referência foi dirigida ao Território do Inini; mantinha-se indiretamente um regime colonial em Inini, que era governado, consoante ao novo ordenamento departamental, por um *préfet* e os serviços eram organizados por direções departamentais (*directions départementales*)<sup>528</sup>.

A lei de 14 de setembro de 1951 reunificou o Território de Inini à Guiana, e o transformou em *arrondissement* do Inini, uma subdivisão administrativa *suis generis*, que possuía personalidade jurídica própria (*personnalité morale*) cuja organização base era os círculos municipais<sup>529</sup>. Inini ainda correspondia a maior parte do território do interior, estava sob responsabilidade direta do *sous-préfet*, representado por administradores civis e, posteriormente, por *gendarmes* na atuação local<sup>530</sup>.

<sup>526</sup>BENOÎT, Catherine. « Pampila et politique sur le Maroni : de l'état civil sur un fleuve frontière », *Histoire de la justice*, 2016/1 (N° 26), p. 237-259. Disponível em: <<https://www-cairn-info.faraway.parisnanterre.fr/revue-histoire-de-la-justice-2016-1-page-237.htm>>. Acesso em: 02 de abril de 2023.

<sup>527</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2. Acesso em 02 de mar. de 2023, p. 53.

<sup>528</sup>THABOUILLOT, Gérard. *Op. Cit.* Acesso em 02 de mar. de 2023, p. 44-45.

<sup>529</sup>Ibidem, p. 45.

<sup>530</sup>Ver ARNOUX, Irma. *Les Amérindiens dans le département de la Guyane: problèmes juridiques et politiques*. In: *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, n° 6, 1615-1652, 1996, p.1623.

As mudanças administrativas não derivaram em alterações imediatas no tratamento jurídico dos povos indígenas em Inini; o primeiro momento da departamentalização continuou marcado por um certo vazio jurídico em relação ao tratamento jurídico francês dirigido aos indígenas. Na década de sessenta, processos de atribuição de cidadania foram intensificados, como se examinará adiante, em concomitância com a extinção de Inini em 1969. Em seu lugar, um sistema de *communes* foi instalado e cinco comunas<sup>531</sup> foram criadas, Maripasoula, Camopi, Saint-Elie, Apatou e Saül<sup>532</sup>.

Observa-se que a extinção de Inini não acarretou o fim das nomeações dos *chefs coutumiers*, autoridades tradicionais, ainda determinadas pela aldeia e confirmadas pela administração francesa. Eles tinham dupla função: internamente, deveriam garantir a preservação da identidade comunitária e continuavam a mediar a relação entre a administração departamental e a comunidade nas quais exerciam funções de polícia administrativa, de direito civil e penal, eram encarregados de formalidades administrativas<sup>533</sup>.

### 3.2

#### **Service des Populations Primitives (SPP): ninguém é cidadão**

Em 1949, o primeiro prefeito (*préfet*) da Guiana, Robert Vignon, decidiu criar o *Service des Populations Primitives*, informado, por exemplo, pelas políticas indigenistas veiculadas pelo Serviço de Proteção aos Índios brasileiro<sup>534</sup>. Vignon defendia uma administração diferenciada para os ameríndios e “noirs-marrons”, que se baseasse no princípio da persuasão aos modelos civilizatórios - sem os obrigar a abandonar imediatamente seus modos de vida próprios. Uma das

---

<sup>531</sup>“As comunas constituem a escala mais antiga e mais próxima dos cidadãos no seio da organização territorial da França. [...] Le *maire*, que é eleito pelo conselho municipal, é o representante de Estado na comuna (ele detém de competências em matéria de estado civil e polícia administrativa) e o detentor do poder executivo local (ele prepara e executa as decisões do conselho municipal”. Definição divulgada pela Assembleia Nacional francesa. Disponível em:< Fiche de synthèse : L’organisation territoriale de la France - Rôle et pouvoirs de l’Assemblée nationale - Assemblée nationale (assemblee-nationale.fr)>. Acesso em: 05 de mai. de 2023.

<sup>532</sup>CHAPUIS, Jean. *La personne Wayana entre sang et ciel*. Tese de doutorado. Université d’Aix-Marseille, 1998, versão digitalizada, p. 39.

<sup>533</sup>LAVOREL, Sabine. *Des manifestations du pluralisme juridique en France: l’emergence d’un droit français des minorités nationales*. Tese de Direito. Grenoble: Université Pierre Mendès-France - Grenoble II, 2007, p. 188-189.

<sup>534</sup>GUYON, Stéphanie. *La fabrique coloniale et postcoloniale des politiques indigénistes en Guyane Française (1930-2018)*. In BELLIER, Irène; HAYS, Jennifer. *Op. Cit.*, 2019, Epub.



iniciativas de Vignon foi a criação de um comissariado em 1947, voltado para os interesses dos indígenas Kali'na, etnia presente, sobretudo, no litoral guianês<sup>535</sup>.

Por meio de um discurso de proteção aos indígenas e da argumentação do caráter nocivo da imposição de uma assimilação brutal, o *préfet* e outros agentes estatais opuseram-se a atribuição imediata da cidadania francesa e do voto eleitoral a esses povos<sup>536</sup>. Entendia-se que o modo de incorporação deveria ser paulatino, ainda que afastasse essas populações de direitos comuns dos demais cidadãos franceses.

Baseado no modelo brasileiro de criação do SPI, Vignon idealizava a transformação e a integração progressiva dos indígenas pelo empenho de um órgão próprio de proteção, que garantiria aos indígenas um *status* de protegidos<sup>537</sup>. O órgão de proteção seria encarregado do processo de adaptação e transformação desses povos, além da realização de pesquisas relativas a possíveis adequações sociais e estudos de etnologia, que deveriam ser concluídos antes de qualquer entrada dos membros desses grupos na dinâmica da cidadania estatizada francesa.

Em 1950, Robert Vignon apresentou um projeto de administração diferenciada para os indígenas e “noirs-marrons” ao Ministério de ultramar; posteriormente, os administradores do SPP destacariam a necessidade de proteção e reconhecimento de terras e dos *chef coutumier* no projeto de elaboração de uma lei voltada aos indígenas<sup>538</sup>.

Havia um aparente dilema colocado: de um lado, a cidadania francesa imediata; de outro lado, a proteção de grupos afastados dos modelos estatizados franceses e marcados pelo passado colonial de invasão. O discurso aparentemente protetor dava a entender que a inaptidão para ser francês colocava-se pela falta de domínio dos mecanismos da relação entre cidadão e Estado decorrente das diferenciações étnico-políticas, porém a defesa da proteção poderia mascarar a crença de uma suposta inferioridade indígena.

Do ponto de vista histórico, a compreensão da impossibilidade de incorporação imediata venceu. Assim, em 1949, foram iniciados os estudos sobre medidas que deveriam ser tomadas para entendimento da questão indígena na

---

<sup>535</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2 (n° 91), p. 49-70. Acesso em: 02 de mar. de 2023, p. 53.

<sup>536</sup>VALLOT, Hugues Dominique. *Op. Cit.*, p. 110.

<sup>537</sup>Ver GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2 (n° 91), p. 49-70. Acesso em: 02 de mar. de 2023, p. 54- 55.

<sup>538</sup>Ibidem, p. 55.

Guiana e a busca de conhecimento dos próprios grupos, ainda muito pouco compreendidos. Dois etnólogos foram encarregados da pesquisa dos problemas relacionados à questão e da busca de um modelo de organização de serviço, que abrangesse a dispersão das populações no território<sup>539</sup>. No mesmo ano, o médico Fautereau- Vassel, vinculado ao serviço sanitário do Inini, foi também incumbido para organizar o *Service des Populations Primitives*, cujas ações administrativas já começaram em 1950<sup>540</sup>. Em 1954, o órgão passou a ser denominado *Service des Populations Africaines et Indiennes* (SPAI).

Em seguida, o regulamento (*arrêté*) nº 809, emitido pelo *préfet* da Guiana e datado de 22 de novembro de 1952, oficializou a criação e a organização do *Service des Populations Primitives* na Guiana. A proposta do órgão consistia no estudo e no acompanhamento das atividades dos grupos humanos, residentes na Guiana, considerados primitivos – foram listados os ameríndios, identificados nas etnias Kalina, Oayana, Arawak, Palikur, Oyampi, Emérillon, além dos grupos “noirs-marrons”, Bonis, Djuka, Samaca<sup>541</sup>.

No âmbito das atividades do Serviço, previa-se a realização de estudo sobre problemas médicos, demográficos, sociais e econômicos com a finalidade de atualização dos conhecimentos etnográficos e linguísticos dessas populações pouco estudadas e, a partir da identificação dos problemas levantados, devia-se buscar a proposição concreta de soluções<sup>542</sup>. As tarefas de catalogação de problemas e a produção de dados sobre as populações foram o ponto de partida da criação do Serviço.

Entre as funções, ao órgão competiam modalidades de assistência médica e social e ajuda econômica. Quanto à assistência médica e social, essa consistia prestação de cuidados médicos e a existência de dispensário em diferentes centros, além da previsão de ações, visita, distribuição de artigos para melhoria da qualidade de vida dessas populações. Em relação à integração econômica, o Serviço coordenaria esforços episódicos e forneceria mão-de-obra de maneira permanente

---

<sup>539</sup>CHARPENTIER, Suzanne; CHARPENTIER, Guy. *Une expérience indigéniste en Guyane française*. In: *Journal de la Société des américanistes*, Tome 42, 1953, pp. 418-421, p. 418.

<sup>540</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2 (nº 91), p. 49-70. Acesso em 02 de mar. de 2023, p. 53.

<sup>541</sup>Ver FRANÇA. *Arrête de création du “Service des Populations Primitives” du 22 novembre 1952*. Documento consultado no anexo da dissertação de ARMANVILLE, Françoise. *Les Homes Indiens en Guyane française, pensionnats catholiques pour enfants amérindiens 1948-2012*. Dissertação de mestrado. Marseille: Aix- Marseille Université, 2012, p. I.

<sup>542</sup>Ibidem, p. I-II.

em determinados ramos do setor privado, conforme enquadramento das atividades tradicionais, definido pelas populações envolvidas. No contexto de formação, a escola indígena deveria ser adaptada aos modelos de vida tradicional, aos ensinamentos elementares previstos na escola francesa e à preparação profissional e, para isso, as crianças indígenas seriam educadas em pensionatos (*homes indiens*).<sup>543</sup>

Segundo o casal de etnólogos Charpentier, contratados para trabalhar no Serviço, a instituição do órgão satisfaria à prevenção do desaparecimento de uma minoria não integrada à totalidade da população, pois uma política de assimilação forçada poderia desencadear um processo rápido de extinção dos indígenas na Guiana<sup>544</sup>. Demonstra-se que uma das dimensões da instituição do Serviço era o estudo das populações vinculado à proteção da integridade física dos indivíduos e, por isso, a preocupação com a instalação de uma assistência médica voltada a elas.

Nesse sentido, a proteção desses povos parecia consistir em uma ampla formulação de dados a seu respeito e manutenção de suas saúdes biológicas sem efetivar a preservação de seus atributos étnicos. A defesa da proteção dos indígenas, no âmbito de prescrição do órgão, não envolveu o objetivo de organizar redes mútuas de troca entre o modelo de cidadania francesa e as formas de organização sociopolíticas indígenas.

De acordo com métodos de investigação moderna, o estudo desenvolvido pelo Serviço visava compreender aspectos da vida material e cultural dos indígenas e “noirs-marrons”, busca de solução para os problemas de contato, melhoria das condições de vida e a integração econômica gradual a partir do fomento às atividades tradicionais<sup>545</sup>.

O SPP associou-se a diferentes institutos científicos, constatando a multidisciplinariedade para realização de políticas públicas dirigidas aos indígenas; por exemplo, o Instituto Pasteur colaborou para o estudo de doenças endêmicas verificadas entre os indígenas e, sob sua orientação, o SPP realizou campanhas de prevenções<sup>546</sup>.

O controle demográfico, os saberes etnológicos e a assistência médica destacaram-se entre as funções previstas do Serviço, mas a preocupação com a

---

<sup>543</sup>Ibidem.

<sup>544</sup>CHARPENTIER, Suzanne; CHARPENTIER, Guy. *Op. Cit.*, p. 418.

<sup>545</sup> Ibidem.

<sup>546</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2 (nº 91). Acesso em: 02 de mar. de 2023, p. 57-58.

melhoria da qualidade de vida não conduziu à previsão do registro civil dos indivíduos indígenas, ainda segregados e classificados como primitivos. Proteger confundia-se com estabelecimentos de novos guetos. Inexistia um regime jurídico igualitário relativo a registros civis e direitos políticos, como se negava o reconhecimento de uma legislação diferenciada, por outro lado, a exigência de políticas públicas específicas mostrava-se necessária para integração dos indígenas.

Tentativa de integração, no entanto, sem elaboração das etapas do processo adaptativo e por meio da manutenção da exclusão do reconhecimento da cidadania. Logo, a continuidade de um limbo jurídico, decorrente da ausência de uma legislação nacional que determinasse o regime jurídico atribuído aos povos indígenas, faz questionar se a configuração do Serviço estava mais para o tratamento de animais ameaçados de extinção: os indígenas não eram iguais, nem diferentes, eles eram simplesmente inexistentes enquanto pessoas. Além disso, eles eram apreendidos em coletivo, cuidados em termos médico- sanitários e eram integrados para o incremento econômico do departamento nascente. No Serviço, o Estado francês os administrava coletivamente, mas não reconhecia a existência de seus membros individualmente<sup>547</sup>.

O emprego da catalogação destacado no Serviço marcou a relação entre Estado e povos indígenas mediada pelo saber dos etnólogos, responsáveis por produzir conhecimentos sobre as populações consideradas primitivas e definir a implementação de políticas públicas<sup>548</sup>. Avançava-se na aproximação dos povos de Guiana, recolhendo informações sobre os povos e gerindo suas incorporações na burocracia:

Uma das grandes preocupações do Serviço era diminuir para o índio e o negro a sensação de anonimato administrativo em face do qual ele estava totalmente desarmado: os diferentes escritórios e papéis que se deve enfrentar para menor visita médica, por exemplo, os repeliam muito mais do que a própria visita, a qual eles teriam recorrido espontaneamente. Eles quase nunca aproveitavam, por assim dizer, os benefícios de ordem médica ou social que eram colocados à sua disposição, como a de todos os outros guianeses<sup>549</sup>.  
(tradução nossa)

Resumidamente, o lugar dos etnólogos e seus saberes marcaram a especificidade as características do Serviço: enquanto as orientações gerais do SPP

---

<sup>547</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2011/1. Acesso em: 02 de dez. de 2021, p. 22.

<sup>548</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2. Acesso em : 02 de mar. de 2023, p. 52.

<sup>549</sup>CHARPENTIER, Suzanne; CHARPENTIER, Guy. *Op. Cit.*, p. 419.

eram dirigidas por normas gerais emitidas pelo *préfet*, eram os etnólogos que elaboravam e aplicavam as diretrizes da prefeitura destinadas diretamente aos indígenas<sup>550</sup>.

### 3.3 **Francisation**

A década de 1960 marcou a relação do Estado francês com os povos indígenas, quando o vazio jurídico sobre seu estatuto jurídico foi substituído pela atribuição de ofício da nacionalidade e cidadania francesa aos indígenas e aos “noirs-marrons” sem reconhecimento de quaisquer especificidades étnicas ou estudos detalhados que indicassem o preparo da medida. No âmbito de uma política assimilacionista, a concessão massiva de cidadania apresentava-se como forma proporcionar a inclusão nas políticas públicas de assistência<sup>551</sup>.

Efetivamente até então, a maior parte dos indígenas e “noirs-marrons” não tinha qualquer existência legal, eles não eram franceses e, sim, membros de nações aliadas à França; um dos procedimentos sistemáticos de atribuição da cidadania francesa consistia na emissão de uma série de sentenças (*jugements*) declaratórias de nascimentos dos indígenas acompanhadas de declarações de estado civil de seus filhos e, por consequência, um dos efeitos dessas declarações jurídicas seria a possibilidade de aplicação imediata das leis e instituições francesas a tais populações<sup>552</sup>.

Hurault, importante geógrafo que trabalhou na Guiana junto aos povos indígenas na década de sessenta, é constantemente lembrado por ter nomeado de política de *francisation* o processo de assimilação dos indígenas à República francesa nesse período<sup>553</sup>. O geógrafo explicou a maneira que essa assimilação desencadeou-se: ele mencionou a tratativa de um projeto de lei relativo à assimilação de “populações tribais” no início dos anos sessenta, mas que teve ampla

---

<sup>550</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2. Acesso em : 02 de mar. de 2023, p. 56.

<sup>551</sup>GUYON, Stéphanie. *La fabrique coloniale et postcoloniale des politiques indigénistes en Guyane Française* (1930-2018). In: BELLIER, Irène; HAYS, Jennifer. *Op. Cit.*, 2019, Epub.

<sup>552</sup>MICHALON, Thierry. *Réflexions sur un nouveau statut de la Guyane*. In: Pouvoirs dans la Caraïbe [En ligne], 11, 1999. Disponível em: <<http://journals.openedition.org/plc/528>>. Acesso em: 02 de mar. de 2023, p. 258-259.

<sup>553</sup>VALLLOT, Huges Dominique. *Op. Cit.*, p. 20.

oposição quando foi discutido em comitê e, aparentemente, o governo teria o retirado de pauta e, por muitos anos, não houve alusão a ele<sup>554</sup>.

Entretanto, a defesa da assimilação não foi esquecida. Hurault identificou, no decreto de extinção do *arrondissement de l'Inini* de 1969, a consequente assimilação dos povos indígenas estava definida sem lei votada pelo parlamento; constituía-se um modelo de ação de assimilação forçada, que o governo já teria colocado em prática nos últimos anos quando declarações sobre o estado civil de indígenas foram emitidas com base em uma mera checagem de censo, envolvendo a pergunta “Você é pela França, pelo Brasil ou pelo Suriname?” (*Vous êtes pour la France, le Brésil ou le Suriname?*), não era esclarecido que a resposta “pela França” significaria a aceitação da cidadania e equivalia a uma adjudicação do estado civil e à atribuição da nacionalidade francesa<sup>555</sup>.

No processo de assimilação, além de intenções do Estado, identifica-se o afã das populações crioulas de incorporar as populações indígenas de maneira a ampliar o eleitorado e conquistar todo o conjunto da Guiana com a extinção do território de Inini.<sup>556</sup> Tornar-se cidadão francês também significa poder votar.

Em teoria, difundia-se a ideia que a aquisição da cidadania significaria a resolução das disparidades sociais sofridas pelos indígenas. Segundo tal linha de raciocínio, eles teriam a oportunidade de serem franceses de pleno direito e, conseqüentemente, poderiam ter acesso a uma escola laica e gratuita, à seguridade social, aos serviços de alocações familiares<sup>557</sup>. Jean Chapuis, em sua tese de antropologia interpreta que os indígenas foram convocados a escolher uma nacionalidade e apenas a etnia dos Wayana teria recusado nacionalidade francesa, o que teria alterado seu processo de aculturação e não teria lhes proporcionado quaisquer alocações, subsídios ou vantagens financeiras<sup>558</sup>.

De acordo com descrição do próprio Hurault, o modo de inserção a esse modelo de cidadania foi unilateral sem qualquer consulta aos indígenas sobre sua

---

<sup>554</sup>HURAUULT, Jean Marcel. *The "francization" of the indians*. In: DOSTAL, Walter. *The Situation of the Indian in South America: contributions to the study of inter-ethnic conflict in the non-Andean regions of South America ; Symposium on Inter-ethnic Conflict in South America*. Geneva: World Council of Churches, 1972, p. 365.

<sup>555</sup>Ibidem.

<sup>556</sup>Ver CHAPUIS, Jean. *Op. Cit.*, p. 39.

<sup>557</sup>Ver GRENAND, Pierre; GRENAND Françoise. *Les amérindiens, des peuples pour la Guyane de demain: un dossier socio-économique*. Cayenne: Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM), 1990, p. 16.

<sup>558</sup>Ver CHAPUIS, Jean. *Op. Cit.*, p. 39.

vontade de integração ao regime jurídico francês. No contexto do Congresso de Americanistas em 1968, os intelectuais Marcel Bataillon, Henri Lehmann e Claude Lévi- Strauss denunciaram o processo de assimilação forçada que estava ocorrendo na Guiana em carta redigida ao Ministério dos departamentos franceses ultramarinos:

nós solicitamos, ao contrário, que o governo francês continue fiel aos princípios liberais e ilustrado que lhe inspirou até o presente, e que ele renuncia a se engajar na via da ‘assimilação’ unilateral no momento preciso que esta política é denunciada e rejeitada pelos homens de ciências das duas Américas<sup>559</sup>.  
(tradução nossa)

A assimilação contribuiu para a desintegração das organizações sociais comunitárias, os indígenas passaram a buscar a inserção em uma economia de mercado, deslocaram-se para áreas próximas a centros administrativos e escolares e lidavam com uma administração, muitas vezes, autoritária cujas práticas não reconhecem, por exemplo, os prenomes indígenas, os costumes matrilineares e a atribuição de sobrenomes maternos<sup>560</sup>.

A submissão dos indígenas a tal processo de transição abruta os recolonizava, forçando-os a viver conforme os ditames da civilização republicana francesa e seus aparatos:

De protegidos à cidadãos, a segunda categoria poderia ser o antônimo da primeira. A cidadania impôs suas regras burocráticas e seu controle num espaço até então aberto e menos rigoroso com eles. As vidas indígenas encontraram-se de repente reguladas pelo tempo histórico do branco e inscritas em papéis com diversos objetivos. A tradição oral confrontou-se com o poder da escrita e os índios viram sua vida cercada de obrigações. Tudo precisou ser registrado: nascer, casar, ter filhos, morrer, etc.

A necessidade dos registros, a carteira de identidade, entre outros atos e documentos administrativos, propulsaram finalmente os povos indígenas na esfera da história do branco. O comportamento da administração com seus recursos assimilacionistas não tomou em conta os percursos diferenciados dessas populações e suas especificidades. Os índios foram incorporados a uma coletividade estranha. A cidadania francesa negou suas trajetórias históricas<sup>561</sup>.

Em artigo publicado nos anos noventa, o antropólogo Pierre Grenand e a etnolinguista Françoise Grenand informaram que cerca de sessenta e cinco por

---

<sup>559</sup>LEHMANN, Henri; LÉVI-STRAUSS, Claude; BATAILLON, Marcel. *Lettre à Monsieur le Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer*. In: *Journal de la Société des Américanistes*, Tome 57, 1968, pp. 147-151, p. 150.

<sup>560</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2. Acesso em: 02 de mar. de 2023, p. 61.

<sup>561</sup>VALLOT, Hugues Dominique. *Op. Cit.*, p. 114.

cento dos indígenas da Guiana tornaram-se franceses entre 1967 e 1969 sem que o Estado considerasse quaisquer considerações sobre as percepções e os significados da cidadania para cada grupo étnico distinto. Os cientistas também destacaram que a Administração não se importou em verificar as opiniões de especialistas em questões “tribais” e teria cometido o erro de confundir indígenas com indivíduos e nações indígenas com entidades corporativas, embora a relação do Estado francês com os indígenas sempre ter sido mediada em termos de vínculos com nações indígenas e não com indivíduos.<sup>562</sup>

Portanto, no processo de assimilação, o Estado francês homogeneizou todas as etnias e grupos indígenas no intento de tornar todos franceses sem qualquer consideração específica ou verificação de necessidade de adaptação diferenciada de acordo com o grau de contato de cada povo com os aparatos da burocracia francesa. Todos eram classificados como primitivos, sem quaisquer distinções étnicas, e todos passaram a ser franceses sem verificação dos níveis de proximidade de cada povo indígena.

Observa-se que a atribuição de um estatuto de cidadania comum não determinou o fim de políticas públicas locais e específicas para os povos indígenas de Guiana; por exemplo, o regulamento de 17 de dezembro de 1970 criou a *Coordination des actions en faveur des populations tribales*, o exército colaborava nas construções de vilarejos do litoral e os religiosos foram responsáveis pela escolarização de crianças indígenas em pensionatos (*homes*)<sup>563</sup>. Como anteriormente relatado, os *chefs coutumiers* foram mantidos em sua função de articulação entre a administração e povos indígenas.

### 3.4 Conclusões provisórias do capítulo

Trazer o regimento do Estatuto do Inini, neste capítulo, foi importante para demonstrar a marca de ocupação do território e os consequentes tratamentos jurídicos destinados aos povos de cada região da Guiana. A departamentalização, em si, não equalizou o mapa guianês e, muito menos, as populações nele presentes. Os contrastes da colonização reatualizam-se e a conformação de Inini e dos povos indígenas dependeram de um processo paulatino de recomposição local.

---

<sup>562</sup>GRENAND, Pierre; GRENAND Françoise. *Op. Cit.*, 1990, p. 15 - 16.

<sup>563</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2. Acesso em 02 de mar. de 2023, p. 61.



A manutenção da inexistência cívico-política dos diferentes povos da Guiana atravessou a colonização, a duração do território de Inini e parte do período de departamentalização. A quantificação dos integrantes desses povos foi um dos primeiros aspectos de aproximação, a partir do desenvolvimento de Inini, saberes que possibilitaram o desenvolvimento de políticas de assistência específicas.

Na transição de colônia a departamento, a tática de produção de dados e conhecimentos indígenas sem lhes permitir participar politicamente das estruturas da República foi utilizada contra os malefícios de uma suposta incorporação brutal ao Estado francês. O SPP combinou avanço de saberes de etnologia sobre os povos indígenas e “noirs-marrons” e melhoria das condições médico- sanitárias nas comunidades. Discursivamente, o órgão deveria proteger e adaptar os indígenas. Nas bibliografias utilizadas, não resta claro se o fim do Serviço ocorreu com o término do governo de Robert Vignon (1955) ou com o fim de Inini (1969) ou por outro motivo.

Por outro lado, Guyon observa que o fim do regime diferenciado do Inini acarreta a finalização de uma colaboração desenvolvida pela administração da *préfecture* e cientistas<sup>564</sup>. Esta pode ser a chave para diminuta produção de dados sobre os indígenas na Guiana Francesa.

Um direito comum formalmente foi imposto pela atribuição unilateral de cidadania pelos registros de estados civis e emissão de carteiras nacionais, mas essa imposição não provocou a rápida desestruturação de políticas comunitárias e, igualmente, o acesso à seguridade francesa não resultou no padrão de vida dos cidadãos da França metropolitana.

---

<sup>564</sup>GUYON, Stéphanie. *Op. Cit.*, 2013/2. Acesso em: 02 de mar. de 2023.

## Capítulo 4

### Estatuto pessoal dos indígenas brasileiros

Com órgão próprio para assistência, legislação sobre suas terras, os indígenas brasileiros possuíam amplas inserções no direito nacional. As questões relacionadas aos povos indígenas brasileiros não foram completamente silenciadas pelo direito republicano, apesar de ser possível o questionamento sobre o paradigma assimilacionista recorrente dessa intensa regulamentação.

A fim de atrair os povos para controle de seus modos de existência e delimitar a posse de territórios dos grupos, espaços subtraídos à utilidade de habitação e à pequena produção agrícola, o órgão amparado pela legislação indigenista reduzia os coletivos indígenas. A proteção, realizada pelo SPI e pela Funai, vinculava-se a educar os grupos e a redefinir os espaços territoriais.

Em relação ao indígena, enquanto pessoa a ser individualizada, desenvolveu-se regimes jurídicos próprios veiculados pelo Decreto 5484/28 e pelo Estatuto do Índio de 1973, baseados em modelos integracionistas. Nesses documentos, pretendia-se distinguir juridicamente o “índio” dos demais cidadãos brasileiros. A distinção tinha o fim de estabelecer o regramento para suprir suas supostas limitações e suas necessidades, determinar seus bens e sua incorporação aos moldes da sociedade brasileira.

Na prática cotidiana, por meio da abertura legislativa, o SPI e a Funai definiam quem era indígena e deveriam amparar os indivíduos assim definidos na transição para o mundo não indígena. A incorporação era a meta a ser concretizada pelos órgãos, como foi descrito em capítulo anterior.

Mais especificamente, neste capítulo, objetiva-se demonstrar o estatuto jurídico – político atribuído aos indivíduos categorizados como indígenas no Brasil, com ênfase nas legislações vigentes entre 1946-1988. Alguns passos atrás podem ser dados para contextualizar situações de alteração, respectivos avanços e retrocessos.

Algumas questões são orientadoras deste capítulo:

1- Como as leis e decretos estabeleceram a incapacidade indígena e a necessidade do instrumento jurídico da tutela?

2- A restrição de direitos civis implicava necessariamente em perda de direitos políticos? Havia brechas para o exercício do direito de voto por indígenas?

3- Entre interesses indígenas e interesses estatais, qual foi a delimitação do instrumento da tutela para os indígenas?

4- O poder tutelar representaria um processo de estatização de grupos sociais heterogêneos, para além da previsão do regime jurídico da tutela individual sobre o exercício de atos civis?

Destina-se investigar, conforme descrição de Souza Lima, um dos elementos que assombra a formulação de textos legais e inerente à modalidade de governo sobre os indígenas, seria

[...] a necessidade de um código que situe os indígenas em um sistema de estratificação de direitos civis e políticos pré-definidos, fundamento legal da ação administrativa estatizada, parte das redefinições da ordem jurídico- política inauguradas com o fim da escravidão e das mudanças colocadas com o advento da República<sup>565</sup>.

## **4.1 Direitos Civis e políticos**

### **4.1.1 Incapacidade civil**

A indefinição legal de quem seria indígena esbarrava no fato da defesa da necessária integração. Ser indígena e ser plenamente integrado aos modelos “civilizatórios” hegemônicos eram realidades contraditórias, já que a incorporação era um processo de aculturação. Distinguir um indígena, portanto, não se associava à verificação de distinções étnicas, mas à avaliação individualizada sobre suas interações com a suposta comunidade nacional.

Por sua vez, a aferição de um “grau de civilização atrasado” foi um dos elementos para se considerar a acessibilidade a direitos. Viu-se que, no Brasil, indígena era percebido como estágio a ser superado, não plenamente evoluído. Tal percepção acabou por afetar o modo de exercício das relações civis que o indígena poderia desenvolver em sociedade.

Estabelecer um tratamento civil próprio para os indígenas, no desenvolvimento republicano, envolvia indagar sobre sua preservação, a proteção de seus direitos ou a restrição de seus atos. Restringir a plena prática de atos civis

---

<sup>565</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Op. Cit.*, 1995, p. 118.

para proteger de abusos, manipular as restrições para impor a integração sem os preservar, medidas aparentemente opostas, mas que se combinaram no direito brasileiro.

O Código Civil de 1916, vigente até o ano de 2002, regulamentou acerca da capacidade civil do indígena brasileiro. A lei determinava sua incapacidade relativa até sua adaptação ao modelo civilizatório hegemônico brasileiro. Conforme o texto legal, seriam “incapazes, relativamente a certos atos (art. 147, n. 1), ou à maneira de os exercer: (...) IV. Os silvícolas”<sup>566</sup>.

A lei denominava os indígenas de silvícolas, nome que faz referência aos habitantes de selvas. Como não eram todos os indígenas que residiam em florestas ou matas, compreendeu-se majoritariamente que a denominação trazida pela lei tinha um sentido genérico cuja incapacidade atingiria todos os indígenas não reconhecidamente integrados<sup>567</sup>.

O significado alargado, entretanto, não anulava a escolha da denominação, que refletia a imagem de indivíduos selvagens e incivilizados sobre os povos indígenas. A partir da rotulação de silvícolas, idealizava-se indivíduos afastados do convívio social e sem qualquer interação ou hábitos comuns, sustentando-se que os indígenas seriam seres exóticos para domesticação.

A definição de quem seria indígena não foi apresentada no Código, que privilegiou o caráter patrimonialista na classificação dos incapazes; ademais, não foi textualmente destacada que a ausência de entendimento de determinados valores culturais, econômicos ou civis decorria das diferenças étnicas e políticas desses povos<sup>568</sup>.

Por outro lado, os seguintes vetores foram considerados norteadores da incapacidade, com base no texto *O Estado contra o índio* de autoria de Eunice Paiva e Carmen Junqueira: 1) a limitação da prática de determinados atos da vida civil; 2) a causa da classificação da incapacidade relacionada a diferenças entre os grupamentos sociais indígenas e a considerada civilização brasileira, apesar do

---

<sup>566</sup>BRASIL. Código Civil. Lei nº 3.071 de 1º de janeiro de 1916. Disponível em: <[https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/13071.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/13071.htm)>. Acesso em: 28 de fev. de 2023.

<sup>567</sup>Ver PAIVA, Eunice; JUNQUEIRA, Carmen. *O Estado contra o Índio*. Textos em Ciências Sociais. São Paulo: PUC, n. 1, 1985, p. 06.

<sup>568</sup>Ver DANTAS, Fernando Antonio de Carvalho. *O sujeito diferenciado: a noção de pessoa indígena no direito brasileiro*. Dissertação (Mestrado). Curitiba: Universidade Federal do Paraná (UFPR), 1999, p. 35.

silêncio legal sobre diferenças étnicas; 3) a transitoriedade deste enquadramento jurídico, pois a incapacidade duraria apenas até a adaptação<sup>569</sup>.

A limitação da capacidade indígena era comparável às limitações impostas aos maiores de dezesseis anos e menores de vinte e um anos, visto que estes também dependiam da assistência dos pais ou curadores para validade de determinados atos<sup>570</sup>. Os menores de idade seriam indivíduos que precisariam de uma complementação etária, que geraria experiências e saberes para exercerem todos os seus direitos.

Para os indígenas, não era apenas o lapso temporal que justificava a incapacidade. Apesar de nenhuma consideração étnica na lei, uma das leituras era que restrição da capacidade aos indígenas decorreria de suas diferenças culturais e na consideração da incompletude de suas socializações<sup>571</sup>. A possibilidade de exercício direto de todos os direitos viria com a homogeneização cultural por meio da aprendizagem dos valores transmitidos pelos órgãos de proteção, o SPI e, depois, a Funai.

A ausência de maturidade não tinha a mesma dimensão para os indígenas e os menores de idade. Enquanto a maturidade dos demais indivíduos estava associada a completar vinte e um anos, a interpretação predominante sobre a imaturidade indígena vinculava-se à compreensão de um suposto infantilismo<sup>572</sup>, inerente à própria condição indígena. Conforme tal percepção, a atribuição de um infantilismo implicava em considerar os indígenas inaptos a exercer seus interesses em razão de uma suposta inferioridade que os impedia de progredir em relação aos demais adultos.

Em outras palavras, o infantilismo gerava uma ausência de entendimento sobre os direitos e obrigações prescritos na sociedade brasileira, fator que poderia prejudicar os indígenas na realização de contratos, na gerência de suas terras e demais patrimônios. Para Manuela Carneiro da Cunha, o propósito expresso da

---

<sup>569</sup>PAIVA, Eunice, JUNQUEIRA, Carmen. *Op. Cit.*, p. 05.

<sup>570</sup>Ibidem, p. 07.

<sup>571</sup>Idem.

<sup>572</sup>Ver FARAGE, Nadia; CUNHA, Manuela Carneiro da. *Caráter de tutela dos índios: origens e metamorfoses*. In: CUNHA, Manuela Carneiro da (org.). *Os direitos do índio: ensaios e documentos*. São Paulo, Editora Brasiliense, 1987, p. 103-117, p. 114.

limitação da capacidade era a proteção contra maus negócios que poderiam ser realizados em razão de suas inexperiências<sup>573</sup>.

Em contrapartida, o jurista Carlos Marés interpreta que o legislador brasileiro teria sedimentado os preconceitos vigentes no século anterior sobre o destino de desaparecimento dos indígenas, imiscuídos na sociedade dominante, quando transformou explicitamente em ordem legal sua relativa capacidade civil, sua minoridade e sua orfandade na elaboração do Código Civil de 1916<sup>574</sup>.

Souza Lima ainda aponta que o acesso a direitos básicos pelos indígenas, como a possibilidade de uma assistência diferenciada, passou pela definição de sua relativa incapacidade, com a necessidade de um aparelho estatizado que o representasse politicamente<sup>575</sup>.

Assim, a incapacidade não significaria apenas uma proteção à realização de maus negócios, mas um estágio de restrições que desapareceria com a superação do considerado estado evolutivo indígena. Como explica Fernando Dantas, em sua dissertação, os indígenas deveriam alinhar-se às exigências lógicas do direito moderno: eles abandonariam seus hábitos e seriam levados por meio dos processos civilizatórios a se tornarem cidadãos plenos<sup>576</sup> em que se destaca o padrão de colonialidade imposto<sup>577</sup>.

Uma vez já estabelecido um órgão próprio de assistência, a incapacidade trazida pela legislação civil abarcava a necessidade de uma regulamentação jurídica especial para os indígenas<sup>578</sup>. O estatuto jurídico especial entrou em vigor no ano de 1928, pelo Decreto 5.484, e viria a repetir a determinação de restrição da capacidade indígena até a sua adaptação nos seguintes termos: “Art. 5º A

---

<sup>573</sup>CUNHA, Manuela Carneiro da. *Índios na Constituição*. In: Dossiê 30 anos da Constituição brasileira. Novos estudos. CEBRAP 37 (3). Sep. Dez, 2018. Disponível em: <<https://doi.org/10.25091/S01013300201800030002>>. Acesso em 01 de dez. de 2022, p. 429-443, p. 430.

<sup>574</sup>SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *O direito envergonhado: o direito e os índios no Brasil*. In: *Índios no Brasil*. Organizado por Luís Donisete Benzi Grupioni. Brasília: Ministério da Educação e do Desporto, 1994, p. 160.

<sup>575</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Op. Cit.*, 1995, p. 75.

<sup>576</sup>DANTAS, Fernando Antonio de Carvalho. *Op. Cit.*, p. 36.

<sup>577</sup>Ver MALDONADO-TORRES, Nelson. *Sobre la colonialidad del ser: contribuciones al desarrollo de un concepto*. In: CASTRO-GÓMEZ, Santiago.; GROSFUGUEL, Ramón (orgs.). *El giro decolonial*. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global. Bogotá: Universidad Javeriana-Instituto Pensar, Universidad Central-IESCO, Siglo del Hombre Editores, 2007, p. 130.

<sup>578</sup>SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *O renascer dos povos indígenas para o Direito*. 1ª ed., 2ª tiragem. Curitiba: Juruá, 1999, p. 99.

capacidade, de facto, dos índios sofrerá as restrições prescriptas nesta lei, enquanto não se incorporarem elles á sociedade civilizada [sic]”<sup>579</sup>.

A plena capacidade, mais uma vez, foi remetida ao processo de incorporação. Se fosse indígena, seria incapaz; se fosse incorporado, não teria mais a proteção dispensada ao indígena e passava a possuir capacidade plena. A norma relativa à capacidade indígena estabelecia-se, portanto, por comparação ao modelo de existência ocidental sem uma consideração própria da aptidão da pessoa indígena.

Uma das consequências imediatas dessa limitação foi a privação da autonomia e da capacidade de decisão dos indígenas, impossibilitados de administrar diretamente suas vidas e territórios. Considera-se que eles restavam, portanto, subjugados a uma dinâmica paternalista de assistência elaborada pelo órgão de proteção estatal.

#### **4.1.2 Direito ao Voto**

As restrições de cunho mais patrimonialistas não avançaram para formalmente impedir o exercício do direito de voto pelos indígenas; a incapacidade relativa não foi um fator de exclusão automática. Os textos constitucionais e legais também não trouxeram a exclusão de voto ou inelegibilidade dos indígenas por si só. A incapacidade para gerência de bens não foi automaticamente revertida em perda de direitos políticos.

Cada Constituição da República previa o rol de pessoas que poderiam votar e aquelas que estavam excluídas do exercício do voto<sup>580</sup>. Também se determinava quais cargos dependeriam da escolha pelo voto dos eleitores e quem estava apto a concorrer. A decisão pelo voto e a ampliação ou diminuição dos cargos sujeitos às eleições determinavam o grau de participação e representação política de cada grupo social.

---

<sup>579</sup>BRASIL. Decreto nº 5.484, de 27 de junho de 1928. Regula a situação dos índios nascidos no território nacional. Disponível em: <<http://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1920-1929/decreto-5484-27-junho-1928-562434-publicacaooriginal-86456-pl.html>>. Acesso em: 28 de fev. de 2023.

<sup>580</sup>Não se detêm, neste estudo, aos vícios dos processos eleitorais, apenas se averigua quem estava apto a votar e ser votado, segundo o direito.

A Constituição de 1891, vigente na promulgação do Código de 1916, determinava que os eleitores fossem homens, cidadãos maiores de vinte e um anos alistados, excluindo os mendigos, os analfabetos, os militares praças - com exceção dos alunos das escolas militares de ensino superior-, os membros religiosos de ordens monásticas, companhias, congregações ou comunidades de qualquer denominação que deviam renúncia da liberdade Individual<sup>581</sup>. Esses cidadãos também eram inelegíveis, ou seja, eles não poderiam se candidatar a cargos eletivos.

Essa Carta constitucional possibilitou o exercício do voto direto para escolha dos cargos de presidente e vice-presidente, deputados, senadores, governadores e deputados dos Estados da federação, conforme organização do processo eleitoral de cada Estado- membro; a escolha para os cargos executivos municipais ficariam a critério dos Estados<sup>582</sup>.

Os indígenas não estavam formalmente excluídos do direito ao voto pela Constituição, porém a impossibilidade do analfabeto ser eleitor os atingia, pois a grande maioria não sabia ler e escrever em português, como a quase unanimidade da população brasileira na época. Consequentemente, os indígenas também eram inelegíveis. O objetivo mais geral da interdição do voto do analfabeto era afastar o povo das urnas e impedir a concorrência por representantes próprios<sup>583</sup>, como os indígenas que não influíam nas eleições e também não tinham candidaturas próprias.

A exclusão do analfabeto do direito de votar estendeu-se na vida republicana brasileira até a Constituição de 1988 e o rol de eleitores não se alterou muito, exceto com o acréscimo das mulheres pela Constituição de 1934 e dos maiores de dezoito anos. Indiretamente, como assinalado, as Constituições, ao excluir os analfabetos, mantiveram os indígenas excluídos da possibilidade de votar e ser votado.

Entre 1937 e 1945, com a implementação da ditadura do Estado Novo, alfabetizados e analfabetos, indígenas e não indígenas não puderam votar para

---

<sup>581</sup>Ver BRASIL. Constituição (1891). Constituição da República dos Estados Unidos do Brasil. Rio de Janeiro, RJ: Imprensa Nacional, 1891. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao91.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao91.htm)>. Acesso em: 01 jan. 2023.

<sup>582</sup>NICOLAU, Jairo. História do voto no Brasil. Coleção Descobrimdo o Brasil. Rio de Janeiro: Jorge Zahar Editor, 2002, ebook, p. 19.

<sup>583</sup>Ver CARVALHO, José Murilo de. Cidadania no Brasil. O longo Caminho. 3ª ed. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 2002, p. 40.



escolha de qualquer cargo: as eleições foram suspensas, partidos políticos proibidos de funcionar e houve fechamento do Congresso Nacional durante todo período<sup>584</sup>.

A Constituição de 1946, por sua vez, instituiu o voto obrigatório dos alfabetizados, de homens e mulheres, de maiores de dezoito anos. Além de excluir os analfabetos, negou o direito de voto àqueles que não soubessem se exprimir na língua nacional, fator que também ainda se verificava entre muitos grupos indígenas. Desse modo, não se expressar na língua portuguesa também poderia os afastar do exercício de voto<sup>585</sup>.

Apesar das dificuldades impostas ao voto e da demonstração de elegibilidade, na década de 1960, as primeiras candidaturas indígenas obtiveram êxito nos pleitos eleitorais. Foi exemplificativa a candidatura de Carmelita Cruz, pertencente à etnia Tuxá, que foi aparentemente a primeira indígena brasileira eleita vereadora em 1963, na cidade de Rodelas, no estado da Bahia <sup>586</sup>.

Em 1965, o Código Eleitoral enunciou a vedação do alistamento de indivíduos que não soubessem se expressar em língua nacional<sup>587</sup>. Os indígenas, portanto, deveriam mais uma vez demonstrar que falavam português para poderem votar naqueles cargos que mantiveram o voto direito.

A partir da consulta nº 3.165 do Distrito Federal, foram expressamente reconhecidos direitos políticos aos indígenas pela Resolução 7.919/1966<sup>588</sup> do Tribunal Superior Eleitoral ao determinar, ainda na vigência da Constituição de

<sup>584</sup>Ver NICOLAU, Jairo. *Op. Cit.*, p. p. 34-35.

<sup>585</sup>BRASIL. Constituição (1946). Constituição dos Estados Unidos do Brasil. Brasília: Senado Federal, 2010. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao46.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao46.htm)>. Acesso em 05 de fev. de 2023.

<sup>586</sup>TUXÁ, Felipe; TUXÁ, Dinamam. *Vote parente, vote! A participação indígena no sistema eleitoral brasileiro*. APIB Oficial, 2020. Disponível em: <<https://apiboficial.org/2020/11/11/vote-parente-vote-a-participacao-indigena-no-sistema-eleitoral-brasileiro/>>. Acesso em: 20 mar. 2021; SALOMÃO, Ricardo Dantas Borges. *Etnicidade, processos de territorialização e ritual entre os índios Tuxá de Rodelas*. Dissertação de mestrado apresentada ao Programa de Pós-graduação em Antropologia Social da UFF. Niterói, 2006, p. 89; DURAZZO, Leandro Marques. *Cosmopolíticas Tuxá: conhecimentos, ritual e educação a partir da autodemarcação de Dzorobabé*. Tese de doutorado apresentada ao Programa de Pós-graduação em Antropologia Social da UFRN. Natal, 2019, p. 72 *Apud* ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Como uma revoada de pássaros: uma história do movimento indígena na ditadura militar brasileira*. Tese (Doutorado). Rio de Janeiro: PUC-Rio, 2021, p. 180.

<sup>587</sup>BRASIL. Lei nº 4.737, de 15 de julho de 1965. Institui o Código Eleitoral. Brasília, DF: Presidência da República, 1965. Disponível em: < <https://www.tse.jus.br/legislacao/codigo-eleitoral/codigo-eleitoral-1/codigo-eleitoral-lei-nb0-4.737-de-15-de-julho-de-1965>>. Acesso em 25 de fev. de 2023.

<sup>588</sup>BRASIL. Tribunal Superior Eleitoral. Consulta nº 3.165. (Resolução nº 7.919). Relator: Min. Décio Meirelles de Miranda. Brasília, DF, 9 set. 1966. BEL - Boletim Eleitoral, Brasília, v. 184, n. 1, p. 272, 1966.

1946, que o regime tutelar não implicava por si só em incapacidade política<sup>589</sup>. O poder judiciário esclareceu que a incapacidade civil prevista para os indígenas não integrados os conservava alistáveis e elegíveis, se preenchido os requisitos previstos para qualquer brasileiro.

De certo modo, a possibilidade de participar de uma eleição como eleitor ou candidato exigia um grau alto de aculturação do indígena, que deveria comprovar a alfabetização em português e o domínio falado da língua. Assim, a participação nas eleições alinhava-se aos processos de incorporação do indígena aos modelos sociais impostos.

No período da ditadura civil- militar empresarial, a Constituição de 1967 e a emenda de 1969 mantiveram o rol de eleitores alistáveis do período anterior. As eleições diretas foram asseguradas para escolha de alguns cargos. A ARENA e o MDB, os dois únicos partidos permitidos, concorriam às eleições. Não foram suspensas as eleições proporcionais e os eleitores escolheram deputados federais e estaduais e vereadores. Todavia, as eleições foram suspensas ou restringidas para escolha dos cargos de presidente, governador, prefeito e senador<sup>590</sup> a partir de 1964. Os poucos indígenas, habilitados para votar e/ou ser votado, também estavam sujeitos às limitações do período de exceção.

O exercício de direito de voto não foi proibido, mas suas exigências aproximavam-se da imposição de assimilação pelo indígena. Logo, um indígena ainda tutelado pelo Estado teria dificuldade de se alistar ou concorrer a algum cargo eletivo. No capítulo que se tratará da violação de direitos durante a ditadura militar, apresentar-se-á alguns exemplos de problemas em candidaturas questionadas no período.

## **4.2 Regime tutelar no decreto 5484/28 (1928-1973)**

Antes da instituição do regime tutelar por meio de um órgão de assistência próprio, a tutela indígena teve um caráter orfanológico, conforme os decretos de

---

<sup>589</sup>SILVA, Luiz Fernando Villares. *Estado pluralista? o reconhecimento da organização social e jurídica dos povos indígenas no Brasil*. Tese (Doutorado) - Universidade de São Paulo: São Paulo, 2013, p. 157-158.

<sup>590</sup>NICOLAU, Jairo. *Op. Cit.*, p.43.

1831 e 1833 do Império brasileiro<sup>591</sup>. Algumas categorias de indígenas foram equiparadas a órfãos para garantia de sua proteção. Nesse sentido, a tutela orfanológica significava que algumas relações com determinados indígenas deveriam ser submetidas à verificação pelo juízo de órfãos, órgão responsável pela proteção e supervisão dos atos por eles praticados.

A competência do juízo era proteger a pessoa dos indígenas submetidos à servidão pelas guerras de 1808, verificando os contratos de trabalho e remunerações, a fim de evitar fossem novamente transformados em servos; do ponto de vista coletivo, competiu zelar pelas terras e bens de indígenas aldeados<sup>592</sup>. Em 1845, os Diretores de Aldeias seriam nomeados em cada município e, entre suas funções, eram procuradores dos indígenas para administração de seus bens<sup>593</sup>. Inicialmente, não eram todos os indígenas que estariam submetidos à tutela, embora muitas interpretações e práticas equivocadas abarcassem todos.

Por sua vez, o Código Civil de 1916, primeiramente, teria generalizado a modalidade de tutela orfanológica a todos os indígenas, limitando o alcance da proteção às relações obrigacionais civis e determinando implicitamente a necessidade de defesa específica dos bens e terras de todos os indígenas não integrados.

No parágrafo único ao artigo 6º do Código Civil, determinava-se a tutela indígena nos seguintes termos: “Os silvícolas ficarão sujeitos ao regime tutelar, estabelecido em leis e regulamentos especiais, e que cessará à medida de sua adaptação”<sup>594</sup>.

---

<sup>591</sup>Ver BRASIL. Carta de Lei de 27 de outubro de 1831, Disponível em: <[https://www2.camara.leg.br/legin/fed/lei\\_sn/1824-1899/lei-37625-27-outubro-1831-564675-publicacaooriginal-88614-pl.html](https://www2.camara.leg.br/legin/fed/lei_sn/1824-1899/lei-37625-27-outubro-1831-564675-publicacaooriginal-88614-pl.html)> e BRASIL. Decreto de 3 de junho de 1833 e no Regulamento nº. 143 de 15 de março de 1842. Disponível em: <[https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret\\_sn/1824-1899/decreto-37777-3-junho-1833-565134-publicacaooriginal-88994-pe.html](https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret_sn/1824-1899/decreto-37777-3-junho-1833-565134-publicacaooriginal-88994-pe.html)>. Acesso em: 01 de mar. de 2023.

<sup>592</sup>Ver FARAGE, Nadia; CUNHA, Manuela Carneiro da. *Caráter de tutela dos índios: origens e metamorfoses*. In: Cunha, Manuela Carneiro da. Op. Cit., 1987, p. 111- 116.

Carlos Frederico Marés argumenta, no entanto, que a gerência de bens e terras seria voltada para todos os indígenas, conforme SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. Op. Cit., 1999, p. 96.

<sup>593</sup>LACERDA, Rosane. *Diferença não é incapacidade: gênese e trajetória histórica da concepção de incapacidade indígena e sua insustentabilidade nos marcos do protagonismo dos povos indígenas e do texto constitucional de 1988*. Dissertação de mestrado em Direito. Brasília: Universidade de Brasília (UnB), 2007. Disponível em: <[http://www.fd.unb.br/pos/index.php?option=com\\_content&view=article&id=14&Itemid=15](http://www.fd.unb.br/pos/index.php?option=com_content&view=article&id=14&Itemid=15)>. Acesso em: 03 de dez. de 2022, p. 63-64.

<sup>594</sup>BRASIL. Código Civil. Lei nº 3.071 de 1º de janeiro de 1916. Disponível em: <<https://www2.camara.leg.br/legin/fed/lei/1910-1919/lei-3071-1-janeiro-1916-397989-publicacaooriginal-1-pl.html>>. Acesso em: 28 de fev. de 2023.

A legislação civil não fazia referência ao modo de exercício da tutela sobre o indígena, apenas ao modelo de representação e assistência aplicável aos outros relativamente incapazes. Seria outra norma que estabeleceria um regime de tutela diferenciado da tutela orfanológica sem tratar os indígenas como indivíduos com alguma deficiência, mas indivíduos que necessitariam de um estatuto pessoal diferenciado<sup>595</sup>.

O Decreto 5.484/1928 cumpriria uma função estatutária e regularia a situação dos indígenas nascidos no Brasil. Entretanto, a legislação não definia quem era indígena e ainda omitia a constatação de que os indígenas correspondiam a vários povos com diferenças étnicas. Temas de registro civil, de patrimônio e bens, de questões penais e de terras indígenas foram regulamentados pelo decreto sem definir a quem se dirigia.

A modalidade de tutela orfanológica foi extinta pelo Decreto. Uma tutela de caráter público foi inaugurada pelo documento, a mediação das relações dos indígenas não incorporados à sociedade foi atribuída ao Estado<sup>596</sup>. O tutor dos indígenas foi o SPI e, posteriormente, a Funai, por meio de seus agentes, que os assistiam na realização de atos civis, como representantes do Estado:

Art. 6º **Os índios de qualquer categoria não inteiramente adaptados** ficam sob a **tutela do Estado**, que a exercerá segundo o grão de adaptação de cada um, por intermédio dos inspectores do Serviço de Proteção aos Índios e Localização de Trabalhadores Nacionais, sendo facultado aos ditos inspectores requerer ou nomear procurador, para requerer em nome dos mesmos índios, perante as justiças e autoridades, praticando para o referido fim todos os actos permittidos em direito [sic]<sup>597</sup>.  
(grifos nossos)

O regime tutelar era direcionado a todos os indígenas não adaptados. Os indígenas, considerados adaptados, seriam plenamente capazes e, conseqüentemente, não estavam submetidos à tutela.

Em tese, foi estabelecida a tutela de natureza pública, na qual não se atribuía a administração dos bens ao tutor, eram os próprios indígenas que geriam seus bens. O Estado não decidia pelos os indígenas, apenas assistia a administração dos bens

<sup>595</sup>SOUZA FILHO, *Carlos Frederico Marés de. Op. Cit.*, 1999, p. 99.

<sup>596</sup>Ibidem, p. 101.

<sup>597</sup>BRASIL. Decreto nº 5.484, de 27 de junho de 1928. Regula a situação dos índios nascidos no território nacional. Disponível em: <<http://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1920-1929/decreto-5484-27-junho-1928-562434-publicacaooriginal-86456-pl.html>>. Acesso em: 28 de fev. de 2023.

feita por eles<sup>598</sup>. A vontade própria do tutelado e seus interesses deveriam prevalecer sobre qualquer vontade do tutor<sup>599</sup>. Segundo determinação do decreto, os indígenas nômades, aldeados e os pertencentes a povoações indígenas poderiam dispor dos seus bens<sup>600</sup>.

Marés ainda acentua que o regime tutelar instituído pelo Decreto teria inovado por “justamente introduzir no sistema jurídico brasileiro a concepção de que as relações dos índios com a sociedade organizada sob o manto do Estado brasileiro é de natureza pública e não privada”<sup>601</sup>.

Desse modo, assistência jurídica e proteção vinculavam-se. Assistir ao indígena nas suas relações civis com os demais membros da sociedade era uma função tutelar que garantia a validade dos atos praticados. Qualquer prejuízo derivado de transações civis deveria ser evitado pelo tutor cuja função era zelar pelos direitos do tutelado.

A lei trazia classificação dos indígenas em categorias de acordo com a aproximação dos indígenas e ainda trazia consequências para validação de atos praticados. Os indígenas foram generalizados quando considerações étnicas não foram contempladas, e hierarquizados com base em sua relação com a sociedade hegemônica. A primeira categoria reunia indígenas nômades, a segunda categoria correspondia a indígenas aldeados, a terceira categoria incluía indígenas pertencentes a povoações indígenas e, por fim, a quarta categoria eram os indígenas pertencentes a centro agrícolas ou que vivessem em promiscuidade com o civilizado<sup>602</sup>.

Os atos de determinadas categorias de indígenas não poderiam ser realizados sem a devida supervisão do SPI e Funai. Seriam nulos, “os actos praticados entre individuos civilizados e indios das 1<sup>a</sup>, 2<sup>a</sup> ou 3<sup>a</sup> categorias, salvo quando estes forem representados pelo inspector competente, ou quem fizer as

---

<sup>598</sup>SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *Op. Cit.*, 1999, p. 104.

<sup>599</sup>CUNHA, Manuela Carneiro da. *Op. Cit.*, 1987, p. 28.

<sup>600</sup>BRASIL. Decreto nº 5.484, de 27 de junho de 1928. Regula a situação dos índios nascidos no território nacional. Disponível em: <<http://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1920-1929/decreto-5484-27-junho-1928-562434-publicacaooriginal-86456-pl.html>>. Acesso em: 28 de fev. de 2023

<sup>601</sup>SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *Op. Cit.*, 1999, p. 101.

<sup>602</sup>BRASIL. Decreto nº 5.484, de 27 de junho de 1928. Regula a situação dos índios nascidos no território nacional. Disponível em: <<http://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1920-1929/decreto-5484-27-junho-1928-562434-publicacaooriginal-86456-pl.html>>. Acesso em: 28 de fev. de 2023.

vezes deste [sic]<sup>603</sup>. Logo, as consequências não eram as mesmas para atos civis praticados por indígenas pertencentes a centros agrícolas ou que vivessem em promiscuidade com o civilizado.

A adaptação de indígenas relativamente incapazes garantiria a superação do *status* indígena e, conseqüentemente, afastava a necessidade do órgão protetor de assistência àqueles indígenas considerados integrados. Como modo de superação da tutela, as Constituições brasileiras de 1934, 1937, 1946, 1967 e a emenda constitucional de 1969 previam que seria função da União a incorporação dos indígenas à comunhão nacional. Na vigência do Decreto 5484/28, a incorporação dependia de avaliação dos inspetores que os considerasse equiparados àqueles integrantes dos centros agrícolas:

Art. 42. Consideram-se incorporados á sociedade civilizada (art. 5º) e, portanto, em condições de responder pelos seus actos, os indios que, conforme atestação do inspector competente, sejam equiparaveis aos pertencentes aos centros agrícolas [sic]<sup>604</sup>.

A incorporação, portanto, poderia ser deduzida pela transformação do indígena em trabalhador rural, como indivíduos pertencentes dos centros agrícolas. Haveria transformação de modelos de cultivo e nos seus modos de vida coletivos considerados pretéritos para o molde de trabalhador e tipo de agricultura determinados pelas necessidades de mercado.

### **4.3 Regime tutelar e Estatuto do Índio (1973-)**

O Estatuto do Índio substituiu o Decreto 5484/1928 em 1973, evidenciado o intuito de regulamentar as questões relativas ao indígena brasileiro. Diversos temas foram trazidos, entre eles: a definição e classificação dos indígenas, a necessidade de suas incorporações, a possibilidade de emancipação, a gestão de seus bens, a questão das terras indígenas, a preocupação com a saúde e a educação. O tratamento das questões seguia o paradigma assimilacionista, centrado no processo de aculturação espontânea dos valores hegemônicos pelos indígenas.

---

<sup>603</sup>Ibidem.

<sup>604</sup>Ibidem. .

Ao comentar o Estatuto do Índio, Ismael Marinho Falcão dispõe que a lei teria fixado princípios na regulação da situação jurídica do indígena. Entre tais princípios: os indígenas teriam os mesmos direitos de quaisquer cidadãos; a assimilação à sociedade homogênea condicionaria o exercício de direitos civis e o gozo dos direitos políticos pelo indígena; o respeito de usos e costumes de indígenas não assimilados; aplicação da lei comum na relação entre “índios” e “não índios”<sup>605</sup>.

Primeiramente, o Estatuto apresentou uma definição para “índio” ou “silvícola”, como “[...] todo indivíduo de origem e ascendência pré-colombiana que se identifica e é identificado como pertencente a um grupo étnico cujas características culturais o distinguem da sociedade nacional”; definiu também “Comunidade Indígena ou Grupo Tribal”, como “[...] um conjunto de famílias ou comunidades índias, quer vivendo em estado de completo isolamento em relação aos outros setores da comunhão nacional, quer em contatos intermitentes ou permanentes, sem contudo estarem neles integrados”<sup>606</sup>.

A conceituação vinculada à ascendência foi ampla e ao mesmo tempo excludente por desconsiderar a autoafirmação em grupos imiscuídos, forçadamente aculturados e despercebidos em seu entorno quanto às suas origens<sup>607</sup>. Por isso, não haveria propriamente uma abrangência total do indígena contemporâneo à norma, mas restava clara a necessidade de aferição de distinção étnica entre “índio” e a cultura hegemônica.

Em três categorias foram os indígenas classificados neste documento: isolados, em vias de integração e integrados. Indígenas isolados viveriam em grupos desconhecidos ou com poucos contatos com a sociedade hegemônica; indígenas em via de integração ainda manteriam condições próprias, mas se relacionariam com outros grupos sociais e adotariam práticas e modos de vida comuns para garantia do próprio sistema; indígenas integrados estariam incorporados à sociedade e

---

<sup>605</sup>FALCÃO, Ismael Marinho. *O Estatuto do índio: comentado*. Brasília: Centro Gráfico do Senado Federal, 1985.

<sup>606</sup>BRASIL. Lei nº 6.001, de 19 de dezembro de 1973. Dispõe sobre o Estatuto do Índio. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 20 dez. 1973. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/L6001.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L6001.htm)>. Acesso em: 02 de mar. de 2023.

<sup>607</sup>Ver OLIVEIRA, João Pacheco. *Sem a tutela, uma nova moldura de nação. O pós-constituição de 1988 e os povos indígenas*. In: *Brasiliana - Journal for Brazilian Studies*, [S.l.], v. 5, n. 1, p. 200-229, (Nov, 2016). ISSN 2245-4373

exerceriam plenamente seus direitos civis, podendo ainda conservar seus usos, costumes e tradições<sup>608</sup>.

Ainda que classificados em diferentes segmentos, os indígenas foram reconhecidos como nacionais brasileiros, porém o exercício de direitos civis e políticos dependeria de avaliação a partir dos parâmetros determinados pela lei<sup>609</sup>. O controle de seus atos determinava uma cidadania controversa, dependente do Estado.

O regime tutelar sobre os indígenas foi repetido. No entanto, o texto legal foi confuso por estabelecer que devessem ser observados os princípios da tutela comum aplicáveis a outros indivíduos relativamente incapazes, posto que a tutela indígena tivesse um caráter público<sup>610</sup>.

Apesar dessa previsão equivocada, o Estado por intermédio da Funai continuou como tutor legal dos indígenas. O Estatuto, assim, previu o instituto jurídico da tutela:

Art. 7º Os **índios e as comunidades indígenas ainda não integrados** à comunhão nacional ficam sujeito ao regime tutelar estabelecido nesta Lei.

§ 1º Ao regime tutelar estabelecido nesta Lei aplicam-se no que couber, os **princípios e normas da tutela de direito comum, independentemente, todavia**, o exercício da tutela da especialização de bens imóveis em hipoteca legal, bem como da prestação de caução real ou fidejussória.

§ 2º **Incumbe a tutela à União**, que a exercerá através do competente órgão federal de assistência aos silvícolas<sup>611</sup>.  
(grifos nossos)

A partir da classificação de indígenas acima apresentada, constata-se que não seriam todos os indígenas, submetidos ao regime tutelar: os indígenas integrados não teriam seus atos tutelados pelo Estado.

O regime tutelar significando a necessidade de assistência aos atos praticados entre indígenas e não indígenas manteve-se no Estatuto para evitar possíveis prejuízos nas transações por falta de instrução adequada. Sempre que os atos fossem prejudiciais aos indígenas seriam nulos, se desacompanhado do tutor.

---

<sup>608</sup>BRASIL. Lei nº 6.001, de 19 de dezembro de 1973. Dispõe sobre o Estatuto do Índio. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 20 dez. 1973. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/L6001.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L6001.htm)>. Acesso em: 02 de mar. de 2023.

<sup>609</sup>Ibidem.

<sup>610</sup>SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *Op. Cit.*, 1999, p 102.

<sup>611</sup>BRASIL. Lei nº 6.001, de 19 de dezembro de 1973. Dispõe sobre o Estatuto do Índio. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 20 dez. 1973. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/L6001.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L6001.htm)>. Acesso em: 02 de mar. de 2023.



Se eles tivessem consciência do que estavam realizando e o ato fosse benéfico, os atos seriam mantidos:

Art. 8º São **nulos** os atos praticados entre o índio não integrado e qualquer pessoa estranha à comunidade indígena quando não tenha havido assistência do órgão tutelar competente.

Parágrafo único. Não se aplica a regra deste artigo no caso em que o índio revele consciência e conhecimento do ato praticado, desde que não lhe seja prejudicial, e da extensão dos seus efeitos<sup>612</sup>.

(grifos nossos)

Essa assistência incluía determinar quais indígenas tinham consciência e conhecimento de seus atos, quais eram os benefícios e prejuízos. Eles restavam completamente submetidos à compreensão do órgão tutelar do que lhes seria melhor e, portanto, seus atos eram cerceados segundo uma avaliação externa sem qualquer escuta de suas opiniões.

Segundo Marés, haveria diferença entre a tutela pública estabelecida no Decreto 5484/28 e a previsão do Estado tutor no Estatuto do Índio: na tutela pública, o indígena definiria seus interesses e o Estado somente o assistiria para a melhor concretização de tais interesses sem qualquer tipo de ingerência mediada por preceitos públicos; em relação ao Estado tutor, a assistência dos agentes estatais estaria também direcionada por um interesse público genérico, muitas vezes, colidente com os interesses dos indígenas<sup>613</sup>.

O direito estatal deveria ser, em regra, aplicado nas relações entre indígenas não integrados e os outros membros da sociedade brasileira. A tutela garantiria a tradução desse direito desconhecido pelos indígenas pela mediação das interações civis. Por outro lado, existia uma brecha para aplicação do direito produzido pelos indígenas: no âmbito das comunidades, os indígenas poderiam optar por regular as relações familiares, a ordem de sucessão, o regime de propriedade e os atos e negócios realizados entre si por meio de seus usos, costumes e tradições<sup>614</sup>.

Se a incapacidade era transitória, o exercício de tutela também. O regime tutelar poderia ser revogado por requerimento do indígena com chancela judicial. Apenas o indígena ou seu grupo poderiam demandar a emancipação da tutela

---

<sup>612</sup>Ibidem.

<sup>613</sup>SOUZA FILHO, Carlos *Frederico* Marés de. *Op. Cit.*, p. 105.

<sup>614</sup>BRASIL. Lei nº 6.001, de 19 de dezembro de 1973. Dispõe sobre o Estatuto do Índio. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 20 dez. 1973. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/L6001.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L6001.htm)>. Acesso em: 02 de mar. de 2023.

estatal, demonstrando requisitos. A Funai não podia por si só declarar os indígenas emancipados.

A comprovação da incorporação dependia do preenchimento dos seguintes requisitos: “I - idade mínima de 21 anos; II - conhecimento da língua portuguesa; III - habilitação para o exercício de atividade útil, na comunhão nacional; IV - razoável compreensão dos usos e costumes da comunhão nacional”<sup>615</sup>. Esses requisitos relacionados a trabalho, à língua, aos costumes e hábitos, em tese, demonstrariam uma adaptação à sociedade hegemônica.

Além da previsão de requerimento dependente de homologação judicial, decreto presidencial também poderia declarar a emancipação da comunidade indígena e seus membros, desde que comprovada a integração, preenchimento dos mesmos requisitos acima elencados e por requerimento da maioria dos membros do grupo indígena<sup>616</sup>.

#### **4.4 Poder Tutelar**

A construção do instituto jurídico da tutela envolveu a monopolização das interações civis entre indígenas e os não indígenas pelo órgão de proteção, sobretudo, entre os indígenas classificados como nômades, aldeados e aqueles pertencentes a povoações indígenas<sup>617</sup>. Tal regime tinha um caráter de intermediação e, discursivamente, seria uma tentativa de proteção dos indígenas contra, principalmente, prejuízos materiais que pudessem ser ocasionados.

Embora juridicamente a tutela indígena tivesse um caráter diferenciado em relação à assistência estabelecida aos demais relativamente incapazes, que eram assistidos por particulares próximos, seu exercício envolvia um controle mais individualizado sobre o indígena a fim de suprir a incapacidade. O viés patrimonialista do instituto civil remetia a uma construção mais individualizante, pensada nos interesses de cada indígena e em sua incorporação paulatina por mudanças promovidas no indivíduo.

Percebe-se, no entanto, que a relação entre Estado e indígenas teve uma proporção para além do suprimento de uma falta individual, constatada em cada

---

<sup>615</sup>Ibidem.

<sup>616</sup> Ibidem.

<sup>617</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Op. Cit.*, 1995, p. 125.

indígena isoladamente e sanada pelo instituto jurídico da tutela. Por isso, nessa secção, remete-se ao conceito de poder tutelar, elaborado pelo antropólogo Antonio Carlos de Souza Lima.

O exercício da tutela enquanto instituto jurídico e o poder tutelar estariam, evidentemente, imbricados e a dissociação dos termos pode parecer sem sentido. A separação das categorias nas dimensões jurídica e de poder<sup>618</sup> busca melhor investigar o papel do Estado. Este não deve ser lido apenas como tutor dos indígenas em uma perspectiva do direito, mas se torna importante destacar a tutela enquanto poder, que se demonstra na possibilidade de delimitar quem seria indígena, quais seriam suas terras e, conseqüentemente, a determinação sobre a incidência do ordenamento do SPI e da Funai e das legislações específicas.

O regime tutelar não necessariamente incidiria sobre todos os indígenas por se averiguar o grau de adaptabilidade de cada indivíduo para determinar a necessidade de limitação de atos civis. O poder tutelar, ao contrário, seria exercido sobre povos de forma geral em seus processos de fixação no território e nacionalização política.

Em relação aos indígenas, o poder tutelar abrangeria um sistema estatizante mediado pelo órgão de proteção para a submissão e controle. A pretensão colonizadora estaria presente no exercício dessa modalidade de poder. Segundo o teórico, uma das dimensões do poder tutelar seria a promoção da paz social por meio do controle dos povos indígenas em áreas de conflitos entre nativos e não nativos mediado por um aparelho de governo<sup>619</sup>. A categoria do poder tutelar, para Souza Lima, abrangeria:

[...]uma forma de ação sobre as ações dos povos indígenas e sobre seus territórios, oriunda e guardando continuidades implícitas com as conquistas portuguesas e sua administração por aparelhos de poder que visavam assegurar a soberania do monarca lusitano sobre terras dispostas em variados continentes. Modalidade de poder de um Estado que se imagina nacional, ou melhor, de uma comunidade política dotada de um Exército profissional, comunidade esta entendida aqui como um conjunto de redes sociais estatizadas, com pretensões a abarcar e submeter a multiplicidade de comunidades étnicas diferenciadas e dispostas num território cuja predefinição face a outras comunidades políticas igualmente heteróclitas é relativa e instável.<sup>620</sup>

---

<sup>618</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza (org.). *Tutela: formação de Estado e tradições de gestão no Brasil*. 1. ed., Rio de Janeiro: E-papers, 2014, p. 09-11.

<sup>619</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Gestar e Gerir: estudos para uma antropologia da administração pública no Brasil*. In: Antonio Carlos de Souza Lima (organizador). Rio de Janeiro: Relume Dumará : Núcleo de Antropologia da Política/UFRJ, 2002, p. 13-14.

<sup>620</sup>LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Op. Cit.*, 1995, p. 74.

Uma das características fundamentais do poder tutelar seria sua dimensão estatizada, gestão governamental fundada na matriz militar da guerra de conquista. Seu objetivo seria a pacificação de povos considerados errantes por meio de sua sedentarização em locais definidos e a estabilização de povos que já interagiam no aparelho das redes de gestão governamental sem a utilização da violência aberta.<sup>621</sup> Além disso, ressalta-se que seria o próprio poder tutelar que definiria e controlaria a população que lhe estaria submetida com sua definição e delimitação.

A integração territorial e política também seria uma das dimensões do poder tutelar sob uma perspectiva de representação nacional, pois tal poder reconfiguraria a divisão espacial das populações e os diversos níveis de múltiplas relações sociais e suas implicações políticas presentes em um Estado a partir do exercício continuado por um aparelho estatizado<sup>622</sup>.

A partir de suas leituras de Foucault sobre governamentalidade, Souza Lima descreveu o poder tutelar como uma reelaboração da guerra por outros meios no sentido de construção de novas relações sociais, orientada por mecanismos de aliança e antagonismo<sup>623</sup>. Especificamente, essa forma de poder engendraria modos de conquista e pacificação entre entes marcados por uma alteridade radical<sup>624</sup> e criaria formas de sujeição dos povos definidos para incorporação, delimitados espacialmente – em um cerco; no caso dos indígenas, o espaço delimitado era representado pelos Postos Indígenas, unidade do SPI e da Funai.

Nesse sentido, os antagonismos presentes na guerra modificar-se-iam para integrar um poder que englobaria os termos da conquista: 1- a vontade de atuação sobre um território ainda intocado onde se localizam outros humanos desconhecidos em alguma medida; 2- uma organização militar composta de especialistas; 3- povos de origens que se veem espelhados na organização.<sup>625</sup>

O modelo de relacionamento entre Estado e povos fundado na noção conquista definiria quem estaria submetido ao aparato estatal, como redefiniria a gestão administrativa e militar sobre as populações, bem como os níveis de participação política<sup>626</sup>. Em certo sentido, a conquista colonial reatualiza-se na

---

<sup>621</sup> Ibidem, p. 73-74.

<sup>622</sup> Ibidem, p. 42.

<sup>623</sup> Ibidem, p. 43, 46

<sup>624</sup> Ibidem, p. 43.

<sup>625</sup> Ibidem, p. 48.

<sup>626</sup> Ibidem, p. 55.

tentativa de integração dos indígenas cuja finalidade era de os tornar adaptados ao modelo social reivindicado a partir de representações de nacionalidade brasileira.

Em síntese, pode-se demarcar que

O *poder tutelar* implicava, assim, em estratégias e em táticas cujo exercício configurava um sistema de governo para populações dele alienadas. Da mesma forma escapava aos atores localmente encarregados pô-lo em funcionamento. Seu centro de decisões era imaginado enquanto coincidente com o governo de uma comunidade política nacional e com o espaço geográfico da capital da República: populações desconhecidas pela administração são por ela transformadas em cidadãos de uma comunidade que, por princípio, desconhecem e só devem conhecer de forma mediatizada. Inserir estes povos na esfera de um governo nacional, em distintos patamares de participação política, viabilizaria que terras por eles ocupadas fossem tornadas espaços ‘vazios’ prontos para serem utilizados por cidadãos para tanto capacitados, ou por aparelhos de poder estatizados responsáveis pela defesa do ‘território nacional’ face aos países limítrofes. A expansão desses aparelhos, simultaneamente, assim constituiria um território (mono) nacional<sup>627</sup>.

#### 4.5

#### Conclusões provisórias do capítulo

O Estado empenhou-se a submeter o indígena em razão de uma suposta incapacidade civil e, dessa forma, condicionar a continuidade de práticas e instituições diferenciadas dos povos indígenas. A incorporação, portanto, objetivava eliminar as singularidades dos integrantes de determinado povo, que se tornavam menos indígenas, e mais desprotegidos. Civilizar significava também não estar obrigado a conceder direitos específicos aos indígenas, como acesso a direitos territoriais.

A decisão pela incapacidade civil dos indígenas sugeriu a existência de um projeto jurídico - político de limitação dos seus espaços de ação. Como afirma Souza Lima, os indígenas foram inseridos entre aqueles cuja capacidade participativa foi reduzida e o seu pertencimento à comunidade política dependeria de uma suposta mediação<sup>628</sup>.

A elaboração de estatutos próprios não anulou a aparente contradição entre a proteção da existência indígena individualizada e a exigência de assimilação ao modelo hegemônico ocidentalizado. Discursivamente, o instituto jurídico da tutela

---

<sup>627</sup> Ibidem, p. 142-143.

<sup>628</sup> Ibidem, p. 198.

foi vinculado à necessidade proteção, mas, em caráter provisório, a fim de garantir o processo estatizante de controle dos corpos indígenas e sua incorporação.

Segundo Souza Lima, em relação às

[...] concepções relativas aos povos indígenas, o *Código Civil* e o Decreto nº 5.484/1928 caracterizam-se por organizarem e divulgarem alguns pontos fundadores de uma modalidade de poder de Estado sobre os nativos em exercício ainda hoje e cuja repercussão não pode ser subavaliada. Não eram idéias dos ou para os índios, mas sim sobre eles [...]<sup>629</sup>.

Por fim, verificou-se que ser categorizado como “índio” implicava em um *status*, rotulação genérica de povos conformados a um sistema codificado e era o poder tutelar que atribuía a definição do *status* por meio da administração pública, como parte de mecanismos da expansão de um governo nacional<sup>630</sup>.

---

<sup>629</sup> Ibidem, p.202

<sup>630</sup> Ver Ibidem, p. 75.

## PARTE II

### O Estado: o local de desproteção e de reconhecimento de direitos

Na segunda parte do trabalho, busca-se delinear as atuações concretas no âmbito estatal que foram prejudiciais aos povos indígenas, assim como as respostas produzidas por tais povos ao Estado. Nesse sentido, procura-se ler experiências provocadas pelo Estado aos diversos povos indígenas, nas décadas de sessenta e setenta, e suas reações organizadas a partir das décadas de setenta e oitenta na Guiana e no Brasil.

Serão descritos os modos das ausências de reconhecimentos dos indígenas e das violações de direitos dos indígenas pelo Estado, que constituíam um local de negação da existência indígena. Em relação ao Estado que negava, violava, invisibilizava e desprotegia modos de reivindicação teriam sido articulados para cessação da desproteção e do reconhecimento de novos direitos.

Os Estados franceses e brasileiros sofisticaram-se nas suas relações com os povos indígenas, reatualizando formais coloniais de hierarquizações para subjugarlos. Os povos indígenas, por sua vez, tiveram que inventar uma nova unidade – unidade essa continuamente questionada pelas dificuldades de congregação e delimitação de todos os povos indígenas presentes nos dois Estados.

O período que se estuda nos próximos capítulos foi marcado pela invenção de uma França homogênea estendida, que tomou ações concretas para evitar a fragmentação dos territórios anteriormente colonizados pela contestação dos povos subjugados. Invisibilizar a diversidade indígena e buscar sua assimilação seriam um dos meios de assegurar a homogeneidade do povo francês, que se prolongaria nas antigas colônias.

No lado brasileiro, o autoritarismo estatal no contexto de um Estado militarizado e ânsia por desenvolvimento criariam a imagem do “índio inimigo” cuja integração deveria ser acelerada. Os povos indígenas eram apresentados como risco à soberania nacional e, por isso, a existência de povos indígenas marcada nas reafirmações de coesão social pelos integrantes desses povos poderia ser combatida.

Os silenciamentos e os assassinatos existenciais e físicos realizados com a colaboração dos Estados francês e brasileiro, no entanto, foram atravessados por

manifestações de povos indígenas, que afirmavam sua existência enquanto povos e reivindicavam direitos.



## **Título 1**

### **Invisibilidade e violação de direitos**

Na lógica da invisibilização, os povos indígenas e o indígena, que preservasse sua singularidade étnica, não seriam reconhecidos com suas particularidades pelo arcabouço jurídico- político de determinado Estado. Logo, trata-se de invisibilizar a existência concreta dos povos indígenas, negando a possibilidade de distinção ou particularismos na formulação de direitos.

Por sua vez, outro mecanismo estatal incluía o reconhecimento do indígena a ser integrado pelo Direito, mas sem o reconhecimento da pluralidade dos povos. Desse modo, quando indígenas continuassem a afirmar suas existências enquanto povos, os corpos dos integrantes dessas entidades poderiam ser eliminados, violando-se direitos à preservação do corpo indígena singular. O indígena deveria ser protegido, integrado, os povos indígenas deveriam ser eliminados e qualquer indígena, que reafirmasse a existência de seus povos e não aceitasse suas desintegrações, estaria vulnerável.

Ao longo deste texto, vem se demonstrando que os povos indígenas estariam fadados a desaparecer, enquanto o indígena deveria ser transformado. No caso da invisibilização, indígena não seria nem mesmo um vocabulário possível adotado pelo Estado, o indivíduo indígena seria cidadão sem distinção, ou seja, apenas, indivíduo – inexistiria indígenas nessa lógica. No caso de um Direito vinculado à proposta de integração, indígena seria um estágio de adaptação até sua conformação à vida compreendida como cidadã.

A existência de povos indígenas com instituições e organizações próprias na Guiana não foi reconhecida pelo Direito francês após a departamentalização. Como já mencionada, a regulação pelos povos indígenas de suas próprias organizações político- jurídicas eram toleradas até a emissão de registros civis dos indígenas, havendo uma indiferença quanto às suas existências enquanto povos. O território de Inini demonstrava a cisão desses dois mundos e, mesmo após a incorporação dos indígenas como cidadãos franceses, os povos indígenas e o indígena foram tornados invisíveis pelo Direito, que não os reconhecia.

No Brasil, já foi trabalhado que o discurso pela preservação do indígena e sua transformação em trabalhador nacional foi acompanhado de uma legislação que buscava a integração do indígena individualmente considerado e, indiretamente, a

desintegração dos povos indígenas. A legislação tratava do indígena, mas a partir do pressuposto que eles eram um estágio provisório para alcance da plena civilidade. Então, os indígenas articulados em seus povos poderiam não ter seus direitos garantidos de preservação.

## Capítulo 5

### Indivisibilidade, invisibilidade

Uma das finalidades do processo de *francisisation* teria sido homogeneizar formalmente os habitantes da Guiana. As existências plurais locais foram invisibilizadas à conformação da ação unilateral da administração francesa. A cidadania francesa expandia-se aos modos de vida considerados primitivos; antes da *francisisation*, muitos dos indígenas estavam à margem da lei no interior das florestas, depois da realização de seus registros civis, eram formalmente cidadãos e nacionais integrantes da República, mas a conjugação entre participar de um povo indígena e ser cidadão francês não era possível.

Neste quinto capítulo, serão pontuados os seguintes temas:

1- as negações do reconhecimento jurídico relativas à existência dos povos indígenas na Guiana, considerando a determinação da indivisibilidade da República francesa, da existência de um só povo, e da proibição de diferenciações étnicas dos cidadãos franceses dos departamentos da metrópole e dos departamentos ultramarinos.

As limitações do Direito francês, vigentes nas décadas de setenta e oitenta, serão aludidas por algumas referências da Constituição francesa de 1958, conforme as disposições das redações empregadas na época. Será mostrada a ausência de permissão para elaboração de um estatuto jurídico próprio que abarcasse as particularidades dos povos indígenas.

2- as formas e organizações da vida civil francesa que contribuíam para desestruturação dos modos de vida indígenas. A atribuição de cidadania teria vindo acompanhada de novas obrigações e disposição da cidade, recolonizando e subordinando os indígenas às determinações das leis gerais francesas.

De modo geral, objetiva-se perceber que aplicação de medidas de *francisisation*, sem consideração das situações concretas dos indígenas, criou uma igualdade formal e reintroduziu as hierarquias raciais coloniais com a desestruturação de seus modos de vida.

#### 5.1

#### **Registros dos indígenas para sua “Integração a um só povo”: sem particularismos nos departamentos**

A realização de registros civis dos indígenas os conduziu ao rol formal de cidadãos da República francesa, igualmente submetidos ao direito comum sem quaisquer distinções, especificações ou particularismos. Assim, como cidadãos, eles integrariam o povo francês unívoco, cuja soberania não se dividiria em parcelas comunitárias.

Nesse sentido, juridicamente, não se definiriam nações ou povos indígenas na República francesa e em seus departamentos ultramarinos. O reconhecimento de outros povos implicaria na violação dos princípios da indivisibilidade do Estado republicano e da unicidade do povo francês que concretizavam a recusa a todo desmembramento territorial nacional e a uniformização dos habitantes dos territórios dominados pela França por meio de políticas de assimilação destinadas aos povos colonizados cujos membros tornavam-se cidadãos franceses<sup>631</sup>; princípios tais que se vinculavam ao princípio da igualdade, cuja significação engloba a compreensão de que todo cidadão teria direito ao mesmo tratamento e a mesma proteção para não haver discriminações.

O princípio indivisibilidade da República associado à exigência de igualdade decorreria de expressa determinação constitucional. O artigo segundo da Constituição de 1958, conforme o texto vigente no período da *francisation*, estipulava que “A França é uma república indivisível, laica, democrática e social. Ela assegura a igualdade perante a lei de todos os cidadãos sem distinção de origem, de raça ou de religião. Ela respeita todas as crenças” (tradução nossa)<sup>632633</sup>

Esse modelo de Estado francês, fundado nos princípios destacados, traduzia a consideração global das comunidades integrantes da República em que as autoridades centrais definiriam e uniformizariam o direito, ao desconsiderar as possíveis diversidades e aspirações locais: “O esquema torna-se então simples de resumir. O Estado francês unitário corresponde a um território nacional (continental

---

<sup>631</sup>CHICOT, Pierre-Yves. *Le principe d'indivisibilité de la République et la question des minorités en Guyane française, à la lumière du cas amérindien*. In: *Pouvoirs dans la Caraïbe* [Online], nº 12, 2000. Disponível em: <<http://journals.openedition.org/plc/373>; DOI: <https://doi.org/10.4000/plc.373>>. Acesso em 29 de abr. de 2023, p. 156.

<sup>632</sup>FRANÇA. Constituição de 1958, de 04 de outubro de 1958. Disponível em: <[Constitution du 4 octobre 1958 Texte originel | Sénat \(senat.fr\)](#)>. Acesso em: 02 de mai. de 2023. Texto original : “La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances.”

<sup>633</sup>STIEFVATER, Charline. *Droits autochtones et politiques foncières en Guyane, une analyse par la dépendance au sentier*. Dissertação (Mestrado). Montréal: Université du Québec à Montréal, 2021, p. 15-19.

e ultramar) sobre o qual vive uma comunidade de homens constitutiva do povo francês (tradução nossa)”<sup>634</sup>.

Em parte, pode-se identificar que os limites para a afirmação de estatutos diferenciados na Guiana vincularam-se à sua configuração como departamento ultramarino, de acordo com a disposição do artigo 73 da Constituição de 1958, segundo o qual: “o regime legislativo e a organização administrativa dos departamentos ultramarinos podem fazer objeto de medidas de adaptações necessárias as suas situações particulares (tradução nossa)”<sup>635</sup>.

A Constituição, em relação aos departamentos ultramarinos, apenas indicava a possibilidade de medidas de adaptações. A possibilidade de elaboração de regimento mais autônomo poderia facilitar o reconhecimento das especificidades locais. O *status* de departamento ultramarino não viabilizou o reconhecimento de particularismos, uma vez que o direito em Guiana seria, de forma geral, aquele aplicável à metrópole, conforme o princípio da assimilação legislativa<sup>636</sup>.

As adaptações das leis republicanas nos departamentos, muitas vezes, foram realizadas às margens do direito<sup>637</sup>; não se dispôs, por exemplo, da necessidade de mecanismos de confirmação expressa das aplicações das leis republicanas às realidades locais, seja por meio de menção na lei sobre a aplicação nos departamentos ultramarinos, seja pela elaboração de leis específicas para tais departamentos ou pela confirmação da lei por assembleias locais.

A ausência de reconhecimento da existência de povos na Guiana seguiu-se da impossibilidade do estabelecimento, pelo direito francês, de um estatuto pessoal próprio aos povos indígenas, como também não houve a afirmação e a explicita dos estatutos elaborados a partir de suas práticas costumeiras.

---

<sup>634</sup>CHICOT, Pierre-Yves, Op. Cit., p. 160. Texto original : “Le schéma devient alors extrêmement simple à résumer. A l’Etat français unitaire correspond un territoire national (continental et outre-mer), sur lequel vit une communauté d’hommes constitutive du peuple français”.

<sup>635</sup>FRANÇA. Constituição de 1958, de 04 de outubro de 1958. Disponível em: <[Constitution du 4 octobre 1958 Texte originel | Sénat \(senat.fr\)](#)>. Acesso em: 05 de mai. de 2023. Texto original : “Le régime législatif et l’organisation administrative des départements d’Outre-Mer peuvent faire l’objet de mesures d’adaptation nécessitées par leur situation particulière”.

<sup>636</sup>FILOCHE, Geoffroy. *Les Amérindiens de Guyane française, de reconnaissances disparates en bricolages juridiques. L’exemple des Kali’na d’Awala-Yalimapo*. In: *Journal de la Société des américanistes*, tomo 97, n° 2, Paris, 2011, pp. 343-368, p. 347.

<sup>637</sup>GUYON, Stéphanie; TRÉPIED, Benoît. *Les autochtones de la République : Amérindiens, Tahitiens et Kanak face au legs colonial français*. In: BELLIER, Irene. *Peuples autochtones dans le monde : les enjeux de la reconnaissance*. Paris: L’Harmattan, pp.93-112, 2013, p.101.

Por outro lado, a Constituição de 1958 permitia aos cidadãos que não estivessem submetidos ao direito comum francês, a conservação de seus estatutos pessoais quando não os tivessem renunciado, segundo o texto: “Os cidadãos da República que não se submetem ao estatuto civil de direito comum, referido no artigo 34, conservam seu estatuto pessoal enquanto não o tiverem renunciado” (tradução nossa)<sup>638</sup>.

No texto constitucional, não se destacava se a ressalva incluía os habitantes dos departamentos ultramarinos. Entretanto, os povos indígenas na Guiana até o momento de *francisation* regeram seus modos de vida, a organização de suas famílias e outros temas geralmente associados ao direito civil a partir de seus preceitos, já que não lhes era atribuído qualquer estatuto jurídico próprio ou a condição de cidadão francês. Como já mencionado, eles não eram classificados como “indigènes”, habitantes do Império francês cujas relações eram regidas por um estatuto diferenciado, mas também não eram cidadãos e acabavam por dirigir suas relações segundo seus usos.

Em relação aos territórios de ultramar, a Constituição de 1958 estabelecia uma Comunidade entre a República francesa e os denominados povos dos territórios de ultramar. Fazia-se menção expressa ao termo povo nos territórios, à possibilidade de sua autodeterminação para compor a Comunidade e à definição de seu *status* como território de ultramar, departamento de ultramar ou Estado membros da Comunidade. Embora a liberdade de escolhas fosse grande, na Comunidade, partilhava-se de uma única cidadania.<sup>639</sup> A Comunidade, em si, teve duração de apenas um ano<sup>640</sup>, mas os territórios enquanto entidades jurídicas diferenciadas dos departamentos mantiveram-se.

Se, nos territórios, poderia se discutir a afirmação de povos, nos departamentos, a coexistência de povos não foi transcrita na Constituição e, muito menos, diretamente admitida pelas instâncias estatais. Autóctones da Guiana não foram reconhecidos como povos ou nações, conforme as palavras de Félix Tiouka, em entrevista realizada em 1989:

---

<sup>638</sup>Ver artigo 75 da Constituição francesa de 1958. In: FRANÇA. Constituição de 1958, *Op. Cit.* Acesso em: 02 de mai. de 2023. Acesso em: 05 de mai. de 2023. Texto original : “Les citoyens de la République qui n'ont pas le statut civil de droit commun, seul visé à l'article 34, conservent leur statut personnel tant qu'ils n'y ont pas renoncé”.

<sup>639</sup>Ver preâmbulo, artigo primeiro e artigo 77 da Constituição francesa de 1958. In: FRANÇA. Constituição de 1958, *Op. Cit.* Acesso em: 02 de mai. de 2023.

<sup>640</sup>VULIN, Emmanuelle. *Op. Cit.*, p. 31.

Deve-se dizer uma coisa muito importante: a França nunca reconheceu os Ameríndios como povo ou Nação. Ele apenas constatou a existência de comunidades que viviam de outra forma. O que é absolutamente diferente. E a Constituição não o permite. Do contrário, haveria outras nações no mesmo estado. Então, se levarmos em consideração essa constatação, é um dever das autoridades conceder às comunidades um mínimo de coisas para sua sobrevivência<sup>641</sup>.  
(tradução nossa)

Outro documento jurídico, já citado neste trabalho, vigente internacionalmente no período da *francisation* era a Convenção 107 da OIT, acompanhada da recomendação nº 104, que tratava da situação de “populações indígenas e outras populações tribais e semitribais” em Estados independentes. A Convenção foi ratificada pelo Brasil, como já destacado, mas a França jamais ratificou o documento, que apresentava o tratamento jurídico diferenciado a ser dispensado para integração dos povos indígenas, na contramão de uma incorporação unilateral que não estabelecesse mecanismos de adaptação.

Por sua vez, o Pacto Internacional sobre Direitos Civis e Políticos, adotado em 1966, foi ratificado pela França apenas em 1980 com reserva em relação ao artigo 27, pois seu texto violaria o artigo 2º da Constituição<sup>642</sup>. Tal artigo previa o reconhecimento de minorias étnicas, religiosas e linguísticas e de suas práticas diferenciadas, mas a França recusou a ratificar tal reconhecimento.

Nacionalmente e internacionalmente, nos momentos anteriores a emergência do movimento indígena na década de oitenta, o intento foi, sobretudo, de unificação e não aderência de particularismos para integração das comunidades indígenas aos moldes do republicanismo francês.

## 5.2

### Modos de homogeneização e desconsideração dos modos indígenas

No capítulo terceiro, citou-se alguns efeitos do processo de *francisation* nas políticas públicas dirigidas aos indígenas e suas conformações, que serão melhor explicitadas neste tópico. Organização espacial administrativa, políticas

---

<sup>641</sup>Entrevista de Félix Tiouka de 19 de maio de 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Paroles kali'na: Entretiens avec deux amérindiens d'en France*. De Thomas Appolinaire, Félix Tiouka. Paris: Books on Demand, 2018, Ebook, p.44-47.

<sup>642</sup>ARNOUX, Irma. *Op. Cit.*, p. 1615-1652, p. 1636-1637.

educacionais, políticas de saúde, planos de assistência, modo de trabalho foram conformando a vida indígena ao modelo socioeconômico do cidadão francês.

A *francisation* requereu a instituição do aparelho administrativo francês, remodelando o interior da Guiana. A configuração sociopolítica deveria ser a mesma no departamento e, por isso, foram estabelecidas comunas que resultou, muitas vezes, na segmentação do território com base étnica. A gestão dessas novas comunas envolveu a necessidade de eleição de um conselho municipal, de orçamento próprio, da contratação de trabalhadores, bem como o oferecimento de serviços escolares e médicos. Então, as comunidades indígenas fixaram-se ao redor dos serviços e suas mobilidades pelo território foram reduzidas. Com isso, foram alteradas as dinâmicas econômicas onde, nas áreas mais ocupadas vinculadas aos serviços, houve superexploração dos recursos naturais e a aceleração da produção agrícola.<sup>643</sup>

A localização das instâncias administrativas e dos serviços estatais não foi pensada para comunidades com frequentes mobilidades e foram os indígenas, quando buscavam prestações, que deveriam se adaptar a um modelo de organização de cidade externo e imposto. Ademais, o prejuízo do ponto de vista ambiental, que deveria ser preocupação do Estado, não foi avaliado em estudos para implantação das novas municipalidades.

Uma forma eficiente de uniformização social foi o ensino veiculado nas escolas. Assim, os saberes das novas gerações indígenas foram modificados com a determinação da escolarização obrigatória. O tempo partilhado na comunidade em que eram repassados os conhecimentos tradicionais e ancestrais, as formas de produção artesanais, os modos próprios de economia foram substituídos pela escola, criando um abismo entre os conhecimentos das comunidades e dos indígenas que passaram a frequentar a escola. Na instituição escolar, um novo modelo de ensino era transmitido, que se baseava em uma única língua oficial (o francês), em um lugar determinado, nos conhecimentos considerados relevantes, no tempo do ano escolar, em exames para homologar resultados.<sup>644</sup>

---

<sup>643</sup>GRENAND, Françoise; BAHUCHET, Serge; GRENAND, Pierre. *Environnement et sociétés en Guyane française: des ambiguïtés d'application des lois républicaines*. In: *Revue internationale des sciences sociales*, nº 187 : 53-62, 2006. Disponível em: < DOI : [10.3917/riss.187.0053](https://doi.org/10.3917/riss.187.0053)>. Acesso em: 05 de mai. de 2023, p. 55.

<sup>644</sup>Ibidem, p. 56.



Diferentes dos pais que não sabiam ler e escrever em francês, a introdução de um novo tempo e de uma forma de aprendizagem aos indígenas não lhes garantiu inserção profissional e verificou-se um grande número de desempregados. Destituídos do arcabouço sociocultural de suas comunidades de origem, cujo conhecimento era inferiorizado em uma escola que os ignorava, as novas gerações estavam desintegradas e divididas entre o mundo indígena e a não inserção no mundo não indígena.<sup>645</sup>

Cabe ressaltar que, em relação às modalidades de introdução de ensino ocidentalizado, a *francisation* nos anos sessenta não tornou laicos os pensionatos católicos (*homes*), subsidiados pelo Estado. Nesses pensionatos, os indígenas eram recolhidos desde a primeira infância e praticamente tratados como órfãos em um regime de semi-internato em que eram submetidos a aprendizados para sua integração ao modelo social francês e também eram evangelizados<sup>646</sup>.

O jurista indígena Alexis Tiouka, que viveu em um *home*, assim o definiu:

Chamava-se isso de home indien. É um pensionado mantido por padres e irmãos católicos, onde eram enviadas as crianças ameríndias. Nós estávamos sob a tutela do Estado, quer dizer que éramos quase considerados como “crianças abandonadas”, como se nós fossemos órfãos, enquanto nós tínhamos pais! Nos proibiam de falar nossas línguas. Devia-se falar francês. Devia-se ir à missa. E à escola<sup>647</sup>.

(tradução nossa)

Outro elemento para homogeneizar concretamente a vida cidadã foi a introdução da medicina moderna, através, por exemplo, da implementação de dispensários, que melhorou os cuidados sanitários, possibilitando a queda das mortalidades e o aumento da expectativa de vida. No entanto, o uso de plantas tradicionais relacionado aos saberes tradicionais da comunidade e integrado às necessidades locais entrou em desuso. A subalternização desses saberes negligenciou a formação de uma medicina mais holística que atendesse as percepções e as demandas comunitárias.<sup>648</sup>

Às comunidades também foram incorporados o trabalho assalariado e as políticas de assistência social sem a valorização das atividades tradicionalmente

---

<sup>645</sup>Ibidem, p. 56-57.

<sup>646</sup>Ver ARMANVILLE, Françoise. *Op. Cit.*, p. 36-59.

<sup>647</sup>Alexis; FERRARINI, Hélène. *Petit guerrier pour la paix: les luttes amérindiennes racontées à la jeunesse (et à tous les curieux)*. Matoury: Ibis Rouge Editions, 2017, p. 16.

<sup>648</sup>GRELAND, Françoise; BAHUCHET, Serge; GRELAND, Pierre. *Op. Cit.*, 2006, p. 57.

exercidas e com a alteração de modos econômicos próprios de subsistência. Tais imposições geraram hierarquizações econômicas entre aqueles que desenvolviam atividades ocidentalizadas e aqueles que se mantinham, por exemplo, por meio da caça e da pesca, além disso, podem ser citadas reconfigurações familiares para acesso a benefícios<sup>649</sup>.

Observa-se que o registro dos indígenas e a sua reorganização espacial concluiu a estatização sobre os indígenas e seus territórios. Se, nos anos trinta, houve fomento do avanço estatal no sul da Guiana com a implantação do território de Inini, a sedentarização dos indígenas complementaria a espoliação de seus territórios.

### 5.3 Indígenas franceses: invisíveis recolonizados por outros meios

O discurso de missão civilizatória, presente na expansão colonialista do Império francês, ganhou nova forma no processo de descolonização e transformação dos categorizados “primitivos”, indígenas e “noir-marrons” em cidadãos na Guiana. Na ideia de integração à cidadania francesa fundada no universalismo republicano, haveria a continuidade da defesa da superioridade francesa<sup>650</sup>.

Viu-se no primeiro capítulo que, durante a colonização, foi difundido entre os a comunidade de negros a necessidade de assemelhamento ao padrão de cidadão francês metropolitano para aquisição dos direitos atribuídos aos franceses. Quanto aos demais povos de Guiana, este processo de “tornar-se francês” foi reintroduzido com a atribuição unilateral da cidadania nos anos sessenta cujo convencimento de uma suposta superioridade francesa ocorria por meio da utilização do aparato estatal, como a escola.

Após as crises geradas pela extinção formal das colônias, precisava-se reabilitar a ideia de uma identidade nacional e uma cidadania unívoca nos territórios mantidos pela França para estabelecer outras formas de dominação e hierarquias: agora, a figura do autoctone pauperizado, cidadão francês, destituído de seu

---

<sup>649</sup> Ibidem, p. 56-57.

<sup>650</sup> Ver SOUZA, C. B. G. *French Guiana, between the postcolonialism and affirmation national*. *Naturae*, v.3, n.1, p.18-35, 2021. Disponível em: <<http://doi.org/10.6008/CBPC2674-6441.2019.001.0003>>. Acesso em: 03 de mai. de 2023, p. 21-22.

patrimônio e seus saberes, no passado colonial, tratava-se da figura colonial do selvagem errante a ser dominado<sup>651</sup>.

No período da pós- colonialidade na Guiana, foi imposto um novo padrão de colonialidade<sup>652</sup> traduzidos na colonialidade do poder, colonialidade do saber e colonialidade do ser em que as divisões racializadas nas categoriais indígena/ europeu forjou o papel de cada categoria na formação republicana. Nos termos de poder<sup>653</sup>, os indígenas foram indistintamente considerados<sup>654</sup> sem observar suas etnias e passaram a ser submetidos às autoridades francesas e às leis francesas e não mais aos capitães comunitários— transformados em *chefs coutumiers* que faziam mediações, mas não eram as autoridades últimas – e ao conjunto de todos os seus costumes.

A colonialidade do saber, dimensão epistêmica da colonialidade do poder, foi marcada pela imposição de um ensino, nos pensionatos católicos ou na escola laica francesa, que relegou os saberes indígenas implicando a subalternização, assim, foram folclorizados e a invisibilizados os conhecimentos diversos da produção europeia<sup>655</sup>. As línguas indígenas, por exemplo, foram tratadas como dialetos sem elevação à língua oficial juntamente com o francês.

A colonialidade do seria uma implicação concreta da categoria colonialidade do poder em sua dimensão ontológica<sup>656</sup>. A colonialidade estaria refletida nas experiências de desumanização vividas pelos indígenas por não estarem conformados ao modelo do homem francês, considerado expressão da humanidade<sup>657</sup>. Considerados irracionais, denominados “primitivos”, havia sido negadas faculdades cognitivas aos indígenas que conduziram à negação da existência humana dos integrantes desses povos<sup>658</sup>.

---

<sup>651</sup>Ibidem, p. 23-24.

<sup>652</sup>Verificar tais discussões na introdução deste trabalho.

<sup>653</sup>QUIJANO, Aníbal. *Op. Cit.*, 1997, p. 121.

<sup>654</sup>WASH, Catherine. *Interculturalidad, colonialidad y educación*. In: Revista Educación y Pedagogia, pp.25-35. Medellín: Universidad de Antioquia, Facultad de Educación, vol. XIX, n. 48, 2007, p. 28.

<sup>655</sup>RESTREPO, Eduardo, ROJAS, Axel. *Infléxion decolonial: fuentes, conceptos y cuestionamientos*. Popayán: Editorial Universidad del Canuca, 2010, p. 136.

<sup>656</sup>Ver MALDONADO- TORRES, Nelson. *Sobre la colonialidad del ser: contribuciones al desarrollo de un concepto*, pp. 127-167. In: CASTRO- GÓMEZ, Santiago; GROSGUÉL, Ramón. *Op. Cit.*, p. 129-130.

<sup>657</sup>RESTREPO, Eduardo, ROJAS, Axel. *Op. Cit.*, p. 156.

<sup>658</sup>Ibidem, p. 144.

As formas de viver e as instituições indígenas não foram reconhecidas como as formas e instituições ocidentais, sendo quando muito toleradas nas primeiras décadas após a departamentalização. Os projetos que levaram ao sedentarismo de povos com alta mobilidade, a escolarização, a conformação aos costumes cívicos e nacionais, o trabalho assalariado, o agente estatal impunha-se ao “índio”, através de uma relação de superioridade-inferioridade da França e inferioridade de povos tratados como primitivos.

O discurso pós-colonial, portanto, abrangia a compreensão da divulgação da República a povos considerados inferiores marcado em uma distinção implícita dos “franceses” e “os outros” que deveriam ser uniformizados. A imposição da semelhança, estratégia de afirmação da igualdade pela indiferença às diferenças étnicas, culturais e religiosas não deixou de reatualizar as hierarquias produzidas durante o período colonial.<sup>659</sup>

#### **5.4 Conclusões provisórias do capítulo**

Inicialmente, deve-se rememorar que não foi atribuído qualquer estatuto jurídico aos povos indígenas pelo Estado francês no momento da departamentalização, embora algumas políticas públicas locais foram implementadas. Eles eram categorizados como “primitivos” e suas existências negligenciadas. No segundo momento, desenvolvido neste capítulo, a atribuição de cidadania francesa os categorizou como “iguais” e suas distinções étnicas deveriam ser apagadas.

O sistema constitucional francês foi baseado na impossibilidade de estabelecimento de distinções entre os cidadãos fundadas em origem, raça ou religião. A Guiana, ademais, constituía-se como departamento ultramarino que deveria seguir a mesma legislação dirigida aos departamentos metropolitanos, apenas cabendo pequenas adaptações. Logo, não puderam ser elaborados estatutos jurídicos próprios aos cidadãos da Guiana.

A atribuição de cidadania francesa aos indígenas foi acompanhada da rearticulação de seus modos de vida. Povos indígenas nômades buscavam habitar nas localidades próximas aos serviços públicos e os indígenas desintegravam-se de

---

<sup>659</sup>SOUZA, C. B. G., *Op. Cit.*, p. 23-24.

seus povos. Os registros civis, as burocracias estatais, a escolarização obrigatória passaram a constituir a rotina dos indígenas.

As gerações indígenas fissuravam-se entre os mais velhos, com seus saberes ancestrais, e os mais novos, submetidos à educação dos pensionatos católicos (*homes*) e as escolas públicas, cujo ensino era exclusivamente dos saberes francês, além da catequização nas instituições religiosas.

Os padrões de colonialidade foram reformulados, o indígena inferior deveria amoldar-se aos padrões da cidadania francesa superior. Seus saberes e modos de organização não eram incorporados por este modelo francês, que não reconhecia suas particularidades sociopolíticas, econômicas e culturais.

## Capítulo 6

### Órgãos de tutela brasileiros: agente colaborador de violações de direitos indígenas

No Direito brasileiro, as leis previam a incorporação dos indígenas à denominada sociedade nacional, assim, eles deveriam ter seus corpos protegidos - integridade física preservada- e suas existências civil tuteladas por órgão de proteção específico. Se o grupo indígena poderia ser desintegrado e dissolvido, o indígena deveria ser individualizado e adaptado aos padrões ocidentais de “humano” sem a utilização de força bruta.

A integração assimilacionista, per si, consiste em modos de violação por desconsiderar formas de vidas diferenciadas de um modelo hegemônico, demarcando novas formas de colonização de poder e revelando formas de estruturação racistas. As delimitações jurídico-administrativas brasileiras reconheciam a especificidade indígena até a integração, mas isso não impediu a espoliação de terras e o aniquilamento de corpos.

Os trabalhos de investigação da temática indígena na Comissão Nacional da Verdade (CNV)<sup>660</sup>, 2015, registraram a sistematização de graves violações de direitos perpetradas contra os povos indígenas entre os anos de 1946 a 1988. Entre diferentes tipos de violações, foram estimadas as mortes de oito mil, trezentos e cinquenta indígenas no período<sup>661</sup>.

A pergunta colocada neste capítulo seria a seguinte: como o Estado, que criou órgãos de proteção e uma legislação para preservação dos indígenas - por meio de sua adaptação - e delimitadora de seus territórios, cometeu violações de direitos sistemáticas por omissão ou ação direta<sup>662</sup>?

Para isso, objetiva-se verificar algumas das violações cometidas pelas agências estatais, o SPI e a Funai, que deveriam promover a proteção dos indígenas, porém contribuía sistemicamente para desproteção dos integrantes desses povos, os deixando mais vulneráveis e viabilizando, tantas vezes, seus extermínios.

---

<sup>660</sup> A CNV tratou-se de uma comissão organizada pelo Estado brasileiro a fim de discutir as graves violações de direitos humanos cometidas durante o período de 1946-1988 em que se destacou a ditadura civil-militar imposta a partir de 1964. A finalidade de discussão incluía medidas de justiça, memória e reparação. A temática indígena foi incluída no desenvolvimento da Comissão em 2012, não sendo previamente definida em sua instituição.

<sup>661</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 205.

<sup>662</sup> Ibidem, p. 204.

## 6.1

### **Os desserviços aos povos indígenas pelo Serviço de Proteção aos Índios**

Como destacada anteriormente neste trabalho, a integração dos povos indígenas foi o objetivo principal das políticas indigenistas estabelecidas pelos órgãos de tutela. Tal incorporação significava negar aos indígenas sua condição de povos diferenciados. Nesse sentido, o indígena deveria se integrar como trabalhador nacional e agente colaborador do Estado no primeiro momento de atuação do SPI.

Entre 1946-1967, é importante destacar que o SPI esteve subordinado ao Ministério da Agricultura cujos interesses ministeriais eram, muitas vezes, antagônicos aos interesses de proteção dos povos indígenas. Em termos de interesses, o Ministério da Agricultura visava à expansão agrícola nacional que colidia com os usos e as considerações tradicionais dos povos indígenas em relação ao tratamento da terra. Durante o ano de 1967, o SPI passou a integrar a estrutura interna do Ministério do Interior (MINTER), que era responsável pela integração do país mediante a abertura de estradas, a realização de obras, a ocupação de regiões - projetos de desenvolvimento vinculados à política econômica em geral.

As contradições de interesses repercutiram, desse modo, na gestão dos povos indígenas na medida em que se sobrepuja o interesse estatal sobre os interesses indígenas nas regiões por eles ocupadas. Interesse tal que poderia ser público, ter uma justificativa formal de retiradas dos povos de sua terra em prol de algum genérico benefício à população brasileira, ou ser meramente privado, constatando-se por transferências indevidas de terras a particulares.

Pressionados a deixar suas terras, subordinando-se à rotina dos Postos Indígenas, os corpos indígenas eram submetidos a violações constantes cometidas por funcionários do SPI. Ainda em suas terras, embates foram ocasionados pela invasão e pelo ataque aos indígenas, em que funcionários do SPI podiam estar envolvidos ou particulares poderiam contar com a negligência do órgão em cumprir seu papel de proteção efetiva.

Segundo o Relatório da CNV, este primeiro momento entre 1946- 1968, o Estado teria possibilitado o esbulho de terras indígenas e foi principalmente omissivo

em relação às violações de direitos decorrentes<sup>663</sup>. Logo, não se teria verificado uma atuação direta do Estado em protagonizar per si a violação de direitos, mas uma permissividade.

Deve-se, no entanto, fazer um adendo em relação ao golpe militar de 1964 quando se buscou dar ao SPI um caráter ainda mais empresarial e autossuficiente com ênfase à exploração das terras indígenas, que desencadeou no aumento de conflitos, de invasões e de paralisações de processos de demarcação<sup>664</sup>.

### **6.1.1 Violações aos direitos territoriais indígenas**

O Relatório da CNV definiu que os planos governamentais possibilitaram o esbulho sistemático das terras indígenas. As alterações territoriais indígenas tiveram, portanto, conivência do Estado e do órgão indigenista. No período do SPI, alguns eventos foram relatados para compreensão do envolvimento estatal com a perda de terras pelos indígenas durante o período de atuação do órgão<sup>665</sup>.

Conforme a CNV, a marcha para o oeste consistiu em um modelo de “colonização dirigida”, elaborada pelo governo, que visava à ocupação da região centro – oeste do país e, a partir desse movimento expansionista, houve aumento do contato com populações indígenas isoladas e favorecimento de titulação de terras indígenas a particulares<sup>666</sup>.

Governos locais já desenvolviam esse tipo de esbulho ilícito das terras; alguns dados foram apresentados no Relatório da CNV, como a titulação de territórios de indígenas Guarani e Kaingang a particulares pelo governo do Paraná para avanço da fronteira agrícola, a aprovação de projeto de lei no Mato Grosso que tornou devolutas terras da etnia Kadiwéu, além da prática comum de invasões e arrendamentos ilícitos chancelados pelo SPI<sup>667</sup>.

Também foi citada, no segundo capítulo desta pesquisa, a relação entre a extinção do SPI e o Relatório Figueiredo. Encontrado no contexto da Comissão Nacional da Verdade, o Relatório Figueiredo, elaborado entre 1967/1968 no

---

<sup>663</sup>Ibidem, p. 204

<sup>664</sup>HECK, Egon Dionisio. *Op. Cit.*, p. 74-75.

<sup>665</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 206.

<sup>666</sup>Ibidem.

<sup>667</sup>Ibidem.



contexto da ditadura militar, por procurador vinculado ao MINTER<sup>668</sup>, visava apurar irregularidades cometidas no âmbito do SPI durante a década de sessenta. Com a intenção de moralização do serviço público, a Comissão de Inquérito foi instituída em 1967, sob a presidência do procurador Jader de Figueiredo, e decorreu de uma série de investigações anteriormente realizadas por Comissões Parlamentares de Inquérito (CPI) e de centenas de inquéritos instaurados no Ministério da Agricultura sem nada ter sido anteriormente concluído.

A Comissão Figueiredo realizou uma investigação de Estado ainda no contexto da própria ditadura civil- militar. Tratava-se do próprio Estado fiscalizando as ações de um órgão público em relação aos povos indígenas. A averiguação tinha o objetivo mais direto de promover ação judicial para responsabilização dos ilícitos administrativos atrelados a corrupções cometidas no âmbito do SPI. Ela não teve a intenção primeira de verificar o desrespeito aos direitos indígenas, mas acabou revelando práticas de violações aos direitos territoriais indígenas e desvios das riquezas presentes no solo.

No relatório síntese da Comissão Figueiredo, são citados contratos de arrendamentos irregulares e ilícitos realizados pelo SPI. Também se indica a invasão de terras do Nabileque no Mato Grosso por fazendeiros, a expulsão dos Kadiwéu de suas terras, a invasão da Fazenda São Marco em Roraima<sup>669</sup>. Outras utilizações indevidas das terras indígenas foram a lavra e o cultivo gratuitos nestes territórios; demonstrou-se também a ocorrência de desvios de riquezas presentes nas terras por meio de vendas ilícitas de gado, de cavalos e de recursos como milho, madeira<sup>670</sup>.

A etnia Kadiwéu, cujas interferências foram repetidamente trazidas nas páginas do Relatório Figueiredo, também foi mencionada na CNV. Segundo relatado nesse documento, a expulsão dos indígenas esteve associada à prática de arrendamentos ilícitos e à legalização indevida de posseiros. A dinâmica consistia em acuar os indígenas para que cedessem à exploração de seus territórios: “As terras eram arrendadas com os indígenas dentro delas, ou saíam de lá ou eram obrigados

---

<sup>668</sup>O SPI estava submetido ao Ministério do Interior no contexto da investigação do Relatório Figueiredo (1967-1968).

<sup>669</sup>BRASIL. Ministério do Interior. Relatório Figueiredo. In: Brasil Doc. Belo Horizonte: UFMG, 1967. Disponível em: <<https://www.ufmg.br/brasildoc/temas/5-ditadura--militar-e-populacoes-indigenas/5-1-ministerio-do--interior-relatorio-figueiredo>>. Acesso em: 05 de mai. de 2023, p. 4918-4919.

<sup>670</sup>Ibidem, p. 4926- 4928.

a trabalhar ali”<sup>671</sup>. Estabeleceu-se, então, uma maneira de expulsá-los, de compeli-los a trabalhar e de diminuir seus territórios com a entrada de exploradores.

A saída compulsória de muitos indígenas Kadiwéu e a contínua redução de seu território foram, ademais, acompanhadas da inserção de indígenas integrantes de outras etnias em sua reserva. O Relatório da CNV traz a informação que os indígenas da etnia Kinikinau e Ofaié foram deslocados forçadamente para reserva Kadiwéu em 1940 e 1978 respectivamente<sup>672</sup>.

Nas investigações da CNV, também se aponta, como uma das metodologias do SPI, a demarcação de terras indígenas em porções reduzidas no Mato Grosso, que teria confinado indígenas das etnias Guarani e Kaiowá, promovendo inúmeros conflitos e a liberação das maiores extensões de terras para a colonização<sup>673</sup>. Outros grupos de indígenas Kaiowá e Guarani foram expulsos de suas terras nas décadas de quarenta e cinquenta, inclusive por oferta de missionários evangélicos<sup>674</sup>. Em outro trecho do texto da CNV, lê-se que foram distribuídos lotes da Colônia Agrícola Nacional de Dourados na região de Dourados habitada pelos Kaiowá, com consequente aumento do avanço de colonos nas terras indígenas; a demarcação mínima da terra indígena Kaiowá foi, então, realizada nos anos cinquenta<sup>675</sup>.

No Paraná em 1951, há relatos da CNV, que terras na região da Serra dos Dourados, onde viviam os Xetá, foram permutadas a fazendeiro e deputado federal pelo governo do estado; tal permuta estendeu-se sobre as terras dos Xetá e, posteriormente, a própria remoção dos indígenas foi solicitada para alienação das terras pelo deputado a uma colonizadora. Em outra ocasião no ano de 1957, o SPI transferiu essa etnia para áreas ocupadas pelos Guarani e Kaingang e consolidou-se, ao longo da década de sessenta, o processo de esbulho de suas terras e a desagregação social do povo- as remoções e transferências geravam separação física e esfacelamento cultural.<sup>676</sup>

Atingido também pelo intuito de liberação de terras, o povo Krenak foi transferido forçadamente de seu território, no Município de Resplendor, Minas

---

<sup>671</sup>FERREIRA, Bianca Porto. *A diáspora indígena no Relatório Figueiredo: reflexões sobre deslocamentos forçados*. In: BELTRÃO, Jane Felipe. *Relatório Figueiredo: atrocidades contra povos indígenas em tempos ditatoriais*. – 1. ed. – Rio de Janeiro: Mórula, 2022, p. 142.

<sup>672</sup>BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 215-216.

<sup>673</sup>Ibidem, p. 207.

<sup>674</sup>Ibidem, p. 215.

<sup>675</sup>Ibidem, p. 214.

<sup>676</sup>Ibidem, p. 224-226.

Gerais, para região das Águas Formosas, no mesmo estado em 1957 com consentimento do SPI<sup>677</sup>. Do mesmo modo, os Xavante de Marãiwatsé, de Mato Grosso, foram transferidos forçadamente de suas terras no Mato Grosso entre 1946 e 1966: primeiramente, chancelada pelo SPI, houve ocupação de suas terras por terceiros e, em um segundo momento, o território indígena foi ocupado para empreendimentos financiados por instâncias governamentais<sup>678</sup>.

Por um lado, a fragilidade do SPI em garantir a permanência dos povos indígenas em suas terras e, por outro lado, a facilidade de diminuir a titularidade indígena sobre seus territórios teriam sido a marca característica de sua política institucional. Como bem afirmou Darcy Ribeiro, a manutenção dos indígenas em suas terras apenas se verificou em casos de desinteresse econômico; a menor possibilidade de aferimento econômico ou de exploração de recursos promoveu a pressão pela desocupação das terras ou a chacina de indígenas dentro dos territórios<sup>679</sup>.

### 6.1.2 Violações aos corpos indígenas

A Comissão de Jader Figueiredo também não imaginava que diferentes crimes contra a integridade psicofísica dos indígenas fossem descobertos pela investigação. Foram descritos pela Comissão casos de assassinatos individuais e coletivos, de prostituição de mulheres, de sevícias (maus-tratos), de trabalho escravo, de usurpação e exploração do trabalho<sup>680</sup>, de venda de indígena<sup>681</sup>, de tentativas de homicídio, de ameaças<sup>682</sup>, de violências sexuais<sup>683</sup>, crimes que envolveram a participação de servidores do SPI e terceiros.

No SPI, a desassistência em relação às necessidades básicas de saúde de indígenas que lhe estavam submetidos era frequente, como também era persistente

---

<sup>677</sup>Ibidem, p. 210.

<sup>678</sup>Ibidem, p. 216.

<sup>679</sup>RIBEIRO, Darcy. *A política indigenista brasileira*. Rio de Janeiro: Ministério da Agricultura, 1962, p. 101-102.

<sup>680</sup>BRASIL. Ministério do Interior. Relatório Figueiredo. In: Brasil Doc. Belo Horizonte: UFMG, 1967. Disponível em: <<https://www.ufmg.br/brasildoc/temas/5-ditadura--militar-e-populacoes-indigenas/5-1-ministerio-do--interior-relatorio-figueiredo>>. Acesso em: 05 de mai. de 2023, p. 4916.

<sup>681</sup>Ibidem, p. 4917.

<sup>682</sup>Ibidem, p. 4945.

<sup>683</sup>Ibidem, p. 4946.

a falta de encaminhamento médico- psicológico nos casos de alcoolismo verificados entre os indígenas<sup>684</sup>. Em carta, datada de 05 de setembro de 1966, enviada ao Ministro da Agricultura por Hamilton Castro, diretor do SPI nos anos de 1966 e 1967, registrou-se o desamparo vivenciado pelos indígenas nos Postos do órgão, onde havia falta de alimentação e higiene adequadas e multiplicação de contaminação de doenças<sup>685</sup>.

Além das violações citadas, foram trazidas, no Relatório Figueiredo, outras violências cometidas, os denominados “castigos”, que eram aplicados contra os indígenas considerados rebeldes. Tais punições eram verdadeiros instrumentos torturas. O “castigo” do tronco foi destacado:

O tronco era, todavia, o mais encontrado de todos os castigos, imperando na 7ª Inspetoria. Consistia na trituração do tornozelo das vítimas, colocando entre duas estacas enterradas juntas em ângulo agudo. As extremidades, ligadas por roldanas, eram aproximadas lenta e continuamente<sup>686</sup>.

O tronco foi a evidente materialização da continuidade de mecanismos coloniais de tortura, utilizado quando uma insubmissão não era tolerada e como espetáculo para amedrontar e sujeitar os demais. Deixar o corpo do insubmisso completamente flagelado em exibição parece remeter ao poder que o SPI tinha para manipular os corpos indígenas em propósitos que fugiam à possibilidade de suas preservações.

Outras punições, também com raízes coloniais, consistiram na escravização, na exploração do trabalho e nos frequentes espancamentos dos indígenas, no emprego de cárcere privado. Alertou-se para a existência de “prisões de índios” nos Postos do SPI. Desenvolveu-se, portanto, uma metodologia prática de “castigos” que acarretou em mortes e invalidez de indígenas.

Citada também, no texto da CNV, a utilização ilícita do aprisionamento pelo SPI era, muitas vezes, apoiada pela polícia local. A finalidade era a contenção e o controle de resistências ocasionadas por “conflitos gerados pela política de

---

<sup>684</sup>Ibidem, p. 4929, 4947.

<sup>685</sup>Anexo ao Relatório Final da Comissão de Inquérito do SPI (RF) *Apud* VALENTE, Rubens. *Os fuzis e as flechas: história de sangue e resistência indígena na ditadura*. São Paulo: Companhia das Letras, 2017, p. 49.

<sup>686</sup>BRASIL. Ministério do Interior. Relatório Figueiredo. In: Brasil Doc. Belo Horizonte: UFMG, 1967. Disponível em: <<https://www.ufmg.br/brasildoc/temas/5-ditadura--militar-e-populacoes-indigenas/5-1-ministerio-do--interior-relatorio-figueiredo>>. Acesso em: 05 de mai. de 2023, p. 4913.

desenvolvimento da sociedade aplicada pelos órgãos indigenistas criados pelo Estado, que se sustentou em um sistema ilegal de detenção”<sup>687</sup>.

Entre os Guarani, no Oeste do Paraná, nas décadas de cinquenta e sessenta, foram verificadas detenções arbitrárias<sup>688</sup>. Durante a gestão do SPI, no interior de São Paulo em terras Kaingang, existiu uma cadeia ilegal indígena onde os presos eram afastados de sua comunidade<sup>689</sup>. Pequenas celas foram ilegalmente construídas em diversos Postos Indígenas no Mato Grosso do Sul, no Rio Grande do Sul, em Santa Catarina; no Posto Cacique Doble, no Rio Grande do Sul, havia, por exemplo, uma cela e uma câmara escura onde eram punidos os indígenas e, no Posto Nonoai, também no Rio Grande do Sul, uma cela de medidas ínfimas foi implantada<sup>690</sup>.

Quanto à exploração do trabalho indígena, entre as décadas de cinquenta e sessenta, o SPI, motivado por arrecadar uma renda própria, forçava os indígenas a vender o produto de seus trabalhos e concedia a particulares o direito de exploração de recursos nas terras indígenas. Com a receita dessas atividades, auferia-se a renda indígena, responsável por custear o funcionamento do próprio SPI.<sup>691</sup>

A “entrega” de indígenas, por funcionários do SPI, para realização de trabalhos em fazendas vizinhas ou de serviços domésticos em casas de pessoas vinculadas ao órgão ou com prestígio local, também foi descrita. Há uma carta enviada à Sessão de Proteção e Assistência (SASSI), anexada ao Relatório Figueiredo, em que se narrou a prática de tráfico humano na Inspetoria de Campo Grande, como também em outras localidades<sup>692</sup>.

As crianças indígenas eram “entregues” a fazendeiros, a funcionários de empresas colonizadoras e do próprio SPI, submetidas a uma sistematizada prática de sequestros; por exemplo, foram verificados sequestros de crianças da etnia Xetá, segundo dados da CNV: “Entre as décadas de 1950-1960, diversas crianças Xetá

---

<sup>687</sup>BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 243.

<sup>688</sup>Ibidem, p. 217.

<sup>689</sup>Ibidem, p. 240.

<sup>690</sup>Ibidem, p. 240.

<sup>691</sup>DAVIS, Shelton. *Vítimas do milagre: o desenvolvimento e os índios do Brasil*. Rio de Janeiro: Zahar Editores, 1978, p. 84.

<sup>692</sup>GUIMARÃES, Elena. *Relatório Figueiredo: entre tempos, narrativas e memórias*. Dissertação apresentada ao Programa de Pós-graduação em Memória Social. UNIRIO: Rio de Janeiro, 2015, p. 73.

são retiradas de suas famílias à força e ‘distribuídas’ entre famílias não indígenas, renomeadas e igualmente forçadas a assumir novos hábitos”<sup>693</sup>.

No Relatório Figueiredo, foram expostos alguns eventos dizimadores de povos indígenas, comentados pela imprensa na época, sem qualquer ação contrária do SPI. Destacou-se a Chacina do Maranhão em que o SPI foi completamente omissivo, cujo inquérito<sup>694</sup> foi apenas instaurado pelo Departamento Federal de Segurança Pública. O documento referiu-se ao episódio da extinção de comunidade Pataxó em Itabuna, Bahia, por inoculação do vírus da varíola, para suposta divisão de suas terras, mas nada foi concluído<sup>695</sup>.

Igualmente, foi narrado, pelo Relatório Figueiredo, o extermínio dos indígenas da etnia Cinta-larga no Mato Grosso em 1963 por meio de lançamento de dinamites por avião, seguido de assassinatos de indígenas em terra<sup>696</sup>. Tal ataque tratava-se do conhecido “Massacre do Paralelo Onze” cujas terras, em razão de sua riqueza mineral, foram invadidas e os grupos indígenas foram eliminados para propiciar a efetiva exploração dos recursos<sup>697</sup>.

No texto elaborado pela CNV, é mencionada a investigação do massacre dos indígenas Kayapó na década de 1950 e a tentativa de extermínio dos Xetá vinculado à negação de seus direitos, no Paraná, a partir da década de cinquenta<sup>698</sup>. Assassinatos também ocorreram como na execução de lideranças Guarani do Oeste do Paraná nas décadas de cinquenta e sessenta, na execução de crianças e na cremação de indígenas vivos da etnia Xavante Marãiwatséde no Mato Grosso na década de cinquenta<sup>699</sup>.

## 6.2

### As agressões cometidas no âmbito da Fundação Nacional do Índio

---

<sup>693</sup>BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 224.

<sup>694</sup>BRASIL. Ministério do Interior. Relatório Figueiredo. In: Brasil Doc. Belo Horizonte: UFMG, 1967. Disponível em: <<https://www.ufmg.br/brasildoc/temas/5-ditadura--militar-e-populacoes-indigenas/5-1-ministerio-do--interior-relatorio-figueiredo>>. Acesso em: 05 de mai. de 2023, p. 4916.

<sup>695</sup>Ibidem, p. 4917.

<sup>696</sup>Ibidem, p. 4917.

<sup>697</sup>FERREIRA, Bianca Porto. *Op. Cit.*, p. 149-150.

<sup>698</sup>BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 210 e 226.

<sup>699</sup>Ibidem, p. 217-218.

A criação da Funai ocorreu no contexto da ditadura civil- militar brasileira. Durante os governos militares, em diferentes níveis, a questão indígena associou-se aos temas de segurança nacional e ao projeto de desenvolvimento econômico que se deveria implementar<sup>700</sup>. Segurança e desenvolvimento eram termos abrangentes, cada vez mais, utilizados no vocabulário do governo para justificar medidas militares e econômicas. Nesse contexto, uma nova visão seria atribuída aos indígenas, que passaram a ser compreendidos como obstáculos ao desenvolvimento e à soberania nacional e, em alguns discursos, como potenciais inimigos:

De defensores das fronteiras do Brasil, eles passam a suspeitos, a virtuais inimigos internos, sob a alegação de serem influenciados por interesses estrangeiros ou simplesmente por seu território ter riquezas minerais, estar situado nas fronteiras ou se encontrar no caminho de algum projeto de desenvolvimento.<sup>25</sup><sup>701</sup>

Nos anos da ditadura, a composição da Funai revelava a preocupação sobre os riscos dos povos indígenas à segurança interna do país, destacando-se que militares egressos de órgãos de segurança e informação passaram a integrar o órgão de proteção indígena<sup>702</sup>. As novas preocupações e os novos agentes instituídos na gestão indígena implicaram em práticas nas quais se visava a integração acelerada dos indígenas, a fim de garantir o projeto econômico de um Estado comprometido com ideais de segurança e desenvolvimento<sup>703</sup>.

O objetivo de integração acelerada correspondia a implantação de uma política indigenista de “desindianização”<sup>704</sup>, que significava a descaracterização dos indivíduos como indígenas a partir de critérios que os considerasse assimilados ao padrão do nacional brasileiro; nesse sentido, foi elaborado um projeto que os emancipasse da Funai<sup>705</sup>. A emancipação com a perda do reconhecimento diferenciado aos indígenas desobrigava a Funai de proteger os interesses desses indígenas emancipados.

---

<sup>700</sup>HECK, Egon Dionisio. *Op. Cit.*, p. 68.

<sup>701</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 211.

<sup>702</sup>HECK, Egon Dionisio, *Op. Cit.*, 1996, p. 68.

<sup>703</sup> Ibidem, p. 68-69.

<sup>704</sup> BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 213.

<sup>705</sup> No capítulo oito, será mencionado o projeto de emancipação e as reivindicações geradas em torno dele.

De acordo com a CNV, a instituição da Funai marcou um segundo momento, entre 1968-1988, de atuação protagonista do Estado nas graves violações de direitos dos povos indígenas e de implementação de planos governamentais que favoreceram interesses privados em detrimento da função de proteção do órgão<sup>706</sup>. Tais planos legitimavam-se pela aparência de sucesso, o “milagre econômico”, com o incremento do Produto Interno Bruto (PIB) no final da década de sessenta e início da década de setenta.

Um dos famosos planos, que atingiu os povos indígenas diretamente, foi o Plano de Integração Nacional (PIN), lançado no governo Médici em 1970. O plano objetivava a ocupação de regiões amazônicas, consideradas “vazios demográficos”, por mão de obra principalmente nordestina, que seria assentada nas proximidades das estradas construídas<sup>707</sup>. A região amazônica era a mais densamente ocupada pelos povos indígenas na época<sup>708</sup>. O alinhamento e a colaboração da Funai foram declarados pela presidência do órgão: a “pacificação” e a remoção de grupos indígenas foram realizadas para garantir o projeto<sup>709</sup>.

Outro plano governamental destacado foi o Polamazônia cuja finalidade era a expansão da agroindústria, substituindo o PIN em 1974. Por meio do Polamazônia, visava-se estimular novos projetos nas áreas de pecuária, mineração e extração de madeira; esses empreendimentos avançavam em territórios indígenas<sup>710</sup>.

As condições de precariedade dos povos indígenas não foram despercebidas internacionalmente. Ainda na década de setenta, visitas de comissões da Cruz Vermelha Internacional, da *Survival International*, e da *Aborigines Protection Society* produziram documentos internacionais que relatavam os efeitos dos projetos de desenvolvimento sobre os povos indígenas e tratavam da política indigenista elaborada pela Funai<sup>711</sup>. Deve-se ainda destacar que foram remetidas violações de direitos humanos contra indígenas ao Tribunal Russell II (1974-1976) veiculadas pelo documento apócrifo “A política de genocídio contra os índios do Brasil” e ao Tribunal Russell IV (1980), tendo neste último o Brasil sido

---

<sup>706</sup>BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 204.

<sup>707</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 31.

<sup>708</sup>DAVIS, Shelton. *Op. Cit.*, p. 39, 91.

<sup>709</sup>Ibidem, p. 83-85.

<sup>710</sup>Ibidem, p. 142-143.

<sup>711</sup>Ibidem, p. 103.



simbolicamente condenado nas violações contra os Waimiri- Atroari, Yanomami, Nambikwara e Kaingang de Manguerinha<sup>712</sup>.

Em escala nacional, bispos e missionários manifestaram-se no documento “Y- Juca- Pirama – o índio: aquele que deve morrer”. O manifesto constatou o extermínio, a espoliação dos povos indígenas nas grandes construções de estradas na Amazônia e a conivência da Funai com os deslocamentos forçados, ao mesmo tempo que apontou o modelo de desenvolvimento destrutivo das gentes e do ambiente natural<sup>713</sup>. Os clérigos foram contundentes e afirmaram:

não aceitaremos ser instrumentos do sistema capitalista brasileiro. Nada faremos em colaboração com aqueles que visam “atrair”, “pacificar” e “acalmar” os índios para favorecerem o avanço dos latifundiários e dos exploradores de minérios ou outras riquezas. Ao contrário, tal procedimento será objeto de nossa denúncia corajosa ao lado dos próprios índios. Com eles, não aceitaremos um tipo de “integração” que venha apenas transformá-los em mão de obra barata, avolumando ainda mais as classes marginalizadas que, no funcionamento do sistema de produção, enriquecem somente aos que já são ricos<sup>714</sup>.

Percebe-se que as violações de direitos cometidas pela Funai eram notórias na época de suas ocorrências e denúncias foram veiculadas para trazer ao conhecimento da população geral a situação real dos povos indígenas. A instituição, no entanto, não se constrangeu em alterar imediatamente o tratamento dispensando aos indígenas.

### **6.2.1 Violações aos direitos territoriais indígenas**

As terras indígenas e as riquezas a elas incorporadas foram objetos de preocupação neste período marcado pelo interesse de elevar a economia brasileira a novos patamares. Sobretudo, os olhares sobre as terras da Amazônia brasileira passam a ser cobiçadas por suas potencialidades, a região, segundo informações da década de setenta:

possui 79,7% das reservas madeireiras do país, 81 % da água doce, metade dos depósitos de minério de ferro, quase 100% do estanho, 93% do alumínio, e o maior depósito de sal-gema do mundo, calculado em 10 bilhões de toneladas. A Região

---

<sup>712</sup>Ver ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 108 e BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 208.

<sup>713</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 70-72.

<sup>714</sup>Y-JUCA-PIRAMA – o índio: aquele que deve morrer. Documento de urgência de bispos e missionários, 1974, p. 20-21.

Amazônica também possui o que se imagina ser o maior depósito de petróleo do mundo...<sup>715</sup>

A fim de atrair investimentos nas áreas da Amazônia e garantir a possibilidade de concessão de incentivos fiscais e financiamentos, a partir de 1969 e durante quase uma década, o governo brasileiro estabeleceu a necessidade de emissão de certidões pela Funai que deveriam atestar a inexistência de indígenas em terras nas quais fossem desenvolvidos empreendimentos. A Funai que deveria controlar as terras ocupadas pelos indígenas, no entanto, emitiu sem qualquer controle certidões negativas da existência de indígenas, facilitando a espoliação de terras indígenas<sup>716</sup>.

A diligência máxima a fim de evitar qualquer prejuízo aos povos tutelados não foi realizada. Um questionável sistema de conferência da titularidade das terras foi implementado em que apenas se comparava o cadastro da Funai de terra indígena e o mapa apresentado pelo empresário sem checagem da existência de indígenas nas áreas pleiteadas:

O sistema era muitíssimo frágil. Tratava-se de comparar o cadastro da Funai de terras indígenas com a área alegada pelo empresário interessado. Ou seja, se o mapa oferecido pelo interessado, por má-fé ou erro, fosse diferente da realidade havia grandes chances de a entidade autorizar um empreendimento dentro de uma área indígena. A Funai não realizava nenhuma checagem em campo para se certificar de que não havia índios nas terras de interesse do empresário<sup>717</sup>.

No território dos indígenas Nambikwara, houve justamente uma manobra relacionada à delimitação territorial e à emissão de certidões negativas. Em 1968, foi criada a reserva indígena Nambikwara na Chapada dos Parecis no Mato Grosso, cuja demarcação não correspondeu às terras tradicionalmente ocupadas pela comunidade no Vale do Guaporé; a partir desse equívoco, a Funai emitiu certidões negativas quanto à inexistência de indígenas no Vale do Guaporé e particulares puderam se beneficiar de recursos da Superintendência de Desenvolvimento da Amazônia (Sudam) para financiamento de projetos agropecuários<sup>718</sup>.

---

<sup>715</sup>DAVIS, Shelton. *Op. Cit.*, 1978, p. 57.

<sup>716</sup>BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 213.

<sup>717</sup>VALENTE, Rubens. *Op. Cit.*, p. 251.

<sup>718</sup>BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 221-222.

O projeto da Transamazônica, iniciado em 1970, tratou-se de um sistema de rodovia transcontinental na Bacia Amazônica que ligaria a Amazônia e o nordeste brasileiro<sup>719</sup>. A rodovia cortava terras de vinte e nove etnias, logo, para execução da obra, foi realizado convênio entre a Sudam e a Funai, que atuou no contato, atração e remoção dos povos do entorno<sup>720</sup>. Uma etnia marcadamente atingida foi os Parakanã, eles foram removidos de suas terras para construção da rodovia transamazônica<sup>721</sup>.

Os Arara foi outro povo atingido e socialmente desagregado pela realização da obra da Transamazônica, que resultou em frequentes fugas e invasões de seu território; além disso, a Funai emitiu certidões negativas na região da terra Arara a partir de 1971 e, posteriormente, os conflitos intensificaram-se em razão da disputa territorial<sup>722</sup>.

Também foram removidos de seus territórios os Panará na década de setenta<sup>723</sup> para o Parque Nacional do Xingu no contexto da construção da rodovia Cuiabá-Santarém (BR 163); o contato e a remoção ainda ocasionaram epidemias, fomes, convivência com povos inimigos que levaram à perda de cerca de sessenta e seis por cento de sua população original<sup>724</sup>. Os indígenas Tapayuna (Beißo-de-Pau), do Oeste do Mato Grosso, tiveram suas terras cedidas pelo governo do estado, também foram removidos de seus territórios em 1971 e transferidos para o Parque do Xingu, habitando com povos rivais<sup>725</sup>.

Outra grande modalidade de obra que provocou esbulho de território indígena foi a construção da usina de Itaipu nas décadas de setenta e oitenta. De acordo com o Relatório da CNV, dentro do território da etnia Guarani do oeste do Paraná, o Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária (Incrá), autorizado pela Funai, elaborou projetos de assentamento de grupos não indígenas (que foram removidos do Parque Nacional de Iguaçu) e de definição a área que seria inundada pelo reservatório de Itaipu.<sup>726</sup>

---

<sup>719</sup>DAVIS, Shelton. *Op. Cit.*, 1978, p. 36, 89.

<sup>720</sup>BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 209.

<sup>721</sup>Ibidem, p. 229.

<sup>722</sup>Ibidem, p. 230.

<sup>723</sup>Ibidem, p. 229.

<sup>724</sup>Ibidem, p. 231.

<sup>725</sup>Ibidem, p. 227.

<sup>726</sup>Ibidem, p. 219.

Por sua vez, a construção da hidrelétrica Tucuruí engendrada pela empresa estatal Eletronorte, na década de setenta, gerou a remoção forçada de indígenas e a perda de territórios pela etnia Akrãtikatejê (Gavião da Montanha) do estado do Pará<sup>727</sup>. A construção dessa hidrelétrica também gerou a remoção de um grupo Parakanã, transferido à reserva dos indígenas Pucuruí<sup>728</sup>.

Para a construção da hidroelétrica de Balbina, a abertura da BR-174, a exploração de recursos por mineradoras e garimpeiros, a ocupação por grileiros e fazendeiros, os indígenas Waimiri- Atroari tiveram suas terras invadidas e desmembradas entre as décadas de setenta e oitenta com apoio da Funai; a invasão foi combinada com remoções, deslocamentos e um grande massacre no qual os membros da etnia foram significativamente reduzidos<sup>729</sup>.

Além da construção de hidrelétricas, houve busca de petróleo na região da Amazônia e tais pesquisas atingiram territórios indígenas. A empresa Elf Aquitaine conveniada à PETROBRAS invadiu territórios indígenas das etnias Sateré-Mawe, Kanamari, Tsumum, Djapá e Korubo para pesquisas referentes a levantamento sísmográfico e à instalação de sondas de prospecção<sup>730</sup>.

As políticas de contato e de remoções forçadas, mediadas pela Funai, conectaram-se ao processo de desagregação social entre, por exemplo, os povos Panará (Krenakore) no Mato Grosso e no Pará; aos Arara no Pará; aos Parakanã e Araweté no sudeste do Pará<sup>731</sup>.

Cabe novamente ressaltar o Estatuto do Índio, justamente elaborado no contexto ditatorial em 1973, possibilitou diversas intervenções em terras indígenas; a imposição de segurança nacional, a realização de obras públicas e a exploração de matérias primas no subsolo foram motivos permitidos pela lei<sup>732</sup> que permitiam a ingerência estatal frequente.

## 6.2.2 Violações aos corpos indígenas

---

<sup>727</sup>Ibidem, p. 205.

<sup>728</sup>Ibidem, p. 231.

<sup>729</sup>Ibidem, p. 234-236.

<sup>730</sup>Ibidem, p. 236-237.

<sup>731</sup>Ibidem, p. 229.

<sup>732</sup>BRASIL. Lei nº 6.001, de 19 de dezembro de 1973. Dispõe sobre o Estatuto do Índio. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 20 dez. 1973. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/L6001.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L6001.htm)>. Acesso em: 07 de mai. de 2023.

Em relação a crimes cometidos diretamente contra os corpos indígenas, o Relatório da CNV descreveu genocídios, extermínios, mortes/ assassinatos, massacres, lesões à integridade física vinculadas à violação de direito à saúde, agressões, detenções e prisões arbitrárias, desaparecimentos, torturas e maus-tratos, sequestros, abusos sexuais, perseguições e ameaças, submissões a regime análogo à escravidão e trabalhos forçados.

No que se refere a genocídios, no contexto da Funai, o genocídio dos povos Yanomami<sup>733</sup> e Tapayuna (Beißo-de-Pau) do Oeste do Mato Grosso, esse último foi associado à remoção forçada e a transferência para área ocupada por povo rival. Extermínios foram mencionados em relação aos Tapayuna no contexto do processo de reocupação de ser território durante o cinco de expansão agrícola quando foram dizimados por envenenamentos, disparos por armas de fogo, gripes e a remoção forçada em si<sup>734</sup> e aos Avá-Canoeiro, no Tocantins entre as décadas de sessenta e setenta na expedição de “caça aos índios” por fazendeiros da região<sup>735</sup>.

O massacre dos Waimiri- Atroari, relacionado à invasão de seu território, envolveu a demonstração de força e foi objeto da pesquisa do Comitê da Verdade do Amazonas, em 2012, que contribuiu para a investigação realizada pela CNV. O desaparecimento de mais de dois mil indígenas da etnia em apenas dez anos conforme relato os sobreviventes das chacinas: eles contaram o desaparecimento de comunidades, após helicópteros sobrevoarem as aldeias, por meio de desenhos e testemunhos, que inclusive revelavam os métodos e formas de dizimação por aviões, helicópteros, bombas, metralhadoras, fios elétricos e doenças<sup>736</sup>.

Inúmeras mortes marcaram confrontos entre indígenas e não-indígenas, em razão da negligência da Funai na função de proteção dos povos por ela tutelados. Os Arara, em 1969 e 1973, morreram em razão de disparos por caçadores<sup>737</sup>. Entre os Sateré-Mawé, na década de oitenta, indígenas morreram em razão de explosão de cargas de dinamites enterradas pela empresa petrolífera Elf Aquitaine em seu

---

<sup>733</sup>BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 205.

<sup>734</sup>Ibidem, p. 227.

<sup>735</sup>Ibidem, p. 228.

<sup>736</sup>COMITÊ DA VERDADE DO AMAZONAS. 1º Relatório do Comitê Estadual da Verdade: O genocídio do povo Waimiri-Atroari. Manaus/AM, 2012. Disponível em: <<https://www.marxists.org/portugues/tematica/livros/diversos/genoci-dio.pdf>>. Acesso em: 22 de jul. de 2023, p. 09.

<sup>737</sup>BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 230.

território; os indígenas dos povos Kanamari, Tsuhum Djapá e Korubo morreram após confrontos no contexto da invasão do território por subsidiária da Elf Aquitaine<sup>738</sup>. Na etnia Yanomami, conflitos com garimpeiros acarretaram nas mortes de integrantes da comunidade<sup>739</sup>.

Assassinatos também ocorreram entre os Tapayuna do Oeste do Mato Grosso, derivados de conflitos relacionados à concessão de suas terras à empresa Brasul e à colonizadora Conamali pelo Governo do Mato Grosso<sup>740</sup>. Em 1973, os Avá-Canoeiro, ocupantes da Fazenda Canuanã na região da Mata Azul, Tocantins, sofreram com a frente de atração da Funai, que atirou no acampamento indígena, assassinando uma menina da comunidade<sup>741</sup>. Por sua vez, são exemplificativos os assassinatos das lideranças Angela Kretã, do povo Kaigang do Paraná em 1980<sup>742</sup> e do guarani Marçal de Souza, do Mato Grosso em 1983<sup>743</sup>.

A violação ao direito à saúde, por omissão, foi também uma marca de atuação da Funai. O aproveitamento da vulnerabilidade indígena, por falta de imunidade em relação a determinadas patologias, foi frequente na cultura de contato. Se uma política de saúde direcionada aos povos indígenas foi sistematizada nos anos cinquenta quando se criou o Serviço de Unidades Sanitárias Aéreas (SUSA), complementado pelas Equipes Volantes de Saúde (EVS) ou Unidades de Atendimento Especial (UAE), os recursos foram diminuídos enquanto houve aumento de ações de atração e contato a partir de 1968, além da falta de promoção de campanhas de vacinação e permissão de entrada de pessoas doentes nas comunidades<sup>744</sup>.

Por exemplo, epidemias e surtos de doenças ocasionaram mortes e lesões por inobservância da especificidade do cuidado da saúde indígena. No Relatório da CNV, descreve-se o mapeamento de áreas ricas em recursos minerais pelo Projeto Radam a partir de 1970; assim, nas terras dos Yanomami, foi evidenciada a existência de ouro no subsolo, gerando um enorme trânsito de garimpeiros e, sem qualquer assistência da Funai no contato ou na proibição de entrada de indivíduos estranhos à comunidade, os indígenas foram contaminados por gripes e outras

---

<sup>738</sup>Ibidem, p. 236-237.

<sup>739</sup>Ibidem, p. 233.

<sup>740</sup>Ibidem, p. 227.

<sup>741</sup>Ibidem, p. 228.

<sup>742</sup>Ibidem, p. 250.

<sup>743</sup>Ibidem, p. 250.

<sup>744</sup>Ibidem, p. 212.

doenças<sup>745</sup>. Os Yanomami também sofreram por omissão de vacinação preventiva durante a construção da rodovia Perimetral Norte em 1975 e pela retirada de esquipes de saúde em pleno surto de malária e gripe decorrentes da invasão de garimpeiros na área Yanomami em 1987<sup>746</sup>.

Da mesma forma, ocorreram mortes derivadas de contaminações e epidemias por enfermidades como sarampo, gripe, poliomielite, malária, doenças venéreas, por falta de cuidado apropriado no contato ou ausência deliberada de vacinação entre as etnias Panará do Mato Grosso na década de sessenta, Nambikwara do Vale do Guaporé entre os anos de 1970-1971, Tapayuna do Oeste do Mato Grosso em 1969 e 1971, os Parakanã do Pará em 1971 e 1977, os Araweté no contexto de construção da transamazônica e os Panará do Pará e Mato Grosso em 1973<sup>747</sup>.

Outras duas modalidades de violações de direitos destacam-se no texto da CNV em razão dos incrementos produzidos pelos procedimentos de militarização da ditadura: a tentativa de consolidação de uma guarda indígena e um campo de concentração de confinamento dos “rebeldes”. Tratava-se do treino do corpo indígena para o serviço cívico militar, da vigilância mútua, e do medo do encarceramento.

Em 1969, foi institucionalizada uma polícia própria, a Guarda Rural Indígena (Grin) em que indígenas seriam recrutados para funcionarem como força de segurança em regiões indígenas<sup>748</sup>. Tal sistema de segurança tinha a intenção de responder o cenário de invasão de terras e violências contra os indígenas e de manutenção interna nos territórios indígenas<sup>749</sup>. O controle interno acabou sendo a principal função da guarda que, com um modelo hierárquico militarizado, alheio às organizações indígenas de cada etnia, provocou a desestruturação das comunidades marcada por arbitrariedades como prisões, espancamentos e até prostíbulos. Foi formada uma única turma da guarda no ano de 1970 com indígenas de cinco etnias dos estados de Minas Gerais, Goiás e Pará<sup>750</sup>.

---

<sup>745</sup>Ibidem, p. 210.

<sup>746</sup>Ibidem, p. 212-213.

<sup>747</sup>Ibidem, p. 209, 222, 227, 229-231.

<sup>748</sup>Ibidem, p. 212.

<sup>749</sup>HECK, Egon Dionisio, *Op. Cit.*, 1996, p. 36-43.

<sup>750</sup>Ibidem, p. 44.

Por sua vez, o encarceramento arbitrário e ilícito de indígenas igualmente deve ser destacado. Para além dos indevidos encarceramentos e das cadeias criadas nos Postos Indígenas, operou, entre os anos de 1969-1972, o Reformatório Agrícola Krenak, uma espécie de presídio correccional voltado exclusivamente para indígenas no território da etnia Krenak em Minas Gerais. Sem a garantia do devido processo legal e o conhecimento acerca dos atos cometidos, aproximadamente cem indígenas de ao menos quinze etnias tiveram suas liberdades subtraídas e eram frequentemente torturados no reformatório, que funcionou como uma espécie de campo de concentração<sup>751</sup>.

No caso dos Aikewara do Pará, foi montada uma cadeia em suas terras no contexto da repressão à Guerrilha do Araguaia<sup>752</sup>. As violações de direitos cometidas, entre os anos de 1972 e 1974, contra esse povo vale ser mencionada. Elas envolveram a continuada presença do Exército em seu território que confinava as famílias, com intenso uso de terror psicológico, e obrigava o auxílio dos homens da comunidade, como guias nas matas, a fim de assegurar a captura de guerrilheiros; a intervenção dos militares gerou uma aguda desintegração social e consequente desnutrição pela ausência dos homens nas divisões dos trabalhos internos e na detenção das mulheres, impedidas de circular<sup>753</sup>.

Diferentes etnias experimentaram as violações listadas no primeiro parágrafo dessa seção. De forma geral, a instrumentalização dos corpos indígenas para fins de políticas governamentais foi o traço da política indigenista da Funai durante a ditadura. O órgão engajou-se na colaboração do assassinato e das violências sobre tais corpos, em razão do acesso que tinha a eles, proporcionado por sua função de integrá-los e, portanto, descumpriu a responsabilidade de suas preservações.

### **6.3**

#### **Conclusões provisórias do capítulo**

---

<sup>751</sup>Ver BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 243, 244; MAGUIRE, Pedro Paulo Fermin, “*Foi a escravidão*” [manuscrito]: uma arqueologia histórica de duas cadeias de exceção contra povos indígenas em Minas Gerais, Brasil (1968-1979). Tese de doutorado em antropologia. Belo Horizonte: Universidade Federal de Minas Gerais, 2022, p. 32.

<sup>752</sup>BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014, p. 246.

<sup>753</sup>Ibidem, p. 246- 247 e ver também VALENTE, Rubens. *Op. Cit.*, p. 204-205.



O regime tutelar não resguardou os indígenas de práticas violentas cometidas com a colaboração do Estado, seja por conivência com interesses particulares ou pela elaboração de planos governamentais contrários aos direitos dos indígenas. Tais práticas foram, muitas vezes, mediadas, pelos próprios órgãos de tutela. O SPI e a Funai estiveram intimamente engajados nos projetos do Ministério da Agricultura e do Ministério do Interior, aos quais estavam subordinados e, nesse contexto, chancelavam interesses estranhos aos direitos dos indígenas.

As violações foram divididas em dois momentos, entre 1946-1968, quando o SPI era o órgão responsável proteção indígena. Foram destacadas violações aos direitos territoriais e violações aos corpos indígenas de integrantes de diferentes povos, relatadas no Relatório Figueiredo e no Relatório da CNV. A repartição de tais violações foi uma opção didática, mais elas estavam intimamente entrelaçadas.

O segundo momento, a partir de 1968, a Funai passava a gerir a questão indígena e encapava um modelo de política indigenista que integrasse rapidamente os indígenas. “Índigena bom era indígena integrado”. Comportamentos, que indicassem a recusa da integração, permitiam designar os indígenas como “inimigos”, que deveriam ser inclusive monitorados. As violações de direitos, durante a gestão da Funai, também foram divididas em violações contra direitos territoriais e violações contra os corpos propriamente ditos em uma pluralidade de povos indígenas.

A relutância de uma organização sociopolítica própria dos povos indígenas em seus territórios, a sua considerada “improdutividade” eram sinais que os propósitos da integração não funcionavam e, assim, haveria uma permissividade para violações de tais corpos que não se adequavam ao padrão. A suposta rebeldia era retribuída com desproteção ativa.

## **Título 2**

### **Direito como campo de disputas**

A partir do relatado, restou evidenciado que os Estados francês e brasileiro contribuíram para negação da existência cultural e física dos povos indígenas. Constatou-se que a desagregação política e social foi provocada por políticas estatais que visavam uniformizar as multiplicidades étnicas às categorias do cidadão nacional e que atropelavam os territórios tradicionais indígenas para atender interesses estatais e privados.

Neste título, cumpre verificar as manifestações protagonistas na Guiana e no Brasil, que não congregavam reivindicações separatistas com formação de nações autônomas, mas se voltaram para o Estado, pleiteando-se o reconhecimento da especificidade indígena. A reivindicação envolvia ser plenamente cidadão e nacional do Estado que detinha domínio no território onde se habitava e ser povos indígenas, garantindo-se a manutenção de suas tradições.

Nas décadas de setenta e oitenta, ver-se-á que os povos indígenas passaram a engendrar per se manifestações na luta por suas existências e suas afirmações de direitos. Até então silenciada, as vozes indígenas emergiram e passaram a ser documentadas. Os povos organizavam-se e desejavam ser ouvidos, como também aprendiam a disputar nos termos políticos ocidentais.

Uma nova experiência de organização que congregava diferentes etnias cujo tratamento estatal as unia. A condição de ser “índio”, a obrigatoriedade de tornar-se integrado, a partilha de um passado e um presente de espoliação de suas tradições, seus territórios, suas vidas, unificava os tipos de demandas pleiteadas. Na comunhão, formava-se uma consciência para além das necessidades localizadas de cada etnia.

Ser “índio” era uma categoria dos processos de colonização em sua continuidade, mas sua utilização para poder ser povo com organização, línguas, cosmovisões próprias foi uma estratégia da luta indígena para congregação das diferentes etnias no período verificado. Foi o tratamento estatal marcado pela negação da existência de diferentes povos em seu território que promoveriam o entendimento de uma disputa comum dos povos para a afirmação de cada um deles.

## Capítulo 7

### Reivindicações por direitos na Guiana

Se a especificidade indígena tinha que ser negada em suas dimensões sociopolíticas e culturais pela estrutura estatal francesa, isso não impediu que os povos indígenas da Guiana questionassem sua submissão aos padrões impostos. Reações às formas de dominações colonizadoras foram constantemente verificadas na história da Guiana Francesa. Importa, no entanto, neste capítulo examinar a disputa por direitos empreendida pelos próprios povos indígenas após a atribuição da cidadania francesa.

Resumidamente, trata-se de compreender: 1- a forma que os povos indígenas movimentavam-se na década de oitenta; 2- se eles reivindicavam um estatuto jurídico diferenciado, além de direitos específicos. Para isso, serão desenvolvidos os temas relativos à *Association des Amérindiens de Guyane française* (AAGF), à grande reunião de 1984, aos direitos reivindicados pelos indígenas.

#### 7.1

#### ***Association des Amérindiens de Guyane française -Emerillon, Palikur, Wayãpi, Wayana, Arawak, Galibis (AAGF - EPWWAG)***

Paralelamente aos processos de aculturação decorrentes, por exemplo, da inserção ao sistema de educação francesa na década de sessenta e setenta, os indígenas começaram a engendrar ferramentas de reivindicação em relação às suas condições no contexto estatal francês e regional. A apreensão do vocabulário ocidental, a educação em língua francesa e sobre o mundo francês os permitiriam entender a dinâmica da política ocidental e as possibilidades de enfrentamentos<sup>754</sup>.

A partir dos anos oitenta, os indígenas passaram a se organizar por si mesmo e a tomar a palavra publicamente sem intermediários para dialogar a nível institucional. Existia também vontade de autonomia e certa repulsa aos modelos de instituições existentes. Dessa forma, eles forjaram um movimento no formato de associação para garantir a participação política sem necessidade de um mandato

---

<sup>754</sup>Ver GUYON, Stéphanie; TRÉPIED, Benoît. *Les autochtones de la République. Amérindiens, Tahitiens et Kanak face au legs colonial français*. In: BELLIER, Irène (dir.). *Op. Cit.*, 2013, p. 100 e COLLOMB, Gérard ; TIOUKA, Félix. *Na'na Kali'na. Une histoire des Kali'na de Guyane*. Cayenne: Ibis Rouge Éditions, 2000.

eleitoral ou um cargo administrativo<sup>755</sup>. Mesmo que tocassem em questões debatidas por projetos eleitorais, não se visava à criação de um partido político.

Em 1981, foi criada a Associação de Ameríndios da Guiana Francesa (AAGF), que tinha por objetivo a defesa dos direitos específicos dos povos indígenas e a interlocução entre as novas gerações e os representantes estatais, uma vez que, até então, apenas os *chefs coutumiers* eram intermediários entre as comunidades e a administração<sup>756</sup>. Entre os líderes da associação, destacaram-se Henri Paul, Thomas Appolinaire e Félix Tiouka, todos três oriundos da etnia kali'na (Galibi) da aldeia de Awala-Yalimapo<sup>757</sup>. Thomas Appolinaire, em entrevista concedida em 1989, declarou sobre o desejo de criação da Associação:

Nós queríamos criar uma associação para assegurar nosso patrimônio cultural e nosso ambiente socioeconômico. Este era um pouco o objeto de nossa associação ao nível da Guiana, isto quer dizer incluir todas as outras etnias que são ao número de seis para frustrar, para fazer uma manifestação, contra as eleições, as campanhas eleitorais<sup>758</sup>.

(tradução nossa)

No contexto da constituição da Associação, Stéphanie Guyon informa que a mobilização na Guiana não pode ser dissociada do ativismo e da rede formada por indígenas na bacia amazônica e nas Américas; ela também destaca que os militantes ameríndios da Guiana foram pioneiros em levantar a especificidade da causa indígena no contexto francês<sup>759</sup>.

A Associação, inicialmente, era composta em sua maioria por indígenas kalin'a (Galibi), embora buscassem a congregação e a representação das etnias Emerillon, Palikur, Wayãpi, Wayana, Arawak, Galibis, presentes no departamento:

Isso para dizer que no início, desde 1981, nós formamos um escritório composto essencialmente de Galibi. Não pudemos fazer de outra maneira. Faltava-nos

---

<sup>755</sup>RANOUX, Maëlle. *Nature en politique: Mutations. sociologie du travail scientifique dans le projet de Parc National en Guyane Française (1930-2007)*. Tese de Doutorado. Nanterre: Université de Nanterre - Paris X, 2007, p. 235.

<sup>756</sup>TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Petit guerrier pour la paix: les luttes amérindiennes racontées à la jeunesse (et à tous les curieux)*. Matoury: Ibis Rouge Editions, 2017, p. 32.

<sup>757</sup>Ibidem, p. 32.

<sup>758</sup>Entrevista com Thomas Appolinaire em 10 de junho de 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, p. 11.

<sup>759</sup>Ver GUYON, Stéphanie; TRÉPIED, Benoît. *Les autochtones de la République. Amérindiens, Tahitiens et Kanak face au legs colonial français*. In: BELLIER, Irène (dir.). *Op. Cit.*, 2013, p. 100.

elementos que fossem capazes de compreender a marcha da sociedade. Mas nós colocamos pessoas em todas as aldeias das outras etnias<sup>760</sup>.  
(tradução nossa)

Outra meta da associação era conscientizar a população sobre a existência indígena na Guiana, que foi invisibilizada tantas vezes. Nas palavras de Thomas Appolinaire, “O trabalho da associação situa-se justamente aí: fazer a população guianesa compreender que nós somos os primeiros ocupantes desse território<sup>761</sup>”.

Nesse sentido de marcação da existência, a disputa dos indígenas pela afirmação no espaço político nacional e regional também proporcionaria o levantamento de novas questões, nos anos oitenta, sobre o “tornar-se Guiana” relacionadas à imposição da colonização e ao lugar de povos que reivindicavam uma identidade não crioula<sup>762</sup>.

A associação era uma primeira iniciativa que promoveria diálogos e questionamentos entre as diferentes etnias indígenas da Guiana para requerimento de direitos:

A associação de Ameríndios da Guiana francesa ÉMERILLONS – PALIKUR – WAYÂPI – WAYANA – ARAWAK – GALIBI (AAGF-EPWWAG), associação legalmente registrada, representa os interesses de seis etnias da Guiana Francesa. Nós representamos, então, cerca de 4075 Ameríndios. Em razão da proximidade geográfica e de um parentesco linguístico e cultural muito estreito, nós decidimos nos unir no início do ano de 1982, para estudar um melhor futuro econômico, social e cultural<sup>763</sup>.  
(tradução nossa)

## 7.2

### A grande assembleia de 1984

Com anseio de cultivar a memória coletiva a partir de uma de sua perspectiva sobre a história do movimento indígena na Guiana, Alexis Tiouka, no

---

<sup>760</sup>Entrevista com Thomas Appolinaire em 10 de junho de 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, p. 19 -20.

<sup>761</sup>Ibidem, p. 26.

<sup>762</sup>COLLOMB, Gérard. Chroniques interculturelles en Guyane: *Un “point de vue” kali’na*. In: COLLOMB, Gérard; JOLIVET, Marie-José. *Histoires, identités et logiques ethniques: Amérindiens, Créoles et Noirs Marrons en Guyane. Le regard de l’ethnologue* n 18. Paris: CTHS, 2008, p. 46.

<sup>763</sup>Discurso de Félix Tiouka, pronunciado em 09 de dezembro de 1984. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, p. 66. Texto original em francês: L’Association des Amérindiens de Guyane française ÉMERILLONS – PALIKUR – WAYÂPI – WAYANA – ARAWAK – GALIBI (AAGF-EPWWAG), association légalement enregistrée, représente les intérêts de six ethnies de la Guyane française. Nous représentons donc près de 4075 Amérindiens. En raison de leur proximité géographique et d’une parenté linguistique et culturelle très étroite, nous avons décidé de nous unir au début de l’année 1982, pour étudier un meilleur avenir économique, social et culturel.

livro de entrevista *Petit guerrier pour la paix: les luttes amérindiennes racontées à la jeunesse (et à tous les curieux)*, relembra as primeiras experiências de ajuntamentos entre os vários povos indígenas para reivindicações de direitos na década de oitenta<sup>764</sup>. Os indígenas optaram por chamar a atenção das autoridades por meio de reuniões e marchas sem recorrer à luta corpórea<sup>765</sup>.

As lideranças da AAGF desejavam reunir os ameríndios da Guiana e confrontar as autoridades estatais. Para tal confronto, em dezembro de 1984, organizaram uma festa cultural em que foram convidadas as autoridades a fim de lhes dirigir a mensagem sobre sua singularidade étnica<sup>766</sup>, afirmando suas existências enquanto indígenas.

Outra motivação apontada para a realização da reunião foi a constatação das discriminações e das desigualdades sofridas pelos indígenas na sociedade guianesa: eles não eram tratados da mesma maneira que os demais habitantes da Guiana; a infraestrutura dos seus locais de habitação era precária, faltava água encanada; em algumas localidades, faltavam escolas; a escola desconsiderava as culturas e as línguas indígenas; eles também não tinham a propriedade de suas terras<sup>767</sup>.

Realizada em dezembro de 1984, a assembleia seria a primeira grande expressão pública no espaço político guianês quando se reivindicou uma especificidade identitária fundada nas noções de autoctonia, contraponto aos movimentos que tentavam forjar uma compreensão de “guianidade” (*guyanité*)<sup>768</sup>.

No que concerne à identificação da Associação e às intenções da assembleia, destaca-se a seguinte fala de Thomas Appolinaire:

Nós colocamos todas as nossas forças nesta batalha para fazer esta reunião, para mostrar já à população guianesa e às autoridades do Estado que isso não poderia continuar. Devia-se estabelecer um estatuto, pensar a preservação de nosso povo contra a agressão exterior. Foi por isso que em 1984 nós organizamos essa grande manifestação à Awara, para demonstrar à Guiana e ao mundo exterior que nós existíamos em Guiana<sup>769</sup>.  
(tradução nossa)

<sup>764</sup>TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 11.

<sup>765</sup> Ibidem, p. 30.

<sup>766</sup> Ibidem, p. 32.

<sup>767</sup> Ibidem, p. 32-33.

<sup>768</sup>COLLOMB, Gérard. Chroniques interculturelles en Guyane: *Un “point de vue” kali’na*. In: COLLOMB, Gérard; JOLIVET, Marie-José. *Op. Cit.*, 2008, p. 49.

<sup>769</sup>Entrevista com Thomas Appolinaire em 10 de junho de 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, p. 14.

Mais de um ano antes da assembleia, as lideranças da AAGF partiram a diferentes aldeias. A preparação da assembleia envolveu a discussão nas comunidades indígenas e tinha por finalidade a sensibilização dos xamãs e dos *chefs coutumiers* as percepções da juventude indígena kalin'a; por isso, estabelecia-se um primeiro contato com os *chefs* e retornava-se para explicação pessoalmente do projeto da reunião cultural juntamente com a interpelação do Estado - sem luta corpórea<sup>770</sup>.

Resultado dos diálogos travados e das buscas realizadas pelos indígenas kalin'a, membros das diferentes etnias foram à assembleia, apesar de eventuais disputas ocorridas no passado do desconhecimento da existência de outras comunidades indígenas. Nesse evento, Emerillon, Palikur, Wayãpi, Wayana, Arawak, Galibis (EPWWAG) ajuntaram-se, dando uma dimensão panameríndia às causas debatidas<sup>771</sup>. Estiveram presentes aproximadamente mil e quinhentos indígenas quando, na época, deveria haver em torno de quatro mil indígenas<sup>772</sup>. A luta pelo reconhecimento da existência indígena unificou as etnias para reivindicarem frente ao Estado e à sociedade guianesa:

Nosso objetivo é ir em direção ao caminho da unidade entre as diferentes comunidades, de se afirmar e de se reconhecer nessa unidade; Eu creio que é através dessa vontade que os ameríndios poderão verdadeiramente dizer em alta voz quem eles são. A reunião de 1984 foi uma virada na história porque nós chegamos a colocar na mesma mesa comunidades que guerreavam entre si. Hoje, nós podemos falar de nossos problemas, notadamente o problema da terra. O problema de terras não é específico: ele une. A terra é a força das comunidades ameríndias e eu direi o mesmo sobre as comunidades negras refugiadas porque seus sistemas são também semelhantes. É unindo as duas forças, duas histórias, absolutamente paralelas, que poderemos fazer a Administração sobre este problema de terras<sup>773</sup>.  
(tradução nossa)

Por meio dessa grande reunião, os indígenas marcariam sua entrada na cena política, lembrando ao Estado, à administração e à classe política eleita que eles,

<sup>770</sup>TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 36.

<sup>771</sup>CHALIFOUX, Jean-Jacques. *Ethnicité, pouvoir et développement politique chez les Galibis de la Guyane française*. In: *Anthropologie et Sociétés*, vol. 16, no 3, 1992, pp. 37-54. Québec: département d'anthropologie, Université Laval. Versão digitalizada. Disponível em : <[Jean-Jacques Chalifoux, Ethnicité, pouvoir et développement politique chez les Galibis de la Guyane française \(uqac.ca\)](http://Jean-Jacques.Chalifoux.Ethnicité.pouvoir.et.developpement.politique.chez.les.Galibis.de.la.Guyane.française.uqac.ca)>. Acesso em: 30 de abr. de 2023, p. 23

<sup>772</sup>TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 46.

<sup>773</sup>Entrevista com Félix Tiuoka em 19 de maio de 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, p. 49.

enquanto ameríndios, também habitavam o território da Guiana<sup>774</sup>. O reconhecimento de sua existência era justamente apresentado como meta da Associação, constituía-se como um requerimento para toda e qualquer participação e reivindicação por direitos específicos.

O famoso discurso de Félix Tiouka foi proferido nessa mesma assembleia, sendo dirigido aos ameríndios e às autoridades locais e estatais presentes. Ele foi o porta-voz dos povos indígenas. Félix discursou em língua francesa, enquanto se traduzia o discurso para as línguas indígenas, deixando claro o conteúdo político das reivindicações<sup>775</sup>.

A declaração teve como objetivo apresentar o conjunto das demandas territoriais, econômicas, sociais e culturais dos povos indígenas; além disso, foi salientado o reconhecimento pelo Estado francês dos indígenas como primeiros ocupantes das terras ancestrais<sup>776</sup>. Segue, abaixo, trecho desse discurso em que Félix citou a violação dos direitos e a invisibilização das tradições indígenas:

Achamos curioso que, sendo o grupo cujos direitos têm sido continuamente violados pelos interesses e atividades do grupo dominante, nós tenhamos ainda o ônus da prova e sejamos obrigados a demonstrar a natureza de nossos direitos e a extensão dos danos causados aos nossos territórios e à nossa cultura. Isso nos parece ainda mais surpreendente porque sabemos muito bem que o governo que você representa é juiz e parte neste caso, pois ele representa primeiramente e antes de tudo os interesses da maioria branca. Gostaríamos que fossem levadas em consideração nossas tradições culturais no desenvolvimento dessas regras<sup>777</sup>.  
(tradução nossa)

Segundo Alexis Tiouka, o direito de continuar a ser ameríndio, o reconhecimento dos direitos sobre a terra e a possibilidade de desenvolver suas instituições e cultura foram questões reivindicatórias levantadas no discurso. O jurista também relembra que o conteúdo do discurso foi mal recebido pelas autoridades e políticos presentes, que inclusive se retiraram da reunião e compeliam que membros de algumas etnias também abandonassem a congregação.<sup>778</sup>

Em relação ao discurso de Félix, o antropólogo Gerard Collomb destaca que o apontamento da especificidade e da existência de povos indígenas teria abalado à

<sup>774</sup>TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 32.

<sup>775</sup>Ibidem, p. 43.

<sup>776</sup>Discurso de Félix Tiouka, pronunciado em 09 de dezembro de 1984. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, 63.

<sup>777</sup> Ibidem.

<sup>778</sup>TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 43 e 46.



crença comum sobre suas irreduzíveis assimilações. Assimilações que eram fundamento do processo de *francisation* e do programa de integração de “populações tribais” a partir dos anos cinquenta.<sup>779</sup>

Além disso, o antropólogo informa que, após a reflexão sobre as críticas trazidas pelos indígenas, a mensagem por eles transmitida na assembleia foi compreendida como uma manifestação radical contra a classe política guianesa; tal compreensão inclusive gerou uma mobilização pela maioria dos eleitos no conselho geral e no conselho regional contra o estabelecimento de um Comitê de coordenação de ações em favor dos ameríndios da Guiana Francesa e das populações de Maroni (*Comité de coordination des actions en faveur des Amérindiens de la Guyane française et des populations du Maroni*)<sup>780</sup>.

Se as autoridades não indígenas, presentes na reunião, mostraram-se insatisfeitas com a mobilização realizada, a assembleia foi um marco, pois demonstrou que os povos indígenas da Guiana poderiam falar por si. Eles não abdicariam de fazer política, apreendendo mesmo os modos franceses de articulações. A tomada da palavra projetava o desejo de intervir na administração pública e no direito.

### 7.3 Reivindicações

No contexto da década de oitenta, a participação plena nas decisões sobre projetos socioeconômicos e culturais, a luta contra o desaparecimento de valores por meio de projetos de educação, a gerência sobre suas terras podem ser identificadas como objetos de reivindicação dos povos indígenas na Guiana<sup>781</sup>.

Representando a *Association des Amérindiens de Guyane française*, Felix Tiouka, apresentou nove proposições de base:

1. Como povos culturalmente autônomos antes da chegada dos europeus, nós queremos ser reconhecidos como povos com direito à autodeterminação.

<sup>779</sup>COLLOMB, Gérard. *Entre ethnicité et national: A propos de la Guyane*. In: *Socio-anthropologie*, nº 6, 1999. Disponibilizado online em 15 de janeiro de 2000. Disponível em: <<http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/113>>. Acesso em: 02 de mai. de 2023, p. 4-5.

<sup>780</sup>COLLOMB, Gérard. *Chroniques interculturelles en Guyane: Un “point de vue” kali’na*. In: COLLOMB, Gérard; JOLIVET, Marie-José. *Op. Cit.*, 2008, p. 49.

<sup>781</sup>Ver Entrevista com Thomas Appolinaire em 10 de junho de 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, p. 22.

2. Como povos indígenas, descendentes dos primeiros habitantes dos territórios desta parte da América, que é a Guiana Francesa, também exigimos que sejam reconhecidos os nossos direitos de soberania sobre estas terras.
3. Recusamo-nos a permitir que a extinção definitiva desses direitos se torne uma condição prévia para qualquer acordo com o governo da sociedade dominante.
4. Opomo-nos a qualquer novo projecto de exploração de recursos nos nossos territórios por membros da sociedade dominante enquanto os nossos direitos não forem reconhecidos.
5. Queremos controlar a exploração das nossas terras e dos seus recursos no futuro.
6. Queremos que a base económica proporcionada pelo controle da exploração das nossas terras garanta o nosso bem-estar econômico, social e cultural para as gerações futuras, como era o caso antes de sermos invadidos pelos comerciantes, colonos e empresas industriais.
7. Queremos assumir o controle do nosso desenvolvimento em todos os aspectos e não deixar mais nas mãos dos membros da sociedade dominante.
8. Queremos orientar o nosso desenvolvimento de acordo com os nossos valores e tradições transmitidos por nossos ancestrais, que foram desenvolvidos ao longo de milênios em harmonia com o nosso ambiente natural e social.
9. No futuro, queremos ser tratados como iguais pelos governos da sociedade dominante e não mais ser considerados povos inferiores.

Por sua vez, o Alexis Tiouka, em sua dissertação, também enumerou as reivindicações indígenas, com base no discurso proferido por Félix Tiouka na grande assembleia:

1. direito à autodeterminação;
2. direito de soberania sobre as terras ancestrais;
3. proibição de exploração dessas terras pelos membros da sociedade dominante até que os direitos dos autóctones forem reconhecidos;
4. controle de exploração das terras e dos recursos;
5. direito de controlar o desenvolvimento econômico em função dos valores e tradições ancestrais;
6. direito a ser tratado segundo um princípio de igualdade;
7. pedido de ajuda para promoção de uma reflexão sobre os modos de subsistência tradicional, bem como sobre a organização jurídica e social<sup>782</sup>  
(tradução nossa)

As reivindicações listadas vinculavam a garantia dos modos de vida tradicionais e a autodeterminação enquanto povos ao reconhecimento das terras por eles ocupadas. A manutenção da organização indígena, de suas culturas e de suas línguas dependia da segurança da ocupação da terra, da possibilidade de autogestão sem submissão a ingerências de terceiros ou contingências estatais.

---

<sup>782</sup>TIOUKA, Alexis. *Le contexte juridique international des droits des Peuples autochtones*. Dissertação de mestrado. Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO): Quito, 2004, p. 47-48.

Quanto ao direito de soberania sobre as terras ancestrais, este não deveria ser interpretado como um direito de propriedade privada. Tratava-se do reconhecimento de um direito coletivo sobre a terra: um espaço onde se habitaria, onde se desenvolveria enquanto o grupo<sup>783</sup>. O direito à terra, nos termos coletivos propostos, confundir-se-ia a própria vida. O cerne do problema ameríndio seria a questão fundiária, Félix Tiouka resume a importância da terra:

É importante saber o que querem exatamente os ameríndios, em torno do que eles se constituem, em torno de quais reflexões as alianças se fazem. Em todos os tempos, os ameríndios ocuparam um espaço, então um território, e se hoje nós reivindicamos quem somos, é antes de tudo em nome da terra que nós o fazemos. Todo ameríndio reconhece-se antes de tudo por meio da terra, porque é a terra que lhe dá os elementos da vida. Então é em torno do problema fundiário que giram os grandes problemas dos ameríndios. E nós, nós dizemos: sem-terra, não há cultura, sem-terra, não há povo e sem-terra, não há nação. Então é muito importante para nós defender e sobretudo fazer os outros entenderem que nós necessitamos de terras. Fazer entender que para poder sobreviver – porque a palavra é sobreviver na sociedade na qual a gente vive- nós temos necessidade de conciliar a sociedade que a gente conhece, que a gente domina, e, é evidente também, que a gente tem um pezinho na outra civilização. E que é muito difícil equilibrar as duas<sup>784</sup>.  
(tradução nossa)

Para Alexis Tiouka, o direito francês poderia se adaptar as particularidades indígenas. Tal posicionamento tem como fundamento a possibilidade de adaptação dos departamentos ultramarinos, presente no artigo 73 da Constituição de 1958, e a possibilidade de conservação do estatuto pessoal para os cidadãos que não tivessem o estatuto civil do direito comum, conforme o artigo 75 da mesma Constituição<sup>785</sup>.

Outro ponto tocado por Thomas Appolinaire, em entrevista divulgada na revista *Nitassinan* em 1985, era a defesa da presença indígena nos espaços deliberativos e nas instituições públicas:

Se com a departamentalização, em 1945, nós acendemos ao *status* de cidadão, esse novo título apenas nos foi reconhecido no momento das eleições: solicitando nossos votos em troca de distribuição de blusas, chinelos, álcool e até mesmo dinheiro... Nós queremos poder estabelecer nosso controle sobre as instituições que nos afetam mais diretamente; nós queremos poder intervir em tudo que nos concerne, nos domínios de desenvolvimento econômico, da educação, da saúde, dos serviços sociais... Deveríamos ter representantes no nível do Conselho

<sup>783</sup>TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 52-53.

<sup>784</sup>Entrevista com Félix Tiouka em 19 de maio de 1989. In: PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Op. Cit.*, p. 43-44.

<sup>785</sup>TIOUKA, Alexis. *Op. Cit.*, 2004, p. 48.

Regional da Guiana, pois é lá que são tomadas as decisões que concernem à vida do departamento<sup>786</sup>.  
(tradução nossa)

Nessa mesma entrevista, Thomas identificou que a administração francesa tentava suprimir qualquer identidade particular ameríndia e deveria se sentir ameaçada pelos questionamentos realizados pelos povos indígenas<sup>787</sup>. A intenção era silenciar os clamores por diferenciações que poderiam desestruturar as bases do direito estatal. Entretanto, as contrariedades não impediram que os povos indígenas continuassem a se organizar e tal mobilização possibilitariam discussões e negociações com o Estado<sup>788</sup>.

#### **7.4** **Conclusões provisórias do capítulo**

A *Association des Amérindiens de Guyane française* foi a primeira associação que compreendia a articulação das lutas pelos povos indígenas Emerillon, Palikur, Wayãpi, Wayana, Arawak, Galibis (EPWWAG), presentes em Guiana. Ela foi criada por jovens lideranças do povo Kalin'a (Galibis), intencionados na formulação de pautas comuns para os povos indígenas da região.

Essas novas lideranças indígenas da etnia Kalin'a eram, sobretudo, homens que haviam sido educados segundo o padrão francês de ensino e, com isso, passavam a entender o sistema político francês, demandar sua participação política e reivindicar direitos. A associação não se confundia com um partido político, mas representava um ajuntamento de povos indígenas para contestação do tratamento dado pelo Estado francês, para conscientização dos problemas e para busca do reconhecimento da existência dos povos indígenas na sociedade francesa.

A grande assembleia de 1984 foi o momento que, historicamente, ficou marcado pelo endereçamento de contestações e reivindicações dos povos indígenas ao Estado francês. O discurso de Félix Tioula, nessa ocasião, é constantemente citado como símbolo das demandas dos povos indígenas da Guiana.

---

<sup>786</sup>Entrevista com Thomas Appolinaire In: NITASSINAN n° 04, org. por Marcel Canton. Paris: Comité de Soutien aux Indiens des Amériques.,1985, p. 39-40.

<sup>787</sup>Ibidem, p. 40;

<sup>788</sup>TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Op. Cit.*, p. 51.

As reivindicações elaboraram-se, centradas no direito à autodeterminação enquanto povos e no direito às suas terras ancestrais – sem exploração de seus recursos por terceiros. A titularidade indígena deveria afastar toda sorte de concessão a terceiros sobre o solo e subsolo.

## **Capítulo 8**

### **Articulações indígenas no Brasil ditatorial**

Se os povos indígenas foram brutalmente atingidos pelas políticas da ditadura civil- militar, foi também nessa conjuntura que os diferentes povos iriam se articular nacionalmente contra as violações de direitos por eles sentidas, pelo reconhecimento de suas existências múltiplas e pela ampliação de seus direitos. Neste capítulo, brevemente, percorre-se na estruturação das lutas indígenas, sem, no entanto, responder ao questionamento se os povos indígenas constituíram uma modalidade de movimento social.

Inicialmente, verifica-se que os encontros não foram completamente espontâneos e dependeram de auxílio de manifestações de não- indígenas e pelo suporte de entidades de apoios. Também será tratada a eclosão da União das Nações Indígenas e brevemente sua atuação. Por último, será feita uma síntese das reivindicações indígenas do período. Alguns objetivos estão no subtexto do desenvolvimento textual, quais sejam: 1- perceber a relação entre as violações de direitos e o agrupamento dos povos indígenas; 2- demonstrar como tal processo de agrupamento dos povos não apenas teria questionado a violação de direitos, mas possibilitou a extensão de demandas por direitos; 3- demonstrar que os povos indígenas não restaram inertes ou em uma postura passiva em relação à promessa de proteção estatal.

Para alcançar tais objetivos, serão analisadas as maneiras que os povos indígenas passaram a se reunir e quais eram as demandas reivindicadas por estes agrupamentos. Dois momentos chaves de reivindicações também serão pontuados, o momento do decreto de emancipação e o momento da busca de novos direitos, elaborado um “Programa Mínimo”, no contexto da Assembleia Nacional Constituinte brasileira em 1988.

#### **8.1**

##### **Algumas manifestações não- indígenas para uma luta conjunta**

Primeiramente, a fim de tratar as manifestações reivindicatórias dos povos indígenas no momento ditatorial, é necessário citar alguns acontecimentos que favoreceram as articulações e a formação de alianças entre os povos indígenas. Os grupos indígenas também contaram com o apoio de organizações e indivíduos não

indígenas, que congregaram forças para ser um suporte de denúncias da situação dos indígenas, demanda de proteções e extensão de direitos.

Importante documento a ser citado é a Declaração de Barbados I, cuja redação foi resultado do “Simpósio sobre a Fricção Interétnica na América do Sul” em Barbados no ano de 1971, organizado pelo Instituto de Etnologia da Universidade de Berna e patrocinado pelo Programa de Combate ao Racismo do Conselho Mundial das Igrejas<sup>789</sup>. O Simpósio reuniu antropólogos e cientistas sociais – inclusive brasileiros - que denunciaram o tratamento conferido aos povos indígenas, pelos Estados, pelas ciências sociais e pelas missões religiosas, ainda marcado por práticas colonialistas e propuseram uma ruptura com tal modelo<sup>790</sup>.

Tal declaração teve um caráter inovador por retirar a necessidade de integração assimilacionista dos povos indígenas<sup>791</sup>. Nesse sentido, não eram os indígenas que deveriam se modificar, mas o Estado e a sociedade nacional que deveriam realizar mudanças estruturais a fim de tornar os povos indígenas agentes de seu próprio destino<sup>792</sup>.

O documento determinava que: 1- Estado deveria assegurar condições políticas e socioeconômicas para os indígenas continuarem a viver segundo seus usos e costumes; 2- As missões religiosas deveriam respeitar as tradições religiosas indígenas e eliminar as formas de evangelização discriminatórias e etnocêntricas; 3- A antropologia, por sua vez, deveria revisar seus métodos e responsabilizar-se na luta contra casos de genocídio e etnocídio<sup>793</sup>.

Houve ainda outras reuniões de Barbados. Em 1977, foi lançada a Declaração de Barbados II, a partir de nova reunião, na qual se debateu principalmente sobre as dominações física e cultural que os indígenas estavam submetidos; tais dominações refletiam-se na expropriação econômica desses povos e no mito de superioridade da cultura ocidental. A necessidade de alteração da política indigenista e do protagonismo da luta pela organização dos próprios

---

<sup>789</sup>Ver PREZIA, Benedito (Org.). *Caminhando na luta e na esperança: retrospectiva dos últimos 60 anos da Pastoral Indigenista e dos 30 anos do CIMI*. São Paulo: Edições Loyola, 2003, p. 54-55.

<sup>790</sup>LACERDA, Rosane. *Os povos indígenas e a Constituinte, 1987-1988*. Brasília: CIMI, 2008, p. 27.

<sup>791</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 85.

<sup>792</sup>BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Protagonismo indígena no Brasil: movimento, cidadania e direitos (1970-2009)*. Tese de doutorado em História. Universidade de Brasília: Brasília, 2010, p. 118.

<sup>793</sup> Ibidem, p. 119.

indígenas foi colocada como mecanismos de superação das dominações.<sup>794</sup> Além de antropólogos, indígenas também participaram dessa segunda reunião.

Concomitante aos questionamentos realizados pelos antropólogos e cientistas sociais que teve reverberação nas reuniões em Barbados, já se debatia, nas instâncias da Igreja Católica, o papel da instituição junto aos indivíduos socialmente excluídos e a sua interação com culturas diversas<sup>795</sup>. A discussão sobre a abertura de posição da Igreja quanto a seus modos de evangelização e a sua aproximação com indivíduos de diferentes culturas e/ou pauperizados foram, assim, temas frequentes de encontros entre os clérigos.

Destacaram-se, entre os encontros, o Concílio Vaticano II, ocorrido entre 1962- 1965, a Conferência de Medellín realizada pelo episcopado latino- americano em 1968, o Primeiro Encontro Pastoral de Missões na Amazônia em 1971, entre outros<sup>796</sup>. Nesses eventos, debateu-se entre os religiosos a elaboração de um diálogo entre o cristianismo e as demais cosmologias religiosas e culturas, bem como as formas de atuação da igreja dirigida aos pobres.

Dessa forma, a postura adotada pela Igreja em relação aos indígenas também seria redirecionada e pode ser sintetizada nas palavras da pesquisadora Mariana Petroni:

A Igreja passou então a orientar seus missionários a inserir-se na vida das diferentes populações de outra maneira. Não se tratava mais de os indígenas serem deslocados aos centros educativos e evangelizadores, mas sim dos missionários se deslocarem até as aldeias<sup>797</sup>.

No Brasil, nesse momento de renovação da Igreja e, conseqüentemente, de revisão de atividades entre os povos indígenas, surgiu a Operação Anchieta (OPAN) em 1969, vinculada à pastoral da Igreja e constituída, sobretudo, por jesuítas; a organização tinha por objetivo o envio de voluntários leigos a áreas indígenas e, no primeiro momento de sua atuação, desenvolveu uma função mais assistencialista<sup>798</sup>.

---

<sup>794</sup> Ibidem, p. 119-120.

<sup>795</sup> Ver ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 82-83.

<sup>796</sup> SUESS, Paulo. *A Causa Indígena na Caminhada e Proposta do Cimi: 1972-1989*. Petrópolis: Vozes, 1989, p. 11-14.

<sup>797</sup> PETRONI, Mariana da Costa Aguiar. *Índios em movimento: a trajetória política de Álvaro Tukano*. Tese em Antropologia Social. Universidade Estadual de Campinas: Campinas, 2015, p. 91.

<sup>798</sup>SUESS, Paulo. *Op. Cit.*, p. 14-15.



Posteriormente, foi criado o Conselho Indigenista Missionário (CIMI) em 1972, órgão vinculado à Conferência Nacional dos Bispos do Brasil (CNBB) e responsável pelas ações missionárias junto aos indígenas. No contexto de ditadura civil-militar, a criação do Conselho também manifestou a tentativa de execução de um tratamento digno a ser conferido aos povos indígenas em contraste às recorrentes violências exercidas pela sociedade e pelo Estado brasileiro; o CIMI, por meio de estudos e levantamentos das situações indígenas em seus territórios, estabeleceu-se como um local fecundo de diálogo entre o mundo indígena e não indígena<sup>799</sup>.

As intenções do CIMI de resgate da missão cristã em colaborar para a preservação da vida indígena foram delineadas no já mencionado documento “Y-Juca- Pirama – o índio: aquele que deve morrer”. De acordo com o manifesto, era preciso reverter a atuação das entidades cristãs que, “sob equívocos pretextos de uma caridade alienada, não raro traíram sua missão evangélica de defendê-los tenazmente da morte física e cultural ou de respeitar sua liberdade e dignidade de pessoa humana”<sup>800</sup>. Apesar de não ter sido a instituição que assinou o documento-denúncia, vários subscritores pertenciam ao CIMI.

## 8.2 Assembleias indígenas

Um dos programas de iniciativa do CIMI auxiliado pela OPAN, elaborado para o ano de 1974, consistiu na realização de assembleias indígenas. As assembleias seriam espaços nos quais indígenas de diferentes etnias poderiam dialogar sobre as condições de suas comunidades, a política indigenista, o enfretamento a projetos governamentais contrários a seus interesses<sup>801</sup>.

Nesse sentido, a emersão das primeiras assembleias, de acordo com a pesquisadora Poliene Bicalho, seriam respostas à política indigenista adotada pela ditadura, sobretudo, à sistematização das invasões dos territórios indígenas; a

---

<sup>799</sup>Ibidem, p. 17-27.

<sup>800</sup>Y-JUCA-PIRAMA – o índio: aquele que deve morrer. Documento de urgência de bispos e missionários. 1974, p. 18.

<sup>801</sup>SCHWAD, Egydio. *Nas assembleias, os povos indígenas se afirmam: narrativas e testemunho de Egydio Schwad*. In: BRIGHENTI, Clovis Antonio; HECK, Egon Dionisio (Org.). *O movimento indígena no Brasil: da tutela ao protagonismo (1974-1988)*. Foz do Iguaçu: EDUNILA, 2021, p. 28.

pesquisadora igualmente ressalta que as assembleias constituíram-se como um momento até então único na tradição brasileira, no qual os indígenas puderam debater<sup>802</sup>.

As assembleias começavam a se estruturar a partir do convite a chefes ou caciques tradicionais de diversas etnias pelo CIMI para participar das primeiras assembleias – convites que, depois, foram realizados pelos próprios indígenas; paralelamente, os novos debates foram forjando outro tipo de “líder indígena”, detentor de certo saber dos mundos indígenas e não- indígenas e que, por isso, mediava politicamente os direitos e interesses de suas comunidades frente a instâncias externas; foram, portanto, forjados líderes responsáveis pela interlocução, que não eram mais apenas líderes políticos internos à comunidade<sup>803</sup>.

Quanto à metodologia das reuniões, as discussões desenvolviam-se de forma oral e, em seguida, podiam ser transcritas e difundidas por Boletim do CIMI:

Se, por um lado, a concepção desse tipo de organização partiu do CIMI, por outro, a sua dinâmica não era estranha à maioria dos povos indígenas, para os quais a autoridade da oralidade era fundamental na organização da vida política da comunidade, além de peça chave na transmissão e atualização das tradições<sup>804</sup>.

Segundo relembra Egydio Schwad, indigenista e integrante do CIMI, as assembleias eram divididas em três tempos; primeiramente, os indígenas participantes apresentavam-se; em seguida, eram relatadas as principais informações e os problemas de cada comunidade; no terceiro momento, havia discussão sobre possibilidades e soluções sem a participação dos eventuais “não indígenas” presentes nos momentos anteriores da reunião, a fim de propiciar maior liberdade nos debates<sup>805</sup>.

As assembleias foram majoritariamente realizadas em aldeias indígenas onde problemas cotidianos, que abrangiam questões territoriais, defesa de suas culturas e autodeterminação dos povos, eram tratados juntamente com a implementação de possíveis resoluções para vida comunitária<sup>806</sup>. Os temas de

---

<sup>802</sup>Ibidem, p. 105-106, 157.

<sup>803</sup>MATOS, Maria Helena Ortolan. *O processo de criação e consolidação do movimento pan-indígena no Brasil (1970-1980)*. Dissertação de mestrado em Antropologia. Universidade de Brasília: Brasília, 1997, p. 128.

<sup>804</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 166.

<sup>805</sup>SCHWAD, Egydio. *Nas assembleias, os povos indígenas se afirmam: narrativas e testemunho de Egydio Schwad*. In: BRIGHENTI, Clovis Antonio; HECK, Egon Dionisio (Org.). *Op. Cit.*, p. 29.

<sup>806</sup> Ibidem, p. 45.

debate tinham profunda conexão com as pautas trazidas pelos grupos envolvidos em cada reunião, os indígenas presentes elegiam os assuntos discutidos.

Os debates não obedeciam a um tempo instantâneo de apresentações e votações imediatas a fim de se obter um resultado rapidamente. Ao contrário, investia-se tempo nas discussões que eram realizadas durante um ou mais dias em pequenos grupos e depois em plenária, pois um dos objetivos dos missionários do CIMI envolvidos na organização das assembleias era que os indígenas compreendessem os seus papéis de protagonistas nas lutas e defesas de sua sobrevivência física e cultural<sup>807</sup>.

O pensador indígena Daniel Munduruku aponta que as assembleias mobilizaram lideranças indígenas das várias regiões brasileiras e a principal pauta das reuniões envolviam questões voltadas, sobretudo, para defesa do território indígena, já que seria a maneira de preservar as culturas tradicionais, mas outros assuntos também foram discutidos na tomada de consciência dos povos quanto a seu papel de transformação social<sup>808</sup>.

Outros assuntos recorrentes que podem ser citados, a partir dos relatos específicos apresentados pelos líderes de cada comunidade, eram problemas relacionados à política indigenista oficial, ocorrências de doenças contraídas pelo contato e a falta de assistência médica, além da necessidade de uma educação adequada a suas culturas<sup>809</sup>. Embora cada povo experimentasse suas questões de maneira diferenciada, os problemas poderiam ter contornos comuns, o que gerava a verificação de temas repetidos.

O espaço de relatos era tomado de maneira séria e atenta pelos indígenas presentes por se constituir como um momento de intercâmbio de experiências e sabedorias. As lideranças indígenas tinham consciência da importância da escuta das falas dos demais líderes, pois seus apontamentos poderiam auxiliar na resolução de seus problemas atuais quando verificadas repetições de situações semelhantes<sup>810</sup>.

Em relação ao número de assembleias, Marlene Ossami de Moura descreveu a realização de cinquenta e sete assembleias entre 1974 a 1984, tendo a primeira assembleia ocorrido na Missão Anchieta, na cidade de Diamantino em 1974, Mato

---

<sup>807</sup>MATOS, Maria Helena Ortolan. *Op. Cit.*, p. 129.

<sup>808</sup>MUNDURUKU, Daniel. *O caráter educativo do movimento indígena brasileiro (1970-1990)*. São Paulo: Paulinas, 2012, p. 52.

<sup>809</sup>MATOS, Maria Helena Ortolan. *Op. Cit.*, p. 142.

<sup>810</sup>BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 101.

Grosso e a última, por ela registrada, na cidade de Rio Branco, Acre em 1984. Nos boletins do CIMI, Moura identificou a numeração da primeira até a décima terceira assembleias, destacando que, posteriormente, elas deixaram de ser numeradas em razão da constatação do acontecimento de muitas assembleias locais e regionais, no entanto, ela as agrega em seu trabalho<sup>811</sup>. O número de assembleias realizadas, no entanto, não é consenso e a quantificação é feita de maneira distinta pelos pesquisadores<sup>812</sup>.

Reconhecendo a falta de rigor estatístico pelas divergências de contagens, quanto à localização das assembleias no território nacional, Ossami enumera em mapa por ela elaborado em seu trabalho: duas assembleias na região sul, três na região sudeste, três no Distrito Federal, seis na região nordeste, catorze na região centro-oeste e vinte e nove na região norte<sup>813</sup>. Pode-se constatar que houve maior ocorrência de assembleias na região norte e centro-este do país, regiões que detinham maior presença de povos indígenas.

Politicamente, as assembleias geraram uma dupla afirmação: a primeira afirmação dizia respeito à singularidade do próprio grupo que se representava e a segunda afirmação decorria da percepção comum de serem indígenas. As apresentações orais reforçavam as identidades étnicas próprias dos povos presentes que os distinguiam. Os diálogos entre as diferentes etnias indígenas, por outro lado, mostravam os desafios similares, o tratamento produzido pelo Estado por meio da Funai, as semelhantes violações de direitos enfrentadas.<sup>814</sup>

Se os indígenas não eram um grupo etnicamente coeso, eles eram tratados de forma homogênea pelo Estado, como “nativos” que não se assimilaram e, assim, suas particularidades eram reduzidas pelo gerenciamento governamental. Essa generalização, primeiramente externa, criaria uma unidade entre os povos indígenas a partir do compartilhamento de experiência.

A compreensão da existência de questões comuns, decorrentes da homogeneização dos povos provocada pela colonização, foi sendo percebida com a ampliação das assembleias. Como explica João Gabriel Ascenso, quando

---

<sup>811</sup>MOURA, Marlene Castro Ossami de. *As assembleias de líderes indígenas no Brasil (1974-1984)*. In: BRIGHENTI, Clovis Antonio; HECK, Egon Dionisio (Org.). *Op. Cit.*, 2021, p. 53-54.

<sup>812</sup>Ver apontamentos sobre a divergência entre pesquisadores em BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 154-155.

<sup>813</sup>Ibidem, p. 58.

<sup>814</sup>SCHWAD, Egydio. *Nas assembleias, os povos indígenas se afirmam: narrativas e testemunho de Egydio Schwad*. In: BRIGHENTI, Clovis Antonio; HECK, Egon Dionisio (Org.). *Op. Cit.*, p. 29.

transcreveu e interpreta depoimentos de indígenas nas assembleias, a formação de uma irmandade entre diferentes povos derivaria de uma história em comum de sofrimento iniciado com o processo de colonização brasileiro<sup>815</sup>.

Além do mais, a noção de “verdadeiros brasileiros”, enunciada em alguns discursos indígenas, também teria funcionado como um elemento aglutinador dos povos indígenas por se identificarem como os primeiros habitantes do Brasil e, por isso, os legítimos possuidores dos territórios<sup>816</sup>. Os discursos incorporaram uma concepção de brasilidade para destacar a originalidade dos povos indígenas: eles seriam as raízes do povo brasileiro, o componente fundador<sup>817</sup>.

Identificados questões comuns e reinventados elos históricos, as reuniões possibilitaram a articulação de lutas e tal comunhão também gerou solidariedade<sup>818</sup> às diferentes necessidades de cada grupo. Ademais, a partilha das lutas e os desdobramentos das reivindicações conjuntas intensificaram as circulações e os intercâmbios nos territórios das distintas etnias.

Daniel Munduruku identifica que as percepções de situações semelhantes e as atitudes conjuntas em relação às demandas de outros povos indígenas eram a criação de uma consciência pan-indígena cujas fontes foram as assembleias; nesses espaços, os indígenas comungados tomaram o lugar de protagonistas de suas reivindicações:

[...] Posteriormente estas reuniões foram as principais fontes da criação de uma consciência pan-indígena em que as lideranças começaram a ter uma atitude macrorregional com relação às demandas dos outros povos indígenas brasileiros. Elas também aguçaram o protagonismo indígena, fazendo esse povo abandonar uma atitude passiva ou defensiva e tornando-o mobilizador da consciência na defesa dos seus direitos. Essa tomada de consciência se dá de modo especial quando essas lideranças percebem que são sujeitos de direito dentro da sociedade anfitriã<sup>819</sup>.

Nesse contexto de aproximações mútuas, houve justamente a apropriação do termo “índio” pelos povos indígenas, justamente para exprimir a possibilidade de uma luta política em comum. O antropólogo Roberto Cardoso de Oliveira

---

<sup>815</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 142.

<sup>816</sup>Ibidem.

<sup>817</sup>MATOS, Maria Helena Ortolan. *Op. Cit.*, p. 143.

<sup>818</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 166.

<sup>819</sup>MUNDURUKU, Daniel. *Op. Cit.*, p. 52.

argumenta que o termo índio, antes desprezado por ser uma categoria inventada pelo colonizador de maneira pejorativa, passou:

[...] a ser usado para expressar uma nova categoria, forjada agora pela prática de uma política indígena, a saber, elaborada pelos povos indígenas e não mais pelos alienígenas, fossem eles particulares (como as missões religiosas), ou governamentais (como a Fundação Nacional do Índio - FUNAI) - políticas essas denominadas de indigenistas<sup>820</sup>.

Esboçava-se, então, a partir desse processo de aproximações mediado pelas assembleias, uma política indígena em oposição às políticas indigenistas oficiais<sup>821</sup>. Os indígenas, por meio das representações de seus líderes, passavam a compreender mutuamente que eles deveriam intervir, participar e questionar as diretivas do Estado brasileiro a eles dirigidas.

Para Maria Helena Ortolan, as necessidades de ditarem as políticas específicas somaram-se à percepção dos indígenas como uma categoria social específica não apenas do ponto de vista de diferenças étnicas, mas pela posição sociopolítica bem restrita no Estado brasileiro; assim, eles também perceberam que deveriam se organizar no âmbito da política nacional e ocupar espaços de negociação com o Estado<sup>822</sup>.

### 8.3

#### **União das Nações Indígenas (UNIND, depois abreviada UNI)**

##### 8.3.1

##### **Gênese e disputas internas**

A partir dos encontros ocorridos na década de setenta e a elaboração de uma visão pan-indígena, caminhou-se para concepção de uma primeira organização nacional criada e direcionada pelos próprios indígenas. A ideia de criação de uma instituição supra-étnica era inclusive fomentada por missionários do CIMI e por antropólogos, que se baseavam nas experiências de povos indígenas de outros países<sup>823</sup>.

---

<sup>820</sup>OLIVEIRA, Roberto Cardoso de. *A politização da identidade e o movimento indígena*. In: OLIVEIRA, Roberto Cardoso de. *A crise do indigenismo*. Campinas: Unicamp, 1988, p. 20.

<sup>821</sup>Ibidem, p. 20.

<sup>822</sup>MATOS, Maria Helena Ortolan. *Op. Cit.*, p. 126.

<sup>823</sup>Ibidem, p. 166.

Nesse contexto das assembleias, o que viria se tornar a União das Nações Indígenas começou a ser concebida, idealizando-se o tratamento da questão indígena em âmbito nacional; a origem da organização foi marcada pela iniciativa concomitante e disputada por diferentes grupos de indígenas e aliados, o que gerou diferentes versões da gênese da organização.

De um lado, narra-se que estudantes indígenas em Brasília, primeiramente reunidos em um grupo de futebol, partilhavam vivências e reflexões acerca das condições dos indígenas brasileiros. Esse grupo, reunido em abril de 1980, na sede da Confederação dos Trabalhadores da Agricultura (CONTAG), teria informalmente criado uma entidade denominada União das Nações Indígenas (UNIND) para reivindicar da Funai a manutenção para auxílio de estudantes na capital<sup>824</sup>.

O lançamento da associação também pretendia a articulação e representação dos interesses comuns dos diversos povos indígenas. Nessa formação, não houve escolha de diretoria ou estatuto, embora Marcos Terena era um dos principais representantes do grupo de estudantes que reunia as etnias Terena, Karajá, Bakairi, Xavante, Urubu-Kaapor, Bororo, Canela e Pataxó<sup>825</sup>.

Por outro lado, havia a ideia de criação de uma federação indígena em nível nacional, independente da Funai, que já vinha sendo fomentada desde a década de setenta por lideranças como Mário Juruna. Assim, foi estabelecida uma comissão para criação de uma irmandade indígena que, em junho do mesmo ano, fundaria a União das Nações Indígenas (UNI) cuja nomenclatura teria sido cedida pelos estudantes, absorvidos pela nascente instituição, segundo consta em documentos sobre a reunião de sua fundação<sup>826</sup>.

A comissão acima citada foi formada no Seminário de Estudos Indígenas do Mato Grosso do Sul, em abril de 1980. Importante mencioná-lo, pois, nesse ambiente, foi amplamente discutido que as lideranças indígenas, no acumulado de suas experiências, deveriam assumir por si mesmas a representação na condução de suas reivindicações e, desse modo, deveria ser formada uma organização

---

<sup>824</sup>Ver toda discussão em ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 256- 264.

<sup>825</sup>SANT'ANA, Graziella Reis de. *História, espaços, ações e símbolos das associações indígenas Terena*. Tese de doutorado apresentada ao Departamento de Antropologia da Universidade Estadual de Campinas. Campinas, 2010, p. 103.

<sup>826</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 256- 264.

constituída apenas por indígenas<sup>827</sup>. Tais articulações para criação da UNI, reveladas no Seminário, envolveram lideranças mais velhas e conhecidas com apoio de Darcy Ribeiro, do CIMI e outros antropólogos; Domingos Veríssimo Marcos, liderança Terena e tio de Marcos Terena, era uma dessas lideranças<sup>828</sup>.

A versão de continuidade pacífica pela incorporação da UNIND dentro da UNI com pronta cessão de nomenclatura não é, entretanto, unânime. Os momentos iniciais de formação da União das Nações Indígenas envolveram a disputa pelo protagonismo na representação nacional da luta dos povos indígenas e refletiu nas versões sobre a história da sua criação<sup>829</sup>. De todo modo, apenas restou a UNI, oriunda do Seminário de Mato Grosso do Sul, como instituição representativa enquanto a UNIND desmembrou-se em termos de associação para se constituir como um movimento mais informal<sup>830</sup>.

Algumas lideranças jovens da UNIND foram agregadas a UNI, como Ailton Krenak, liderança indígena idealizadora e responsável pelas publicações da UNI. Em entrevista concedida em 1984, ele afirmou que a organização teria sido projetada pela reunião de duas gerações indígenas: à época, uma geração de lideranças, entre cinquenta e sessenta anos, que já vinham de uma luta continuada e uma segunda geração de jovens, entre vinte e trinta anos, que havia frequentado escolas, cursos técnicos e até mesmo tinham ensino superior<sup>831</sup>.

Nessa mesma entrevista, o pensador afirmou a importância da UNI no papel de congregar diferentes povos indígenas e representar a organização da luta indígena:

---

<sup>827</sup>DEPARIS, Sidiclei Roque. *União das Nações Indígenas (UNI): contribuição ao movimento indígena no Brasil (1980-1988)*. Dissertação (Mestrado). Universidade Federal da Grande Dourados (UFGD): Dourados, 2007, p. 88 – 89.

<sup>828</sup>SANT'ANA, Graziella Reis de. *Op. Cit.*, p. 103.

<sup>829</sup>MATOS, Maria Helena Ortolan. *Op. Cit.*, p. 165-179.

<sup>830</sup>Graziella Reis SANT'ANA afirma que a solução para o impasse da existência de duas associações indígenas com pretensões nacionais de representação foi o agendamento de uma reunião em abril de 1981 em São Paulo para unificação das organizações e eleição de uma única diretoria. A pesquisadora explica que, nessa assembleia, na qual havia representantes da UNIND e da UNI, Marcos Terena foi eleito presidente da UNI, e o vice Álvaro Tukano. No entanto, essa eleição foi questionada por Domingos Terena e, maio de 1981 em Aquidauna/ MS, o grupo instituidor da UNI, decidiu-se por manter a antiga diretoria da Uni eleita em 1980 e, assim, Marcos Terena decidiu deixar formalmente a UNI em 1982, mas deu continuidade às atividades da UNIND até meados de 1985, como um movimento com mais liberdade de ação e, desse modo, também não entraria em competição direta com a UNI enquanto associação. In: SANT'ANA, Graziella Reis de. *Op. Cit.*, p. 103.

<sup>831</sup>Depoimento de Ailton Krenak, intitulado *A União das Nações Indígenas*, originalmente publicado na revista Lua Nova, em junho de 1984. In: COHN, Sergio (org.). *Ailton Krenak*. Rio de Janeiro: Azougue, 2015, 1ª edição, p. 25-27.



A grande novidade da UNI é que ela não é um partido, não é clube nem representa um interesse restrito de grupo. A União das Nações Indígenas é uma forma institucional de representação, que a gente encontrou para reunir as diferentes nações indígenas e defender organizadamente seus interesses e necessidades<sup>832</sup>.

Deve-se atentar que a reunião de diferentes gerações de lideranças, de diversos povos indígenas e de múltiplas orientações foi profundamente marcada por conflitos e questionamentos à legitimidade daqueles que falariam pela instituição. Questionava-se também a possibilidade da UNI falar pelos povos indígenas, uma vez que não eram todos os povos que congregaram a instituição.

De certa maneira, as divergências sobre os legítimos representantes da UNI foi um prolongamento das divisões sobre o pioneirismo na sua formação. Dois tipos de representação estiveram em jogo: primeiramente, formava-se o grupo dos estudantes indígenas, mais distantes de seus povos de origem e mais articulados com as instituições políticas do mundo não-indígena; por sua vez, as lideranças mais tradicionais consideravam que eram nas comunidades indígenas que se deveria reforçar a legitimidade da UNI<sup>833</sup>. Nos dois primeiros anos iniciais, baseados em um modelo centralizador, foram as lideranças mais tradicionais que ocuparam cargos de diretoria.

De acordo com a explicação do pesquisador Sidiclei Deparis, tais disputas somadas a dificuldades de deslocamentos, a carências de recursos e a demais fatores decorrentes da complexidade das causas indígenas determinaram o entendimento da impossibilidade de um modelo de representação centralizado; decidiu-se, então, pela regionalização da UNI, que funcionaria com cinco representações no encontro indígena de 1982 realizado em Brasília<sup>834</sup>.

### **8.3.2 Propostas e atuações**

Na reunião de fundação da UNI, em junho de 1980, já foi apresentada uma proposta de estatuto, elaborada pelos juristas não-indígenas Dalmo de Abreu Dallari e Alan Moreau, conforme determinação do Seminário no Mato Grosso do Sul; o documento era provisório e foi aprovado como referência inicial para as

---

<sup>832</sup>Ibidem, p. 25.

<sup>833</sup>Ver DEPARIS, Sidiclei Roque. *Op. Cit.*, p. 92-93.

<sup>834</sup>Ibidem, p. 100.

discussões sobre os elementos norteadores e os objetivos da organização<sup>835</sup>. O estatuto apresentava as seguintes finalidades do órgão:

- a) representar as nações indígenas e as comunidades que dela vierem a participar;
- b) promover a autonomia cultural e autodeterminação das Nações e Comunidades e sua colaboração recíproca;
- c) promover a recuperação e garantir a inviolabilidade e demarcação de suas terras, e o uso exclusivo das riquezas naturais e de todas as utilidades nelas existentes;
- d) assessorar os indígenas e suas Comunidades e Nações no reconhecimento de seus direitos e na elaboração e execução de projetos culturais e de desenvolvimento comunitário<sup>836</sup>

As finalidades de representação e o assessoramento centralizado dos povos indígenas associavam-se à promoção da autodeterminação e dos direitos territoriais dos povos indígenas. Sobre a busca de autodeterminação, João Gabriel Ascenso comenta:

a ideia de autodeterminação dos povos, princípio consagrado no pós-Segunda Guerra Mundial, geralmente vinha atrelada à ideia de Estado nacional, sendo ausente a referência à autodeterminação de povos indígenas na própria Convenção 107, da OIT. Afirmar-se enquanto nações era inseparável de afirmar a sua autonomia e seu direito à autodeterminação, contrariando o princípio de que, no Brasil, havia uma única nação: a brasileira<sup>837</sup>.

Um dos papéis desempenhados pela organização foi a veiculação de informações sobre a situação dos povos indígenas à opinião pública nacional e internacional, com participação inclusive em atividades da ONU em 1985, trazendo temas relativos à educação, à mineração, a problemas de saúde, a danos ecológicos e culturais<sup>838</sup>. A instituição ressaltou a necessidade da superação da política indigenista integracionista e do reconhecimento da realidade pluriétnica brasileira por meio da reestruturação da Funai, da demarcação dos territórios indígenas, da promoção saúde e da educação, e o aprimoramento da relação povos indígenas na sociedade nacional<sup>839</sup>.

<sup>835</sup> Ibidem, p. 90-91.

<sup>836</sup> Circular nº 1 e anexos: síntese das atividades e estatutos. Campo Grande – MS, 22 de agosto de 1980, 06p. Datilografadas. Arquivo do Centro de Documentação Regional da UFGD/ Dourados – MS *Apud* DEPARIS, Sidiclei Roque. *Op. Cit.*, p.91.

<sup>837</sup> ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 262.

<sup>838</sup> BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 195-197.

<sup>839</sup> “Proposta para uma Nova Política Indigenista”. Anexo III. In: ARQUIVO NACIONAL (Coordenação Regional de Brasília- DF). Dossiê *União das Nações Indígenas*. SE 144 AC. Sigla de origem: 140 AC. 16/05/1988. Sigilo C Número do ACE: A0703199, p. 3. *Apud* BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 197.

A entidade participou de inúmeras atividades não somente relacionadas à causa indígena. Nessas atividades, os indígenas inseriam-se nas diversas questões sociais que também lhes afetavam e, através de suas denúncias, alargava-se o debate, trocavam-se experiências e discutiam-se soluções<sup>840</sup>. Além disso, quanto ao alargamento da representatividade entre os diferentes povos indígenas, a regionalização da entidade manteve-se até sua extinção na década de noventa.

Se os indígenas tomavam consciência da necessidade de sua própria afirmação, o governo federal não reconhecia fora da Funai qualquer representação legal indígena:

A postura adotada pela Funai, visava isolar e ignorar as ações desenvolvidas pela UNI, reforçando junto à opinião pública a idéia da ilegalidade deste modelo de associação. Fora das esferas governamentais qualquer processo de articulação era dificultado, através da restrição dos espaços de atuação e pelo não reconhecimento público [sic]<sup>841</sup>.

#### 8.4 Contestações e reivindicações gerais

Meu trabalho junto à União das Nações Indígenas (UNI) é a minha vida. Porque minha vida só terá sentido na medida em que eu puder resgatar uma identidade. O que é isso? É afirmar a existência e o direito à existência dos índios no Brasil. É construir um Brasil onde todos possam ter seus direitos garantidos na prática e não só no papel.

Eu não consigo me imaginar vivendo passivo diante de crimes como esses que a gente está vendo acontecer a toda hora: assassinatos, invasões de aldeias, repressão armada<sup>842</sup>.

A citação acima, depoimento da liderança indígena Ailton Krenak, condensa a reivindicação pela continuidade das existências indígenas em oposição às políticas governamentais da ditadura, que as desintegrava, as assassinava e um órgão de proteção que atuava em desvio de sua finalidade. Portanto, a possibilidade de existir e de existir enquanto indígena, mantendo uma identidade própria, e as disputas contra violações constantes de direitos, já previstos na Constituição e no Estatuto do Índio, foram um dos reclamos do período. Se a ditadura, em nome de um desenvolvimento, desintegrava comunidades indígenas, a luta contra tais políticas articulou diferentes povos.

<sup>840</sup>DEPARIS, Sidiclei Roque. *Op. Cit.*, p. 93.

<sup>841</sup>Ibidem, p. 104-105.

<sup>842</sup>Depoimento de Ailton Krenak. *A União das Nações Indígenas*, originalmente publicado na revista Lua Nova, em junho de 1984. In: COHN, Sergio (org.). *Op. Cit.*, p. 22.

Por sua vez, a efetivação do direito à suas terras, com a devida proteção, era uma demanda praticamente unânime nas reuniões entre os povos indígenas, reivindicação que contestava os projetos governamentais que intensificaram invasões e esbulhos e o tema principal dos debates<sup>843</sup>. A demarcação de todas as terras indígenas em cinco anos foi prevista no Estatuto do Índio em 1973, mas a Funai não realizava esforços no sentido de proteger as terras já demarcadas e garantir a realização dos devidos processos demarcatórios.

Bicalho também apontou outras reclamações presentes ainda nas assembleias indígenas, como a falta de remédios para combater enfermidades causadas principalmente pelo contato com os não- indígenas, a falta de escolas e professores que fez surgir uma consciência de direito à educação, a falta de enfermeiros, a falta de máquinas para o trabalho com a terra<sup>844</sup>. Além disso, a demanda a respeito da possibilidade de “continuar a ser ‘índio’”, por meio do respeito e da preservação de suas culturas, também emergiu nas discussões.

Uma das principais contestações do período consubstanciou-se na luta contra o projeto de emancipação. A emancipação significava a liberação do exercício da tutela pela Funai, que era possibilitada pelo Estatuto do Índio por requerimento do indígena ou da comunidade indígena. No projeto de emancipação, inserido em uma política acelerada de integração, a Funai unilateralmente poderia determinar os indígenas emancipados<sup>845</sup>.

A intenção de emancipar, já anunciada em 1975, traduzia-se em determinar que determinados indígenas não eram mais indígenas por já apresentarem elementos de integração em seus usos e costumes. Promover de forma unilateral desobrigaria a Funai do dever de proteção e liberaria territórios reivindicados como indígenas, caso não fosse mais reconhecida a presença indígena. Apesar do projeto de Decreto de Emancipação em 1978, possibilitando a emancipação dos indígenas pela Funai, este foi objeto de ampla reivindicação contrária pelos indígenas juntamente com apoio de determinados setores da sociedade civil, o que garantiu o seu arquivamento pelo governo<sup>846</sup>.

---

<sup>843</sup>BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 172.

<sup>844</sup>Ibidem, p. 173.

<sup>845</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 191-195.

<sup>846</sup>BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Op. Cit.*, p. 179-190.

Quanto à sintetização de demandas, um documento importante foi o “Programa Mínimo”, fruto da construção conjunta de lideranças indígenas com o apoio de juristas e organizações em 1986, no qual se reivindicavam direitos indígenas na elaboração da nova Constituição brasileira. Bicalho destaca que o “Programa Mínimo” foi elaborado pela UNI com assinatura de vinte e nove entidades<sup>847</sup>.

Nas formulações trazidas pelo documento, Ascenso resumiu os princípios gerais reivindicatórios delineados no “Programa Mínimo”: 1- o reconhecimento dos direitos territoriais dos povos indígenas (garantia exclusiva do uso do solo e do subsolo); 2- o reconhecimento das organizações sociais e culturais dos povos indígenas (ausência de necessidade de almejo da integração); 3- o princípio da autodeterminação dos povos indígenas (nesse sentido, a Funai deveria somente assistir aos povos indígenas, sendo reconhecida a plena capacidade civil dos indígenas); 4- o reconhecimento do caráter pluriétnico do Brasil e, por vezes, do seu caráter plurinacional; 5- o princípio de que os direitos dos povos indígenas são originários<sup>848</sup>.

A partir de então, as mobilizações das lideranças indígenas e das instituições de apoio foram no sentido de fomentar os debates e convencer os parlamentares a inserir no texto constitucional as demandas indígenas, isso através de muita pressão por manifestações do lado de fora do Congresso Nacional.

## 8.5

### **Conclusões provisórias do capítulo**

A presença de múltiplos povos indígenas atravessava a vasta extensão territorial brasileira. Os povos indígenas não eram todos conhecidos entre si, alguns nem mesmo falavam português. Afastados, a confluência desses diversos povos para articulação de uma luta de direitos no plano nacional foi antecedida de uma nova percepção missionária por integrantes das igrejas católicas e luteranas.

O CIMI e a OPAN fomentaram a realização de assembleias indígenas, que foram assumidas por novas lideranças, mediadoras dos mundos indígenas e não indígenas. Nessas assembleias, os problemas comuns enfrentados pelos povos

---

<sup>847</sup>Ibidem, p. 198.

<sup>848</sup>ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Op. Cit.*, p. 310-311.

indígenas brasileiros eram demonstrados, uma consciência comum pan-indígena e uma solidariedade eram desenvolvidas para busca de solução conjunta. A apropriação do termo “índio” pelos povos indígenas aconteceu, nesse contexto de assembleias, quando se percebia que comungavam uma história marcada pela colonização. Eram povos originários que foram constantemente espoliados.

Houve a formação da União das Nações Indígenas, uma organização de pretensão nacional cuja fundação e funcionamento foram marcados por conflitos internos e a falta de reconhecimento pela Funai de sua legitimidade para representar os indígenas. Por outro lado, a União das Nações Indígenas teve o mérito de ser uma organização liderada por indígenas e aprofundar as contestações indígenas a nível nacional.

As denúncias aos tratamentos dados pelos órgãos de tutela, a luta contra o projeto de emancipação geraram algumas das mobilizações indígenas. A proteção de sua existência enquanto povos indígenas, o direito à autodeterminação; a proteção de seus corpos e seus saberes, o direito à saúde e à educação que contemple línguas indígenas; a proteção de suas terras, o direito à demarcação, foram alguns dos direitos reivindicados, também veiculados no “Programa Mínimo” na conjuntura da constituinte.

## Conclusão

A pesquisa refletiu o período de 1946-1987, história recente da Guiana e do Brasil, relativa à relação com seus povos indígenas. Constatou-se a desproteção dos povos indígenas nos dois lados da fronteira na medida em que esses povos foram desconsiderados como interlocutores pelo Estado na elaboração de legislações e políticas públicas específicas. A impossibilidade de os indígenas autodeterminarem-se como povos coexistiu na França e no Brasil e foi o motor da invisibilização das suas existências e das violações de seus direitos. Apesar de existirem direitos diferenciados no lado brasileiro, eles existiam para distinguir povos que deveriam ser integrados. A negação e violações de direitos, por sua vez, promoveu laços de solidariedade entre os povos indígenas que não fora estabelecida pelo Estado, mas pela articulação das lutas nesses países nas décadas de setenta e oitenta.

Primeiramente, foi analisada a construção de uma Guiana, departamento francês, em que se conclui a exclusão das percepções dos povos indígenas nessa formação e a ausência de atribuição de cidadania francesa a tais povos em diferentes momentos republicanos; conclui-se que o território da Guiana dividido na década de trinta permitiu uma liberação da conformação dos povos indígenas que estavam mais subordinados a seus *chefs coutumiers* do que às leis francesas. Ademais, também se conclui que a posterior departamentalização em 1946 inclusive iniciou a preocupação de estabelecimentos de políticas públicas específicas aos povos indígenas que foram sendo diminuídas conforme o estabelecimento da cidadania francesa e as práticas de colonização desses corpos para incorporarem o modo civilizatório francês. Finalmente, verificou-se que essa educação, por outro lado, possibilitou a compreensão das dinâmicas políticas francesas e permitiu as reivindicações ao Estado francês.

Quanto ao Brasil, uma das conclusões é que o percurso da construção de uma República e os dilemas relacionados aos povos indígenas ocupando territórios levaram ao desenvolvimento de uma legislação para os identificar e integrar com avanços dos direitos à terra, ainda que reconhecidos apenas até a conclusão do processo assimilacionista. Uma integração que, em tese, deveria proteger esses corpos indígenas e o instituto da tutela seria um limitador dos atos dos indígenas com a justificativa de buscar evitar seus prejuízos. Outra conclusão foi no sentido

que se a proteção à existência enquanto povos inexistiu, os tempos ditatoriais e a ânsia de desenvolvimento demonstraram que os direitos indígenas estavam liberados à violação. No contexto de crescimento de violações, foram apresentadas articulações de caráter nacional que surgiram a partir de uma consciência pan-indígena para contestar violações e reivindicar direitos.

É preciso também apontar duas limitações do trabalho. A principal limitação do trabalho foi a falta da narrativa dos povos indígenas quanto às suas interações com os Estados envolvidos no período estudado. Evidentemente, uma narrativa universal sobre tais relações não seria possível, uma vez que cada povo teria sua própria história sobre essas experiências. No entanto, é necessário contextualizar e documentar as narrativas desses povos, que são sobretudo transmitidas oralmente, para maior compreensão das disputas envolvidas.

Outra limitação que dificultou o aprofundamento do trabalho foi o diminuto número de interlocutores sobre o tema nas áreas do Direito e das Ciências Políticas. Há um início de alargamento de discussões entorno de políticas estatais e povos indígenas no Brasil, na Antropologia Social e na História, principalmente, após 2015, com a divulgação do Relatório da CNV. Na França, as pesquisas sobre povos indígenas da Guiana são pequenas e ainda menores quando se pensa em termos da interação desses povos e o Estado francês. Acaba que esta tese ainda funcionou como uma catalogação, um mosaico dos trabalhos que se propuseram a pensar a questão.

Há, entretanto, um campo aberto no Direito para registrar o testemunho dos povos indígenas, bem como a elaboração conjunta de instrumentos e conteúdos com membros dos povos envolvidos para a realização de Comissões da Verdade indígenas. Horizonte que se abre e é demandado pelos povos indígenas brasileiros e pelos povos da Guiana; estes demandam, por exemplo, uma Comissão da Verdade para investigação dos pensionatos indígenas (*homes*).

É importante destacar que lacunas de reconhecimento dos povos indígenas da Guiana persistem; isso pode ser demonstrado, por exemplo, com a dificuldade de adesão à Convenção nº 169 da OIT sobre Povos Indígenas e Tribais e o não reconhecimento das terras indígenas, deixando ao arbítrio governamental o estabelecimento de Zonas de Direito de Uso Coletivo para os povos indígenas da Guiana. Além disso, problemas relacionados a invasões, ao garimpo ilegal e à poluição são constantes nas terras ocupadas pelos povos indígenas da Guiana.



Persiste também a contradição entre a Constituição brasileira de 1988 que avançou em termos de reconhecimento de direitos indígenas e a constante violação desses direitos para realização de grandes obras públicas, de interesses do agronegócio e garimpos. Atualmente, o instituto da tutela indígena foi superado, o direito ao reconhecimento das terras tradicionalmente indígenas foi previsto constitucionalmente, mas a instituição de direitos não é suficiente à proteção efetiva dos povos indígenas.

Algumas recentes vitórias podem ser celebradas no lado brasileiro da fronteira e podem servir de inspiração para o lado francês. Primeiramente, a instituição de políticas afirmativas nas universidades públicas começa a frutificar com a crescente presença indígena nesses espaços onde eles foram continuamente segregados e, agora, começam a elaborar pesquisas próprias. No ano de 2023, foi criado o Ministério dos Povos Indígenas comandado por uma ministra indígena; a Fundação Nacional dos Povos Indígenas (Funai) passou a ser presidida, pela primeira vez, por uma indígena; houve a queda da tese do marco temporal no Supremo Tribunal Federal (STF), elaborada judicialmente em 2007, que instituía que as terras indígenas seriam apenas aquelas ocupadas por povos indígenas no momento da promulgação da Constituição de 1988; e, recentemente, Ailton Krenak foi nomeado imortal da Academia Brasileira de Letras (ABL), dando ênfase à possibilidade do reconhecimento de literaturas oralmente transmitidas.

O trabalho contribuiu para comparar duas regiões marcadas pela colonização que tiveram processos de descolonização distintos e lidaram com seus povos nativos de forma diferenciada. A França, que possuía e possui uma legislação igualitária – hoje mais flexibilizada-, e a tradição brasileira de atribuição de direitos específicos. No entanto, ambas visavam a integração assimilatória desses povos, que não podiam se autoafirmar e que, no entanto, criaram formas de organização e um novo vocabulário para compreensão de povos indígenas. Eles não aceitaram a necessidade de integração, justificada por uma suposta inferioridade, mas demonstraram o quanto essa inferiorização era o produto do saque continuado de suas terras e do não reconhecimento de suas existências enquanto povos.

## Epílogo

### Sobre tempos de desmoronamentos: vírus letais, Estados ferozes e descrença na ciência

Iniciei o processo de estudo para esta tese em agosto de 2019. E, desde então, entre visões de chacinas de povos vulnerabilizados por policias, milícias e gente de bem (em memória de Miguel, 02 de junho de 2020, Recife<sup>849</sup>), queimadas e desmatamentos nas nossas terras ampliados, vírus letais e ainda mais letais em grupos vulneráveis e total descrença na ciência em que o “bem- viver” foi depositado em respostas dadas por coachs na internet, uma pergunta circundou: “Deve-se terminar uma tese em tempos catastróficos?”.

Minha cabeça, hoje, já não é tão inteligente quanto a da moça que elaborou o projeto ousado, primeiro, para estudar a relação entre Estado, violência e resistência dos povos indígenas na ditadura militar brasileira, dando continuidade ao trabalho iniciado no mestrado. Depois, a cabeça também não é a mesma da moça que, em 2020, quando o vírus ainda não tinha mostrado sua face mais letal no Brasil, face duríssima revelada lá no estado do Amazonas em janeiro de 2021 (e as contradições, no considerado pulmão do mundo, faltar ar para os seus habitantes), viu um Amapá que sofreu um apagão e pensou que ele fazia fronteira com a França e, voilà, também há indígenas na França, por que não comparar o tratamento jurídico dado a esses povos?

Traumáticas as visões das florestas úmidas amazônicas incendiando, traumático ver nossos povos sem ar. Assustador se ver próxima à morte e morrer um pouco também com os próximos que foram e tantos outros incontáveis a nossa volta. Ainda não processei tudo isso e quando “houve um respiro”, devia-se voltar ao isolamento da tese.

Na incrível contradição em que havia resquícios de bolsas de estudos para ir à França e a falta abundante de financiamentos no Brasil, depois de tomar a picada (não a dos mosquitos das florestas úmidas), fui ao país de Descartes com o objetivo de ver se me “cientifizava” nos métodos centenários e aprendia mais um pouco

---

<sup>849849</sup> Ver para não esquecer. BETHANIA, Maria. *02 de junho*. Disponível em: <(4) 2 de Junho - Maria Bethânia - YouTube>. Acesso em: 18 de outubro de 2023.

sobre tentativas republicanas de atribuição de igualdades gerais entre não entender como o país de Levi- Strauss quase não divulgava “seus” indígenas ou seus iguais.

Fui entre o vírus se aprimorando, mas se aquietando com o aumento das picadas. Afinal, o vírus para existir, tem que resistir, mantendo seu hospedeiro vivo (nós, humanos). Cheguei à França e tive a experiência de representar o “risco”, apesar de já estar “picada”, vinha do país do genocídio e, assim, exames a apresentar, exames a fazer na chegada ao aeroporto, isolamento a cumprir, polícia batendo a porta; em pleno setembro de 2021, só poderia andar nas áreas vizinhas e em determinado período do dia. Não havia que o que hesitar, deveria se cumprir o dever cívico de evitar contaminar e seguir usando máscaras, fossem elas obrigatórias ou não. Também quase três meses sem poder entrar em determinados estabelecimentos porque meu passe vacinal brasileiro veio errado, como se eu tivesse tomado a vacina Coronav, que não era aceita na França.

Depois vi que ser “latina”, “brasileira”, também era um risco social sob céus cinzentos, afinal, “nosso jeito” é mais descrito como semelhantes mais ao jeito dos bichos do que dos civilizados. Tudo bem parecer um pássaro com um sotaque “fofo”, naquele momento eu só pensava no exílio de um país infectado por pandemônios.

Peguei o vírus no natal de 2021, apesar do uso da máscara, quando eu me tornava balzaquiana. Justamente no dia da virada da década, 24.12.2021, estava eu encerrada em um pequeno quarto na *Maison du Brésil* sem poder comemorar qualquer nascimento, com um sono eterno de derrubar gente saudável, sem sentir olfato e paladar (*les pains étaient perdus*). Eu já tinha duas doses de vacina e até hoje penso que essa experiência atingiu meus neurônios. E logo ali no lugar da memória entre o esforço de lembrar e a vontade de esquecer. Mas como essas células tão caras se regeneram, a gente tem fé de recuperá-los.....

Entre o trauma da visão dos horrores, da possibilidade de hospedar a morte, de ser um bicho, de me isolar, tanto em Paris como no Rio “sem os blues do djavan”, para cumprir prazos e não responder a dívidas do financiamento brasileiro em terras francesas, a pergunta “Deve-se terminar uma tese em tempos catastróficos?” Sinto que há uma tese ainda a fazer. Me embaralho em frases que eu já formulei melhor; às vezes, parece que desaprendi o português. Sei que já entendi melhor as teorias que me cercam e já as articulei melhor. Hoje, faço mais relatos. Há um poema de

Damas, grande escritor da negritude da Guiana, sobre soluços e a impossibilidade de dizer, algo assim, se a memória não falha e não encontro confirmações no google. Talvez seja isso: com a pretensão de ser cientista social, o que se pode dizer ao mundo em tempos catastróficos? E lógico que me sinto mutante em um período em que faltaram meus próprios versos e somei crônicas, despedidas.

O sentimento maior de frustração e incapacidade foi de não elaborar um trabalho que pudesse representar um pequeno acúmulo cultural para pensarmos de forma clara e coesa sobre transformações das “velhas formas de viver”<sup>850</sup>. Tenho, por hora, dificuldade para comunicar. Não consigo dedicar a tese, porque a gente dedica presentes, esperanças, mudanças. É um trabalho afetado por uma cabeça que hospedou tensões, vírus, saudades e um corpo que presenciou tempos de catástrofes das gentes e de mundos, por uma vista muito cansada do horror, das telas, da vertigem. Um trabalho talvez menos científico pela afetação e pelas enfermidades, mas demasiadamente humano em sua imperfeição. Tem horas que desejo esquecer os escritos de tese, apagá-los e há outros momentos em que penso que posso o refazer quando o “tempo for propício”<sup>851</sup>.

Mas, talvez, a gente só lance a rede para outros pescarem e nos lembrarmos de que a ciência não é feita de gênios e, sim, de trabalho coletivo, contínua reflexão e reelaborações. Cientistas erram, mas acredito que sejam pessoas que desejam melhorar a vida das pessoas, dos mundos, dos bichos, da terra a partir de uma proposta que pode ser demonstrada e, no caso de brasileiros, de profissionais que se reinventam com poucas estruturas e conjugam pesquisa com ensino.

Por hora, termino este trabalho para a nossa agência de fomento (Capes) não tomar meus sapatos. E porque todas essas fraturas públicas e os nossos traumas íntimos dizem que é tempo de disputar o tempo que nos é roubado, com atenção

“Quem castiga nem é Deus, é os avessos” (Guimarães Rosa)

---

<sup>850</sup> Em tempos de pausa de leitura desta tese, quando não houver mais pensamentos. Ver o mais imortal dos imortais. Ver GIL, Gilberto. *Tempo rei*. Disponível em: < [\(4\) Tempo rei - YouTube](#)>. Acesso em: 18 de out. de 2023 às 03:54 horas de Brasília quando a imprensa goza de operações militares na Maré e, entre redes sociais, despejam antissemitismos e islamofobias.

<sup>851</sup> Em tempos de pausa de leitura desta tese que, às vezes, extrapola as madrugadas, um dos grandes formadores do meu pensamento e da minha dança na minha juventude, que me fez pensar Brasil, que me divertiu no Rio e que me afagou em Paris quando eu ouvia “transa” do exílio dele no meu exílio. Ver VELOSO, Caetano. *Oração ao Tempo*. Disponível em: <[\(4\) Oração Ao Tempo \(Remixed Original Album\) - YouTube](#)>. Acesso em: 18 de out. de 2023 às 04:01 horas de Brasília.

“Ressuscita-me!  
Quero viver até o fim o que me cabe!  
Para que o amor não seja mais escravo  
de casamentos,  
concupiscência,  
salários.  
Para que, maldizendo os leitos,  
saltando dos coxins,  
o amor se vá pelo universo inteiro.  
Para que o dia,  
que o sofrimento degrada,  
não vos seja chorado, mendigado.  
E que, ao primeiro apelo:  
– Camaradas!  
Atenta se volte a terra inteira.  
Para viver  
livre dos nichos das casas.  
Para que doravante  
a família seja  
o pai,  
pelo menos o Universo,  
a mãe,  
pelo menos a Terra.”  
(Amor, Maiakovski)

Na esperança de não sermos complacentes com estruturas sociais que aterrorizam crianças, flores, mães

Na esperança de não sermos complacentes com estruturas sociais que escravizam, que espoliam, que adoecem

Na esperança de não sermos complacentes com estruturas sociais que nos embrutecem

“e vejo e peço: dias de outras cores, alegrias para mim, pro meu amor e meus amores  
[...]  
a banda do oludum”

## Referências

AMADO, Luiz Henrique Eloy. *Terra Indígena e legislação indigenista no Brasil*. Cadernos de Estudos Culturais, v. 7, p. 65-84, 2015. ISSN: 1984-7785.

APPOLINAIRE, Thomas. Entrevista In: NITASSINAN n° 04, org. por Marcel Canton, Paris: Comité de Soutien aux Indiens des Amériques, 1985.

ARNOUX, Irma. *Les Amérindiens dans le département de la Guyane : problèmes juridiques et politiques*. In: Revue du droit public et de la science politique em France et à l'étranger, n° 6, 1615-1652, 1996.

ASCENSO, João Gabriel da Silva. *Como uma revogada de pássaros: uma história do movimento indígena na ditadura militar brasileira*. Tese (Doutorado). Rio de Janeiro: PUC-Rio, 2021.

ASSEMBLEIA NACIONAL FRANCESA. *Ficha de síntese*. Disponível em: <Fiche de synthèse : L'organisation territoriale de la France - Rôle et pouvoirs de l'Assemblée nationale - Assemblée nationale (assemblee-nationale.fr)>.

BANIWA, Braulina; TUPINIKIM, Debora; TUXÁ, Felipe; TIKUNA, Iury; TUPINAMBÁ, Juliana; KARAJÁ, Mairu, ZELIC, Marcelo, BARÉ, Suliente. *Genocídio indígena e políticas integracionistas: demarcando a escrita no campo da memória* [livro eletrônico] / Braulina Baniwa ... [et al.]. 1. ed.. São Paulo: Instituto de Políticas Relacionais, 2021. PDF

BENOÎT, Catherine. *Être de quelque part mais être né nulle part... L'état civil sur un fleuve frontière de Guyane*. In: COLLOMB, Gérard; FOUK MAM LAM, Serge. *Mobilités, ethnicités, diversité culturelle : la Guyane entre Surinam et Brésil*. Matoury: Ibis Rouge Éditions, 2016.

BENOÎT, Catherine. « Pampila et politique sur le Maroni : de l'état civil sur un fleuve frontière », *Histoire de la justice*, 2016/1 (N° 26), p. 237-259. Disponível em: <<https://www-cairn-info.faraway.parisnanterre.fr/revue-histoire-de-la-justice-2016-1-page-237.htm>>.

BICALHO, Poliene Soares dos Santos. *Protagonismo indígena no Brasil: movimento, cidadania e direitos (1970-2009)*. Tese de doutorado em História. Universidade de Brasília: Brasília, 2010.

BRASIL. Carta de Lei de 27 de outubro de 1831, Disponível em: <[https://www2.camara.leg.br/legin/fed/lei\\_sn/1824-1899/lei-37625-27-outubro-1831-564675-publicacaooriginal-88614-pl.html](https://www2.camara.leg.br/legin/fed/lei_sn/1824-1899/lei-37625-27-outubro-1831-564675-publicacaooriginal-88614-pl.html)>.

BRASIL. Código Civil. Lei n° 3.071 de 1° de janeiro de 1916. Disponível em: <[https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/l3071.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/l3071.htm)>.

BRASIL. Comissão Nacional da Verdade. Relatório. Volume II, Texto 5. Brasília: CNV, 2014.

BRASIL. Constituição (1891). Constituição da República dos Estados Unidos do Brasil. Rio de Janeiro, RJ: Imprensa Nacional, 1891. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao91.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao91.htm)>.

BRASIL. Constituição (1934). Constituição da República dos Estados Unidos do Brasil. Rio de Janeiro: Imprensa Nacional, 1934. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao34.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao34.htm)>.

BRASIL. Constituição (1937). Constituição dos Estados Unidos do Brasil. Rio de Janeiro: Imprensa Nacional, 1937. Disponível em: <[https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao37.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao37.htm)>.

BRASIL. Constituição (1946). Constituição dos Estados Unidos do Brasil. Brasília: Senado Federal, 2010. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao46.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao46.htm)>.

BRASIL. Constituição (1967). Constituição da República Federativa do Brasil. Brasília: Senado Federal, 2010. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao67.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao67.htm)>.

BRASIL. Constituição (1969). Constituição da República Federativa do Brasil. Brasília: Senado Federal, 2010. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao67emc69.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao67emc69.htm)>. Acesso em 06 de fev. de 2023.

BRASIL. Decreto de 3 de junho de 1833 e no Regulamento nº. 143 de 15 de março de 1842. Disponível em: <<https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/sn/1824-1899/decreto-37777-3-junho-1833-565134-publicacaooriginal-88994-pe.html>>.

BRASIL. Decreto nº 7, de 20 de novembro de 1889. Diário Oficial [da] República dos Estados Unidos do Brasil, Rio de Janeiro, RJ, 21 nov. 1889. Disponível em: <<https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1824-1899/decreto-7-20-novembro-1889-517662-publicacaooriginal-1-pe.html>>.

BRASIL. Decreto nº 8.072/ 1910, de 20 de junho de 1910. Cria o Serviço de Proteção aos Índios e Localização de Trabalhadores Nacionais e aprova o respectivo regulamento. Diário Oficial da União, Poder Executivo, Rio de Janeiro, 26 jun. 1910. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/decreto/1910-1929/D8072.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto/1910-1929/D8072.htm)>.

BRASIL. Decreto nº 5.484, de 27 de junho de 1928. Regula a situação dos índios nascidos no território nacional. Disponível em: <<http://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1920-1929/decreto-5484-27-junho-1928-562434-publicacaooriginal-86456-pl.html>>.

BRASIL. Decreto nº 736/ 1936, de 06 de abril de 1936. Aprova, em caráter provisório, o Regulamento do Serviço de Proteção aos Índios. *Diário Oficial da União*, Rio de Janeiro, 07 de maio de 1936. Disponível em: <<https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1930-1939/decre/maios/1936>>. Disponível em: <<https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1930-1939/decreto-736-6-abril-1936-472619-republicacao-76591-pe.html>>.



BRASIL. Decreto nº 10.652, de 16 de Outubro de 1942. Aprova o Regimento do Serviço de Proteção aos Índios, do Ministério da Agricultura. Diário Oficial da União, Rio de Janeiro, 22 Out. 1942. Seção 1, p. 12225. Disponível em: <<https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1940-1949/decreto-10652-16-outubro-1942-464627-publicacaooriginal-1-pe.html>>.

BRASIL. Decreto nº 52.668/1963, de 11 de outubro de 1963. Aprova o Regimento do Serviço de Proteção aos Índios, do Ministério da Agricultura. *Diário Oficial da União*, Brasília, 24 out. 1963. Disponível em: <<https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1960-1969/decreto-52668-11-outubro-1963-392923-publicacaooriginal-1-pe.html>>.

BRASIL. Decreto nº 58.824, de 14 de julho de 1966. Promulga a Convenção nº 107, sobre a proteção e integração das populações aborígenes e outras populações tribais e semitribais dos países independentes, adotada pela Conferência Geral da Organização Internacional do Trabalho, em sua 39ª reunião, realizada em Genebra, em 26 de junho de 1957. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 15 jul. 1966. Seção 1, p. 6617. Disponível em: <[https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/atos/decretos/1966/d58824.html](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/atos/decretos/1966/d58824.html)>.

BRASIL. Ministério do Interior. Relatório Figueiredo. In: Brasil Doc. Belo Horizonte: UFMG, 1967. Disponível em: <<https://www.ufmg.br/brasildoc/temas/5-ditadura--militar-e-populacoes-indigenas/5-1-ministerio-do--interior-relatorio-figueiredo>>.

BRASIL. Lei nº 4.737, de 15 de julho de 1965. Institui o Código Eleitoral. Brasília, DF: Presidência da República, 1965. Disponível em: <<https://www.tse.jus.br/legislacao/codigo-eleitoral/codigo-eleitoral-1/codigo-eleitoral-lei-nb0-4.737-de-15-de-julho-de-1965>>.

BRASIL. Lei nº 5.371, de 05 de dezembro de 1967. Autoriza a instituição da Fundação Nacional do Índio e dá outras providências. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/1950-1969/L5371.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/1950-1969/L5371.htm)>.

BRASIL. Lei nº 6.001, de 19 de dezembro de 1973. Dispõe sobre o Estatuto do Índio. Diário Oficial da União, Brasília, DF, 20 dez. 1973. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/L6001.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L6001.htm)>.

BRASIL. Tribunal Superior Eleitoral. Consulta nº 3.165. (Resolução nº 7.919). Relator: Min. Décio Meirelles de Miranda. Brasília, DF, 9 set. 1966. BEL - Boletim Eleitoral, Brasília, v. 184, n. 1, p. 272, 1966.

BIGIO, Elias dos Santos. *A ação indigenista brasileira sob a influência militar e da Nova República* (1967-1990). Brasília: Revista de Estudos e Pesquisas, v. 4, n. 2, p. 13-93, dez. 2007.

BIGIO, Elias dos Santos. *Linhas telegráficas e integração de povos indígenas: as estratégias políticas de Rondon*. Dissertação (Mestrado) - Universidade de Brasília, Brasília. 1996.

BINOCHE, Jacques. *Les élus d'outre-mer au Parlement de 1871 à 1914*. In: Revue française d'histoire d'outre-mer, tomo 58, n° 210, primeiro trimestre, 1971, pp. 82-115.

BLÉRIOT, Laurent. *Les départements et régions d'outre-mer : un statut à la Carte*, Le Seuil, «Pouvoirs », 2005/2 n° 113.

CARVALHO, José Murilo de. *Cidadania no Brasil. O longo Caminho*. 3ª ed. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 2002.

CÉSAIRE, Aimé. Discurso. Disponível em: <<http://www.lameca.org/publications-numeriques/dossiers-et-articles/departementalisation-la-guadeloupe-de-1946/les-discours-aime-cesaire/>>.

CHALIFOUX, Jean-Jacques. *Ethnicité, pouvoir et développement politique chez les Galibis de la Guyane française*. In: *Anthropologie et Sociétés*, vol. 16, no 3, 1992, pp. 37-54. Québec: département d'anthropologie, Université Laval. Versão digitalizada. Disponível em: <[Jean-Jacques Chalifoux, Ethnicité, pouvoir et développement politique chez les Galibis de la Guyane française \(uqac.ca\)](http://Jean-Jacques%20Chalifoux,%20Ethnicité,%20pouvoir%20et%20développement%20politique%20chez%20les%20Galibis%20de%20la%20Guyane%20française%20(uqac.ca))>.

CHAPUIS, Jean. *La personne Wayana entre sang et ciel*. Tese de doutorado. Université d'Aix-Marseille, 1998, versão digitalizada.

CHARPENTIER, Suzanne; CHARPENTIER, Guy. *Une expérience indigéniste en Guyane française*. In: *Journal de la Société des américanistes*, Tome 42, 1953, pp. 418-421.

CHICOT, Pierre-Yves. *Le principe d'indivisibilité de la République et la question des minorités en Guyane française, à la lumière du cas amérindien*. In: *Pouvoirs dans la Caraïbe* [Online], n° 12, 2000. Disponível em: <<http://journals.openedition.org/plc/373>; DOI: <https://doi.org/10.4000/plc.373>>.

COLLOMB, Gérard. *Chroniques interculturelles en Guyane: Un "point de vue" kali'na*. In: COLLOMB, Gérard; JOLIVET, Marie-José. *Histoires, identités et logiques ethniques: Amérindiens, Créoles et Noirs Marrons en Guyane*. Le regard de l'ethnologue n 18. Paris: CTHS, 2008.

COLLOMB, Gérard. *Entre ethnicité et national: A propos de la Guyane*. In: *Socio-anthropologie*, n° 6, 1999. Disponibilizado online em 15 de janeiro de 2000. Disponível em: <<http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/113>>.

COLLOMB, Gérard; TIOUKA, Félix. *Na'na Kali'na. Une histoire des Kali'na de Guyane*. Cayenne: Ibis Rouge Éditions, 2000.

COMITÊ DA VERDADE DO AMAZONAS. 1º Relatório do Comitê Estadual da Verdade: O genocídio do povo Waimiri-Atroari. Manaus/AM, 2012. Disponível em: <<https://www.marxists.org/portugues/tematica/livros/diversos/genocidio.pdf>>.

CUNHA, Manuela Carneiro da. *Os Direitos do Índio: Ensaio e documentos*. São Paulo: Brasiliense, 1987.

CUNHA, Manuela Carneiro da. *Índios na Constituição*. In: Dossiê 30 anos da Constituição brasileira. Novos estudos. CEBRAP 37 (3). Sep. Dez, 2018. Disponível em: <<https://doi.org/10.25091/S01013300201800030002>>.

DANTAS, Fernando Antonio de Carvalho. *O sujeito diferenciado: a noção de pessoa indígena no direito brasileiro*. Dissertação (Mestrado). Curitiba: Universidade Federal do Paraná (UFPR), 1999.

DAVIS, Shelton. *Vítimas do milagre: o desenvolvimento e os índios do Brasil*. Rio de Janeiro: Zahar Editores, 1978.

DEPARIS, Sidiclei Roque. *União das Nações Indígenas (UNI): contribuição ao movimento indígena no Brasil (1980-1988)*. Dissertação (Mestrado). Universidade Federal da Grande Dourados (UFGD): Dourados, 2007.

DIMIER, Véronique. *De la France coloniale à l'outre-mer*. In: Pouvoirs, vol. 113, no. 2, 2005, pp. 37-57.

DUHAMEL, Éric. *Histoire politique de la IV<sup>e</sup> République*. Paris: La Découverte, 2000.

DOUMENG, Valerie. *L'état civil des populations marginales de la Guyane française*. Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, número 146-147, pp. 149-165, 2007. Disponível em: <<https://www.erudit.org/fr/revues/bshg/2007-n146-147-bshg03145/1040656ar/>>.

ELFORT, Maude. *Pouvoirs publics, populations amérindiennes et bushinenge en Guyane Française. Pouvoirs dans la Caraïbe* [online], nº 16, 2010. Disponível em: <<http://journals.openedition.org/plc/819>; DOI: <https://doi.org/10.4000/plc.819>>.

FABERON, Jean-Yves; ZILLER, Jacques. *Droit de collectivités d'Outre-mer*. In: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, E.J.A, Paris, 2007.

FALCÃO, Ismael Marinho. *O Estatuto do índio: comentado*. Brasília: Centro Gráfico do Senado Federal, 1985.

FANON, Frantz. *Pele negra, máscaras brancas*. Salvador: Editora UFBA, 2008.

FARAGE, Nadia; CUNHA, Manuela Carneiro da. *Caráter de tutela dos índios: origens e metamorfoses*. In: CUNHA, Manuela Carneiro da (org.). Os direitos do índio: ensaios e documentos. São Paulo, Editora Brasiliense, 1987, p. 103-117.

FERREIRA, Bianca Porto. *A diáspora indígena no Relatório Figueiredo: reflexões sobre deslocamentos forçados*. In: BELTRÃO, Jane Felipe. *Relatório Figueiredo: atrocidades contra povos indígenas em tempos ditatoriais*. – 1. ed. – Rio de Janeiro: Mórula, 2022.

FILOCHE, Geoffroy. *Les Amérindiens de Guyane française, de reconnaissances disparates en bricolages juridiques. L'exemple des Kali'na d'Awala-Yalimapo*. In: *Journal de la Société des américanistes*, tomo 97, nº 2, Paris, 2011.

FRANÇA. Arrête de création du “Service des Populations Primitives” du 22 novembre 1952. Documento consultado no anexo da dissertação de ARMANVILLE, Françoise. *Les Homes Indiens en Guyane française, pensionnats catholiques pour enfants amérindiens 1948-2012*. Dissertação de mestrado. Marseille: Aix- Marseille Université, 2012, p. I.

FRANÇA. Constituição de 1946, de 27 de outubro de 1946. Disponível em: <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-de-1946-ive-republique#:~:text=Chacun%20a%20le%20devoir%20de,au%20syndicat%20de%20son%20choix>>.

FRANÇA. Constituição de 1958, de 04 de outubro de 1958. Disponível em: <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/texte-integral-de-la-constitution-du-4-octobre-1958-en-vigueur>>.

FRANÇA. Constituição de 1958, de 04 de outubro de 1958. Disponível em: <[Constitution du 4 octobre 1958 Texte originel | Sénat \(senat.fr\)](#)>.

FRANÇA. Décret du 6 juin 1930, In: Journal officiel de la Guyane française. Disponível em: <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k96600265/f4.item#>>.

FRANÇA. Lei n° 46-451, de 19 de março de 1946. Classifica como departamento francês, Guadalupe, Martinica, Reunião e Guiana Francesa. Disponível em: <<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000868445/>>.

GARCÉS, Claudia Leonor López. *Los indígenas en la frontera brasil-guayana francesa. Una visión histórica: 1900-1950*. In: ZÁRATE-BÓTIA, Carlos et al. Espacios urbanos y sociedades transfronterizas en la Amazonia. Universidad Nacional de Colombia. Sede Amazonia. Instituto Amazónico de Investigaciones Imani, 2012, p. 68097.

GRENAND, Françoise; BAHUCHET, Serge; GRENAND, Pierre. *Environnement et sociétés en Guyane française: des ambiguïtés d'application des lois républicaines*. In: Revue internationale des sciences sociales, n° 187 : 53-62, 2006. Disponível em: < DOI : [10.3917/riss.187.0053](https://doi.org/10.3917/riss.187.0053)>.

GRENAND, Pierre; GRENAND Françoise. *Les amérindiens, des peuples pour la Guyane de demain: un dossier socio-économique*. Cayenne: Office de la recherche scientifique et technique outre mer (ORSTOM), 1990.

GUIMARÃES, Elena. *Relatório Figueiredo: entre tempos, narrativas e memórias*. Dissertação apresentada ao Programa de Pós-graduação em Memória Social. UNIRIO: Rio de Janeiro, 2015.

GUYON, Stéphanie. *Des « Primitifs » aux « Autochtones »: Savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours*. In: Genèses, 2013/2 (n° 91), p. 49-70. Disponível em: <<https://www.cairn.info/revue-geneses-2013-2-page-49.htm>>.

GUYON, Stéphanie. *La fabrique coloniale et postcoloniale des politiques indigénistes en Guyane Française (1930-2018)*. In BELLIER, Irène; HAYS,



<[http://www.fd.unb.br/pos/index.php?option=com\\_content&view=article&id=14 & Itemid=15](http://www.fd.unb.br/pos/index.php?option=com_content&view=article&id=14&Itemid=15)>.

LACERDA, Rosane. *Os povos indígenas e a Constituinte, 1987-1988*. Brasília: CIMI, 2008.

LARCHER, Silyane. *L'égalité divisée. La race au cœur de la ségrégation juridique entre citoyens de la métropole et citoyens des «vieilles colonies» après 1848*. In: *Le mouvement social*, vol. 252, 2015, p. 137-158. *Project MUSE*. Disponível em: <[muse.jhu.edu/article/594523](http://muse.jhu.edu/article/594523)>.

LAVENAIRE-PINEAU, Maël. *Décolonisation et changement social aux Antilles françaises. De l'assimilation à la "Départementalisation"; socio-histoire d'une construction paradoxale (1946-1961)*, tese sustentada em 2017 na École Doctorale 588, Laboratoire Archéologie Industrielle Histoire Patrimoine Géographie Développement Environnement, Université des Antilles. Disponível em: <<http://www.theses.fr/2017ANTI0159>>.

LAVOREL, Sabine. *Des manifestations du pluralisme juridique en France: l'émergence d'un droit français des minorités nationales*. Tese de Direito. Grenoble: Université Pierre Mendès-France - Grenoble II, 2007.

LEHMANN, Henri; LÉVI-STRAUSS, Claude; BATAILLON, Marcel. *Lettre à Monsieur le Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer*. In: *Journal de la Société des Américanistes*, Tome 57, 1968, pp. 147-151.

LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Aos Fetichistas, Ordem e Progresso: Um Estudo do Campo Indigenista no seu Estado de Formação*. Dissertação de Mestrado em Antropologia Social. Rio de Janeiro: Museu Nacional - UFRJ, 1985.

LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Gestar e Gerir: estudos para uma antropologia da administração pública no Brasil*. In: Antonio Carlos de Souza Lima (organizador). Rio de Janeiro: Relume Dumará: Núcleo de Antropologia da Política/UFRJ, 2002.

LIMA, Antonio Carlos de Souza. *O governo dos índios sob a gestão do SPI*. In: CUNHA, Manuela Carneiro da (Org.). *História dos índios no Brasil* 2. ed., São Paulo: Companhia das Letras, 1992, p.155-172.

LIMA, Antonio Carlos de Souza (org.). *Tutela: formação de Estado e tradições de gestão no Brasil*. 1. ed., Rio de Janeiro: E-papers, 2014.

LIMA, Antonio Carlos de Souza. *Um grande cerco de paz: poder tutelar, indianidade e formação do Estado no Brasil*. Petrópolis: Vozes, 1995.

LINS, Ivan. *História do Positivismo no Brasil*. São Paulo: Cia Editora Nacional, 1964.

MALDONADO-TORRES, Nelson. *Sobre la colonialidad del ser: contribuciones al desarrollo de un concepto*. In: CASTRO-GÓMEZ, S.; GROSFUGUEL, R. (orgs.) *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del*

capitalismo global. Bogotá: Universidad Javeriana-Instituto Pensar, Universidad Central-IESCO, Siglo del Hombre Editores, 2007.

MAM-LAM-FOUK, Serge. *Histoire de l'assimilation: des <<veilles colonies>> françaises aux départements d'outre-mer// La culture politique de l'assimilation en Guyane et aux Antilles françaises (XIXe et XXe siècles)*. Matoury: Ibis Rouge Editions, 2006.

MAM-LAM-FOUCK, Serge. *Histoire générale de la Guyane française*. Cayenne: Ibis rouge, 1996.

MATOS, Maria Helena Ortolan. *O processo de criação e consolidação do movimento pan-indígena no Brasil (1970-1980)*. Dissertação de mestrado em Antropologia. Universidade de Brasília: Brasília, 1997.

MEMMI, Albert. *O retrato do colonizado precedido pelo retrato do colonizador*. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 2007.

MICHALON, Thierry. *Réflexions sur un nouveau statut de la Guyane*. In: Pouvoirs dans la Caraïbe [En ligne], 11, 1999. Disponível em: <<http://journals.openedition.org/plc/528>>.

MOURA, Marlene Castro Ossami de. *As assembleias de líderes indígenas no Brasil (1974-1984)*. In: BRIGHENTI, Clovis Antonio; HECK, Egon Dionisio (Org.). *O movimento indígena no Brasil: da tutela ao protagonismo (1974-1988)*. Foz do Iguaçu: EDUNILA, 2021.

MUNDURUKU, Daniel. *O caráter educativo do movimento indígena brasileiro (1970-1990)*. São Paulo: Paulinas, 2012.

NICOLAU, Jairo. *História do voto no Brasil*. Coleção Descobrimos o Brasil. Rio de Janeiro: Jorge Zahar Editor, 2002, ebook.

OLIVEIRA, João Pacheco de Oliveira; FREIRE, Carlos Augusto da Rocha. *A presença Indígena na formação do Brasil*. Brasília: Ministério da Educação, Secretaria de Educação Continuada, Alfabetização e Diversidade. LACED/Museu Nacional, 2006.

OLIVEIRA, João Pacheco. *Sem a tutela, uma nova moldura de nação. O pós-constituição de 1988 e os povos indígenas*. In: *Brasiliana - Journal for Brazilian Studies*, [S.l.], v. 5, n. 1, p. 200-229, (Nov, 2016), ISSN 2245-4373.

OLIVEIRA, Roberto Cardoso de. *A politização da identidade e o movimento indígena*. In: OLIVEIRA, Roberto Cardoso de. *A crise do indigenismo*. Campinas: Unicamp, 1988.

PAIVA, Eunice, JUNQUEIRA; Carmen. *O Estado contra o Índio*. Textos em Ciências Sociais. São Paulo: PUC, n. 1, 1985.

PANDOLFI-CROZIER, Jean-Ugo. *Paroles kali'na: Entretiens avec deux amérindiens d'en France*. De Thomas Appolinaire, Félix Tiouka. Paris: Books on Demand, 2018, Ebook.

PETRONI, Mariana da Costa Aguiar. *Índios em movimento: a trajetória política de Álvaro Tukano*. Tese em Antropologia Social. Universidade Estadual de Campinas: Campinas, 2015.

PRADO, Felipe Sousa. *O Processo de Militarização das Políticas Indigenistas na Ditadura Civil-Militar Brasileira*. Dissertação de Mestrado. Foz do Iguaçu: Programa de Pós- Graduação Interdisciplinar em Estudos Latino- Americanos, Universidade Federal da Integração Latino-Americana (Unila), 2018.

PREZIA, Benedito (Org.). *Caminhando na luta e na esperança: retrospectiva dos últimos 60 anos da Pastoral Indigenista e dos 30 anos do CIMI*. São Paulo: Edições Loyola, 2003.

QUIJANO, Aníbal. *Colonialidad del Poder, Cultura y Conocimiento en América Latina*. In: Anuário Mariateguiano. Lima: Amatua, v. 9, n. 9, 1997.

QUIJANO, Aníbal. *Colonialidade do poder e classificação social*. In: SANTOS, Boaventura de Sousa; MENESES, Maria Paula (orgs). *Epistemologias do Sul*. Coimbra: Edições Almedina, 2009.

QUIJANO, Aníbal. *Colonialidade do poder, Eurocentrismo e América Latina*. In: *A colonialidade do saber: eurocentrismo e ciências sociais. Perspectivas latino-americanas*. Buenos Aires: CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2005.

RANOUX, Maëlle. *Nature en politique: Mutations. sociologie du travail scientifique dans le projet de Parc National en Guyane Française (1930-2007)*. Tese de Doutorado. Nanterre: Université de Nanterre - Paris X, 2007.

RELATÓRIO FIGUEIREDO. *Comissão Parlamentar de Inquérito para apurar irregularidades no Serviço de Proteção aos índios–SPI*, instituída pela Portaria n.º 239/1968. Arquivo Relatório Figueiredo/Museu do Índio. Disponível em: <[http://www.docvirt.com/docreader.net/DocReader.aspx?bib=MI\\_Arquivistico&pesq=relat%C3%B3rio%20figueredo&pagfis=201427](http://www.docvirt.com/docreader.net/DocReader.aspx?bib=MI_Arquivistico&pesq=relat%C3%B3rio%20figueredo&pagfis=201427) >.

RESTREPO, Eduardo; ROJAS, Axel. *Infléxion decolonial: fuentes, conceptos y cuestionamientos*. Popayán: Editorial Universidad del Cauca, 2010.

RIBEIRO, Darcy. *A política indigenista brasileira*. Rio de Janeiro: Ministério da Agricultura, 1962.

RIBEIRO, Darcy. *Falando dos Índios*. Rio de Janeiro: Fundação Darcy Ribeiro, Brasília, DF: Editora UNB, 2010.

RIBEIRO, Darcy. *Os índios e a civilização: a integração das populações indígenas no Brasil moderno*. 5. Ed. Petrópolis: Vozes, 1986.

ROCHA, Leandro Mendes. *Da proteção fraternal ao integracionismo harmonioso: aspectos da política indigenista 1950-1967*. Brasília, FUNAI, 1993.

ROUX, André. *L'évolution constitutionnelle du statut des départements d'outre-mer*. In: *L'évolution constitutionnelle du statut des Départements d'Outre-Mer*,



rapport au colloque 1946-1976 : Soixante dix ans de départementalisation ultra marine entre diversité législative et unité constitutionnelle dans la République, Abril 2016, Saint Denis de la Réunion, France.

SANT'ANA, Graziella Reis de. *História, espaços, ações e símbolos das associações indígenas Terena*. Tese de doutorado apresentada ao Departamento de Antropologia da Universidade Estadual de Campinas. Campinas, 2010.

SCHWAD, Egydio. *Nas assembleias, os povos indígenas se afirmam: narrativas e testemunho de Egydio Schwad*. In: BRIGHENTI, Clovis Antonio; HECK, Egon Dionisio (Org.). *O movimento indígena no Brasil: da tutela ao protagonismo (1974-1988)*. Foz do Iguaçu: EDUNILA, 2021.

SILVA, Luiz Fernando Villares. *Estado pluralista? o reconhecimento da organização social e jurídica dos povos indígenas no Brasil*. Tese (Doutorado) - Universidade de São Paulo: São Paulo, 2013.

SOUZA, C. B. G. *French Guiana, between the postcolonialism and affirmation national*. *Naturae*, v.3, n.1, p.18-35, 2021. Disponível em: <<http://doi.org/10.6008/CBPC2674-6441.2019.001.0003>>.

SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *O direito envergonhado: o direito e os índios no Brasil*. In: Índios no Brasil. Organizado por Luís Donisete Benzi Grupioni. Brasília: Ministério da Educação e do Desporto, 1994.

SOUZA FILHO, Carlos Frederico Marés de. *O renascer dos povos indígenas para o Direito*. 1<sup>a</sup>. ed., 2<sup>a</sup> tiragem. Curitiba: Juruá, 1999.

STAUFFER, David Hall. *Origem e fundação do Serviço de Proteção aos Índios (III)*. *Revista de História, [S. l.]*, n. 37, p.73- 95, 1959.

STIEFVATER, Charline. *Droits autochtones et politiques foncières en Guyane, une analyse par la dépendance au sentier*. Dissertação (Mestrado). Montréal: Université du Québec à Montréal, 2021.

SUESS, Paulo. *A Causa Indígena na Caminhada e Proposta do Cimi: 1972-1989*. Petrópolis: Vozes, 1989.

TEÓFILO, Cristhian da Silva. *Regimes de indianidade, tutela coercitiva e estadania: examinando a violência institucional contra indígenas no Brasil e no Canadá*. Porto Alegre: Espaço Ameríndio, v. 10, n. 2, p. 194, 2016. DOI: 10.22456/1982-6524.67841. Disponível em: <<https://seer.ufrgs.br/index.php/EspacoAmerindio/article/view/67841>>.

THABOUILLOT, Gérard. *Être chef de poste en Inini (1930-1969)*. In: Outre-mers, tome 98, n°370-371, 1<sup>er</sup> semestre 2011. Le contact colonial dans l'empire français: XIXe-XXe siècles. pp. 43-55. Disponível em: <[http://www.persee.fr/doc/outre\\_1631-0438\\_2011\\_num\\_98\\_370\\_4532](http://www.persee.fr/doc/outre_1631-0438_2011_num_98_370_4532)>.

TIOUKA, Alexis; FERRARINI, Hélène. *Petit guerrier pour la paix: les luttes amérindiennes racontées à la jeunesse (et à tous les curieux)*. Matoury: Ibis Rouge Editions, 2017.

TIOUKA, Alexis. *Le contexte juridique international des droits des Peuples autochtones*. Dissertação de mestrado. Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO): Quito, 2004.

URBAN, Yerri. *La citoyenneté dans l'empire colonial français est-elle spécifique ?*, 2ème version de l'article publiée dans Olivier Beaud (dir.), *Penser juridiquement l'Empire?* Jus Policum, Revue internationale de droit politique, Hors Serie, 2017, Paris Dalloz, p. 151- 187.

VALENTE, Rubens. *Os fuzis e as flechas: história de sangue e resistência indígena na ditadura*. São Paulo: Companhia das Letras, 2017.

VALLOT, Hugues Dominique. *A colônia esquecida e a república assimilacionista: representações, políticas indigenistas e reivindicações indígenas na Guiana Francesa*. Dissertação. Universidade de Brasília: Brasília, 2017, p. 10.

VERPEAUX, Michel. *L'unité et la diversité dans la République*, Nouveaux Cahiers du Conseil Constitutionnel, n° 42 (Le Conseil Constitutionnel et les collectivités territoriales), Janvier 2014. Disponible em: <<https://www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/l-unite-et-la-diversite-dans-la-republique#:~:text=L'%C3%89tat%20unitaire%20se%20caract%C3%A9rise,sur%20l'ensemble%20du%20territoire.>>>.

VULIN, Emmanuelle. *Les revendications des peuples autochtones de Guyane appréhendées par le droit français : entre évolutions, conciliations et aménagements*. Dissertação em Direito. Lyon: Université Lumière Lyon 2, 2019.

WASH, Catherine. *Interculturalidad, colonialidad y educación*. In: Revista Educación y Pedagogia, pp.25-35. Medellín: Universidad de Antioquia, Facultad de Educación, vol. XIX, n. 48, 2007.

Y-JUCA-PIRAMA – o índio: aquele que deve morrer. Documento de urgência de bispos e missionários, 1974.

## Anexo



(Desenho de indígena Waimiri- Atroari sobre o massacre perpetuado contra seu povo na Ditadura Militar, capa do Relatório do COMITÊ DA VERDADE DO AMAZONAS. 1º Relatório do Comitê Estadual da Verdade: O genocídio do povo Waimiri-Atroari. Manaus/AM, 2012. Disponível em: <<https://www.marxists.org/portugues/tematica/livros/diversos/genoci-dio.pdf>>. Acesso em: 22 de jul. de 2023).

## ÍNDICE REMISSIVO

<b>RÉSUMÉ EN FRANÇAIS.....</b>	<b>2</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b><u>Partie I-</u> L'intégration de peuples du point de vue de la définition légale : possibilités et limites .....</b>	<b>9</b>
<b><u>Titre I-</u> Progressions de l'État.....</b>	<b>9</b>
<b>Chapitre 1- Guyane, <i>une vieille colonie qui s'intègre à la France</i>.....</b>	<b>9</b>
1.1- Départementalisation: les étapes formelles d'une intégration.....	10
1.1.1- De la représentation des colonies au sein du Parlement français à la congrégation dans l'Union Française .....	10
1.1.2- <u>La loi n ° 46- 451/ 1946</u> : un processus d'assimilation des colonies.....	12
1.1.3- Les effets juridiques du <i>statut</i> de département.....	14
1.2- Citoyenneté et civilisation.....	16
1.2.1- <u>La lutte pour l'égalité citoyenne</u> .....	16
1.2.2- Leur ressembler pour s'assimiler .....	19
1.2.3- Le Statut citoyen après 1946 .....	20
<b>Chapitre 2- Brésil, des gens inconnus sur des terres à occuper, exploiter et réglementer .....</b>	<b>22</b>
2.1- Paradigme de l'intégration par le biais de l'assimilation dans le développement de l'État National républicain brésilien.....	23
2.1.1- L'expansion de l'État National et les conflits avec les peuples autochtones .....	23
2.1.2- Le protagonisme militaire et l'idéologie positiviste au sein des actions de contacts avec les peuples autochtones .....	24
2.1.3- <u>L'État National</u> : homogénéisation et contrôle .....	26
2.2- Un organisme dédié aux questions autochtones.....	27

2.2.1- Le Service de Protection des Indiens et la localisation des travailleurs nationaux .....	27
2.2.2- La Fondation Nationale de l'Indien .....	30
2.3- La législation sur les terres occupées par les peuples autochtones .....	32
<b><u>Titre II- Statuts juridiques</u> .....</b>	<b>36</b>
<b>Chapitre 3- D'un "vide juridique" à un statut personnel indifférencié pour les peuples autochtones de Guyane.....</b>	<b>36</b>
3.1- Conformations du territoire de l'Inini et gestion des autochtones.	36
3.2- <i>Service des Populations Primitives</i> (SPP): personne n'est citoyen .....	40
3.3- <i>Francisation</i> .....	44
<b>Chapitre 4- Statut personnel des autochtones brésiliens .....</b>	<b>47</b>
4.1- Droits civils et politiques .....	48
4.1.1- Incapacité civile.....	48
4.1.2- Droit de vote.....	50
4.2- Le régime de tutelle dans le décret 5484/28 (1928-1973).....	52
4.3- Régime tutélaire et Statut des Indiens (1973 -).....	54
4.4- Pouvoir de Tutelle .....	56
<b><u>Partie II- L'État: le lieu du manque de protection et de la lutte pour la reconnaissance des droits</u>.....</b>	<b>59</b>
<b><u>Titre I- Invisibilité et violations des droits</u> .....</b>	<b>59</b>
<b>Chapitre 5- Indivisibilité, invisibilité .....</b>	<b>59</b>
5.1- L'État civil des autochtones pour "une intégration à un seul peuple" : l'homogénéisation dans les départements .....	59
5.2- Les modes d'homogénéisation et l'omission des apports autochtones .....	63
5.3- Les autochtones français : des invisibles recolonisés par d'autres moyens.....	65

<b>Chapitre 6- Les organes de tutelle brésiliens: des agents collaborant aux violations des droits autochtones .....</b>	<b>68</b>
6.1- <u>Le mauvais service rendu aux peuples autochtones par le Service de Protection des Indiens.....</u>	69
6.1.1- <u>Violation des droits territoriaux autochtones .....</u>	70
6.1.2- <u>Violences contre les corps autochtones.....</u>	72
6.2- <u>Les agressions commises dans le cadre de la Fondation Nationale de l'indien .....</u>	74
6.2.1- <u>Violation des droits territoriaux autochtones .....</u>	76
6.2.3- <u>Violences contre les corps autochtones.....</u>	78
<b><u>Titre II- Le droit comme champ de litiges .....</u></b>	<b>79</b>
<b>Chapitre 7- Les revendications de droits en Guyane .....</b>	<b>79</b>
7.1- <i>Association des Amérindiens de Guyane française - Emerillon, Palikur, Wayãpi, Wayana, Arawak, Galibis (AAGF - EPWWAG)</i>	80
7.2- <i>La grande assemblée de 1984.....</i>	82
7.3- <i>Revendications .....</i>	86
<b>Chapitre 8- Articulations autochtones sous le régime dictatorial brésilien .....</b>	<b>88</b>
8.1- <u>Quelques manifestations non-autochtones pour une lutte commune. ....</u>	889
8.2- <u>Les assemblées autochtones .....</u>	92
8.3- <u>Union des Nations Indigènes (UNIND, ensuite abrégée UNI) .....</u>	95
8.4- <u>Contestations et revendications.....</u>	97
<b>Conclusion .....</b>	<b>100</b>
<b>TESE EM PORTUGUÊS.....</b>	<b>104</b>
<b>Introdução .....</b>	<b>112</b>
<b><u>PARTE I- Integração de povos a partir da delimitação legal: possibilidades e limites.....</u></b>	<b>122</b>

<b><u>Título 1- Avanços estatais</u></b> .....	<b>124</b>
<b>Capítulo 1- Guiana, uma velha colônia que se integra à França</b> .....	<b>125</b>
1.1- Departamentalização: passos formais de uma integração .....	127
1.1.1 - Da representação das colônias no parlamento francês à congregação na União francesa .....	127
1.1.2- A lei n ° 46- 451/ 1946: um processo de assimilação das colônias .....	129
1.1.3- Efeitos jurídicos do <i>status</i> de departamento.....	132
1.2- Cidadania e civilização.....	134
1.2.1- A luta pela igualdade cidadã .....	135
1.2.2- Assemelhar-se para assimilar-se .....	140
1.2.3- Estatuto cidadão após 1946 .....	141
1.3- Conclusões provisórias do capítulo.....	142
<b>Capítulo 2- Brasil, gentes desconhecidas entre terras a ocupar, explorar e regulamentar</b> .....	<b>145</b>
2.1- Paradigma integracionista pelo viés assimilacionista no desenvolvimento do Estado Nacional republicano brasileiro.....	147
2.1.1- Expansão do Estado Nacional e conflitos com povos indígenas	147
2.1.2- O protagonismo militar e a ideologia positivista na aproximação com os povos indígenas .....	149
2.1.3- Estado Nacional: homogeneização e controle.....	152
2.2- Um órgão próprio para tratar das questões relacionadas aos povos indígenas.....	154
2.2.1- O Serviço de Proteção aos Índios e Localização dos Trabalhadores Nacionais .....	154
2.2.2- Fundação Nacional do Índio (Funai).....	159
2.3- Legislação sobre as terras ocupadas por povos indígenas.....	163
2.4- Conclusões provisórias do capítulo.....	172
<b><u>Título 2- Estatutos Jurídicos</u></b> .....	<b>174</b>

<b>Capítulo 3- Do “vazio jurídico” a um Estatuto pessoal não diferenciado para os indígenas da Guiana .....</b>	<b>176</b>
3.1- Conformações do Território do Inini e gestão de ameríndios .....	178
3.2- <i>Service des Populations Primitives</i> (SPP): ninguém é cidadão .....	183
3.3- <i>Francisation</i> .....	188
3.4- Conclusões provisórias do capítulo.....	191
<b>Capítulo 4- Estatuto pessoal dos indígenas brasileiros .....</b>	<b>193</b>
4.1- Direitos Cíveis e políticos .....	194
4.1.1- Incapacidade civil.....	194
4.1.2- Direito ao Voto.....	198
4.2- Regime tutelar no decreto 5484/28 (1928-1973) .....	201
4.3- Regime tutelar e Estatuto do Índio (1973-).....	205
4.4- Poder Tutelar .....	209
4.5- Conclusões provisórias do capítulo.....	212
<b><u>PARTE II- O Estado: o local de desproteção e de reconhecimento de direitos</u></b>	<b>214</b>
<b><u>Título 1- Invisibilidade e violação de direitos .....</u></b>	<b>216</b>
<b>Capítulo 5- Indivisibilidade, invisibilidade .....</b>	<b>218</b>
5.1- Registros dos indígenas para sua “Integração a um só povo”: sem particularismos nos departamentos.....	218
5.2- Modos de homogeneização e desconsideração dos modos indígenas .....	222
5.3- Indígenas franceses: invisíveis recolonizados por outros meios .....	225
5.4- Conclusões provisórias do capítulo.....	227
<b>Capítulo 6- Órgãos de tutela brasileiros: agente colaborador de violações de direitos indígenas .....</b>	<b>229</b>
6.1- Os desserviços aos povos indígenas pelo Serviço de Proteção aos Índios .....	230



6.1.1- Violações aos direitos territoriais indígenas.....	231
6.1.2- Violações aos corpos indígenas .....	234
6.2- As agressões cometidas no âmbito da Fundação Nacional do Índio.	237
6.2.1- Violações aos direitos territoriais indígenas.....	240
6.2.2- Violações aos corpos indígenas .....	243
6.3- Conclusões provisórias do capítulo.....	247
<b><u>Título 2- Direito como campo de disputas.....</u></b>	<b>249</b>
<b>Capítulo 7- Reivindicações por direitos na Guiana.....</b>	<b>250</b>
7.1- <i>Association des Amérindiens de Guyane française</i> -Emerillon, Palikur, Wayãpi, Wayana, Arawak, Galibis (AAGF - EPWWAG).....	250
7.2- A grande assembleia de 1984.....	252
7.3- Reivindicações .....	256
7.4- Conclusões provisórias do capítulo.....	259
<b>Capítulo 8-Articulações indígenas no Brasil ditatorial.....</b>	<b>261</b>
8.1- Algumas manifestações não- indígenas para uma luta conjunta.....	261
8.2- Assembleias indígenas .....	264
8.3- União das Nações Indígenas (UNIND, depois abreviada UNI).....	269
8.3.1- Gênese e disputas internas .....	269
8.3.2- Propostas e atuações.....	272
8.4- Contestações e reivindicações gerais .....	274
8.5- Conclusões provisórias do capítulo.....	276
<b>Conclusão .....</b>	<b>27878</b>
<b>Epílogo- Sobre tempos de desmoronamentos: vírus letais, Estados ferozes e descrença na ciência .....</b>	<b>281</b>
<b>Referências .....</b>	<b>286</b>
<b>Anexo .....</b>	<b>298</b>